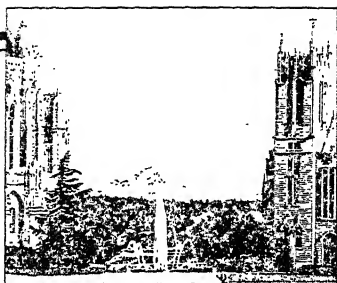


5232



UNIVERSITY OF WASHINGTON LIBRARIES

Estate of Solomon Katz

A LA MÊME LIBRAIRIE

SIR GALAHAD. — BYZANCE. — EMPEREURS ET IMPÉRATRICES. — L'ACROPOLE DU MONDE. — LA GRANDE BABYLONE. — ANGES ET SENUQUES. — LES BLEUS ET LES VERTS. — LES ICONOCLASTES. — LES HÉRÉSIES. — GRANDEUR ET DÉCADENCE. Traduction de Jacques CHIFFELLE-ASTIER, in-8° de la Bibliothèque Historique..... 480 fr

Sir Galahad brosse dans ce livre magistral, avec un admirable talent de conteur et de peintre, toute l'histoire de l'empire qui, pendant onze siècles, de 330 à 1453, où le flot turc balaie tout, a été le plus stable au monde.

Jardin des Lettres.

Il y a là des pages qu'on peut admirer même après avoir lu l'incomparable Psellos.

Gazette des Beaux-Arts.

Sir Galahad, écrivant une histoire rapide et grandiose de Byzance, l'a su faire de façon à nous enfiévrer la mémoire.

Henri Clouard.

GEORGES YOUNG. — CONSTANTINOPLE, DES ORIGINES A NOS JOURS. — L'EMPIRE ROMAIN. — L'EMPIRE BYZANTIN. — L'EMPIRE OSMANLI. — L'EMPIRE OTTOMAN. — TRADUCTION de M. DARD et M. TÉNINE, in-8° de la Bibliothèque Historique..... 330 fr.

Guide et histoire tout à la fois, ce volume se lit avec un grand intérêt tant l'érudition y apparaît dominée et tant la description s'accompagne de souvenirs plaisants. Quatre chapitres, un par empire : romain, byzantin, osmanli, ottoman. Au gré des périodes auxquelles ils se rattachent, nous sommes promenes du Cirque à Sainte-Sophie, des Blachernes au Vieux Sérail, de Galata à Péra, de Scutari à Yildiz. De grandes figures animent ce cadre unique au monde : Théodora et Justinien, Manuel Comnène et le Porphyrogénète, Mourad et Abdul Hamid. Déchue du rang de capitale, se dépeuplant, la ville royale meurt peu à peu de la triste mort des choses. Le beau livre de Georges Young en évoque les splendeurs, douloureux contraste avec les ruines qui s'accumulent.

Etudes.

STEVEN RUNCIMAN. — LA CIVILISATION BYZANTINE. Traduction de E. J. LÉVY, attachée au Musée Guimet, in-8° de la Bibliothèque Historique..... 450 fr.

Ce tableau d'ensemble de la civilisation byzantine sera le bienvenu. Il est brossé en douze chapitres, dont les deux premiers (I. La fondation de Constantinople ; II. Esquisse historique de 330 à 1453) forment pour ainsi dire l'introduction. Les autres nous parlent, ch. III de la constitution impériale et du régime du droit, ch. IV de l'administration, ch. V de la religion et de l'Eglise, ch. VI de l'armée, de la marine et de la diplomatie, ch. VII du commerce, ch. VIII de la vie citadine et de la vie rurale, ch. IX de la culture, ch. X de la littérature, ch. XI de l'art, et ch. XII de « Byzance et le monde ». Le volume se termine par des tables, la liste des empereurs romains de Constantin I à Constantin XI, enfin l'aperçu bibliographique.

Nouvelle Revue Théologique.

STEVEN RUNCIMAN. — LE MANICHÉISME MÉDIEVAL. — L'HÉRÉSIE DUALISTE DANS LE CHRISTIANISME, traduction de Simone PETREMENT, Docteur ès lettres, et Jacques MARRY, Docteur en théologie, in-8° de la Bibliothèque Scientifique..... 540 fr.

L'histoire du développement et du déclin de la tradition dualiste depuis les Gnostiques jusqu'aux Cathares, de la Mésopotamie aux Pyrénées, l'histoire du dualisme dans les pays chrétiens de l'Asie occidentale et de l'Europe. M. Runciman y étudie successivement les Gnostiques, les Manichéens, les Pauliciens arméniens, les Bogomiles bulgares et byzantins, les Patarins de Bosnie et les Cathares italiens et français. Une contribution à nos connaissances encore imparfaites des relations entre l'Europe orientale et occidentale au Moyen Age.

Times Literary Supplement.

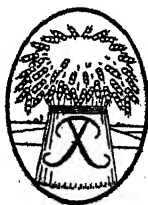
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

M. V. LEVTCHENKO
Professeur à l'Université de Leningrad

BYZANCE

DES ORIGINES A 1453

TRADUCTION DE PIERRE MABILLE



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1949

Tous droits réservés.

AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

La Russie s'est toujours intéressée à l'histoire de Byzance et sous le tsarisme les savants russes avaient publié de nombreux travaux de détail ou d'ensemble qui avaient donné à la science russe une très grande place dans la byzantinologie. Quatre instituts religieux consacraient leur activité à la byzantinologie. On avait créé un institut archéologique russe à Constantinople ; deux périodiques étaient spécialement consacrés à l'histoire de Byzance et on avait créé des chaires de byzantinologie dans différentes universités.

Après la révolution de 1917, toutes ces études avaient subi une éclipse. Elles ont repris depuis 1939 dans les conditions que nous exposons ci-dessous. C'est pourquoi il nous a paru opportun de publier en français cette nouvelle histoire de Byzance basée sur de nombreux documents inédits ou inconnus en Occident et qui insiste particulièrement sur les aspects économiques et sociaux moins étudiés par les byzantinistes tsaristes.

L'auteur du présent ouvrage, Métrophane Vassiliévitch Levitchenko, est nouveau venu dans la byzantinologie russe. Mais son étoile a rapidement brillé de tout son éclat, car il est devenu la cheville ouvrière du néo-byzantinisme russe qui a fait son apparition en U. R. S. S. à la veille de la guerre 1939-1945.

En effet, le *Bottin des Travaillleurs Scientifiques de Léninegrad*, publié par l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. en 1934, indique M. Levitchenko comme chargé de cours (« assistant ») d'histoire de l'Europe Occidentale à l'Institut d'Histoire et des Langues de Léninegrad.

En 1939, nous le trouvons professeur titulaire de la chaire d'histoire de Byzance à l'Université de Léninegrad, chargé, en plus, de former à la nouvelle discipline les jeunes « aspirants » byzantinistes. Au cours du second semestre 1939, un « groupe byzantin » était constitué à l'Institut d'Histoire de Léninegrad (près l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S.), dont le P^r Levitchenko allait prendre la tête. En 1940, paraissait son histoire de Byzance, destinée aux milieux universitaires et mettant l'accent sur les problèmes sociaux et économiques.

Cette même année, le P^r Levitchenko était chargé de la direction du *Recueil Byzantin* (« Vizantijski Sbornik »), publié par l'Institut d'Histoire. Ce « Recueil », manifestation du renouveau de la byzantinologie en U. R. S. S., prêt à paraître en 1941, ne devait voir le jour qu'en 1945, la guerre et le siège de Léninegrad ayant interrompu les travaux de mise en page. Il contient un article de tête de son directeur sur « Les Problèmes de la byzantinologie contemporaine », rédigé en 1945, de nombreuses études, terminées dès

1941, dont trois sous le titre général « Documents pour l'histoire intérieure de l'Empire romain d'Orient aux ^v^e et ^{vi}^e siècles » (I^o « Metrocomiae et Vici publici », II^o « Les domaines impériaux », III^o « La grande propriété terrienne et le pouvoir impérial ») dues à sa plume également, enfin une bibliographie des ouvrages intéressants la byzantinologie, parus en Europe Occidentale.

C'est encore en 1940 que notre auteur rédige, à la demande de l'Institut d'Orientalisme, une étude sur « Byzance au cours des ^{ix}^e-^{xi}^e siècles » pour un ouvrage capital et volumineux, *L'Histoire Universelle*.

En 1941, juste avant que n'éclate la guerre, il compose deux ouvrages : 1^o *La propriété terrienne ecclésiastique et monastique dans l'Empire Romain d'Orient au cours des V^e et VI^e siècles*, 2^o *Byzance au temps de la première Croisade*.

Comme indiqué, c'est seulement après la victoire, en 1945, que put paraître le *Recueil Byzantin*. En 1947, enfin, reprend la publication de la *Chronique Byzantine* (*Vizantijski Vremennik*), tome I (XXVI), interrompue depuis des lustres. Le P^r Levitchenko fait partie de son Comité de Rédaction, y publie une étude consacrée aux « Bleus et aux Verts à Byzance au cours des ^{vi}^e-^{vii}^e siècles » et un compte rendu de « l'activité du groupe byzantin de la section lénigradoise de l'Institut d'Histoire près l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. ». Ce premier volume de la « Chronique », depuis sa réapparition, fait une large part à la mémoire et aux travaux de l'illustre byzantiniste russe F. I. Ouspenski, qui avait dirigé la *Chronique* avant sa mort, survenue en 1928, et comprend une « bibliographia Uspenskiana », des études — dont une partie consacrée à la byzantinologie en rapport avec les peuples de l'U. R. S. S., le slavisme en particulier — des études bibliographiques, notamment une bibliographie des ouvrages parus sur l'histoire de Byzance en langues étrangères (à la langue russe), etc...

Recueil et *Chronique* nous fournissent des indications précieuses sur les causes qui ont provoqué l'éclipse de la byzantinologie russe, sur les raisons qui ont motivé sa renaissance, sur son « climat », enfin, sur le programme que s'est tracé la pléiade des byzantinistes de l'U. R. S. S. L'ensemble plaçant la présente « Histoire de Byzance » dans son cadre exact, nous croyons utile d'en reproduire des extraits essentiels.

Le message du Comité de Rédaction de la *Chronique byzantine* (1947) aux lecteurs débute ainsi : « La byzantinologie russe a un passé glorieux : à compter de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, elle est représentée par bon nombre de savants éminents, qui ont enrichi la science de leurs travaux. La byzantinologie russe doit son extraordinaire épanouissement aux travaux de l'académicien V. G. Vassilievski, puis de l'académicien F. I. Ouspenski, devenu son chef incontesté. La byzantinologie russe occupait dans la science historique mondiale la première place, universellement reconnue, par son étude des problèmes sociaux et économiques se rapportant à l'histoire de Byzance... Le développement de la byzantinologie russe connut une certaine interruption après la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Sous l'influence de ce qu'il est convenu d'appeler « l'école de Pokrovski », qui avait sous-estimé cette discipline historique primordiale, les travaux de recherche scientifique dans ce domaine avaient presque complètement cessé... »

Dans son « Introduction » au *Recueil Byzantin*, le P^r Levitchenko est encore plus net : « Les byzantinistes de l'Europe Occidentale devaient reconnaître que les relations gréco-slaves, gréco-orientales, les questions de l'économie et de l'ordre social byzantins, les monuments de l'antiquité, de l'art et du droit byzantins étaient le mieux traités par la byzantinologie russe, dont ils ne pouvaient se passer.

« L'école historique de Pokrovski, qui niait l'objectivité de la science historique et avait déclaré la guerre à l'histoire concrète, en lui substituant un grossier sociologisme, a assumé une grande part de responsabilité dans le sabotage des travaux de byzantinologie. Le résultat en a été l'interruption provisoire des travaux de recherche scientifique dans ce domaine. Les travaux de la Commission « Constantin-Porphyrrogénète », réorganisée ensuite en « Commission Russo-Byzantine », qui avaient commencé au printemps 1918, sous la direction de l'académicien F. I. Ouspenski, durent cesser après la mort de ce dernier. 1930 sonnait la fin de la « Commission Russo-Byzantine » et de sa revue, la *Chronique Byzantine*. Les cadres des byzantinistes étaient dispersés. » Mais cela ne pouvait durer. Le Comité de Rédaction de la *Chronique Byzantine* poursuit :

« L'Union Soviétique bénéficie maintenant d'un prestige tout à fait exceptionnel aux yeux des peuples balkaniques, dont l'histoire est étroitement liée à celle de l'Empire byzantin. Cela exige instamment l'intensification et le développement des recherches dans le domaine des relations mutuelles entre Byzance et les pays balkaniques, qui occupaient toujours une grande place dans la byzantinologie russe. »

Les moyens et le programme ? « La matière brute byzantine n'est pas encore épuisée, et son étude est loin d'être achevée. » (F. I. Ouspenski, « Un nouveau courant qui a vivifié l'histoire de Byzance », *Chronique byzantine*, v. XXII, p. 2.) « Il ne faut pas oublier que nos collections (archives et bibliothèques) soviétiques, particulièrement les collections du Musée Historique de Moscou (ancienne Bibliothèque Synodale), la Bibliothèque Publique Saltykov-Chtchédrine de Léninegrad, la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S., recèlent de grands fonds de manuscrits byzantins qui ont une importance générale. Ces fonds contiennent une grande quantité de manuscrits inédits. » (*Chronique byzantine*, 1947.)

La *Chronique Byzantine* observe d'autre part : « En son temps, F. I. Ouspenski, en parlant des travaux des byzantinistes russes dans la revue *Byzantion* (II, 20), écrivait : « L'attention de nous autres, byzantinistes russes, était surtout attirée vers l'examen des problèmes économiques, sociaux et autres, ayant trait à l'histoire intérieure de Byzance. Le paysannat et la propriété terrienne, avec les parèques soumis au possesseur et installés sur sa terre, en même temps que les vestiges de la propriété communale, voici des questions qui, chez nous, n'ont jamais cessé et ne cesseront jamais de figurer à l'ordre du jour. » Ces paroles du chef de la byzantinologie russe restent, à ce jour aussi, au programme des travaux des byzantinistes soviétiques, qui perpétuent les meilleures traditions de la byzantinologie russe antérieure à la révolution.

« L'histoire du féodalisme byzantin constitue le principal thème des recherches des byzantinistes soviétiques.

« La genèse du féodalisme byzantin et le slavisme, la propriété terrienne féodale, le féodalisme et la chute de l'Empire byzantin

— ce sont là les thèmes tracés dans le plan des travaux futurs de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. dans le domaine de la science historique.

« L'étude des villes, de leur commerce, de la naissance de nouvelles classes urbaines, de la bourgeoisie des villes et de la plèbe urbaine feront également l'objet d'études approfondies.

« Enfin, Byzance doit occuper une place tout à fait exceptionnelle dans l'étude des relations internationales de l'Europe médiévale et de l'Orient. Byzance représentait le point névralgique où s'entre-croisaient les intérêts de la Russie Kiévienne et Moscovite, des pays de l'Europe Occidentale, du Proche Orient et du bassin Méditerranéen. Ce thème revêt un intérêt d'autant plus grand qu'il a une importance non négligeable pour notre Grande Patrie et pour ses relations internationales au Moyen Age. »

Le Comité de rédaction de la *Chronique byzantine*, auquel nous empruntons ce programme général de la byzantinologie soviétique, termine comme suit, en plaçant un mot du programme propre à la *Chronique* : « Les relations des savants de l'U. R. S. S. avec les savants d'Europe et d'Amérique, qui vont en se développant après la fin de la seconde guerre mondiale, permettront de faire connaître aux lecteurs les travaux des byzantinistes étrangers. » Ainsi soit-il, ajouterons-nous.

En résumé, après la bourrasque qui s'était abattue sur la byzantinologie russe après la Révolution d'Octobre, et qui l'avait plongée dans une léthargie voisine de la mort, on repart, à l'avant-veille de la guerre, avec, comme objectif essentiel, l'aspect social et économique du problème. L'ouvrage sur Byzance, qui a fait l'objet de la présente traduction, en devient la pierre angulaire. Les travaux de byzantinologie connaissent un renouveau certain après la victoire de 1945, avec une pointe de slavisme, déjà facile à déceler dans les conclusions du présent ouvrage, et un élargissement du terrain, dont font désormais partie les pays entrés entre temps dans l'orbite soviétique, en particulier les peuples balkaniques et slaves.

P. MABILLE.

BYZANCE

CHAPITRE PREMIER.

LES ORIGINES DE BYZANCE

SITUATION INTÉRIEURE DE L'EMPIRE ROMAIN D'ORIENT

Le début du iv^e siècle fut marqué, pour l'Empire romain, par une vague révolutionnaire, provoquée par les esclaves et les colons, qui déferla à l'intérieur alors même que les Barbares l'attaquaient du dehors. Une crise économique aiguë aidant, l'ancienne capitale de l'Empire — Rome — perdit son importance en tant que centre politique de l'État. La nouvelle capitale, fondée sur les rivages du Bosphore en 330, fut appelée la Nouvelle Rome, ou Constantinople — du nom de son fondateur, l'empereur Constantin I^{er}. Comme la nouvelle capitale avait été fondée sur l'emplacement d'une ancienne colonie mégaréenne, Byzance, et qu'elle devint par la suite le centre d'un empire médiéval, on la désigna sous le nom d' « Empire de Byzance », sous lequel elle est généralement connue.

Dès sa fondation, à l'instar de Rome, on érigea à Constantinople palais, forum, hippodrome. La ville fut ornée de monuments d'art antique, amenés de Rome, d'Athènes et d'autres villes de l'Empire. Constantinople et ses environs furent détachés de l'administration provinciale et bénéficièrent, à l'exemple de Rome, d'exemptions et de privilèges multiples. On étendit à Constantinople l'un des principaux privilèges dont jouissait Rome, celui de recevoir des céréales d'Égypte à titre gracieux. En alternant faveurs et mesures de contrainte, le gouvernement obtint que la ville grandît rapidement. Au v^e siècle, l'historien grec Eunape se plaint déjà de ce que tous les chargements de blé en provenance d'Égypte, d'Asie Mineure et de Syrie sont à peine suffisants pour ravitailler la nouvelle capitale.

La création par Constantin d'une nouvelle capitale n'était pas le fait du prince. Elle reposait sur de solides assises économiques et politiques. L'attrait exercé par l'Orient sur les cer-

cles dirigeants romains est antérieur à la décadence de l'Empire d'Occident. Dès l'époque de Jules César, on note chez les empereurs romains le désir de transporter le siège de l'Empire vers l'Orient. Il fut réalisé par Dioclétien, le prédécesseur de Constantin. Cet appel de l'Orient s'explique aisément. La richesse de Rome reposait sur l'exploitation des provinces conquises. L'annexion des provinces orientales à l'Empire parachevée et les guerres de conquête terminées, le centre de gravité économique se reporta, naturellement, vers ces provinces. La prédominance économique de l'Orient se trouva ainsi consacrée par le transfert de la capitale.

Ce transfert offrait d'ailleurs de multiples avantages d'ordre économique et stratégique, indépendamment du fait que les provinces orientales étaient relativement plus prospères et avaient dans une moindre mesure souffert du développement de la propriété latifundiale esclavagiste. C'est dans les régions des Balkans que se recrutèrent les meilleures troupes de l'Empire romain au cours des III^e et IV^e siècles, et ce surtout en Thrace et dans l'Illyricum. D'autre part, les avantages stratégiques de Constantinople étaient évidents. Baignée de trois côtés par la mer, ce qui la rendait inaccessible aux barbares de ces côtés, elle était protégée, côté terre, par une puissante enceinte de murailles.

Sous le rapport économique, Constantinople tenait entre ses mains tout le commerce de la mer Noire avec l'Archipel et la Méditerranée, alors que, par sa position avantageuse aux confins de l'Europe et de l'Asie, elle était en quelque sorte prédestinée au rôle d'intermédiaire entre ces deux continents.

L'entreprise de Constantin s'avéra viable. La nouvelle Rome crût rapidement et prit sans conteste la première place parmi les centres urbains de l'Empire.

Au cours du IV^e siècle, l'Empire se trouva plus d'une fois scindé en deux, avec un empereur régnant sur chacune des deux parties — l'orientale et l'occidentale — pour se retrouver ensuite sous un seul sceptre. Ainsi en alla-t-il jusqu'en 395, année du détachement définitif de l'Empire romain d'Orient de celui d'Occident, lorsque l'empereur Théodose I^{er} mourant laissa l'empire d'Occident à l'un de ses fils, Honorius, et celui d'Orient à l'autre, Arcadius.

C'est de là que date l'existence indépendante de l'Empire romain d'Orient, autrement dit de l'Empire de Byzance.

Ce après quoi l'Empire d'Occident n'eut qu'une existence précaire. L'intense lutte révolutionnaire des esclaves et des colons révoltés contre l'Empire à l'intérieur, et la puissante

poussée barbare à l'extérieur lui portaient un coup mortel dès le milieu du ^v^e siècle ; il succomba définitivement en 476. L'Empire romain d'Orient manifesta une vitalité bien supérieure.

Pour en saisir les raisons, en même temps que le sens de l'histoire politique de Byzance au ^v^e siècle, il nous faut exposer la situation intérieure de l'Empire d'Orient au seuil de ce siècle et examiner ce qui différenciait l'économie et la structure sociale des Empires d'Occident et d'Orient.

Après le partage de l'Empire, des 14 diocèses qui le composaient (suivant la division de Dioclétien), 7 diocèses restaient sous l'administration directe de l'Empire d'Orient : ceux de l'Égypte, de l'Orient, de l'Asie, de Pont, de Thrace, de Macédoine, de Dacie. F. Engels caractérise ainsi la situation désespérée de l'Empire romain à la veille de sa conquête par les Germains : « L'appauvrissement général des relations commerciales en décroissance, la décadence de l'artisanat, des arts, la réduction de la population, le dépérissement des cités, le retour de l'agriculture à un stade inférieur, tel fut le résultat de la domination romaine. » Des phénomènes analogues se manifestaient, sans doute, aussi dans la partie orientale, mais dans une mesure moindre que dans la partie occidentale. Des relations commerciales anciennes, un artisanat éprouvé, l'esclavage moins accentué en Orient, atténuaient ici la crise subie par l'Empire romain.

Aussi l'Empire d'Orient parvint-il à étouffer la révolte des esclaves et des colons, de même qu'à parer aux attaques des barbares, attaques cependant non moins violentes qu'en Occident.

L'Orient avait encore conservé les traditions économiques, politiques et culturelles des monarchies hellénistiques, elles-mêmes héritées des grandes monarchies de l'Orient ancien.

Rome n'avait pas cherché à détruire ces traditions durant sa domination en Orient, elle s'y était même soumise, jusqu'à un certain point. Il est à regretter que les racines hellénistiques du système économique byzantin aient été encore insuffisamment étudiées. Il est cependant hors de doute que, dans les provinces orientales de Rome, le régime de la petite propriété, qui avait conservé des traces d'organisation communale, et dans lequel il est permis de voir la survivance des « laboureurs impériaux » de l'époque hellénistique, jouait un rôle plus important que les latifundia esclavagistes. Dans l'industrie c'était le cas, non des esclaves, mais des artisans organisés

corporativement, descendants des travailleurs du fisc des « monopoles impériaux » de la même époque.

Le fait que la crise de l'économie esclavagiste, qui a porté un coup si dur à l'Occident, ait été ressentie en Orient dans une moindre mesure semble confirmé par la circonstance qu'en Orient on n'a pas observé de dépérissement des villes et de retour à l'économie naturelle comparables à ce qui s'est passé en Occident.

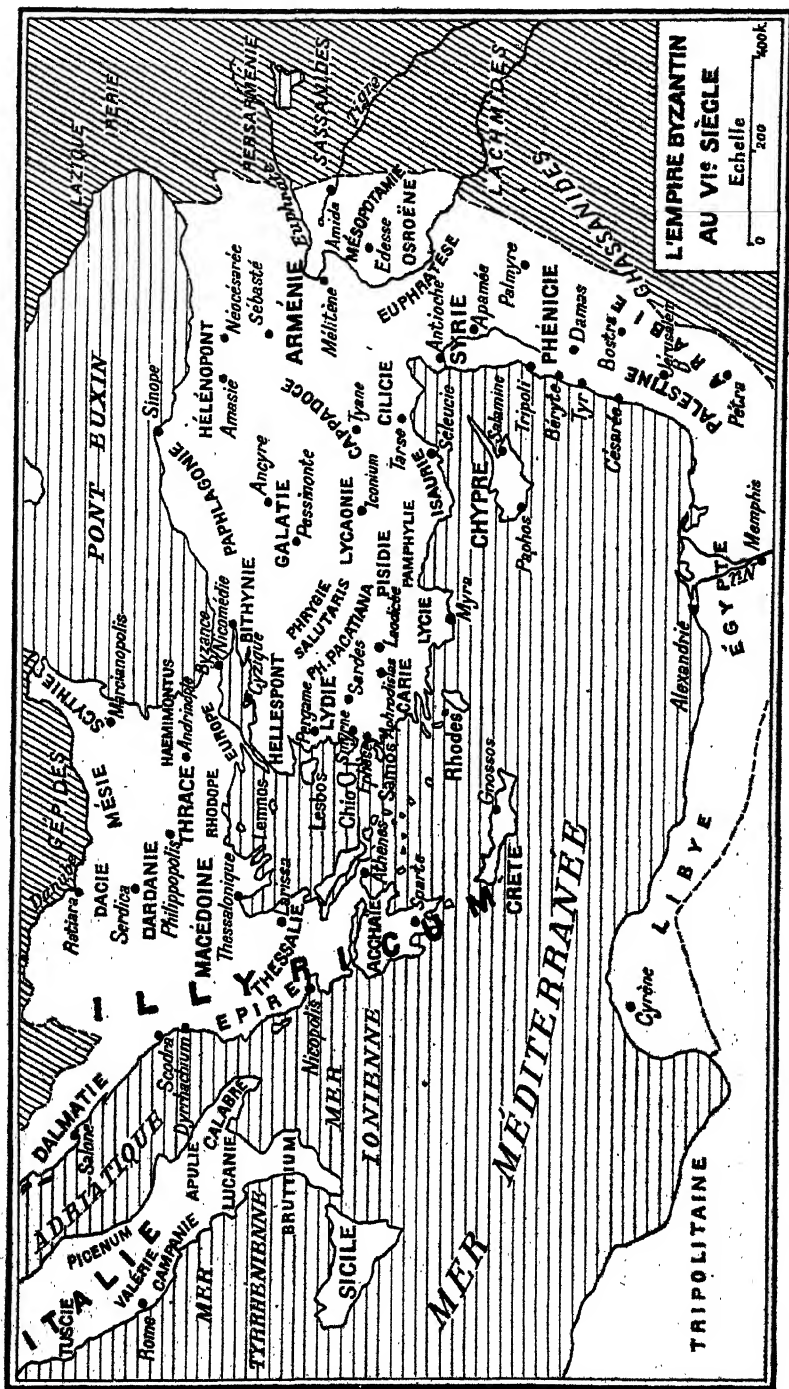
Constantinople, Alexandrie, Antioche, qui comptaient des centaines de milliers d'habitants, étaient des centres très commerciaux et industriels. Alors que les cités occidentales agonisaient, certaines villes de l'Empire d'Orient avaient, au contraire, tendance à croître.

A Constantinople il fallut, par exemple, élargir l'enceinte dès le ^v^e siècle, pour protéger une population sans cesse croissante.

Le rhéteur Thémistios, ce vénérable vieillard, exulte lorsqu'il parle de la croissance de Constantinople, des immeubles à 7 et 9 étages qui s'élèvent l'un après l'autre, la capitale « devenant un vaste atelier de magnificence », dans lequel s'affairent architectes, décorateurs et ouvriers de toutes spécialités ¹.

Si la Grèce même était irrémédiablement touchée par la crise de l'économie esclavagiste et les autres régions des Balkans souffraient fortement des incursions barbares, l'Asie Mineure, la Syrie, l'Égypte avaient conservé une production artisanale hautement qualifiée de tissus de laine, de lin et de soie, d'objets en métal, en verre, de poterie et de joaillerie. L'industrie minière et métallurgique était développée en Asie, au Pont, en Macédoine. Alexandrie était renommée pour ses toiles, sa verrerie, ses papyrus, alors que les plus beaux tissus, de soie et de lin, étaient confectionnés en Syrie et en Phénicie. L'Orient conservait également, en partie tout au moins, ses anciennes relations commerciales. Les Byzantins étaient maîtres des régions auxquelles aboutissaient les voies commerciales anciennes. Ils possédaient l'Égypte où l'on importait, par la mer Rouge, les marchandises d'Arabie et de Ceylan. La Syrie et la Mésopotamie continuaient leur trafic avec l'Asie Centrale. Enfin, en mer Noire également, l'Empire d'Orient disposait de ports qui avaient leur importance pour le négoce oriental. Par toutes ces voies, Byzance continuait à s'approvisionner en soie, en épices, en or, perles et autres objets de luxe en provenance des pays d'Orient.

1. THEMISTIOS, *Or.* XII, éd. Dindorff, p. 222.



Les provinces orientales ne se bornaient pas au commerce de transit. Elles exportaient également leurs propres produits. Ainsi, l'Égypte fournissait annuellement à Constantinople 8 millions d'artabes ¹ de blé, tout en expédiant de grosses cargaisons de céréales en Arabie.

Les produits de l'industrie syrienne : la verrerie, les objets émaillés, de fins tissus, des broderies, des bijoux étaient recherchés partout, même en Chine.

Le commerce méditerranéen — ou ce qui en subsistait — restait le monopole incontesté des sujets de l'Empire d'Orient, principalement des Syriens, des Juifs, des Grecs. Aux v^e et vi^e siècles, on rencontrait des commerçants venant d'Égypte, de Syrie, d'Arménie aussi bien en Afrique et en Sicile qu'à Ravenne, en Espagne, à Marseille, à Orléans, à Paris. Dans certaines villes d'Occident, où ces marchands importaient des tissus, des cuirs, des vins de Syrie, des papyrus égyptiens, ils formaient des colonies assez nombreuses.

Constantinople était devenue un port d'importance toujours grandissante vers lequel cinglaient, au vi^e siècle, les voiles du monde entier ².

L'industrie et le commerce — pour autant qu'ils subsistaient en Orient — aussi bien qu'une organisation fiscale fort ingénieuse permettaient au gouvernement de l'Empire romain d'Orient de disposer de ressources importantes pour l'époque. Le témoignage de l'historien byzantin Procope nous permet de nous en faire une idée : vers la fin du règne de l'empereur Anastase (491-518), les disponibilités du trésor public se chiffraient par 320.000 livres d'or ³.

Ces ressources considérables ont permis au pouvoir central de réduire toutes les tendances centrifuges, de combattre les barbares ou de les acheter, de réprimer les soulèvements des bas-fonds opprimés. Ce dernier problème était d'autant plus d'actualité que l'Empire d'Orient, comme celui d'Occident, s'était transformé en une machine aussi énorme que compliquée dont le but était de pressurer ses sujets.

L'Empire d'Orient représentait une mosaïque de tribus et de peuplades des plus variées : Grecs, diverses tribus d'Asie Mineure, Arméniens, Syriens, Juifs, Coptes, enfin Thraces et Illyriens latinisés.

Toute la société de l'Empire d'Orient était divisée en classes

1. L'artabe = 3 modii (le modius = 8,754 litres).

2. PAUL LE SILENTIAIRE, *Descriptio S. Sophiae*, p. 239.

3. PROCOPE, *Historia arcana* (Histoire secrète), p. 113.

avec des droits et des obligations nettement définis, le gouvernement cherchant à établir, en fait, un régime de castes, en rattachant chacun à un ordre ou à une profession déterminés et en interdisant de changer d'occupations.

L'inégalité de situation menait également à l'inégalité devant la loi. Toute la population était, sous ce rapport, divisée en deux : la classe supérieure des « honestiores » et la basse classe des « humiliores ». La loi se montrait beaucoup plus sévère pour celle-ci. Le même délit était puni de bannissement pour la première et de mort pour la seconde. La basse classe, qui constituait l'énorme majorité de la population, était soumise à une exploitation cruelle.

En bas de l'échelle sociale se trouvaient les esclaves. Le commerce des esclaves se faisait, comme par le passé, sur les marchés d'Asie Mineure, d'Egypte, du bassin de la mer Noire, de Constantinople. Cette main-d'œuvre était employée dans les entreprises de l'État concurremment avec la main-d'œuvre des artisans libres. Dans les palais de la noblesse byzantine, les esclaves se comptaient par milliers.

Dans l'agriculture, par contre, l'emploi des esclaves devenait de plus en plus limité. La fin des guerres de conquête, le renchérissement de cette main-d'œuvre, les révoltes d'esclaves contribuaient à un adoucissement de leur sort. L'esclave n'était plus considéré comme un objet, comme une simple « chose » : l'exploitation des esclaves est limitée par une réglementation ; le meurtre d'un esclave est assimilé à celui d'un homme libre, les formalités d'affranchissement sont simplifiées.

L'ordre inférieur des hommes libres (« Ordo plebeius ») se composait : 1^o des petits laboureurs, qui cultivaient personnellement leur terre, 2^o des marchands, gros ou petits, 3^o des artisans de toute espèce, 4^o enfin, des laboureurs entrant dans la catégorie des colons.

En considérant chaque individu comme l'objet défini d'une imposition, tenu au surplus à des prestations publiques définies, le gouvernement asservit définitivement, au IV^e siècle, les collèges d'artisans, de marchands, d'armateurs. Ceux-ci deviennent des organismes d'état, avec des chefs nommés, et sont solidairement responsables des prestations en nature et de toutes charges et taxes quelconques.

Cet asservissement devient héréditaire, les enfants étant tenus d'exercer la même profession que leurs pères. Un artisan ne peut quitter son collège sous peine d'être marqué au fer. De nombreuses entreprises sous forme d'ateliers artisa-

naux (« ergasteria ») étaient des monopoles impériaux et travaillaient pour les besoins de la cour et de l'État. Dans ce cas, on y employait également des esclaves, dans l'industrie textile en particulier (« gyneciae », « linyfia »). Cependant, on donnait la préférence à la main-d'œuvre artisanale, héréditairement attachée à une production donnée, qui était employée soit dans des ateliers communs, soit individuellement, selon la nature de la production. Dans un cas comme dans l'autre, elle était constituée en corporations (« sustémata »), tenues par caution solidaire au paiement des impôts (« kanon ») et aux prestations à l'État (« liturgii »).

Certaines de ces entreprises étaient affermées à de riches entrepreneurs.

L'État mettait aussi la main sur le commerce, non seulement par la voie fiscale des patentes, etc., mais aussi par la monopolisation de certaines de ces branches. Ces monopoles se réalisaient par l'entremise de corporations correspondantes, organisées sur le mode des corporations artisanales. Il en était ainsi des « navicularii », fournisseurs de grain, des « bastagarii », fournisseurs de bétail, des « suarii », fournisseurs de porcs, etc.¹.

Comme déjà indiqué, le commerce privé avait, lui aussi, atteint un grand développement : il touchait en partie au transit, mais surtout aux marchandises locales.

Les riches négociants et les usuriers appartenaient officiellement à la classe inférieure de la « plebs », mais pouvaient, moyennant finances, obtenir titres et grades honorifiques ; d'une manière générale, ils jouaient en Orient un rôle assez important dans la vie sociale. Un pouvoir impérial fort était une nécessité pour les marchands et les usuriers, en ce qu'il leur assurait la liberté des voies commerciales et la conquête de nouveaux marchés. Les usuriers y étaient aussi intéressés par des prêts importants au trésor impérial. Enfin, le système du fermage des impôts agissait dans le même sens. Les fermiers consentaient d'importants prêts à l'État, moyennant le droit de collecter les impôts, source pour eux de bénéfices énormes.

La situation de la plebs était par ailleurs très pénible, quoiqu'elle différât suivant les régions de l'empire. Ainsi, à Constantinople, où il était numériquement fort, le gouvernement était tenu à des ménagements ; il entretenait et divertissait la popalace, ce qui l'obligeait à importer annuellement des quantités imposantes de blé égyptien. En province, on les

1. *Cod. Just.* XI, 8, 4, 8 ; XI, 16, 2.

abandonnait à leur sort. Cependant, en Orient, on n'observait pas de prolifération catastrophique du prolétariat comparable à celle de l'Occident.

L'entretien de la lourde machine bureaucratique byzantine pesait plus particulièrement sur les producteurs directs de la campagne.

Les cultivateurs de l'Empire romain d'Orient étaient divisés en 1^o petits propriétaires indépendants, 2^o colons « libres », 3^o colons dits « inscrits » (« coloni adscriptitii »), ces derniers représentant le groupe numériquement le plus fort de la population agricole. Au cours des iv^e et v^e siècles, le gouvernement promulgue une série d'ordonnances limitant de plus en plus la liberté d'action des colons, ce qui aboutit à la sanction juridique de leur asservissement.

Les colons « inscrits » étaient attachés à la terre d'un gros propriétaire, n'avaient pas le droit de se déplacer à leur guise ni de disposer de leurs biens. Les colons ayant fui étaient restitués de force à leur domaine, on leur mettait les fers aux pieds.

La condition des colons « libres », qui recevaient du propriétaire un terrain à ferme, ainsi que celle des communes rurales libres, était à peine meilleure. Laboureurs et colons étaient attachés à la glèbe, les communes rurales étant tenues solidairement au paiement de lourdes impositions et redevances. On peut considérer, en Orient aussi, le colonat comme un stade transitoire entre l'esclavage et le servage, stade qui contenait l'exploitation féodale dans l'œuf.

Le faix des impôts, les invasions barbares, les exactions des fonctionnaires, tout concourait à la désertion des campagnes, dans l'Empire d'Orient des iv^e et v^e siècles. Plus la surface cultivée diminuait, plus le poids des impôts devenait intolérable. Au dire d'Ammien Marcellin, le cultivateur égyptien n'acquittait ses impôts qu'après avoir été impitoyablement battu de verges ¹.

Les laboureurs se réfugiaient dans les villes, dans les monastères ou dans le désert où ils formaient des bandes de brigands. La collecte des impôts était assurée coûte que coûte. Aussi cette fiscalité excessive, doublée de la corruption et des exactions des fonctionnaires, contribua-t-elle puissamment, au cours des iv^e et v^e siècles, au développement du « patronat » dans l'Empire d'Orient.

Les petits propriétaires se mettaient — eux et leurs terres — sous la protection de personnages puissants — des maîtres de milices, des comtes, des proconsuls, des préfets, des vicaires,

1. Ammien MARCELLIN, *Res gestae*, XXII, 23.

des sénateurs, des tribuns ¹. Ils se liaient par contrat en bonne et due forme, en vertu desquels leurs terres passaient en toute propriété aux magnats. En fait, la convention était fictive (s'il s'agissait d'un acte de vente, il va de soi que le patron ne versait pas d'argent), mais ses résultats étaient tangibles. Le patron, devenu propriétaire de la terre, louait celle-ci à son ancien propriétaire à titre précaire, c'est-à-dire sans garantie juridique, avec droit de reprise à n'importe quel moment, simplement moyennant part du fruit. La richesse, les relations, la situation des magnats plaçaient les terres et leurs tenanciers dans une situation privilégiée. Rien d'étonnant après cela que des communes entières sollicitassent le patronat.

En perdant leur propriété, puis leur liberté, les colons s'affranchissaient tout au moins des exactions des agents du fisc. Les magnats s'emparaient des terres et augmentaient le nombre d'individus qui dépendaient d'eux. En perdant des contribuables en la personne des petits propriétaires, l'État considéra, à juste titre, le patronat comme une tentative d'évasion fiscale et tenta de lutter. Un édit de 368 menace de contrainte par corps et de peines afflictives les clients ; quant aux patrons, ils étaient passibles d'une forte amende, 25 livres d'or ² par propriété. Par la suite, ces dispositions furent renforcées, les contrats fictifs de patronat déclarés nuls et les notaires qui les établissaient menacés de lourdes peines.

Nous voyons une preuve de ce que le patronat avait pris une extension particulière dans les provinces orientales, dans le fait que sur huit ordonnances impériales consacrées à la lutte avec le patronat au cours des années 366-534, six, adressées au préfet du prétoire d'Orient, visent les provinces orientales de l'empire et, avant tout, l'Égypte ³.

Mais les efforts du gouvernement ne furent guère couronnés de succès. La répétition même des ordonnances témoigne qu'elles ont été constamment violées.

La situation du second ordre — des possesseurs de propriétés rurales moyennes (« possesseurs »), vivant dans les villes, qui formaient les curies municipales (« sénat »), d'où les noms « curial », « décurion » — n'était guère meilleure. On leur appliquait dans toute sa rigueur le système d'asservissement à l'État. Les décurions étaient tenus obligatoirement à collecter les impôts dans les villes, à répondre personnellement et par

1. *Cod. Theod.*, XI, 24, 4.

2. *Ibid.*, XI, 24, 1, 2.

3. ZELUSKA, « De patrocinis vicorum », *Oxford Studies in social and legal history*, v. 1, p. 3.

leurs biens de leur rentrée, enfin, à d'autres obligations extrêmement lourdes. En même temps, on avait pris la précaution de priver les décurions de toute possibilité de changer de situation, de quitter leur ordre. Leur situation était telle qu'ils abandonnaient immeubles, terres, se vendaient comme esclaves avec l'unique souci de se débarrasser de propriétés qui étaient devenues un prétexte officiel à d'impitoyables extorsions.

Le seul ordre privilégié qui s'élevait au-dessus de toute cette population privée de tous droits était celui des sénateurs (« *ordo senatorius* »).

Son signe distinctif était l'appartenance au Sénat et sa fréquentation, mais dès le iv^e siècle l'appartenance au Sénat n'est plus limitée à cette condition, de nombreux sénateurs étant disséminés sur l'étendue de l'Empire.

Il s'agissait d'ordinaire des plus gros et plus riches propriétaires de l'Empire. Mais leur nombre était constamment complété par des dignitaires de l'État qui avaient accédé aux plus hautes fonctions dans l'administration ou à la cour.

Au début du v^e siècle, le Sénat était devenu assez composite. En faisaient partie la vieille noblesse romaine qui s'était établie avec Constantin dans la nouvelle capitale, les plus riches propriétaires d'Asie Mineure, de Syrie et d'Égypte, en même temps que les plus hauts dignitaires de l'Empire, et de nombreux barbares qui avaient atteint un rang ou des fonctions élevés au service de la nouvelle Rome.

Les membres du Sénat étaient exonérés de toutes taxes municipales, même si leurs propriétés étaient situées dans le périmètre urbain. Dans le domaine judiciaire, ils bénéficiaient de privilèges spéciaux et étaient justiciables non des autorités provinciales, mais du préfet de la capitale.

C'est dans ce milieu que se sont complétés, au cours du v^e siècle et des siècles suivants, les cadres du haut clergé chrétien, qui gagnaient en force et en importance après le triomphe définitif du christianisme au iv^e siècle.

Les représentants des classes supérieures, les hauts dignitaires et le haut clergé bénéficiaient de multiples privilèges et avantages au point de vue fiscal ; par une série d'ordonnances impériales, ils étaient exonérés officiellement des corvées dites « sordides » (« *munera sordida* »), telles celles de battage du blé, d'eau, etc..., qui accablaient les basses classes de la population.

En Orient, comme en Occident, le processus du développe-

ment des relations sociales aboutissait inévitablement à une certaine décentralisation, à l'accentuation de l'indépendance de certains magnats de l'agriculture, qui tentaient de s'arroger des droits politiques dans leurs propriétés et devenaient par là même une menace pour l'unité de l'État. Cependant, il se trouva dans l'Empire d'Orient des facteurs pour freiner ce processus. En effet, la grosse propriété n'est ici pas tout à fait identique à celle d'Occident. Le grand domaine ne se transforme pas en un organisme économique « autarcique », sans liens avec la ville, ni avec un marché plus large. Il reste attiré par le circuit commercial, les villes importantes, dont la population se comptait par dizaines et centaines de mille, éprouvant un besoin impérieux de denrées agricoles en quantités considérables.

Mais la grosse propriété avait intérêt à l'affermissement de l'État pour d'autres raisons que celles de ses intérêts commerciaux. Effrayée par les révoltes des esclaves et des colons, qui, réprimées, continuaient à couver, mais encore plus par les événements d'Occident, elle était, dans son ensemble, consciente de la nécessité de l'union autour du trône et du maintien d'un État centralisé ¹.

C'est un appareil gouvernemental formé au temps de Dioclétien et de Constantin qui unifiait et exploitait la population composite de l'Empire. À sa tête se trouvait l'empereur, considéré comme souverain absolu. De fait, l'Empire était gouverné par une bureaucratie pléthorique, complétée en grande partie par le tiers état, voire même par les barbares, qui accédaient généralement aux plus hautes fonctions par l'armée. Celle-ci, que ce soit par ses origines, par sa raison d'être ou son caractère, était représentative des intérêts des gros propriétaires. Cet appareil persistait à se considérer comme romain. Quoique pour l'énorme majorité de la population la langue commune fût le grec, qui était aussi la langue scientifique et littéraire, c'est le latin qui resta, jusqu'à la fin du vi^e siècle, celle de la cour, de toute l'administration, de la justice et de l'armée. Les lois étaient publiées en latin, comme restaient latins les noms des divers services administratifs, les titres et grades des fonctionnaires civils et militaires. On conservait l'ancienne séparation des pouvoirs, civil et militaire, introduits antérieurement à Dioclétien.

Le fastueux palais impérial, qui occupait tout un quartier à Constantinople, était le centre gouvernemental, auquel aboutissaient tous les fils de l'administration.

¹ Cosmides, *Cours d'histoire du Moyen Âge*, p. 83.

L'empereur avait pour collaborateurs immédiats le préfet du prétoire d'Orient, le préfet de la capitale, le questeur, le maître des offices, deux comtes des finances ; ils étaient appelés « très glorieux ». Le dignitaire le plus important était le préfet du prétoire d'Orient qui administrait une bonne moitié de l'Empire, et qui concentrait en ses mains tout ce qui avait trait à la législation, à l'administration et à la justice de sa préfecture. Après lui venait le préfet de Constantinople, qui administrait la capitale. Le « maître des offices » (« *magister officiorum* ») était le ministre de la maison impériale et de la chancellerie : il était à la tête de la garde personnelle du souverain (les « *scholes* »), de la sûreté, des postes, des relations internationales, y compris les audiences des ambassadeurs étrangers, enfin de quatre chancelleries qui avaient à assurer la transmission des ordres de l'empereur et à répondre aux demandes des fonctionnaires.

Au questeur du « Palais sacré » — d'ordinaire un juriste chevronné — étaient rattachées la justice et la législation courante. Le comte « des largesses sacrées » administrait le trésor public, les comtes « du domaine privé » et « du patrimoine » géraient la fortune propre de l'empereur, les palais, les domaines, les haras, etc... A ces hauts fonctionnaires civils, qui avaient sous leurs ordres un nombreux personnel, s'ajoutaient deux militaires, les « maîtres des milices » (« *magistri militum* »), ou « *praesentales* », qui commandaient les troupes de la garnison de Constantinople, et se trouvaient être, en même temps, les chefs de l'armée.

L'activité de tous ces hauts fonctionnaires était coordonnée par le conseil de l'empereur, appelé « consistoire » depuis Dioclétien. On avait aussi maintenu le sénat, ou « *synclite* », dont les fonctions sont malaisées à définir, mais dont le rôle comme facteur politique était, en tout cas, essentiel aussi bien lors des élections de l'empereur, que dans les affaires les plus importantes en matière de politique étrangère, enfin, dans les questions les plus délicates se rapportant à la justice. Son importance découlait de ce qu'il réunissait tous les hauts fonctionnaires de l'État, présents et passés, et exprimait les intérêts des éléments les plus riches et les plus influents de la population.

Les propriétaires fonciers du sénat cherchaient, naturellement, à utiliser le pouvoir impérial à leur profit, mais, comme nous l'avons vu, le sénat ne représentait ni une classe unique ni une classe unie. Il s'y formait divers groupements, qui menaient une lutte acharnée pour le pouvoir et l'influence. En

acceptant la direction d'un de ces groupements, la couronne était fatalement poussée à la lutte avec les autres, d'où l'illusion, chez certains historiens (Bury, Runciman), d'une lutte ininterrompue entre le trône et le sénat, jusqu'au ix^e siècle.

L'Empire d'Orient était divisé, sous le rapport de l'administration civile et de la justice, en deux préfectures : Orient et Illyricum. Les collaborateurs immédiats des préfets étaient les vicaires qui étaient à la tête de diocèses, au nombre de cinq pour la préfecture d'Orient (Egypte, Orient, Pont, Asie, Thrace) et de deux pour celle de l'Illyricum (Dacie et Macédoine). Les diocèses se subdivisaient en provinces : l'Empire d'Orient en comptait 60. A la tête de l'administration civile de chaque province se trouvaient des présides, dont les fonctions consistaient essentiellement à répartir et à collecter les impôts, à assurer le bon ordre et la justice.

L'administration était au plus haut point centralisée. Toute une armée de fonctionnaires, nommés directement par Constantinople, occupait tous les postes tant soit peu importants en province et tenait en tutelle la population de ces provinces : l'autonomie locale perd progressivement toute sa signification.

La population civile était considérée par la caste des fonctionnaires comme une masse privée de droits, bonne uniquement à acquitter les impôts. Les fonctions publiques étaient vénales, et les acquéreurs cherchaient, cela va de soi, à se rembourser au plus tôt sur les contribuables.

Mais si l'administration de l'Empire d'Orient, despotique et bureaucratique, tendait à écarter les masses populaires de toute participation à la gestion des affaires publiques, elle n'y réussit pas complètement au cours des v^e et vi^e siècles.

Les « dèmes », ou factions du cirque, les partis des verts et des bleus, apparaissent comme une survivance de l'ancienne démocratie en même temps que comme facteur important politique au cours de ces deux siècles.

La nature sociale des dèmes et leur rôle politique sont encore insuffisamment étudiés, quoique nous devons trouver ici la clef du mystère de la structure sociale et des contradictions sociales de la première période byzantine.

Suivant les contemporains, les dèmes apparaissent sous deux aspects : tantôt comme factions sportives du cirque, tantôt comme organisations politiques des cités byzantines. Les études de Manojlovic ont démontré que cette dualité des dèmes correspondait à la réalité historique¹. Les dèmes de

1. Manojlovic, *Le peuple de Constantinople*. Byzantion, 1936, t. XI, 1, 2.

Byzance, aussi bien que les dèmes des époques hellénistique et romaine, étaient représentatifs des quartiers ou des arrondissements urbains. Ils remplissaient des fonctions économiques et policières déterminées, assuraient l'ordre et la bonne tenue de leur quartier, étaient généralement liés par la même profession, les personnes exerçant la même profession habitant le même quartier.

Dans leur ensemble, ils prétendaient au rôle d'assemblées populaires de la Cité. Ils se réunissaient généralement au cirque, à l'hippodrome, où ils savaient pouvoir exprimer leurs désirs ; c'était le lieu préféré des distractions, des réjouissances des masses populaires de Constantinople et des autres cités importantes de l'Empire. En province, l'entretien des jeux de cirque était assuré par les curies, alors qu'à Constantinople c'étaient les consuls, les prêteurs, les représentants du patriciat et l'empereur même qui en couvraient les frais. Mais les organisateurs des jeux ne pouvaient décemment renouveler, à chaque réunion, les décors, le matériel ni la mise en scène. Comme à Rome, c'était l'affaire d'entreprises spéciales, chargées de l'organisation des jeux : chacune avait ses caisses, ses ménageries, ses cochers, ses acteurs. Ces entreprises portaient aussi le nom de « dèmes », et se distinguaient par la couleur des casaques des cochers : bleue, verte, blanche, rouge.

Chaque dème cherchait à éclipser son adversaire par la mise en scène et les victoires remportées aux courses. Il formait le noyau, autour duquel se groupait la population de la cité, suivant ses affinités, et se transformait, sous cette forme amplifiée, en de vastes organisations autonomes, à la fois civiles et militaires, formant des partis politiques originaux. L'aspect de classe de ces partis n'est pas encore suffisamment défini. Suivant les conclusions de Manojlovic, les bleus résidaient dans les meilleurs quartiers aristocratiques de Constantinople, ceux où se trouvaient les palais et les hôtels des sénateurs, des notables et des riches. Les bleus se trouvaient représenter ainsi, de préférence, l'aristocratie urbaine, les éléments de la population les plus notoires et les plus cossus. Ils s'appuyaient sur une nombreuse clientèle d'affranchis et de colons des propriétés suburbaines.

Les verts représentaient les couches plus démocratiques de la population : les marchands, les artisans, les marins. Ils habitaient les quartiers commerçants et industriels de Constantinople, disposés dans les parties ouest et nord de la capitale, où foisonnaient les ateliers, les entrepôts et où se trouvaient les installations portuaires.

La question des dèmes byzantins mérite une étude plus approfondie, mais il est hors de doute que les dèmes des ^v^e et ^{vi}^e siècles n'étaient pas uniquement des factions du cirque. Ils s'étaient transformés en organisations autonomes, plus vastes, à caractère civil et militaire. Ils formaient une partie de la garnison de la capitale et, dans les moments critiques, que l'État connut plus d'une fois au cours de ces deux siècles, le gouvernement avait recours aux dèmes pour la défense de la capitale contre les barbares qui la menaçaient. Les dèmes constantinopolitains étaient parfois capables de manifester conjointement et en accord avec les dèmes d'Alexandrie, d'Antioche et des autres grandes cités. Ils n'étaient numériquement pas forts (à Constantinople, au début du ^{vii}^e siècle, l'organisation paramilitaire des verts — ceux que l'on pouvait envoyer sur les remparts — comptait 1.500 hommes, celle des bleus : 900), mais ils possédaient le secret pour entraîner la plèbe. L'hippodrome était le seul endroit où l'opinion publique pût s'exprimer hautement, au point que le gouvernement se trouvait parfois obligé d'en tenir compte. Profitant de l'animosité latente entre les dèmes, celui-ci s'appuyait généralement sur l'un des partis pour peser sur l'autre. Mais cette politique n'était pas toujours couronnée de succès. Il arrivait que l'irritation contre le gouvernement atteignît un tel point que verts et bleus se révoltaient simultanément, comme cela fut, par exemple, le cas lors de la sédition Nika en 532, que l'on ne réussit à étouffer qu'après un horrible carnage qui coûta la vie à plus de 30.000 personnes.

L'Église chrétienne, avec laquelle le gouvernement de l'Empire romain concluait, dès le ^{iv}^e siècle, une étroite alliance, devient son appui idéologique. Le christianisme, à ses débuts mouvement des opprimés, puisqu'il était né comme religion des esclaves et des affranchis, se manifeste maintenant comme le soutien puissant des classes possédantes.

L'Église chrétienne devient une puissante institution qui s'étend sur tout l'Empire, qui possède son ordre établi et sa hiérarchie, aussi compliquée et lourde que l'administration de l'État. Le haut clergé se rend complètement indépendant de la masse des croyants et plane au-dessus d'elle. L'Église a depuis longtemps calqué son organisation sur la hiérarchie administrative de l'État. Les villes étaient devenues le lieu de résidence des évêques. Les chefs-lieux de province, où avaient lieu les réunions des évêques, étaient le siège des métropolitains, dont dépendaient les évêques de leur province. Enfin, les patriarches dont dépendaient à leur tour les métro-

polites, résidaient dans les trois villes de l'Empire les plus importantes, Rome, Antioche, Alexandrie. La croissance rapide de la nouvelle capitale justifia la création d'un nouveau patriarcat. Le patriarche de Constantinople prit, après le concile de 381, la seconde place après l'évêque de Rome. La richesse de l'Église d'Orient croît avec l'ascension de l'Empire d'Orient ; sous ce rapport, les v^e et vi^e siècles sont pour elle des siècles d'or. En reconnaissance des services rendus, l'Église se voit octroyer, par le gouvernement, de grandes propriétés immobilières, de nombreux droits et privilèges. L'administration impériale confie au clergé la charge d'une série d'affaires gouvernementales et municipales, que les fonctionnaires avaient du mal à gérer, en mettant à sa disposition les moyens correspondants. Le peuple suivait l'exemple de son souverain. L'Église recevait de partout des dons modestes et importants, car toutes les classes de la société considéraient que ces dons en faveur de l'Église étaient la condition de la rémission des péchés.

L'Église prend entièrement en mains la question de la bienfaisance. Mais au fur et à mesure de son enrichissement, après que le clergé fut devenu complètement indépendant des laïques, elle employa les richesses de l'Église à son propre profit et non point dans l'intérêt des humbles, dont elle se réclamait.

Le monachisme, forme particulière du clergé, — en principe, mais pas toujours en pratique, astreint à des règles sévères d'ascétisme, en particulier au célibat — était une arme puissante aux mains du haut clergé. Il se manifeste visiblement au seuil des iii^e et iv^e siècles, soit à partir du moment où fut conclue l'alliance de l'Église chrétienne et de la couronne. Dès sa forme la plus ancienne, l'anachorétisme, le monachisme s'avère un allié fidèle de la hiérarchie ecclésiastique. Encouragé par l'Église et l'État, le monachisme continue à se développer ; on voit apparaître d'entières communautés monastiques, des couvents, des monastères d'hommes et de femmes, quelquefois mixtes, ce qui provoque, dans certains cas, de tels excès de débauche qu'il faut les interdire. Les monastères s'enrichissent rapidement, acquièrent des terres, des esclaves, des colons. Ils représentent pour les chefs de l'Église un instrument stylé, une force organisée. Le fait qu'on comptait à Constantinople, en 536, au bas mot 67 monastères d'hommes, sans compter les couvents de femmes, prouve à quel point cette institution progressait. Hors Constantinople, les monastères s'édifiaient partout, mais ils étaient particulièrement nombreux en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie, en Isaurie

et Arménie. Certaines grandes villes orientales, comme Amida, Edesse, Jérusalem étaient pour ainsi dire ceintes d'une couronne de monastères. Alexandrie et le désert d'Égypte en étaient remplis.

L'activité des moines, à la fin du iv^e siècle et au début du v^e, se manifestait par des démolitions et des destructions systématiques des temples païens, des statues, des bibliothèques, des monuments et œuvres d'art, créations des générations précédentes ; ils faisaient un sort cruel à ceux qui osaient ne pas se conformer à la doctrine orthodoxe.

C'est sous l'influence du clergé et des moines que le gouvernement entra, dès la fin du iv^e siècle, dans la voie de l'intolérance religieuse, en persécutant païens, juifs et les soi-disant « hérétiques », c'est-à-dire ceux qui ne reconnaissaient pas les dogmes généralement admis de l'Église. Mais les persécutions et les vexations ne pouvaient supprimer les hérétiques. Elles provoquaient l'apparition de nouvelles « hérésies », qui exprimaient, sous la forme religieuse, leur ressentiment contre le régime d'exploitation et luttait contre l'orthodoxie officielle en tant que soutien et sanction de ce régime.

Les luttes intestines de la haute aristocratie sacerdotale n'étaient pas de nature à favoriser l'unité de l'Église. Elles se manifestèrent d'une manière particulièrement éclatante au cours de la première partie du v^e siècle, alors que les patriarches de Constantinople et d'Alexandrie, rivaux, s'accusaient mutuellement d'hérésie, de dénaturer les enseignements de l'Église. Cette lutte hâta la cristallisation, au cours du v^e siècle, de l'hérésie monophysite que professèrent les provinces orientales de l'Empire : l'Égypte, la Mésopotamie et la Syrie. Les efforts du gouvernement pour mettre un terme au schisme échouèrent. Le monophysisme devint le symbole du séparatisme de ces provinces, le schisme religieux ayant, par la suite, ouvert la voie à la scission politique.

Ce serait évidemment une erreur peu digne d'un historien que de tenter d'expliquer l'apparition du monophysisme et des autres hérésies orientales par les seules luttes intestines du clergé. Les causes des disputes ecclésiastiques, extrêmement violentes au cours des v^e et vi^e siècles, sont beaucoup plus profondes.

Si l'Orient byzantin s'est trouvé être, au cours de ces deux siècles, une source continue d'hérésies, l'explication en est, principalement, dans les contradictions ethniques et sociales qui déchiraient l'empire.

La victoire du christianisme a été la victoire de l'Orient sur

l'hellénisme. Mais les classes dirigeantes de la société gréco-romaine réussirent, au cours des III^e et IV^e siècles, à adapter le christianisme à leurs besoins. Elles le transformèrent en une discipline religieuse et philosophique, basée sur la philosophie idéaliste de Platon, en y introduisant la doctrine du « logos » comme l'une des personnes de la « Trinité » divine, celle du Christ, comme étant d'essence divine, réunissant en sa personne les deux natures, la divine et l'humaine. La religion ainsi adaptée, qui concilia le ciel et la terre, le divin et l'humain, qui « justifiait » l'ordre établi dans la société gréco-romaine, devait apporter une justification à tout « l'humain » que contenait la civilisation gréco-romaine, la justification de la morale courante des classes possédantes.

Ce nouvel enseignement chrétien devait se heurter fatalement à l'hostilité des peuples orientaux, avant tout des Syriens et des Coptes, auxquels il était étranger et incompréhensible.

Après la victoire du Christianisme en Orient, renaissent les éléments populaires syriens et coptes, étouffés depuis des siècles : on assiste à un renouveau de la littérature avant tout religieuse ; on tente de définir une conception indépendante, orientale, du christianisme. Ce sont ces tentatives qui sont stigmatisées par l'orthodoxie officielle d'« hérésies » et qui deviennent l'objet de disputes religieuses acharnées.

Le caractère de ces « hérésies » se trouve déterminé par le dualisme qui dominait depuis toujours les diverses religions et croyances des populations des provinces orientales. Elles étaient, de plus, marquées par une conception de l'existence éminemment pessimiste, par une morale ascétique rigide, telle que le manichéisme, qui, depuis le III^e siècle, avait trouvé une large audience en Mésopotamie. Ce dualisme reflétait parfaitement la mentalité des Syriens et des Coptes opprimés, vivant durant des siècles sous la férule de conquérants successifs, Perses, Macédoniens, Grecs, Romains, et qui, depuis des siècles, souffraient, par conséquent, de la double emprise de leurs propres exploitants et de ceux venus du dehors.

Si le soutien idéologique du gouvernement — l'Église orthodoxe — lui coûtait fort cher, causait à l'État des difficultés sans nombre par sa politique faite de fanatisme et d'intolérance, il n'avait pu, au surplus, malgré tous ses efforts, assurer l'unité, politique et morale, des exploités et des exploitants. L'affaire se présentait encore plus mal avec le soutien matériel, les forces armées ; dès l'époque romaine proprement dite, celles-

ci ressemblaient davantage à des bandes de lansquenets qu'à l'ancienne armée romaine de laboureurs. Vers la fin du iv^e siècle la situation empirait encore. Depuis Gallien, les sénateurs n'avaient plus accès à l'armée, en tant que prétendants probables au trône ; et il en était de même des curiales et de leurs descendants, mais pour des raisons différentes : ils devaient consacrer tout leur temps à leur curie, à collecter les impôts et étaient tenus à d'autres obligations. L'armée était fermée également aux artisans et aux marchands. Il va de soi que les esclaves en étaient exclus.

Ainsi, seuls les bas-fonds des villes, exempts de toutes obligations, pouvaient entrer dans l'armée. Mais les difficultés de toute sorte, la durée du service, une paye insuffisante, concouraient à ce que ce bas peuple trouvait, lui aussi, peu d'attraits au service militaire. Restait la conscription obligatoire qui incombait aux propriétaires, gros et moyens.

A la demande du gouvernement, tout gros propriétaire était tenu de fournir une ou plusieurs recrues prélevées sur les habitants de sa propriété. Il va de soi que les propriétaires fonciers cherchaient à passer aux agents de recrutement, en la personne des mêmes décurions, leurs hommes les plus inaptes et tarés. Aussi le gouvernement préférait-il engager des barbares, en taxant les propriétaires fonciers à raison de 25 à 36 solidi¹ par recrue. Les recrues étaient marquées au fer, elles prêtaient serment et étaient obligées de servir jusqu'à épuisement de leurs forces (20-25 ans). Les militaires pouvaient contracter mariage, mais leurs enfants étaient obligatoirement portés sur les rôles de recrutement.

La valeur guerrière d'une armée recrutée dans ces conditions baissait graduellement. Aussi, l'empire se voyait-il contraint de recourir toujours davantage aux mercenaires barbares. Dès le iv^e siècle, la valeur de l'armée romaine dépendait du nombre des barbares, et, en raison inverse, de celui des éléments indigènes « romains ».

Une impulsion décisive, dans le sens de sa « barbarisation », fut donnée à l'armée dans les dernières années du iv^e siècle, après le désastre d'Andrinople en 376, où les deux tiers de l'armée d'Orient furent anéantis par les Goths et les esclaves révoltés, l'empereur Valens lui-même y ayant trouvé la mort.

Les Wisigoths, qui s'en prenaient, pour commencer, à l'empire d'Orient, trouvèrent un concours total de la part des esclaves et des colons romains, qui les rejoignirent en masse. Les mineurs, esclaves des mines de Thrace, les accueillaient

1. Le « solidus » était une pièce d'or. N. d. T.

en libérateurs, leur servaient de guides, leur désignaient les cachettes de denrées alimentaires, les conduisaient vers les propriétés des riches. Ainsi se trouva scellée l'alliance des tribus germaniques en révolte contre Rome et de la révolution des esclaves et des colons.

Le nouvel empereur d'Orient, « l'ami des Goths », Théodose I^{er}, dut avoir recours à la diplomatie, en gagnant à sa cause des détachements de Goths, afin de rétablir, avec leur concours, un « ordre » relatif dans la péninsule Balkanique.

On installa des Goths sur les terres de la province de Thrace ; leurs chefs et leurs troupes furent incorporés dans l'armée romaine en qualité de fédérés ¹. Dix ans après la bataille d'Andrinople, une quarantaine de mille Goths étaient déjà au service de Théodose. Ils constituaient la meilleure partie de l'armée, prête à combattre, et recevaient une paye supérieure à celle des troupes indigènes « romaines ». Les événements semblèrent donner raison à la politique de Théodose. Les troupes auxiliaires, composées de Goths, l'aidaient à remporter deux victoires importantes sur les légions de l'Occident, lorsqu'en 388, Théodose liquida l'usurpateur Magnus Maxime, puis, en 394, Eugène, et réunit pour la dernière fois les deux moitiés de l'Empire sous son sceptre.

Mais, du point de vue politique, l'expérience de Théodose exposait l'empire d'Orient, qui commençait après sa mort une existence indépendante, à un très gros péril. Quoique les troupes auxiliaires barbares aient fait, dès avant, partie de l'armée romaine, elles étaient d'ordinaire incorporées dans les unités indigènes et placées sous commandement romain. Maintenant, elles formaient des unités indépendantes, restaient sous le commandement de leurs propres chefs, et occupaient, au surplus, une situation privilégiée par rapport aux troupes indigènes. Enfin, Théodose avait confié aux Germains un certain nombre de commandements à l'échelon supérieur.

Il était naturel que les barbares, tenant en mains les forces armées de l'Empire, fussent tentés de piller les territoires confiés à leur défense, et fissent une tentative de s'y installer en maîtres.

En conclusion à ce tableau de la situation intérieure de l'Empire Romain d'Orient, nous constatons que, tout en s'avérant économiquement plus fort que la moitié occidentale, il apparaît, dès le début de son existence indépendante, comme un organisme atteint de maux sérieux : asservissement et

1. Fédérés = « foederati » ou « gentiles » = mercenaires qu'on enrôlait, souvent après les avoir établis sur les confins de l'Empire. N. d. T.

oppression de la majorité de la population, corruption de la bureaucratie, faiblesse de l'organisation militaire ; en grande partie aux mains des barbares, celle-ci menaçait d'échapper aux classes dirigeantes.

L'une des particularités distinctives de Byzance résidait dans le maintien de fortes survivances de l'esclavage concurrentement au développement des formes serviles d'exploitation. Les nouveaux moyens de production se développaient ici, tout en conservant les formes extérieures de l'ancien État : la couronne impériale, l'organisation bureaucratique et militaire ; aussi, son développement était-il lent et pénible pour le producteur direct. Mais, malgré toute la similitude des processus essentiels du développement des Empires d'Orient et d'Occident, on ne saurait perdre de vue les différences essentielles dans l'économie et la structure sociale. Ce sont ces distinctions qui ont permis au premier de survivre au second.

.

CHAPITRE II

BYZANCE AU V^e SIÈCLE

LE PÉRIL BARBARE — DÉVELOPPEMENT DES HÉRÉSIES ET LUTTES RELIGIEUSES

A sa mort, qui survint en 395, Théodose partagea l'Empire entre ses deux fils : l'Occident revint à Honorius, alors âgé de onze ans, l'Orient à Arcadius qui en avait dix-huit. L'année 395 compte comme étant celle du partage définitif de l'Empire, quoique l'on ait conservé officiellement la fiction de l'unité et que les ordonnances impériales aient été promulguées au nom des deux empereurs. Théodose institua le Vandale Stilicon tuteur du mineur Honorius en Occident. En Orient, ce fut le Romain occidental Rufin qui, tuteur d'Arcadius, conserva les fonctions de préfet du prétoire. Malgré la fiction de l'unité, les rapports entre les gouvernements des deux empires s'aigrirent aussitôt. Un contemporain, l'historien Eunape, observe ce qui suit sur cette période : « Les empereurs étaient gouvernés par les hommes qui étaient leurs tuteurs cependant que ceux-ci se faisaient une guerre continue, non point ouvertement ni les armes à la main, mais secrètement, ne laissant inutilisée aucune espèce de duperie ni astuce » ¹. Stilicon visait à annexer à l'Empire d'Occident la préfecture de l'Illyricum en entier, ne voulant pas se contenter de la Dalmatie et de la Pannonie. Les tuteurs d'Arcadius intriguaient en Afrique contre le gouvernement occidental. L'affaire en arriva à ce point que tous échanges commerciaux furent rompus entre l'Orient et l'Occident ; le trafic commercial normal entre les deux empires ne devait reprendre qu'en 408. Cette animosité compromettait la lutte contre les incursions constantes des barbares du dehors et la répression des mouvements séditieux des esclaves et des colons au dedans.

Les révoltes des esclaves et des colons semblaient, il est vrai, avoir été étouffées par Théodose vers la fin du iv^e siècle, mais elles pouvaient à tout moment éclater à nouveau, comme l'indique le développement accéléré de toutes sortes de croyances « hérétiques ».

1. *Eunap. fragm.*, 62, 63.

Non moins menaçant apparaissait le péril barbare, compliqué du fait que Théodose avait nommé de nombreux Goths au commandement d'unités et leur avait ainsi ouvert la voie à la prédominance dans l'administration de l'État.

Le tuteur d'Arcadius, Rufin, n'avait pas gouverné une année entière qu'il était assassiné sur l'ordre du maître de l'armée d'Orient, le Goth Gaïnas, qui avait, en l'espèce, agi à l'instigation de Stilicon.

L'empereur Arcadius, jouet de son entourage, dut remettre les rênes du pouvoir civil à l'eunuque Eutrope, « grand maître de la chambre ». Les forces armées se trouvaient entre les mains de Gaïnas. Celui-ci et Stilicon se contentaient provisoirement des leviers de commande, mais les autres chefs des unités barbares estimaient le moment venu de passer à des mesures décisives.

Un des chefs wisigoths, Alaric, retour d'Italie où il avait été avec Théodose, fomenta une révolte après la mort de celui-ci, sous prétexte que les conseillers d'Arcadius avaient refusé de verser leur dû aux fédérés. Les Wisigoths de Mésie et de Thrace se joignirent à lui en masse. Les troupes de Byzance n'étaient pas encore rentrées d'Italie. Alaric put, sans être inquiété, piller la péninsule balkanique du Danube à Constantinople et de Constantinople jusqu'aux fins fonds de la Grèce. Stilicon, retour d'Italie, eut à deux reprises l'occasion d'anéantir les troupes d'Alaric en Grèce. Mais il le laissa, au contraire, se retirer tranquillement vers le Nord, en Epire, avec tout le butin accumulé. Les sources contemporaines à ces événements ont interprété l'attitude de Stilicon en ce sens qu'il désirait réunir, avec le concours d'Alaric, la préfecture de l'Illyricum à l'Empire d'Occident. Pour ses pillages, Alaric reçut du gouvernement de l'Empire d'Orient le titre de maître de l'armée et de larges subsides. Les Wisigoths furent établis en qualité de fédérés en Illyrie, une des provinces les plus riches de l'Empire. De grosses réserves de blé, des magasins, des arsenaux tombèrent en leur pouvoir.

En armant et en établissant les Goths non loin de l'Italie, Eutrope les poussait sciemment à envahir l'Empire d'Occident.

Cependant, cette politique, qui tolérait le pillage des Balkans, provoqua apparemment des protestations et l'indignation à Constantinople. Un mémoire, remis à Arcadius par l'évêque de Ptolémaïde, Synesius, en 397-398, ou qui lui a été lu par ce dernier, est parvenu jusqu'à nous.

En s'adressant à Arcadius, Synesius s'exprime ainsi :

« Une guerre pour la défense d'un État ne saurait être menée avec succès par des troupes étrangères. Prenez les défenseurs de la patrie dans vos propres champs ou vos villes. Là, vous trouverez une garantie efficiente de l'ordre établi et des lois, dans lesquelles sont nés et ont été élevés les guerriers. Ne voyez-vous pas un danger extrême dans le fait que les hommes qui nous sont étrangers, auxquels vous avez confié la défense de notre pays, peuvent vouloir dominer la population sans défense ? Tâchez donc de multiplier vos propres régiments. Cela stimulera le courage du peuple qui affrontera avec succès la lutte contre l'invasion ennemie ¹. » Mais il était plus aisé à Synesius de prodiguer des conseils qu'à Arcadius, entouré de chefs militaires et d'une garde gothiques, de les suivre ; la situation était cependant bien anormale et ne pouvait durer longtemps. L'outrecuidance et les pillages des Goths ne faisaient qu'augmenter. Parallèlement, l'irritation croissait non seulement parmi la noblesse, mais aussi parmi la population de Constantinople, qui haïssait les Goths en tant qu'hérétiques-ariens et que pillards. En 399, un compatriote de Gaïnas, Trigibild, chef des Goths établis en Asie Mineure (Phrygie), s'était révolté ; prétextant une inspection des troupes sous ses ordres, il livra la Phrygie au pillage. La sédition de Trigibild fut soutenue par les esclaves, comme l'avait été celle des Wisigoths dans les Balkans en 378. Or, en Phrygie, il y avait de nombreux esclaves d'origine gothique. De Phrygie, Trigibild pénétra en Pisidie, Lycaonie, Pamphylie. Dans celle-ci, les gros propriétaires réussissaient à organiser la résistance et à infliger une défaite sensible aux Goths. La révolte aurait été rapidement maîtrisée si Trigibild n'avait pas trouvé assistance auprès du chef suprême de l'armée impériale, Gaïnas. Là ne se borna pas le rôle de celui-ci. Il exigea la destitution et l'exécution du régent de l'Empire, l'eunuque Eutrope, puis, lorsque cette condition fut remplie, la livraison des chefs de la faction hostile aux Goths avec, à leur tête, le préfet du prétoire Aurélien, le tout sous menace de s'emparer par force de Constantinople. Arcadius se trouva contraint de consentir à toutes ces exigences ; les adversaires les plus notoires de l'oppression gothique furent bannis. Gaïnas entra à Constantinople à la tête de ses Goths.

Il semblait que l'Empire d'Orient allait devenir la proie des barbares, même avant celui d'Occident. Mais, ici, la situation fut sauvée par les dèmes constantinopolitains.

Dès avant la catastrophe d'Andrinople, en 378, la popula-

1. SYNESIUS, « Peri Basiléias », *Patrolog. graec.*, t. LXVI, pp. 1090-1091.

tion de la capitale, se rendant compte de l'insuffisance des remparts, avait exigé des armes pour parer au péril gothique. Maintenant, l'administration impériale dut elle-même faire appel à son concours. Le 12 juillet 400, alors que Gaïnas se trouvait hors de l'enceinte avec une partie de ses troupes, une lutte s'engagea entre la population et les Goths, restés en ville. La population les assaillit avec des armes improvisées ; on ferma les portes de la ville : Gaïnas et les siens ne purent y rentrer. Des détachements isolés de Goths furent détruits dans divers quartiers de la capitale : sept mille d'entre eux périrent ainsi.

Quoique Gaïnas eût déclaré la guerre ouverte à la suite de ces événements, on réussit à maintenir dans les rangs de l'Empire une partie des Goths. Gaïnas fut vaincu et tué. Les événements de 400 provoquèrent une nouvelle révolte des esclaves et des colons en Thrace. Il fallut une expédition militaire en règle pour que Fravitta, le vainqueur de Gaïnas, réussisse à la réduire à son tour.

C'est ainsi qu'à l'orée du v^e siècle le gouvernement de l'Empire d'Orient parvint à résoudre à son avantage les deux problèmes : repousser pour un temps les attaques barbares du dehors et mater les mouvements séditieux des esclaves et des colons au dedans.

Le gouvernement dut tirer la leçon et éviter par la suite la répétition de l'expérience de Théodose, quoiqu'il ne fût pas longtemps en mesure de mettre sur pied une armée indigène bien entraînée et de se libérer de l'obligation de compléter l'armée par des barbares fédérés.

Il est probable que c'est au rôle actif de la population au cours des événements de 400 que les dèmes doivent d'avoir obtenu du gouvernement le droit d'organiser des formations paramilitaires..

Le fait qu'Alaric et ses Wisigoths furent, à partir du printemps 401, attirés par l'Occident, au point de quitter définitivement les Balkans en 409 pour l'Italie, n'est certes pas étranger à l'amélioration de la situation extérieure de l'Empire d'Orient.

Arcadius put ainsi passer les sept dernières années de son existence dans un calme relatif. Très relatif, il est vrai, car de 403 date la révolte des Isauriens, une tribu guerrière peu perméable à la culture grecque, qui vivait sur le littoral méridional de l'Asie Mineure, entre la Pamphylie à l'Ouest et la Cilicie à l'Est. Des bandes d'Isauriens pénétrèrent vers le Sud en Syrie, à l'Ouest en Cappadoce et atteignirent même

la mer Noire. Les forces impériales mirent un certain temps pour réprimer la révolte.

La capitale même fut, en 403-404, le théâtre d'un conflit inattendu entre la couronne et l'évêque de Constantinople, Jean Chrysostome, brillant orateur et ascète, qui avait entrepris une lutte tardive et inutile contre la dépravation du clergé. Il va de soi que cela ne pouvait convenir à la capitale de l'Empire d'Orient.

Un concile, convoqué en hâte, condamna et déposa Jean, qui fut ensuite exilé.

La tentative d'épuration de l'Église avait fait long feu. De même, le premier conflit entre les pouvoirs séculier et sacerdotal s'était terminé à l'avantage très net du premier.

Le faible et inerte Arcadius mourut en 408, à 31 ans, sa femme l'ayant précédé dans la mort. C'est le jeune Théodose II qui, âgé de sept ans, monta sur le trône. L'histoire de Rome ne connaît sans doute pas d'exemple qu'un héritier mineur pût succéder en toute quiétude au trône de son père. Cependant Théodose l'occupa pendant 42 ans, sans pour cela manifester, même à sa majorité, les qualités requises, absorbé qu'il était par l'art des belles copies de manuscrits, ce qui lui valut le surnom de « Calligraphe » de la part de ses sujets.

Mais, effrayés par les événements de la fin du iv^e siècle et davantage encore par ceux d'Occident, les hauts dignitaires, qui reconnaissaient les nécessités de s'unir, tenaient solidement les rênes du gouvernement, que ce fût sous Arcadius ou pendant la minorité de son fils, lorsque le préfet du prétoire Anthémios exerçait le pouvoir.

Durant cette période, on conclut un traité relativement avantageux avec la Perse, on arma une flottille sur le Danube, où les troupes romaines n'avaient pas paru depuis la mort de Valens, soit depuis huit lustres, et l'on opposa une barrière aux incursions des Huns sur cette ligne.

On assura le ravitaillement continu de Constantinople en blé d'Égypte.

On remit un peu d'ordre dans les régions dévastées du nord-ouest de la Péninsule Balkanique, abandonnées par les Goths, en prenant des mesures urgentes pour édifier des murs et des remparts dans les villes, ainsi que des fortifications. Constantinople même fut protégée en 413 par une nouvelle enceinte.

En 415, le gouvernement se vit obligé de promulguer une ordonnance accordant à la population des provinces de la préfecture d'Orient une remise générale des arriérés d'impôts accumulés depuis 40 ans.

Mais, simultanément, en cette même année 415, il codifie les relations patronales établies avant 397, en reconnaissant l'attachement des clients à leurs patrons, les droits de ceux-ci, qu'il rendait, par ailleurs, responsables de la rentrée des taxes dues par leurs colons¹. Par là même, le gouvernement renforçait la dépendance vis-à-vis des gros propriétaires, dans laquelle étaient tombés les colons, en légitimant la force et le pouvoir des possesseurs.

En 414, la sœur aînée de Théodose, Pulchérie, prend les rênes de l'Empire, Anthémios cède sa place à Aurélien, son prédécesseur avant 405. L'activité du gouvernement revêt désormais une tendance religieuse marquée.

Sous l'influence de Pulchérie, le palais se transforme en monastère. La journée débute par des chants de psaumes, par la lecture des Évangiles ; on célèbre ponctuellement tous les offices prescrits par l'Eglise. En conformité avec cette tendance, l'activité gouvernementale est caractérisée par une accentuation de l'intolérance et des persécutions religieuses. En 416, on prive les païens du droit d'accession aux fonctions publiques : en particulier, ils ne peuvent plus être gouverneurs de province.

En 418, on interdit les fonctions publiques aux éléments juifs, très nombreux en Orient, ceux qui sont déjà munis de fonctions civiles et militaires sont rayés des cadres ; on ne les tolère plus que dans les emplois très durs et onéreux des curies municipales, si par leur ascendance ils appartiennent au décursionat.

On intensifie, en même temps, les persécutions des montanistes, qui menaient une vie d'ascètes et combattaient l'Eglise officielle.

Mais les représentants du clergé dépassèrent le gouvernement par leur intolérance et leur fanatisme religieux.

Les ecclésiastiques égyptiens se distinguèrent particulièrement en portant un préjudice irrémédiable à la civilisation universelle, par la destruction des trésors de la littérature et des arts antiques. Dès 391, ils avaient livré aux flammes, à l'instigation de l'évêque Théophile, le célèbre Sérapéum, avec ses inestimables bibliothèques. Le neveu de Théophile, Cyrille, élu en 412 patriarche d'Alexandrie, qui fut canonisé pour ses « exploits », se distingua par un fanatisme excessif. Cyrille commença par fondre sur les hérétiques-novatiens, ferma de sa propre autorité leurs oratoires et confisqua leurs biens. Puis, il organisa un terrible pogrom ; or, les Juifs for-

1. *Cod. Theod.*, XI, 24, 6.

maient depuis les Ptolémée une partie considérable de la population d'Alexandrie et jouissaient d'une autonomie locale. Cyrille se mit à la tête des manifestants, les conduisit aux synagogues, qu'il détruisit de fond en comble, chassa tous les Juifs de la ville et livra leurs biens au pillage¹. Vainement le préfet d'Égypte, Oreste, se plaignit-il de Cyrille à Constantinople, en insistant sur le préjudice économique causé à la ville et au trésor public par cette activité intempestive. Les « actes » de Cyrille restèrent impunis. Le fanatisme des moines et des ecclésiastiques pouvait continuer ses débordements. A Alexandrie vivait à l'époque Hypatie, connue dans tout l'Orient, pour son savoir et sa beauté. Hypatie avait hérité de son père, illustre mathématicien, des dons didactiques et enseignait les mathématiques et la philosophie à la jeunesse. Parmi ses disciples, on comptait des chrétiens, dont Synesius, le futur évêque de Cyrène. Comme elle restait fidèle à l'hellénisme, ainsi qu'on appelait alors le paganisme, ni son érudition, ni l'estime générale dont elle jouissait, ni même la protection du préfet d'Égypte ne purent la soustraire au fanatisme des moines. En mars 415, une foule de moines l'assaillit dans la rue, la mena dans l'église principale, la mit à mort, traîna son cadavre jusqu'au lieu de supplice et l'y brûla.

Si les historiens religieux célèbrent la sœur et tutrice de Théodose II à l'égal d'une sainte, l'historien païen Eunape a laissé un jugement très sévère sur la vénalité des fonctionnaires et l'injustice criante qui régnaient sous la régence de Pulchérie². Les fonctions publiques étaient mises à l'encan, sans vergogne. Les fonctions de gouverneurs de province s'acquéraient d'après une taxe établie en fonction du rendement de ces provinces. Était nommé celui qui offrait davantage que les autres concurrents, dans l'espoir de se rattraper aux dépens de la province dont le gouvernement allait lui être confié. Les provinciaux n'avaient que la maigre consolation de voir le gouvernement tenter de temps en temps à ces gouverneurs des procès en extorsion de fonds, et confisquer non seulement le produit des pillages, mais aussi leurs propres biens.

Malgré son fanatisme religieux, le gouvernement n'osait pas fermer la célèbre École d'Athènes, dernier refuge du paganisme. Mais pour lui faire contrepoids, il créait à Constanti-

1. « Socrates Historia ecclesiastica », *Patr. graec.*, V, 67, 7, 13.

2. *Eunap. fragm.*, 87.

nople, en 425, une nouvelle école de hautes études, à direction chrétienne, avec trente et une chaires, dont dix grammairiens enseignant le latin, dix le grec, trois rhéteurs latins et cinq grecs.

Ultérieurement, on leur adjoignit 2 légistes et un philosophe. Les nominations du personnel enseignant étaient faites par le Sénat, l'école étant du ressort du préfet de la ville.

Pour consolider les positions gouvernementales et asseoir, en codifiant le droit coutumier, le pouvoir des gros propriétaires, on publia, en 438, le *Code théodosien*, recueil des ordonnances des empereurs chrétiens, à partir de Constantin I^{er} jusqu'à Théodose. Il fut introduit dans l'Empire d'Orient, comme dans celui d'Occident, mais exerça aussi une grosse influence sur la législation des royaumes barbares.

Le gouvernement de Théodose II ne pouvait, naturellement, rester indifférent à l'effondrement de l'Empire d'Occident, dont il était témoin et dont les liens qui les unissaient formellement subsistaient encore. La brouille n'avait pas survécu à Stilicon. Son exécution et la victoire du parti romain en Occident avaient eu pour conséquence une amélioration radicale des rapports entre les deux empires. Le gouvernement d'Orient tenta même à maintes reprises de venir en aide au gouvernement « légitime » d'Occident, mais toutes ces tentatives n'eurent guère d'effet d'une importance quelconque.

Lorsque, en 409, Alaric et ses Wisigoths s'étaient rendus maîtres d'une grande partie de l'Italie, et qu'à Rome sa créature, Attale, avait été proclamée empereur, l'empereur « légitime » Honorius fut sauvé *in extremis* par l'envoi à Ravenne d'une escadre et de troupes pour en renforcer la garnison. Après la mort d'Honorius en 425, l'Empire d'Orient soutint à son tour l'héritier « légitime » du trône occidental, Valentinien, fils de la sœur d'Honorius, Placidie. Le notaire Jean, qui s'était emparé du pouvoir en Occident, fut vaincu par les armées de l'Empire d'Orient, dépêchées à Ravenne, par terre et par mer, sous le commandement du maître de l'armée Ardarbarius et de son fils Aspar, et exécuté.

Quand, en 431, les Vandales se furent emparés de l'Afrique, grenier de l'Italie, Théodose y expédia, à la demande du gouvernement occidental, une armée sous le commandement du même Aspar, mais cette fois les troupes des Romains d'Orient et d'Occident essuyèrent une grave défaite. En 433, le chef des Vandales, Genséric, réussit à s'emparer de la capitale africaine, Carthage, qui fut affreusement saccagée. Une nouvelle vague de réfugiés, appartenant à la noblesse et au clergé afri-

cains, déferla en Orient en implorant du secours. L'Empire d'Orient fut amené à une intervention plus énergique en faveur de la Rome Occidentale, sur le point de périr. On arma une flotte énorme, on expédia des renforts importants en Sicile. Cette entreprise n'eut pas de lendemain : le chef des Huns, Attila, venait justement d'envahir les provinces danubiennes de l'Empire d'Orient. Théodose se hâta de rappeler ses troupes pour la défense de leurs propres frontières et de conclure la paix avec Genséric (442). L'Afrique resta ainsi aux mains des Vandales.

Ce fut une grande chance pour l'Empire d'Orient que d'avoir ses arrières assurés. La paix avec la monarchie iranienne des Sassanides, affaiblie par des dissensions intérieures, ne fut pas troublée pendant presque tout le cours du v^e siècle, à l'exception de quelques engagements de frontière, courts et insignifiants, en 420-422.

L'échec des tentatives d'aide à l'Empire d'Occident démontre que le gouvernement de Théodose II ne disposait pas de troupes suffisamment aguerries. L'issue déplorable de la lutte contre le célèbre chef hun Attila en est une autre preuve.

Au début du règne de Théodose, les forces armées byzantines arrivaient à contenir la pression des Huns. Ainsi, en 412, Anthémios avait réussi à repousser l'attaque des Huns et à les forcer de se contenter d'un tribut modéré. La situation se modifia lorsque le terrible Attila devint Khan (ou khagan) des Huns, qu'il prit la tête d'une sorte de fédération de tribus. Y entraient, en dehors des Huns, les Gépides, qui vivaient dans les régions montagneuses de la Dacie méridionale, les Ostrogoths, les Rugues, établis dans le voisinage de la Tisia, les Skires, les Turcilingues, les Suèves, les Alains sous le commandement de leur roi Candax. Parmi les tribus dépendant d'Attila, il y en avait, sans doute, pas mal de slaves, car vers le début du vi^e siècle les Slaves s'étaient déjà solidement établis sur la rive gauche du Danube, alors que leur apparition en ces lieux doit être reportée à une période antérieure. Dans les premières années de son règne, Attila était occupé par des entreprises militaires, principalement dans le bassin de la mer Noire, notamment par la soumission des Akatsires, dans les steppes ciscausiennes. A compter de 441, profitant adroitement de ce que les forces armées impériales étaient distraites, en combattant les Vandales, il fonce sur l'Empire d'Orient.

Les Huns s'emparent rapidement des principales places fortes à la frontière : Viminacium et Singidunum (Belgrade). Margum tombe grâce à la trahison de l'évêque, qui livra

la ville aux Huns. Apparus sous les murs de Naïssus (Nich) qu'ils démolissent à coup de bélier, les Huns détruisent à son tour cette ville d'importance au point de vue stratégique. Attila hésite à attaquer Constantinople mais prend d'assaut Arcadiopolis et Philippopolis. Seule, la citadelle Assema (?) s'illustre par une valeureuse et opiniâtre résistance. Théodose II se voit contraint de rappeler en hâte ses troupes de Sicile et de conclure la paix avec Genséric (442), laissant l'Afrique aux mains des Vandales. Mais les troupes de l'Empire d'Orient, amenées en hâte dans les Balkans, sont battues par les Huns à Chersonèse de Thrace. Le gouvernement de Théodose II se résout à acheter la paix à des conditions très onéreuses : versement immédiat de 4.000 livres d'or, obligation de rendre tous les transfuges et de payer un lourd tribut annuel de 2.100 livres. Mais le facteur déterminant c'est, en raison de l'agression d'Attila, l'impossibilité de secourir l'Empire d'Occident dans une situation des plus critiques. L'Empire d'Occident étant trop affaibli pour venir seul à bout de Genséric, l'Afrique, le riche grenier de Rome, est perdue et la mer au pouvoir des Vandales.

Les buts immédiats qu'Attila s'était tracés dans sa politique touchant l'Empire d'Orient, peuvent se résumer à peu près ainsi : le tenir en état d'infériorité latente par de constantes extorsions et dévastations, et le priver de la principale source de complément de son armée de mercenaires, en lui imposant l'exécution de l'obligation de livrer les transfuges ou déserteurs. Mais l'Illyricum et la Thrace n'eurent de répit que pendant trois ans. En 447, les Huns envahissent à nouveau l'Empire d'Orient. Cette fois, ils saccagent les provinces de Basse-Mésie et de Scythie, qui avaient peu souffert de l'invasion précédente. Les contemporains relatent qu'environ cent villes ont eu à souffrir de l'invasion des Huns. L'armée impériale subit une grave défaite sur les bords de l'Utus. En 448, on signe un nouveau traité de paix, en vertu duquel l'Empire est tenu, en sus des engagements précédents, à laisser désert un territoire de cinq journées de marche entre Singidunum et Novae. Naïssus, ruinée, marque la frontière. Cette condition devait, évidemment, satisfaire les besoins des Huns nomades en grands espaces inhabités. Mais les exigences et les extorsions d'Attila croissent avec ses victoires. A son arrivée à Constantinople, l'ambassadeur d'Attila, Edéco, exigea concurremment avec d'autres prétentions, la cession définitive aux Huns des territoires entre Singidunum et Novae.

Pour se débarrasser, une bonne fois pour toutes, des exigences croissantes et des extorsions d'Attila, le gouvernement impérial proposa à Edéco d'organiser, moyennant une large rémunération, l'assassinat d'Attila. Pour faciliter le complot, on envoya à ce dernier une ambassade dirigée par le sénateur Maximin. Mais rien ne sortit de l'entreprise projetée : Attila éventa les desseins du gouvernement de Constantinople ¹, ce qui valut à l'empereur de nouvelles humiliations et de nouveaux sacrifices. Le secrétaire de Maximin, Priscus, a laissé à la postérité une relation détaillée du séjour de l'ambassade auprès d'Attila en 448, conservée dans le recueil de Constantin Porphyrogénète, qui représente une source de première main pour l'étude des Huns d'Europe au v^e siècle.

En même temps que les invasions d'Attila, gouvernement et population de l'empire d'Orient avaient à faire face aux problèmes ecclésiastiques.

Comme indiqué, la doctrine chrétienne, amendée au cours des III^e-IV^e siècles à l'aide de la philosophie platonicienne, était aussi étrangère qu'incompréhensible aux Syriens et aux Coptes, et ce non seulement aux masses, mais aussi aux éléments les plus avancés, empreints d'hellénisme. La philosophie de Platon n'avait jamais eu de succès même auprès de ces éléments hellénisés. Ils préféraient celle d'Aristote, aussi ne pouvaient-ils admettre ni la Trinité ni la théautropie.

Une tendance nouvelle se manifesta en Syrie dans les années 430-440; s'appuyant sur la doctrine d'Aristote, elle lutta contre l'orthodoxie officielle. Son centre se situait à l'école de théologie d'Antioche, ensuite à celle d'Edesse. Les « hérétiques » orientaux, dont le chef était le patriarche de Constantinople Nestorius, proclamaient l'indépendance de la nature humaine du Christ, et appelaient la Vierge Marie non pas « Mère de Dieu » ², mais « Mère du Christ ». Cette tendance rationaliste, proche de l'arianisme, connut un grand succès non seulement auprès des ecclésiastiques hellénisés, mais aussi des marchands syriens.

En 431, au concile d'Ephèse, le patriarche Cyrille d'Alexandrie, dont nous avons déjà parlé, obtint la déposition et l'excommunication du patriarche Nestorius. L'empereur et la cour étaient d'abord enclins à soutenir Nestorius, mais Cyrille s'avéra un intrigant adroit et sans scrupules. Il souleva contre Nestorius de nombreux moines, qui manifestèrent bruyam-

1. Ce fut Edéco même qui s'en ouvrit à Attila. N. d. T.

2. « Mère de Dieu » = Θεοτοκος en grec. N. d. T.

ment devant le palais impérial. Disposant des richesses fabuleuses de l'Église d'Alexandrie, Cyrille ne se gêna pas pour soudoyer les eunuques influents de la cour. Nestorius fut condamné, déposé et envoyé en exil en Égypte. Ceux de ses adeptes qui restaient en Syrie furent persécutés. Mais si l'Église dominante réussit aisément à se défaire du nestorianisme qui ne s'appuyait que sur un nombre relatif d'ecclésiastiques et de marchands syriens, la seconde hérésie orientale, le monophysisme, fut autrement plus dangereuse pour elle.

Les monophysites proclamaient que le Christ n'est pas homme, mais Dieu, que sa nature est une, et niaient les deux natures, comme l'enseignait l'église officielle. Les monastères égyptiens devinrent le centre de l'enseignement monophysite. Celui-ci se montrait beaucoup plus intolérant que le nestorianisme à l'égard de tout ce qui était hellénistique, gréco-romain, qu'il stigmatisait de païen. Se réclamant de la prédominance exclusive de la religion dans la vie, d'une austère morale ascétique, il entra en lice contre la prédominance des intérêts séculiers dans la vie, contre les fastes, l'érudition même de l'Église catholique.

« La lutte contre les deux natures, écrit le professeur Diaconov, symbolise à leurs yeux la lutte contre le diable, auquel ils rapportaient tout ce qui avait trait au séculier, tout ce par quoi vivaient les riches exploitateurs gréco-romains et les exploités indigènes hellénisés ¹. »

La nombreuse littérature monacale syriaco-copte reflète d'une manière éclatante la thèse monophysite. Celle-ci trouvait un large écho dans les masses opprimées des provinces orientales de l'Empire, écho d'une résonance beaucoup plus forte que l'arianisme. Elle trouvait aussi un écho sympathique auprès des populations occidentales et avait même pénétré dans la capitale, où l'influence des éléments orientaux ne cessait de croître. En Égypte même, en Syrie, Mésopotamie et Arménie le monophysisme évinçait toujours davantage l'Église dominante.

Le patriarche Dioscore d'Alexandrie et l'archimandrite Eutychès de Constantinople se mirent à la tête du mouvement monophysite. L'évêque Flavien, de Constantinople, convoqua un concile local pour condamner Eutychès comme hérétique, ce qui provoqua l'intervention de Dioscore et la convocation, en 449, d'un concile œcuménique passé dans l'histoire sous le nom de « brigandage d'Éphèse ». Le parti monophysite, avec à sa tête Dioscore, obtint par contrainte la reconnaissance de

1. Diaconov, *Jean d'Éphèse et son œuvre d'histoire religieuse*.

l'orthodoxie d'Eutychès et des monophysites, et la condamnation de leurs adversaires. Condamné et envoyé en exil, Flavian mourut en cours de route des sévices dont il avait été victime au concile. Les décisions du « brigandage d'Éphèse » furent confirmées par Théodose. Grâce à ses succès d'Éphèse, le patriarche d'Alexandrie était sur le point de transformer la Rome orientale en un diocèse à lui, et de passer au premier plan de l'État. En Egypte tout au moins, Dioscore se sentait maître absolu. Il exilait, confisquait les fortunes, assassinait, avec ses gardes du corps. Non seulement les magistrats et l'augustal étaient impuissants contre lui, mais il ignorait même l'empereur. On lui prête cette bravade : « Le pays est à moi plus qu'aux empereurs ¹. »

Cependant, après la mort de Théodose en 450, le gouvernement de Constantinople modifia radicalement sa politique religieuse. La sœur de Théodose, Pulchérie, à laquelle l'empereur avait laissé le pouvoir, épousa le vieux sénateur Marcien et l'éleva ainsi au trône (450-457). Dioscore s'était, apparemment, compromis comme adversaire du nouvel empereur. Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement se donna pour première tâche de secouer le joug du prélat égyptien, en s'assurant, pour ce faire, du précieux concours du Pape romain. Au cours du iv^e concile œcuménique, convoqué à Chalcédoine, les fonctionnaires impériaux agissant de concert avec les délégués du Pape, obtinrent la condamnation du monophysisme et du patriarche d'Alexandrie. Dioscore fut déposé et exilé. Par contre, on réhabilita les adeptes de Nestorius, Théodoret de Cyr et Ibas d'Edesse. Le concile prescrivit d'accepter les deux natures du Christ, consubstantielles, « sans confusion, sans changement, sans division, sans que l'union ôte la différence des natures. » A la suite du concile, on promulgua une série d'ordonnances sévères contre les hérétiques, les monophysites principalement, que l'on punit d'exil et d'emprisonnement.

Les monophysites, de leur côté, s'agitèrent contre le concile de Chalcédoine, qu'ils accusaient d'avoir trahi la foi et versé dans le nestorianisme. Cette agitation trouva un terrain favorable dans les provinces orientales de l'Empire — en Egypte et Mésopotamie. Une sourde hostilité contre l'Empire couvait depuis longtemps parmi les Coptes et les Syriens : le monophysisme fut l'étendard autour duquel ils commencèrent à se rallier pour lutter contre le gouvernement oppresseur, déclaré par les monophysites impie et hérétique.

1. Jean MASPÉRO, *Histoire des Patriarches*, p. 63.

En Palestine, une rébellion éclata dès la clôture du concile. Le patriarche de Jérusalem, Juvenalius, dut lui-même chercher refuge à Constantinople. Il fut remplacé par le moine monophysite Théodose, qui déposa les évêques partisans du concile de Chalcédoine et en ordonna d'autres. Le mouvement gagna tout le pays : les églises et les édifices publics furent incendiés, le clergé resté fidèle à l'Église orthodoxe massacré. Il fallut employer la force pour réduire la rébellion. Près de Napoli, les troupes dispersèrent les rebelles, parmi lesquels les moines jouaient le rôle principal.

La situation en Egypte était encore plus inquiétante. L'apparition de Protérius, successeur désigné de Dioscore, provoqua des désordres, auxquels la population entière prit une part active. A titre de sanction, le gouvernement priva la population de pain, de jeux de cirque, ferma les bains publics. Mais les troubles continuèrent de plus belle. La petite garnison d'Alexandrie fut anéantie par les rebelles. Il fallut envoyer des renforts et rapporter les sanctions. Cela n'empêcha pas la majorité de la population de s'entêter à ne pas vouloir reconnaître Protérius.

Ainsi, le concile de Chalcédoine aboutit à un schisme religieux et marqua le début de la sécession des provinces orientales.

A l'égard des dèmes également, Marcien changea radicalement de politique. Si le gouvernement de Théodose avait protégé les verts, Marcien, lui, s'appuya sur les bleus. Il promulgua un édit en vertu duquel tous les adhérents aux dèmes des verts étaient pendant trois ans privés du droit d'occuper une fonction quelconque, militaire ou civile. Les sources ne nous indiquent malheureusement pas quelles actions des verts ces mesures de répression avaient provoquées.

Marcien appartenait au même parti sénatorial qu'avait représenté Anthémius au début du règne de Théodose. Le parti pris des mesures de Marcien se manifesta notamment dans sa politique fiscale et son action tutélaire en faveur de la classe dirigeante. Au lieu de réduire les impôts, qui écrasaient les basses classes, l'empereur exempta les sénateurs de la lourde imposition qui, selon lui, pesait sur eux (« follis »). Dans l'intérêt de ces mêmes sénateurs, il allégea le fardeau de la préture, fonction remontant à la république, qui avait perdu tout sens pratique mais était assortie de lourdes charges financières. Si les sénateurs bénéficiaient de mesures concrètes, nous ne trouvons dans les nouvelles de Marcien, à l'intention des autres sujets, que des lieux communs et le souhait que les gouver-

neurs de province « opposassent l'effet bienfaisant de la loi et l'esprit d'incorruptibilité à la puissance des hommes forts ».

En ce qui concerne les Huns, Marcien se décida à une mesure courageuse. Il refusa le paiement du tribut annuel. Cet acte téméraire aurait pu coûter cher à l'Empire, si Attila n'avait pas été distrait par ses grands plans de conquête à l'Ouest. Son échec sur les champs catalauniques (451), puis sa mort survenue deux ans après, disloquèrent la fédération de tribus formée par les Huns et délivrèrent d'une manière inattendue l'Empire d'Orient d'un voisin redoutable.

La dynastie de Théodose s'éteignit avec la mort de Marcien. L'élection du nouvel empereur fut laissée à l'armée. Elle avait pour chef, à cette époque, le prince du Sénat et maître de la milice, Aspar, Alain d'origine, qui s'appuyait sur ses propres troupes assermentées et sur les fédérés Goths. La famille d'Aspar avait, depuis trois générations, occupé de hautes fonctions civiles et militaires dans l'Empire. Mais ni lui ni ses trois fils ne pouvaient, étant ariens, prétendre à la pourpre impériale. Aussi Aspar obtint-il l'élection comme empereur d'un homme à lui, nommé Léon, ancien tribun d'une unité éprouvée (457-474). Il comptait avoir la haute main sur les affaires d'État en Orient comme c'était, en Occident, le cas du maître de l'armée Ricimer, qui faisait et défaisait à sa guise les empereurs d'Occident.

En assurant l'accession au trône de sa créature, Léon, Aspar en avait obtenu la promesse de désigner l'un de ses fils à la succession impériale. La puissance d'Aspar démontre clairement que l'ancien système, consistant à compléter l'armée par des tribus entières de barbares ou par des chefs de clans avec leurs troupes, avait été maintenu. La force d'Aspar témoigne de la prédominance de l'élément barbare dans l'armée de la Rome orientale. Or, l'action des chefs barbares qui s'étaient emparés du pouvoir dans l'Empire d'Occident incitait à suivre leur exemple dans celui d'Orient. Les dignitaires n'avaient, eux, aucune envie de se soumettre à Aspar ni à ses Goths. Pour l'éviter, il fallait coûte que coûte créer une armée indigène qui pût constituer un contrepoids à Aspar et à ses fédérés. Le gouvernement de Léon, qui cherchait, lui aussi, à se libérer de la tutelle d'Aspar, trouva une solution à ce problème en opposant les Isauriens aux Goths. Le niveau culturel des Isauriens était à peine supérieur à celui des Goths, mais ils avaient l'avantage de représenter une population locale indigène et étaient considérés comme sujets de l'Empire. Léon décida d'utiliser les qualités guerrières des Isau-

riens ; il en forma quelques unités dans l'armée d'Orient, ainsi qu'un détachement pour sa garde personnelle, qu'il appela « excubiteurs », s'apparenta à un chef de tribu, Traskallissaeos, qu'il baptisa Zénon et honora du titre de consul.

En 465, l'Orient tenta une fois encore d'intervenir activement dans les affaires de l'Occident. Lorsque le Sénat romain s'adressa à Léon en le priant de lui donner un empereur, le gouvernement de Léon fixa son choix sur un riche constantinopolitain, le sénateur Anthémios¹ ; son énorme fortune permit à Anthémios de mettre sur pieds une armée entière, avec laquelle il partit pour l'Italie. On avait élaboré un plan de campagne des forces unies des deux Empires contre les Vandales. Grâce au concours du trésor public, on put équiper une véritable armada qui comptait 1.113 unités, pourvues de tous les moyens de la technique d'alors, concentrer une armée formidable pour cette époque, que les contemporains ont estimée à 100.000 hommes, chiffre sans nul doute exagéré. Le frère de l'empereur, Basiliscos, fut mis à la tête des forces combattantes (468).

Les opérations commencèrent sous des auspices favorables, mais l'incapacité du commandant en chef ou sa trahison furent, d'après les commentateurs byzantins, à l'origine de l'insuccès final. Au lieu de se porter tout de suite sur Carthage, Basiliscos entra en pourparlers avec le roi des Vandales, Genséric. Celui-ci, choisissant un moment propice et rompant l'armistice, attaqua par surprise la flotte impériale ancrée au Cap de Mercure², et la détruisit. Lorsque l'armée apprit le sort de la flotte, elle se retira. Ainsi périt sans gloire une entreprise qui avait coûté des sommes énormes. Le trésor public eut du mal à se remettre de ce krach. Mais la conséquence la plus grave de cette catastrophe fut la chute de l'Empire d'Occident, latente depuis longtemps. Le protégé de l'empereur d'Orient, Anthémios, fut assassiné à Rome en 472 sur l'ordre de Ricimer. La perte de la flotte et la ruine des espérances qu'avait fait naître l'expédition provoquèrent à Constantinople une indignation terrible contre Basiliscos, qui dut chercher refuge dans une église, à son retour.

On imputait la terrible catastrophe aux intrigues et à la résistance d'Aspar. Il était accusé d'avoir été favorable aux Vandales en tant que barbare et arien, et d'avoir promis à Basiliscos son concours pour accéder au trône, s'il

1. Petit-fils du préfet du prétoire Anthémios dont il a été parlé ci-dessus. N. d. T.

2. Cap de Mercure = Cap Bon.

ruinait l'entreprise à la tête de laquelle il avait été placé.

Si l'expédition africaine de Byzance contre les Vandales s'était soldée par un échec complet, à Constantinople la corrélation des forces s'établissait de plus en plus au désavantage d'Aspar. En 471, on en arriva au règlement définitif. Léon attira Aspar et ses fils au palais, où, sur l'ordre de l'empereur, lui et son fils aîné Ardabarius furent assassinés. L'engagement entre les éléments isauriens et gothiques de la garde, qui s'ensuivit, se termina à l'avantage des Isauriens.

Constantinople était libérée de la menace des barbares. Il était plus difficile de régler cette question sur le territoire de la péninsule balkanique, où ce furent les chefs ostrogothiques qui se présentèrent en vengeurs d'Aspar.

Les Ostrogoths, qui dépendaient des Huns au temps d'Attila, et qui avaient fait avec lui la campagne de Gaule, retrouvèrent leur complète indépendance après la dislocation de la fédération hunnique de tribus et occupèrent la Pannonie en qualité de fédérés, avec le consentement de l'empereur Marcien. Cependant, une partie de la tribu, à laquelle s'étaient joints des restes de certaines autres tribus, franchit le Danube et forma un groupe indépendant de fédérés de l'empire. Il avait pour chef Théodoric, fils de Triarius, que des liens de parenté unissaient à Aspar.

Avant de s'engager à fond contre Aspar, Léon tenta de gagner les Goths de Pannonie, en relâchant le fils d'un de leurs chefs (Théodomir), Théodoric, retenu comme otage à Constantinople, mais en vain.

En 470, les Goths pannoniens s'emparèrent de Singidunum (Belgrade), puis, avançant vers le Sud, de Naïssus (Nich) qu'ils saccagèrent. Léon réussit, finalement, à les amadouer en leur permettant de s'établir en Basse-Mésie.

Quant à Théodoric, le fils de Triarius, il exigea, en 473, la remise de l'héritage d'Aspar et le titre de maître de l'armée. Ayant essuyé un refus, il pilla la Thrace et prit d'assaut la ville d'Arcadiopolis. Léon fut contraint de lui conférer le grade militaire suprême de l'Empire, de payer un fort tribut et de réserver à sa tribu des terres de peuplement en Thrace.

Nous sommes mal renseignés sur l'état intérieur de l'Empire vers les années 60-70 du v^e siècle. On peut cependant tenir pour certain que le règne de Léon est caractérisé par un développement continu de la grosse propriété laïque et ecclésiastique. Les propriétaires de grands domaines créaient des unités paramilitaires à leur solde, enrôlées parmi les Isauriens et les esclaves armés, que l'on nommait « bucellaires », et qu'ils uti-

lisaient pour s'emparer des terres des voisins. Ils obtinrent, d'ailleurs, le même résultat par des mesures de contrainte économique. Les paysans libres et les communautés rurales passaient, comme auparavant, sous le patronat des hommes forts et influents, au mépris des ordonnances gouvernementales que l'on tournait par des documents fictifs (actes de donation, de vente, baux, etc.). Cette tendance prit des proportions telles que le gouvernement de Léon tenta d'y mettre un frein pour conserver la petite propriété et mettre un terme à l'usurpation, par les magnats terriens, des prérogatives de l'État. C'est ainsi qu'en 468 Léon et Anthémios promulguèrent une nouvelle visant les habitants des communautés rurales libres (« mitrokemies »), interdisant à ses habitants l'aliénation, sous quelque prétexte que ce soit, de leurs tenures à des tiers non membres de la communauté ¹.

Cette nouvelle est intéressante à plus d'un titre : elle démontre, d'une part, le souci du gouvernement de maintenir ce qui restait de la petite propriété libre, elle témoigne, d'autre part, de l'existence, au v^e siècle, de vestiges d'une communauté rurale dans la campagne byzantine. Jusqu'à ces derniers temps, les savants, s'ils reconnaissaient l'existence de la communauté à Byzance, estimaient qu'il s'agissait d'un apport slave au cours des vi^e-vii^e siècles. Mais la découverte de nouveaux documents épigraphiques et papyrologiques a permis d'établir des vestiges et des séquelles de vie communale dans de nombreuses provinces de l'Empire dès avant les invasions slaves. Ainsi, des papyrus égyptiens des iv^e-vi^e siècles témoignent de la survivance d'une vie communautaire dans les villages égyptiens : de la possession en commun de parcelles de terre, de pâturages, que la communauté loue à bail, de la coutume, chez les paysans, de former des « koinos » pour l'exploitation en commun, de la solidarité des habitants d'une même commune, du maintien d'une autonomie locale dont le rôle consistait à répartir et à lever les contributions, à régler les litiges, à distribuer l'eau, liés qu'étaient les villageois par une caution solidaire pour l'acquittement des impôts. Aussi la commune est-elle tenue de cultiver les terres et de payer les contributions pour les terrains incultes ou abandonnés par leurs propriétaires. La survivance de la vie communale est également établie par le droit de préemption des habitants sur les terrains des villages mis en vente (« protimesis »). On peut trouver de pareils vestiges et séquelles de vie communautaire en Syrie, en Thrace, en Asie Mineure et aux Balkans.

1. *Cod. Just.*, XI, 56 (55).

Le maintien des éléments de la commune rurale a été indubitablement facilité par le nombre croissant, à partir de la fin du v^e siècle, des établissements barbares (des Goths, des Skires, etc.) qui apportaient leurs coutumes communautaires.

C'est en 468 également que le gouvernement interdit à tous habitants des villes et villages d'employer des mercenaires ou des esclaves armés¹. Il publie une nouvelle ordonnance visant le patronat qui punit d'une forte amende aussi bien ceux qui se chargent du patronat que ceux qui le sollicitent².

Dans sa politique religieuse, Léon marcha sur les traces de Marcien, en défendant les préceptes du concile de Chalcédoine. Il accusait par là le schisme naissant entre les provinces orientales et occidentales. C'est la capitale de l'Égypte, Alexandrie, qui manifesta, comme par le passé, le plus d'aversion pour ces préceptes. A peine avait-elle appris la nouvelle de la mort de l'empereur Marcien, que les adversaires du concile de Chalcédoine, qui ne reçurent jamais Protérius — il avait été élu et soutenu uniquement par l'aristocratie de la ville, les « nobiles », restés loyaux à l'égard du gouvernement, s'emparaient de l'église principale et sacraient patriarche le moine monophysite Thimothée Aelure (457). Les contemporains nous rapportent que toutes les classes de la population, tous les dèmes prirent part à l'élection. La corporation des armateurs, influente à Alexandrie, y contribua activement. Les autorités ne purent s'opposer à cette révolte, toute la garnison de la ville — avec, à sa tête, le dux Denys — se trouvant en haute Égypte. C'est seulement au retour du dux que l'on réussit à s'assurer de la personne de Thimothée, après des échauffourées sanglantes. Mais les autorités ne purent maintenir l'arrestation. Les troubles prirent une tournure si menaçante, que Denys dut relâcher le prisonnier. Protérius, créature du gouvernement, fut massacré par la foule déchaînée, son cadavre traîné par les rues et brûlé. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que l'augustal réussit à reprendre Thimothée et à maîtriser la sédition. Thimothée fut envoyé en exil à Gangres, ville d'Asie Mineure. Le voyage du monophysite rebelle vers son lieu d'exil s'accompagnait partout, sur son passage depuis Béryte (Beyrouth,) jusqu'à Gangres, de manifestations de sympathie, manifestations en réalité antigouvernementales, ce qui incita le gouvernement à lui fixer une résidence encore plus éloignée, Chersonèse en Tauride.

1. *Cod. Just.*, IX, 12, 10.

2. *Ibid.*, XI, 54, 1.

Après l'Égypte, le monophysisme gagna de plus en plus la Syrie et sa capitale. A Antioche, c'étaient les moines qui s'agitaient contre le concile de Chalcédoine, à leur tête Pierre le Foulon ; ils étaient d'ailleurs soutenus par le maître de l'armée d'Orient, Zénon. En 468, Martyrius, patriarche d'Antioche, fut contraint de fuir à Constantinople. Et quoique le gouvernement l'ait pleinement appuyé, et obtenu son retour à Antioche, Martyrius, craignant le sort de Protérius, préféra abandonner sa chaire (471). Elle fut occupée sur-le-champ par Pierre le Foulon, aux manifestations d'allégresse de la population. Mais le gouvernement ne put l'admettre et Pierre fut éloigné d'Antioche. Le mouvement monophysite n'en continua pas moins à prospérer en Orient syriaque.

A la mort de Léon, la pourpre revint à son gendre, le chef isaurien déjà cité, Traskalissaeos-Zénon (474-491). Avec Zénon, d'autres chefs de clans isauriens ont accès aux hautes fonctions de l'Empire, notamment Illos. Le nouvel empereur continua la politique de son prédécesseur pour ce qui avait trait à l'organisation de l'armée indigène. Il composa la garde impériale de ses concitoyens, compléta de même l'armée par de nouvelles formations isauriennes et inaugura le recrutement intensif dans l'armée des Arméniens, sujets de l'Empire. Désormais, les éléments barbares de l'armée byzantine, composés à part égale de Germains et de Huns, le cèdent en nombre aux éléments indigènes.

A l'instar de ses prédécesseurs, Zénon ménagea les intérêts des grands propriétaires et réprima cruellement la rébellion des samaritains en 484. Zénon nous a laissé une novelle, réservant les droits du propriétaire à l'égard du colon « inscrit » dans les cas — alors assez fréquents. — où ceux-ci se faisaient prêtres ou moines : ils ne pouvaient plus le devenir sans l'aveu du propriétaire ¹. Dans le même esprit et afin de maintenir les cloisons entre classes, Zénon promulgua une ordonnance concernant les curiales, suivant laquelle ceux qui avaient accès aux fonctions administratives n'étaient pas libérés des obligations attachées aux curies, même lorsqu'ils avaient cessé ces fonctions ².

Comme ses prédécesseurs également, Zénon tenta de combattre l'usurpation des prérogatives de l'État par les propriétaires des grands domaines ayant accédé « à l'autopragie », c'est-à-dire obtenu le droit de lever l'impôt foncier dans leurs propres latifundia, soit d'avoir des prisons privées, d'y incar-

1. *Cod. Just.*, I, 3, 36-37.

2. *Ibid.*, X, 32, 64.

cérer leurs colons « inscrits » pour les arriérés ¹, ce qui, apparemment, était passé dans les mœurs. Comme ses prédécesseurs encore, il tenta de conserver ce qui restait des communes rurales libres (« mitrokomii »), en interdisant la contrainte par corps pour les dettes et les arriérés d'autres habitants de la même commune, ce qui encore était de pratique courante, étant donné que les membres de la commune étaient liés par caution solidaire. Très importante pour l'intelligence des rapports agraires de la fin du v^e siècle est l'ordonnance promulguée par Zénon entre 476-484 « sur le droit d'emphytéose », qui avait pour but d'établir la nature juridique de ce contrat et de régler la question de savoir si l'emphytéose était un acte d'aliénation ou de fermage. A l'époque, tout un ensemble de circonstances : l'insécurité en province, les incursions barbares, les violences des magnats, le poids des impositions avait contribué à la désertion des campagnes par la population, qu'attiraient par surcroît les villes et les monastères ; la surface des terres incultes, abandonnées, augmentait constamment, ce qui se répercutait de la manière la plus tangible sur les rentrées du trésor public. Toute la législation agraire de l'Empire dans le courant du v^e siècle tend inlassablement à attacher à tout prix le colon à la glèbe ou de le remplacer, s'il a réussi, malgré tout, à fuir. Les vastes domaines impériaux étaient également menacés d'abandon. Pour attirer des fermiers sur ces terres, on avait mis au point des baux particuliers et avantageux de fermage à long terme. Ceux qui se chargeaient de défricher les terres incultes étaient exemptés de tout paiement de rente pendant les deux premières années ; par la suite, en s'acquittant du paiement de la rente convenue, ils acquéraient le droit de léguer cette terre, voire même de l'aliéner.

Au fur et à mesure de l'extension des terres abandonnées, cette forme de fermage trouva son application aux terres en culture, et ce, non seulement aux domaines impériaux ou ecclésiastiques, mais également à ceux des grands propriétaires ; dans la seconde moitié du v^e siècle, alors que l'emphytéose avait été généralisée, les juristes eurent à étudier la question de savoir si elle constituait une cession en toute propriété ou un fermage à bail. Zénon précise que l'emphytéose ne peut être considérée ni comme une aliénation, ni comme un louage, qu'il s'agit d'une espèce particulière de contrat et souligne l'obligation, pour l'emphytéote, d'acquitter sans réserve les rentes et d'exécuter toutes les clauses du contrat, sauf cas de force majeure ².

1. *Cod. Just.*, IX, 5, 1.

2. *Ibid.*, IV, 66.

Si dans le domaine législatif, le gouvernement de Zénon avait suivi ses prédécesseurs, il n'en fut pas de même dans la question religieuse : après de longues hésitations, il abandonna la lutte contre les monophysites. On voulut rétablir la paix et l'unité de l'Église. Cette politique trouva son expression, en 482, dans l'*Hénolikon* (ou « Edit d'union ») qui venait confirmer les décisions des trois premiers conciles œcuméniques et l'enseignement de Cyrille, frappait d'anathème Nestorius et Eutychès, mais laissait ouverte la question du concile de Chalcédoine et de son autorité. Les monophysites alexandrins et syriens étaient en majorité disposés à accepter l'*Hénolikon*, mais ils l'interprétaient comme une condamnation de l'autorité du concile de Chalcédoine. D'autre part, la tentative de conciliation avec les monophysites provoqua une opposition de la part du pape et amena la rupture des relations avec Rome.

Quoique la politique intérieure de Zénon ne modifiât en rien la structure sociale existante, le rôle dominant de la tribu isaurienne dans l'Empire provoqua le vif mécontentement tant d'une partie de la noblesse que de la plèbe constantino-politaine.

Vu la prédominance acquise par les Isauriens, ils se considéraient, eux, les « Romains », comme opprimés par cette peuplade mi-barbare, toujours portée au pillage et à la violence. Les services rendus par les Isauriens coûtaient, certes, cher à l'Empire. Sans parler des fortunes édifiées aux dépens de l'État par les chefs de clans isauriens, l'Isaurie était placée dans une situation privilégiée par rapport aux autres provinces, bénéficiant d'annuités du trésor byzantin s'élevant à 1.500 livres d'or. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le règne de Zénon ait été orageux, marqué qu'il fut par des conspirations, des séditions, des explosions de guerre civile.

La concorde était loin de régner parmi les chefs de tribus isauriens mêmes. Le collaborateur immédiat de Zénon, l'Isaurien Illos, fomenta une révolte des provinces orientales de l'Empire en 482. Il misait à la fois sur deux tableaux, en flirant avec les païens qui avaient survécu aux persécutions (le disciple de Proclus, Pamphrenos, grammairien, philosophe et poète, joua un rôle important dans la rébellion), aussi bien qu'avec les partisans du concile de Chalcédoine. Cette révolte fut cependant étouffée sans grande difficulté.

En plus des troubles intérieurs, les chefs ostrogothiques Théodoric, fils de Théodomir, et Théodoric, fils de Triarius,

causaient de gros soucis au gouvernement de Zénon ; ils furent une menace constante pendant presque toute la durée de son règne. Zénon tenta de les opposer, en offrant, à chacun successivement, le grade de maître de l'armée et de fortes sommes. Mais les deux Théodoric s'unirent finalement, après quelques escarmouches, et entrèrent en guerre contre l'Empire. Zénon proclama sa décision d'en finir une bonne fois pour toutes avec les Ostrogoths, promit d'entrer en campagne à la tête de ses troupes, mais l'armée « romaine » qu'il avait levée s'avéra si peu sûre qu'il dut la licencier au plus vite afin d'éviter une mutinerie. Les chefs gothiques purent continuer leurs ravages.

Le fils de Théodomir se révéla particulièrement dangereux. Il pilla la province de Rhodope, prit la ville de Scupi en Dardanie, se porta en Epire, s'empara de Dyrrachium (Durazzo), enfin saccagea la ville de Larissa en Thessalie. Mais toutes les tentatives des Ostrogoths de prendre Constantinople échouèrent, de même que celle de Théodoric, fils de Triarius, de passer en Asie Mineure.

Après la mort de ce dernier, en 481, Zénon conclut un accord avec le fils de Théodomir, qu'il rétablit dans le grade de maître de l'armée. L'ayant nommé consul en 484, il lui réserva des zones d'établissement en Basse-Mésie et en Dacie. Mais en 487, Théodoric tentait une fois encore, et sans plus de résultat, de s'emparer de Constantinople. Les régions qui lui avaient été réservées n'offraient plus, après de nombreuses années de dévastations, les conditions favorables à leur peuplement — il en sera ainsi pendant près de deux siècles. Aussi Zénon poussa-t-il le chef des Goths à se porter en Italie. Depuis 476, année où fut déposé « le dernier empereur » Romulus-Augustule, le chef des mercenaires barbares, le « patrice » Odoacre y était devenu le maître absolu. Zénon promit à Théodoric une situation en Italie analogue à celle qu'occupait Odoacre. En automne 488, Théodoric s'embarqua pour l'Italie, entrant en campagne non seulement en qualité de « konung » germanique mais aussi de maître de l'armée romaine.

Théodoric avait définitivement quitté le territoire de l'Empire d'Orient, ce qui facilita la tâche de Zénon, débarrassé de la menace gothique dans les Balkans.

La prédominance des Isauriens manquait de base. Ils avaient été mis en avant par les dirigeants de l'Empire et utilisés par eux uniquement comme contrepoids au péril gothique. Avec l'installation de Théodoric en Italie, la menace gothique disparaissait et, aussi bien, le rôle qu'on avait réservé

aux Isauriens. A la mort de Zénon, l'aristocratie sénatoriale éleva au trône son élu, Anastase, « Romain de naissance », natif de la ville de Dyrrachium, que les adulateurs de la cour firent descendre de Pompée. Anastase vint au pouvoir sous le signe de la libération des Romains de l'emprise barbare et étrangère.

Il est donc naturel que la première mesure du nouveau gouvernement ait consisté à liquider les privilèges et à chasser de Constantinople tous les Isauriens sans exception. On cessa de leur payer les importantes annuités qui avaient jusque-là grevé le trésor public. Pour toute réponse, l'Isaurie entière se souleva. Le gouverneur de la province, qui avait été nommé par Zénon, le maître des offices Longin, qui s'était échappé de Constantinople, l'évêque Conon d'Apamée et d'autres dignitaires isauriens prirent la tête du mouvement. Il fallut six années d'âpres luttes pour réprimer la révolte et pacifier le pays. La sédition fut définitivement écrasée en 498 ; une partie de la population isaurienne fut déportée en Thrace.

Anastase se révéla un administrateur avisé. Il porta ses efforts sur l'amélioration des finances de l'État, compromises par la malheureuse expédition de Léon en Afrique, ensuite par les trafics des Isauriens. Suivant le témoignage de Jean Lydus, Anastase organisa une stricte comptabilité des deniers publics et réussit à balancer les recettes et les dépenses en rétablissant l'équilibre budgétaire.

Il modifia l'assiette de perception de l'impôt foncier — principale source de revenu fiscal — en remplaçant l'imposition en nature par celle en espèces, sur la base de l'étalon-or. Son gouvernement réforma également le mode de perception de la taxe à laquelle étaient assujettis les centres urbains.

Comme indiqué, les décurions avaient la lourde charge de lever les impôts, dont ils étaient solidairement responsables, le gouvernement employant tous les procédés possibles pour attacher les décurions à leur fonction.

Anastase modifia cet ordre établi depuis des temps reculés en retirant aux décurions l'obligation de percevoir les impositions des petits propriétaires — sans doute parce que cette classe affaiblie n'était plus en mesure de faire face à ses obligations d'une manière satisfaisante — et en chargeant de ces fonctions des fermiers, appelés « vindices ».

Il est douteux que les contribuables aient eu à gagner à cette réforme. Jean Lydus déclare tout au moins que « les vindices

se comportaient avec la population pire que des ennemis » ¹. Mais il est incontestable que l'action des vindices, la modification de l'assiette de certains impôts, perçus désormais en espèces, la réforme monétaire réalisée par Anastase, l'épuration de l'administration, tout contribua à une augmentation considérable des recettes du trésor public.

Le résultat du règne d'Anastase, qui dura 27 ans, en témoigne éloquemment ; l'encaisse du trésor qu'il laissa à sa mort atteignait 320.000 livres d'or (plus de 300 millions de francs-or. N. d. T.).

L'amélioration de la situation financière permit au gouvernement de supprimer, en 458, l'impôt sur la population industrielle des villes, impôt extrêmement lourd, car il était perçu d'avance pour quatre années, gênait considérablement le libre exercice des professions et servait au gouvernement de moyen pour attacher les marchands et les artisans à leur corporation ².

On tenta une nouvelle fois de mettre un terme à la vénalité des charges administratives qui avait prospéré sous Zénon, où les fonctions étaient vendues au plus offrant. Ce faisant, celui-ci espérait non seulement rentrer dans ses frais, mais encore faire fortune aux dépens des administrés.

Mais, si l'on prenait certaines dispositions pour développer l'industrie et le commerce, il ne fallait pas s'attendre de la part du gouvernement des propriétaires de grands domaines à des mesures destinées à améliorer le sort des colons. Au contraire, c'est sous Anastase que se parachève le processus d'asservissement du colon. D'après une loi promulguée par cet empereur, les colons qui avaient conservé le droit de libre déplacement perdaient celui d'abandonner une tenure après trente ans de bail et s'y trouvaient attachés pour toujours ; ces dispositions étaient étendues même aux colons dits « libres » ³.

Dans le problème religieux, Anastase se montra partisan de l'orientation « orientale », tenant compte de la puissance des monophysites en Orient et du fait que les provinces orientales, les plus riches et les plus industrialisées, formaient le centre économique de l'Empire.

Aussi, tout en maintenant en apparence l'« Henotikon », en fait Anastase soutenait de plus en plus les monophysites,

1. LYDUS, *De magistratibus*, 3, 49.

2. EVAGRIUS, *Historia ecclesiastica*, éd. Bidez and Parmentier, 3, 39 ; PRO-COPUS GAZAEUS, *Panegyricus in imp. Anastasium*, éd. Bonn., c. 13.

3. *Cod. Just.*, XI, 48, 19.

ce qui lui valut l'hostilité du clergé orthodoxe des provinces occidentales et de la capitale. Les moines et les ecclésiastiques hostiles au gouvernement « hérétique » trouvèrent des alliés dans les dèmes constantinopolitains et dans les chefs militaires des barbares fédérés de la péninsule Balkanique. Ce bloc d'adeptes de la confession de Chalcédoine causa de grosses difficultés à Anastase. L'opposition systématique des patriarches de Constantinople obligea Anastase à déposer, en 496, le patriarche Euphémios et, par la suite, son successeur, Macédonius, qui se refusaient à condamner le concile de Chalcédoine.

Dans Constantinople même, les luttes religieuses avaient provoqué des rencontres sanglantes. En 493, au cours d'un spectacle de cirque, une pierre fut lancée dans la loge impériale, les dévotes mirent le feu à l'hippodrome et traînèrent à travers la ville les statues de l'empereur et de l'impératrice. Après la répression de cette sédition, le préfet de la ville fut destitué et remplacé par le patron des verts. En 512, une phrase monophysite ajoutée à un hymne religieux, sur ordre de l'empereur, fut le signal de nouveaux troubles. La foule circula toute la nuit dans les rues en chantant des psaumes ; les statues d'Anastase furent à nouveau jetées bas, les résidences des hauts fonctionnaires saccagées. Anastase fut contraint de paraître à l'hippodrome, sans pourpre ni diadème, et de faire amende honorable, en se déclarant prêt à abdiquer et en suppliant ses sujets de ne pas se livrer à des meurtres absurdes.

Il réussit à calmer les dèmes et la plebs ; les chefs du mouvement le payèrent cher, par la suite.

Les troubles de la capitale se répercutèrent en Thrace et en Illyricum, dont les habitants avaient leurs raisons d'en vouloir à l'orientation orientale de la politique d'Anastase. Malgré le départ des Ostrogoths, la population des provinces balkaniques restait, comme auparavant, exposée aux incursions barbares. La fin du v^e siècle voit le début des incursions des Bulgares et des Slaves, qui marquent ainsi leur entrée en scène, incursions qui se répètent, vu leur succès. Elles ont pour résultat un tel abaissement du niveau de l'agriculture que les récoltes en Thrace ne suffisent plus à nourrir les rares populations de la Thrace et des provinces danubiennes, parmi lesquelles les Huns, les Alains, les Hérules et d'autres barbares, établis dans ces provinces en qualité de fédérés. L'insécurité dans la péninsule balkanique, causée par les invasions barbares, était telle, sous le règne d'Anastase, que son gouverne-

ment, désireux de protéger tout au moins les environs immédiats de la capitale, entreprit la construction de remparts, de 50 kilomètres de long, appelés les « Longs Murs », qui allaient de la mer de Marmara à la mer Noire.

Il était aisé de soulever ces populations contre le gouvernement. Le prétexte immédiat fut la réduction des sommes destinées à l'entretien des fédérés et l'impopularité du chef de l'armée de Thrace, Hypatius. Une armée d'insurgés se constitua rapidement, en 573, dans laquelle entraient, en plus des mécontents de la population locale, des détachements de fédérés ; elle se dirigea droit sur Constantinople. Le comte des fédérés, Vitalien, étroitement lié aux Huns et aux Bulgares transdanubiens, en prit le commandement.

Vitalien avait fait alliance avec le clergé orthodoxe, excédé par le monophysisme d'Anastase, et utilisé dans ses propres intérêts la situation extrêmement difficile des colons de Thrace, qui les poussait vers n'importe quel groupement hostile au gouvernement ; enfin, il était soutenu par les éléments d'opposition de la capitale. Aussi put-il, de prime abord, remporter d'éclatants succès.

En automne 513, l'armée transportée des provinces orientales contre Vitalien subit une défaite complète. Les insurgés firent prisonnier son commandant même, Hypatius, neveu d'Anastase. L'empereur dut composer avec Vitalien, lui verser 5.000 livres d'or, le nommer au grade de maître de l'armée, s'engager à modifier sa politique religieuse. C'est à ce prix seulement qu'il obtint l'éloignement de Vitalien et de ses troupes, qui campaient devant les murs de la capitale. Aucune des deux parties ne pensait respecter les clauses du traité. En 515, Anastase destitua Vitalien, qui reprit l'année même sa marche sur Constantinople, par mer et par terre, dans l'espoir de s'en rendre maître. Mais, cette fois, il fut vaincu sous ces murs mêmes : de nombreux chefs de l'insurrection furent pris et exécutés. Vitalien réussit à fuir en Dobroudja et cessa de représenter une menace pour le gouvernement. Ainsi, il semble qu'Anastase eût remporté une victoire complète sur ses adversaires. Mais la force de résistance que ceux-ci avaient manifestée, l'opiniâtreté même des luttes, avaient effrayé l'aristocratie sénatoriale et rompu sa solidarité. La majeure partie de la classe dirigeante et des collaborateurs immédiats d'Anastase exigeait une entente avec le catholicisme orthodoxe, ce qui eut pour résultat un renversement total de la politique gouvernementale sous ses successeurs.

BIBLIOGRAPHIE

1. C. N. OUSPENSKI, *Etudes sur l'histoire de Byzance*, 1^{re} partie (en russe).
2. S. CHESTAKOV, *Cours d'histoire de Byzance* (en russe).
3. D. PETROUCHEVSKI, *Etudes sur l'histoire de la société et de l'État au Moyen Age* (en russe).
4. FUSTEL DE COULANGES, *Le colonat romain* (trad. russe).
5. ERNST STEIN, *Geschichte des Spätrömischen Reiches*.
6. BURY, *A History of the later Roman Empire*, v. I.
7. V. BOLOTOV, *Cours d'histoire de l'Église ancienne* (en russe).
8. ZACHARIAE V. LINGENTHAL, *Geschichte des Griech-Roem. Rechts*.
9. HIS. *Die Domaenen der roem. Kaiserzeit*.
10. F. I. OUSPENSKI, *Histoire de Byzance*, v. I (en russe).
11. HARTMANN, *Geschichte Italiens im Mittelalter*.

CHAPITRE 'III

BYZANCE AU VI^e SIÈCLE

OFFENSIVE ET TENTATIVE DE « RESTAURATION » EN OCCIDENT

1. LE GOUVERNEMENT INTÉRIEUR DE JUSTINIEN.

Le vieil Anastase mourut sans avoir désigné de successeur, sans doute parce que sa parenté même était loin d'approuver sa politique religieuse.

Le Sénat, qui n'avait pas de candidat, dut s'incliner devant l'élu de la garde prétorienne — un paysan illettré d'Illyrie du nom de Justin, qui avait gagné ses galons dans l'armée jusqu'au grade élevé de comte des excubiteurs.

Mais le nom de Justin avait seulement servi d'enseigne et de trait d'union entre une partie de l'aristocratie sénatoriale mécontente de la politique d'Anastase, des groupements militaires barbares de l'Illyricum et de la Thrace, qui avaient combattu les armes à la main contre Anastase sous le commandement de Vitalien, et tous les adeptes de la confession de Chalcédoine : le clergé orthodoxe, le dème des bleus et une partie importante de la population de Constantinople. Ils étaient tous mécontents de la politique promonophysite et orientale d'Anastase, qui s'était accommodé de l'installation des barbares germaniques en Occident : ils exigeaient que l'on redressât les fautes des empereurs précédents et rétablît l'Empire d'Orient dans ses anciennes limites.

Les réminiscences de l'Empire unifié ne semblaient pas surannées aux classes dirigeantes de l'Empire d'Orient du début du VI^e siècle, ni vaine la lutte pour le rétablissement de l'ancien ordre en Occident.

Des foules de réfugiés des provinces occidentales encombraient les provinces orientales ; elles imploraient le gouvernement d'intervenir dans les affaires d'Occident. Le gouvernement y était poussé aussi vivement par la majeure partie de

l'aristocratie sénatoriale et le clergé fanatique qui prêchait la croisade contre les hérétiques d'Orient. La rupture des relations avec le pape les indignait, son concours était indispensable à la restauration de l'Empire en Occident.

Aussi, le premier soin du nouveau gouvernement fut-il de se réconcilier avec Rome, de mettre fin au schisme (519). Cela ne pouvait être obtenu qu'au prix d'une rupture décisive avec les monophysites.

La nouvelle orientation ne se cristallisa pas tout de suite, et le temps que Justin (518-527) régna fut consacré à préparer un programme. Dès l'avènement de Justin, son gouvernement persécuta nettement les manichéens et les montanistes qui n'avaient pas accepté les décisions du concile de Chalcedoine ; cinquante-quatre évêques monophysites furent déportés ou durent fuir ; les moines monophysites furent dispersés par la force, avec interdiction, sous peine de confiscation des biens, de donner asile aux proscrits. On ne toléra qu'une exception en faveur du grenier de l'Empire, de sa province la plus riche, l'Égypte, entièrement monophysite.

Inutile d'ajouter que ces persécutions exacerbaient les tendances séparatistes en Orient. Certains membres des communautés hérétiques durent s'agréger au bercail, d'autres durent leur salut à la fuite, alors que les montanistes de la Phrygie, enclins au mysticisme, qui croyaient aux prophètes ou aux personnes soi-disant frappées par la grâce divine, et ne reconnaissaient pas la hiérarchie ecclésiastique, préféraient, dans leur fanatisme, se réunir dans les églises devant être remises aux orthodoxes, les incendier et périr par le feu ¹.

L'ennemi de l'ancien gouvernement, Vitalien, qui vivait caché en Dobroudja, fut rappelé, solennellement accueilli dans la capitale, honoré du grade élevé de maître de l'armée et nommé consul pour 520.

Le groupe arrivé au pouvoir mit aux postes de commande des personnalités de grande valeur, quoique sorties du rang ; pleines de zèle, elles s'attelèrent à la réalisation du programme gouvernemental.

Avant tout, l'empereur Justinien (527-565) même, qui présida 40 ans aux destinées de l'empire. Justinien était le neveu de Justin, issu d'une famille de paysans illyriens, établis aux environs de Scupi (auj. Uskub), aux confins de la Macédoine et de l'Albanie, dans une partie de l'Illyricum où l'on parlait encore le latin. La carrière militaire de Justin, qui l'amena aux marches du trône, introduisit Justinien dans les cercles

1. PROCOPE, *Hist. arcana*, XI, 6.

de la haute aristocratie administrative, lui permit de bénéficier d'une excellente instruction et de s'imprégner des grandeurs de la Rome ancienne : la conception d'un État universel soumis à la volonté d'un empereur autocrate et uni par la foi chrétienne en un seul et vrai Dieu. C'est à la réalisation de cette idée qu'il consacra toute son existence. Comme si le jour ne lui eût pas suffi, il passait des nuits entières penché sur les affaires d'État ou dans des promenades solitaires à travers les salles de son palais, en méditant ses plans de conquête. Sa puissance de travail et son goût du labeur avaient tellement frappé ses contemporains que les légendes les plus singulières s'étaient formées déjà de son vivant. Ses ennemis insinuaient qu'il n'était pas un homme, mais un démon, qui n'éprouvait aucun besoin de repos. D'abord simple et aimable, il était en même temps un despote ombrageux, ingrat envers ses meilleurs amis, fanatique dans les questions de la foi chrétienne, peu soucieux des moyens politiques ni des victimes et du sang que coûtait la réalisation de ses projets. Par l'étendue de ses conquêtes et la somptuosité de ses constructions, il dépassa tous les empereurs byzantins, mais son activité débordante fit en définitive plus de tort que de bien à l'Empire. Justinien laissa l'Empire agrandi en étendue, mais appauvri en ressources intérieures par rapport à ce qu'il était à son avènement.

Sa femme, Théodora, ancienne actrice, était une nature exceptionnelle ; « la parole était impuissante à représenter sa beauté souveraine », constate Procope. Ayant eu une jeunesse agitée¹ qui servait de thème préféré aux mauvaises langues de la capitale, rapporte ce même Procope, elle sut durant vingt ans, jusqu'à sa mort en 548, exercer sur Justinien un ascendant total. Théodora fit preuve dans les moments les plus difficiles d'une énergie audacieuse et d'une grande force d'âme, nomma et destitua à sa guise papes, patriarches, préfets et chefs militaires, eut sa politique religieuse, qui tendait à une entente avec les monophysites. Les collaborateurs immédiats de Justinien étaient, eux aussi, des hommes hors de pair : le célèbre jurisconsulte, le questeur Tribonien, dont l'application au travail dépassait celle de Justinien, qui s'entendait à réaliser les plans et les desseins de son maître ; le préfet du prétoire de l'Orient, Jean de Cappadoce, cruel, effronté, insatiable, mais en même temps administrateur habile, homme d'État avisé, qui possédait le secret pour obtenir coûte que coûte les sommes nécessaires à la réalisation du programme de Justinien ; son ennemi même, Procope, est

1. PROCOPE, *Hist. arcana*, p. 64.

obligé de reconnaître en lui « l'esprit le plus fort de son époque¹ ».

Enfin l'armée — le point le plus faible de la machine gouvernementale byzantine — est dotée à cette époque de chefs valeureux, qui réussissent à en tirer le maximum. Tel Bélisaire, originaire de Thrace, entré très jeune dans l'armée, où il avança rapidement. A vingt-trois ans, il commandait déjà l'importante place forte de Dara à la frontière, et à vingt-cinq ans, il accédait au grade suprême dans l'armée de l'Empire, celui de maître de l'armée. Il savait tenir l'armée en mains, et la conduire au combat. Tels également l'eunuque Narsès, qui commandait les troupes avec énergie et bonheur, Germanos, le neveu de Justinien, Mundus, et d'autres encore.

Les circonstances favorisaient les entreprises audacieuses du nouveau gouvernement. A la mort de Justin, l'Empire était, malgré une succession de graves maux internes, dans la situation la meilleure qu'ait connue le pays, après la catastrophe d'Andrinople en 378. Après l'évacuation par les Ostrogoths de la péninsule Balkanique, en 488, il semblait que le péril des désastreuses invasions barbares était écarté. Les Slaves remplacent, il est vrai, les Goths, comme ennemis de l'Empire, ils franchissent plusieurs fois le Danube et font des incursions dans les Balkans, mais ils ne représentent pas encore de menace sérieuse aux yeux du gouvernement byzantin. Au demeurant, les provinces européennes qui avaient fortement souffert des dévastations de Fritigern, d'Attila et des Ostrogoths, ne représentent plus maintenant le centre de l'Empire. Ce rôle est désormais dévolu aux provinces asiatiques, dont les ressources sont intactes. Elles n'ont pas connu d'invasion ennemie durant des siècles, si ce n'est de courtes incursions des Huns en 395 et des attaques des Perses dans la zone frontière. Les riches ressources de l'Égypte byzantine sont, elles aussi, restées intactes. Le règne économe d'Anastase a laissé au nouveau gouvernement des ressources de trésorerie considérables, ainsi qu'une armée en relativement bon ordre, dans laquelle la proportion des troupes autochtones est la plus forte depuis la bataille d'Andrinople.

La politique d'intolérance religieuse, adoptée sous l'influence du clergé catholique orthodoxe, les guerres de conquête et leur conséquence, le faix intolérable des impositions qui ruinaient l'agriculture, l'industrie et le commerce, eurent raison des économies d'Anastase et furent la cause du complet épuisement de l'Empire vers la fin du long règne de Justinien.

Continuant la politique inaugurée sous Justin, Justinien,

1. PROCOPE, *Bell. Pers.*, éd. Bonn, 121.

considérant sa religion comme la seule vraie et obligatoire pour tous, déclara en 527 que « son premier devoir devant Dieu et les hommes » était de prendre des mesures pour extirper non seulement le paganisme et le manichéisme, mais aussi toute hérésie en général, y compris le judaïsme et l'enseignement des samaritains. On fixa aux hérétiques un délai de trois mois pour rentrer au bercail de l'orthodoxie ; toutes les églises des communautés hérétiques devaient être remises aux catholiques. On ne toléra, provisoirement, qu'une seule exception en faveur des ariens, sur l'injonction de Théodoric l'Ostrogoth. On interdit aux hérétiques l'accès à toute fonction publique ; ceux qui en occupaient une furent révoqués incessamment ; seuls, les pénibles charges du ducurionat et le service des « cohortales » leur furent laissés. Ils furent privés du droit de témoigner en justice contre les orthodoxes, limités dans leurs droits de tester ; à défaut d'héritiers orthodoxes, les biens d'un hérétique devaient revenir à l'État.

Pour justifier ces mesures, on avançait qu'« il est juste de priver des biens terrestres ceux qui n'adorent pas le vrai Dieu » et « les hérétiques doivent se contenter d'avoir la vie sauve »¹.

La menace d'extermination, que Justinien formula à l'égard des juifs, ne put être mise à exécution vu leur nombre, mais elle fut presque entièrement réalisée à l'encontre d'une secte locale juive peu nombreuse, les samaritains en Palestine.

Les persécutions intolérables d'un gouvernement fanatique, dont les samaritains étaient victimes, au même titre que les hérétiques, obligea de nombreux membres de la secte, parmi les citadins principalement, à se convertir à l'orthodoxie. Mais les villageois, dont bon nombre étaient colons, n'avaient plus rien à perdre, et une violente révolte de la population, réduite au désespoir, éclata en mai 529. La ville de Napoli (de Palestine) devint le foyer de l'insurrection. Les insurgés assommaient les prêtres orthodoxes, démolissaient les églises, dispersaient les reliques ; ils s'emparèrent de Napoli et proclamèrent roi un certain Julien, un ancien « brigand », suivant les sources byzantines.

Le mouvement gagne toute la Palestine. Les révoltés expédièrent, en 530, une ambassade au roi des Perses, Kabadh, afin d'obtenir son concours en faisant miroiter à ses yeux les fabuleuses richesses accumulées à Jérusalem. Pour maîtriser la révolte, il fallut concentrer les troupes de deux provinces et avoir même recours aux cheikhs arabes alliés.

1. *Novellae*, éd. Schoell-Kroll, nov. 37,5.

Les samaritains furent vaincus au cours d'une sanglante bataille. Leur « roi » Julien périt et sa tête, ainsi que son diadème, furent envoyés à Constantinople. 20.000 samaritains furent vendus en Perse comme esclaves, par les cheikhs arabes, au moins autant périrent les armes à la main.

Le gouverneur de la province, Théodore, fut destitué pour n'avoir pas su étouffer la révolte dès ses débuts ; son successeur profita du concours des alliés arabes pour poursuivre les insurgés survivants dans les montagnes. L'anéantissement de la majeure partie de la population productrice, résultat de la cruelle répression, eut pour conséquence l'appauvrissement de la province, jusque-là prospère.

On pratiqua la même politique à l'encontre des païens encore assez nombreux dans les villages. Jean d'Ephèse se vantait, en tout cas, d'avoir réussi à baptiser environ 60.000 païens en Asie Mineure. La lutte contre le paganisme servit de prétexte à règlement de comptes avec quelques hauts fonctionnaires hostiles à la clique dirigeante, comme, par exemple, le questeur Phocas, l'ancien préfet Asclepiodote, et d'autres. Accusés de paganisme, ils se suicidèrent et leurs biens furent confisqués¹. Pour les mêmes raisons, on ferma en 529 la célèbre Ecole de philosophie d'Athènes, dernier refuge du paganisme expirant. Les biens de l'école, accumulés depuis des siècles, furent confisqués et les derniers représentants de la sagesse antique, au nombre de sept, prirent le chemin de l'exil en Perse. Athènes perdit ainsi définitivement son ancien rôle de foyer culturel et fut ravalée au rang d'une petite ville de province.

Cette politique, aussi intolérante que directe, n'était pas sans irriter une partie considérable de la population et devait fatalement créer au gouvernement de grosses difficultés. La grave sédition de la plèbe constantinopolitaine, en 532, connue sous le nom de « sédition Nika » (d'après le cri de ralliement des révoltés : « Victoire » ! « Niké » en grec), faillit compromettre l'existence même du gouvernement, et coûter la vie et le trône à Justinien. Elle prouva clairement à quel point la population était hostile à la politique fiscale et religieuse du gouvernement.

Au début du vi^e siècle, les dèmes étaient définitivement organisés, comme factions politiques originales, expressives de telle ou telle autre tendance politique, sociale et religieuse. Les verts étaient favorables au monophysisme, les bleus étaient pour l'orthodoxie. Si l'on tient compte de ce que les

1. *Theophanis Chronographia*, p. 180, 11-20.

bleus étaient composés principalement d'éléments aristocratiques et aisés, on conçoit qu'ils devaient soutenir le catholicisme officiel en tant que leur appui idéologique. Le dème des verts représentait la partie plus démocratique de la population des commerçants et industriels, parmi lesquels les éléments originaires des provinces orientales jouaient un rôle sans cesse croissant. Aussi, le monophysisme — cette conception orientale du christianisme — trouvait-il chez eux un écho favorable.

Profitant de l'hostilité latente entre les dèmes, le gouvernement s'appuyait d'ordinaire sur l'une des factions pour s'assurer de l'obéissance de l'autre, mais au fur et à mesure que les tendances à l'opposition croissaient, cette politique perdait de son efficacité. Pendant la sédition de 532, bleus et verts furent à l'origine des troubles, plus exactement, une partie seulement des bleus, celle que Procope nomme « *statistes du dème* » des bleus.

Les raisons qui provoquèrent la sédition Nika sont multiples. La politique intolérante autant qu'agressive du nouveau gouvernement se manifeste également dans ses rapports avec les dèmes. Justinien régnant, les bleus devinrent parti gouvernemental et bénéficièrent des largesses impériales.

Sûrs de leur impunité, ils se permettaient tous les excès à l'égard des verts, qu'ils dépouillaient, assassinaient, dont ils violentaient même les femmes. Les verts avaient beau porter plainte, ils n'arrivaient pas à se faire rendre justice : la balance penchait toujours en faveur des bleus.

Réduits au désespoir, les verts répondirent par des violences, et comme ils avaient encore conservé des attaches avec la famille de leur ancien protecteur, Anastase, dont les neveux Hypatius et Pompée résidaient à Constantinople, leur opposition au gouvernement revêtit un aspect dynastique.

L'ambiance tendue dans la capitale s'aggravait en raison des exactions et de la corruption des fonctionnaires.

A la tête de l'administration se trouvaient Tribonien, questeur du palais depuis 529, et Jean de Cappadoce, qui occupait depuis 531 les hautes fonctions de préfet du prétoire d'Orient. Malgré sa valeur de juriste, le premier était très âpre au gain et, pour de l'argent, était prêt à faire litière de la justice et du droit. Jean de Cappadoce, entré dans les grâces de Justinien par son adresse à pressurer ses sujets afin de parer aux besoins de la cour et du gouvernement, s'attira rapidement la haine générale par sa grossièreté, sa cruauté et ses extorsions.

A tous les échelons, les fonctionnaires cherchaient à imiter

leurs chefs. Leurs exactions ruinaient les contribuables alors que la vénalité de la justice et sa partialité en faveur des bleus créaient un sentiment général d'incertitude. Les plaintes contre les sévices des autorités locales affluaient de partout. Des masses d'offensés, de dépouillés de leurs biens en province, réclamaient justice, s'entassaient à Constantinople, et augmentaient le mécontentement et l'irritation générale.

Le 11 janvier 532, au cours des courses à l'hippodrome, les verts manifestèrent violemment et d'une manière provocante. L'empereur les interpella par un héraut. Alors, entre les porte-parole de la faction et le héraut de l'empereur s'engagea le plus singulier des dialogues, qui nous a été conservé par le chroniqueur byzantin Théophane¹. Ayant commencé par des vivats en l'honneur de l'empereur, les verts invectivèrent ensuite l'administration impériale et, terminant sur des offenses à Justinien même, quittèrent démonstrativement les gradins de l'hippodrome. Le lendemain, des bleus se joignirent aux verts, excédés qu'ils étaient eux aussi par les abus et l'arbitraire de l'administration. Le 13 janvier, à l'hippodrome, ce furent les deux factions qui exigèrent de Justinien la libération de deux condamnés. Sur son refus, une foule énorme entoura le prétoire, massacra les gardes, se rua sur la prison qu'elle incendia, après avoir libéré les prisonniers. Les violences de la foule déchaînée effrayèrent les riches qui s'enfuirent sur la côte asiatique du Bosphore. Le lendemain, l'empereur destitua les trois représentants de l'administration les plus haïs du peuple : Jean de Cappadoce, Tribonien et le préfet de la capitale, mais cette concession *in extremis* venait déjà trop tard. Le 15 janvier, l'un des chefs militaires de Justinien, Bélisaire, tenta, à l'aide d'un détachement de Goths, de repousser la foule du palais. De furieux combats s'engagèrent. Dans la lutte, les mercenaires de Bélisaire bousculèrent les prêtres de Sainte-Sophie qui en sortaient avec des objets de culte et des reliques, afin de séparer les combattants. Ce fut alors un déchaînement général.

Des fenêtres, du haut des toits, on fit pleuvoir sur les Goths une grêle de tuiles et de pierres, et les femmes mêmes, particulièrement excitées, prirent part à la bataille. Les soldats que cette animosité déconcertait, battirent en retraite sur le palais, après quoi les révoltés incendièrent les édifices publics avoisinant le palais. Le Sénat, les abords du palais, devinrent

1. BURY, « The Nika riot », *Journ. of hellen. studies*, 1899, II, pp. 39-48 ; — *Theophanis Chronographia*, éd. De Boor, 181-184.

la proie des flammes et, pendant les trois jours qui suivirent, le feu continua ses ravages.

Pendant ce temps, les rues de la capitale étaient le théâtre de rencontres sanglantes autant qu'acharnées. Le 17, des troupes des environs furent amenées à Constantinople. Mais les renforts s'avérèrent impuissants à maîtriser les foules déchainées. Accusant leur faiblesse, les troupes gouvernementales mirent le feu au portique « Octogone » ; il se propagea aux églises avoisinantes, à l'hospice de Sampson avec l'hôpital, qui brûla avec les malades qui s'y trouvaient. Du forum de Constantin au palais et à l'hippodrome, il ne restait plus que des décombres fumants. Le 18 janvier, lorsque toute la ville, à l'exception du palais, était déjà aux mains des rebelles, Justinien tenta un suprême effort pour amener ses sujets à raison. Entouré des sénateurs et de sa garde, il parut dans sa loge à l'hippodrome et, tenant en main les Evangiles, promit une amnistie générale, se déclarant seul cause de tout ce qui s'était passé. Mais les quelques rares acclamations furent étouffées par les cris : « Tu mens, âne, tu fais un faux serment ». Justinien dut, par une porte dérobée, gagner en hâte son palais. C'est seulement au huitième jour que se dégagea la direction politique de la sédition. La plèbe révoltée proclama empereur le neveu d'Anastase, Hypatius. Les dèmes se réunirent à l'hippodrome pour acclamer le nouvel empereur. Un détachement des verts, en ordre de combat, s'apprêtait à donner l'assaut au palais.

Il y régnait le plus grand désarroi, après l'explication manquée de Justinien avec son peuple. La garde prétorienne des scholaires et des excubiteurs était peu sûre. Sans se joindre officiellement aux rebelles, elle attendait la suite des événements. Seules inspiraient confiance les troupes barbares, sous le commandement de Bélisaire et de Mundus.

Au cours d'un conseil, Jean de Cappadoce et les autres dignitaires cherchèrent à convaincre Justinien de fuir par mer à Héraclée tant que le palais n'était pas encore encerclé, et de là, opérer la concentration des troupes.

Mais Théodora se refusa net à quitter le palais, car, dit-elle, « la pourpre est le meilleur linceul ». Sa fermeté releva le courage de Justinien et de ses conseillers.

Le chambellan Narsès réussit, par des amis interposés, et à prix d'or, à détacher au moment opportun les bleus de l'alliance avec les verts. Les dèmes en vinrent aux mains à l'hippodrome. Bélisaire et Mundus en profitèrent pour pénétrer dans l'arène avec leurs mercenaires et infliger un châtimement sanglant à la multitude cernée et dans la quasi-impossibilité de

se défendre. Plus de 30.000 personnes périrent dans ce carnage.

Hypatius fut incarcéré et exécuté le lendemain. Un certain nombre de sénateurs se trouva compromis dans le soulèvement : dix-huit hauts dignitaires furent également exécutés, d'autres envoyés en exil. Une version officielle de la sédition et de sa répression fut propagée dans toutes les villes.

La sédition Nika est intéressante à plus d'un titre : sa durée et son acharnement témoignent du degré d'animosité des bas-fonds contre le gouvernement. Durant plusieurs jours, une population mal armée et non entraînée tint victorieusement les troupes régulières en échec. La plèbe constantinopolitaine subit, en définitive, une défaite malgré l'incontestable bravoure dont elle avait fait preuve. Les raisons de cette défaite apparaissent clairement. La plèbe byzantine du VI^e siècle, qui vivait principalement, comme auparavant, des prébendes de l'État, n'avait pas de but bien défini en se révoltant. Le plan mis en avant le 18 janvier, de proclamer empereur le malchanceux Hypatius, n'était, évidemment, pas de nature à embraser les masses. Aucun pacte durable ne liait les dèmes ; aussi, au moment décisif, les agents du gouvernement réussirent-ils à désorganiser leurs rangs en soudoyant certains chefs. La partie de l'aristocratie sénatoriale, hostile à Justinien, qui avait adhéré à la rébellion — ou l'avait même, peut-être bien, préparée — manifesta la pusillanimité et l'indécision les plus lamentables ; enfin, les chefs du soulèvement ayant, comme exprès, réuni, le 18 janvier, à l'hippodrome toute la masse de leurs partisans, hâtèrent et facilitèrent par là même leur défaite.

Quoi qu'il en soit, l'étouffement de la sédition Nika équivalait à la défaite de tous les groupements hostiles au gouvernement, ce qui permit aux dirigeants de consolider leurs positions et de se sentir mieux en selle que n'importe quel autre gouvernement byzantin.

La défaite des dèmes, les seules organisations politiques quelque peu démocratiques dont disposait la société byzantine au VI^e siècle, autorisa le gouvernement de Justinien à compter avec les masses populaires dans une moindre mesure encore que ses devanciers, à bâtir plus résolument encore un État centralisé sur le modèle hellénistique, gouverné par des procédés purement bureaucratiques, État tel qu'il était issu des réformes de Dioclétien et de Constantin.

Le nouveau gouvernement ne se borna pas à persécuter les hérétiques et les païens, à châtier les samaritains et les dèmes

constantinopolitains. Sa politique intérieure se manifesta également d'une manière positive. Cherchant à garantir l'unité politique et morale de l'Empire, Justinien proclama, dès son avènement, son intention de doter ses sujets d'une législation de nature à assurer leur bien-être.

La renommée historique de Justinien repose principalement sur l'œuvre législative monumentale qu'il a laissée, le Code de droit civil romain, qui reste aujourd'hui encore à la base de la législation de tous les États bourgeois d'Europe.

Par cette œuvre législative d'importance capitale, le gouvernement de Justinien résolvait le problème de l'adaptation de l'héritage juridique de la Rome ancienne dans l'esprit de l'autorité absolue et du christianisme, auquel celle-ci était maintenant intimement liée. Une autre raison de la création de cet instrument était la nécessité dans laquelle il s'était trouvé de fixer des directives juridiques devant servir de guide au fonctionnement régulier de la machine administrative de l'Empire.

Le droit romain, en vigueur à l'époque, représentait une œuvre aussi énorme que variée par sa composition, dont l'assimilation, à laquelle étaient tenus administrateurs et juges, était pratiquement au-dessus de leurs forces. Dans cette législation en vigueur entraient d'innombrables ordonnances impériales, dont une partie seulement figurait dans le Code théodosien, de nombreux et savants ouvrages des juristes romains habilités par les empereurs à donner des consultations aux particuliers et aux administrations publiques ; de nombreuses décisions du sénat ancien, etc. Les juristes du VI^e siècle ne pouvaient, d'aucune manière, venir à bout de cet amas colossal de textes. De nombreuses contradictions et discordances dans la législation romaine de diverses époques permettaient aux fonctionnaires byzantins de pêcher en eau trouble, de faire durer les procès, de prendre des jugements iniques, d'extorquer de l'argent, etc.

Justinien entreprend la codification de la législation peu de temps après son avènement au trône, en commençant par une nouvelle rédaction de tout ce qui avait fait l'objet de refontes antérieures, c'est-à-dire des ordonnances impériales. En 528, une commission fut réunie pour le classement en un recueil unique des dispositions du Code théodosien, après élimination de tout ce qui avait perdu une valeur juridique, et des constitutions impériales promulguées ultérieurement. Cet important travail achevé très rapidement, parut en 529, comme le *Codex Justinianus*.

Ensuite, on s'attaqua à un problème très ardu : le classe-

ment en un recueil de tous les ouvrages des juristes de l'ancien temps, qui conservaient force de loi. Il fallait éliminer et trier tout ce qui représentait une redite ou constituait une contradiction, en apportant à l'ensemble un strict souci d'unification. Pour ce faire, une commission de seize juristes fut réunie en 530 sous la présidence de Tribonien, qui fit preuve d'une assiduité remarquable. Cette tâche ardue fut accomplie en trois ans ; c'est en 533 que parut, en cinquante volumes, le *Digeste*, ou *Pandectes*, en grec. Les *Institutes* résumèrent en quatre volumes, parus la même année, les principes du droit civil romain nouveau. Les *Institutes*, les *Digestes* et le Code représentaient l'œuvre de codification de l'ensemble du droit romain.

Les ordonnances impériales, parues après 534, composèrent un nouveau recueil, les *Novelles*. Alors que le Code, les *Digestes*, les *Institutes* avaient été rédigés en latin, la plupart des *Novelles* l'ont été en grec, ce qui représentait une concession aux exigences de la réalité. Les quatre parties de cette œuvre monumentale formèrent le *Corpus juris civilis*, ainsi nommé à partir du XII^e siècle, lorsqu'on se remit à l'étude du droit romain en Europe occidentale.

La codification du droit romain par Justinien a eu une portée qui a dépassé de loin le monde ancien et même le monde médiéval. Le Code de Justinien n'a pas la signification d'une œuvre indépendante de la pensée juridique des Byzantins, mais il a le mérite d'avoir conservé le droit romain, qui a gravé les principes essentiels du droit régissant la société capitaliste actuelle. Lorsque l'Europe occidentale entreprend l'étude, ou la réception du droit romain, le Code du droit civil de Justinien prend force de loi en plusieurs pays. Cette diffusion du droit romain en Europe occidentale à partir du XII^e siècle, fonction du développement des échanges marchandes-espèces, n'a rien de surprenant ni de fortuit. Ce que les juristes de l'Empire romain déclinant ont élevé en un système aussi habile, c'était, a écrit Engels, «... le premier droit universel d'une société composée de producteurs de marchandises, c'est-à-dire le droit romain avec son étude poussée de tous les rapports essentiels entre simples possesseurs de marchandises : achat et vente, prêt, dette, contrat et autres engagements... » la forme, à notre connaissance, la plus perfectionnée, basée sur la propriété privée.

L'œuvre législative de Justinien, le Code et les *Novelles*

en particulier, représentent une excellente base pour l'étude de la politique intérieure du gouvernement, de ses tendances sociales, de l'ensemble des mesures qui, dans l'esprit d'une administration bureaucratique du VI^e siècle, devaient concourir au renforcement et à la consolidation de l'empire, éliminer ses tares et assurer son unité.

La législation de Justinien est avant tout une apothéose, un hymne à l'autocratie. Justinien est convaincu de l'omnipotence de l'autocratie impériale. Il est le premier à opposer à la volonté populaire « la grâce divine », comme source du pouvoir suprême. Selon lui, « rien n'est supérieur ni plus sacré que la majesté impériale »¹. « Il est seul capable de passer jours et nuits à travailler et à veiller afin d'assurer le bonheur de son peuple. »

C'est au temps de Justinien que naît la théorie de l'empereur « oint du Seigneur », qui reçoit la grâce directement de Dieu. Justinien apparaît comme l'ancêtre, pour ainsi dire, d'une longue lignée de ces « oints ». La religion devient un instrument puissant de l'asservissement des masses au despotisme gouvernemental. Rien d'étonnant que la première tâche d'un autocrate consiste à « affirmer la foi, qui unira tous les peuples dans l'adoration d'un seul Dieu ». Nous avons déjà vu les moyens dont usait le gouvernement despotique pour affirmer la foi. La place réservée dans cette législation au problème religieux prouve que l'Empire romain d'Orient se transformait rapidement en une monarchie théocratique dans laquelle l'influence, les richesses du clergé et des moines prenaient un développement continu. Dans ses *Novelles*, Justinien ne cesse de célébrer la vie monastique, en déclarant ouvertement que ce n'est pas seulement par piété, mais aussi pour consolider l'État, c'est-à-dire la clique gouvernante, avec laquelle le monachisme orthodoxe était allié, qu'il soutient « ces mains pures et ces âmes sanctifiées ».

Si le gouvernement avait le souci de la consolidation des « bases » de l'autocratie et de l'orthodoxie, il ne pouvait, dès l'avènement de Justinien, ignorer la nécessité impérieuse de réformes administratives. Dans ses nombreuses ordonnances de 535 et 536, l'empereur constate lui-même le triste état de l'administration provinciale. Les gouverneurs des provinces se livraient à des abus impudents et à des exactions, soit en percevant les impôts, soit en faisant réparer murailles, routes ou aqueducs. Dans de nombreuses provinces : en Lycaonie,

1. *Cod. Just.*, I, 14, 12.

Lycie, Phrygie, en Cappadoce, les possesseurs de grands domaines molestaient les petits propriétaires et arrondissaient sans vergogne leurs propriétés aux dépens de ceux-ci.

L'armée impériale causait, elle aussi, toute espèce d'ennuis aux habitants sur les lieux de cantonnement, les molestait et les pillait pire que des brigands. Le résultat en était la fuite des victimes à Constantinople et l'amoncellement de plaintes dans les organes de l'administration centrale ¹.

Justinien voyait l'une des raisons de cette triste situation dans une vieille tare de l'administration, la vénalité des fonctions, l'administration ne connaissant plus, depuis longtemps, de nomination gratuite aux emplois publics, le candidat étant tenu de rémunérer le fonctionnaire dont dépendait la nomination par ce qu'on appelait le « suffragium », ou tout autre pot-de-vin. Par une novelle parue en 535, Justinien interdit le « suffragium » et soumit les autres rémunérations à une taxe.

En 535 également, Justinien promulgua deux longues ordonnances fixant les principes d'une réforme administrative générale, qui devait consister en la création de nouveaux cadres de fonctionnaires et la suppression des abus possibles par l'indication des nouvelles tâches et des nouveaux devoirs de l'administration.

Les fonctionnaires devaient se comporter « en pères » à l'égard de leurs administrés, les préserver de toute injustice, agir avec la population ainsi qu'un père affectueux avec ses enfants, sans, toutefois, perdre de vue leur devoir essentiel qui consistait à percevoir les impositions en temps voulu et en totalité.

Pour ôter tout prétexte à la mise en coupe de la population, on augmenta les traitements des fonctionnaires ; ce fut l'unique mesure pratique de la réforme, car tous les conseils, toutes les exhortations et les admonestations, les menaces mêmes de Justinien pouvaient difficilement amender et rééduquer ne fût-ce qu'un seul de ses fonctionnaires.

Le système de Dioclétien et de Constantin était basé sur une extrême division des provinces, sur la complexité de la hiérarchie administrative et une séparation rigoureuse des pouvoirs civil et militaire.

Le gouvernement de Justinien rompt en partie avec ces traditions ; il tend à simplifier l'organisation administrative, à réduire le nombre des provinces, celui des fonctionnaires, qui disposent désormais de plus d'autorité mais sont aussi davan-

1. Nov. VIII, præf.

tage liés aux centres. Aussi réalise-t-on la fusion d'un certain nombre de provinces, la réunion des pouvoirs civil et militaire entre les mains d'une seule personnalité. On supprime la vaine fonction de vicaire, intermédiaire entre les gouverneurs de province et le préfet du prétoire. Mais l'application de ces réformes n'est pas généralisée ; elles sont réalisées partiellement et sans entrain.

La législation de Justinien ne pouvait passer sous silence l'usurpation, par les propriétaires de grands domaines, des fonctions et des prérogatives du pouvoir central. Dès la fin du iv^e siècle, les constitutions impériales s'opposent au patronat, interdisant de s'emparer des terres par contrainte, d'entretenir des formations paramilitaires, des prisons particulières. Justinien réitère ces interdictions avec plus d'énergie et d'insistance encore. Dans cette question, la législation s'arrête particulièrement sur les marques et les insignes que l'on fichait en terre pour signifier que le terrain était passé à un magnat quelconque en vertu du patronat. Par l'apposition de ces « titres », la grande propriété sénatoriale arrivait à s'arrondir encore. Dans ses instructions de 535 aux gouverneurs, Justinien souligne avec une insistance particulière que l'une de leurs fonctions consiste à extirper impitoyablement de pareils « titres ». En même temps, le gouvernement faisait justice rigoureuse des groupements de l'aristocratie sénatoriale qui lui avaient marqué quelque hostilité, en particulier pendant la sédition Nika : il s'en prit, entre autres, à leurs biens, qu'il confisqua. Ces groupements hostiles comprenaient essentiellement des partisans de l'orientation monophysite orientale d'Anastase. Ils étaient, apparemment, intimement liés aux marchands et aux usuriers et groupés autour du collaborateur immédiat d'Anastase, « Marin et ses acolytes ». Relégué à l'arrière-plan après la mort d'Anastase, lésé dans ses intérêts économiques, dispersé après la sédition Nika, ce qui restait de ce groupement avait voué une haine farouche, quoique impuissante, à Justinien et à sa politique. Cela ressort clairement de l'*Historia arcana* (Histoire secrète) de Procope, lui-même originaire des provinces orientales et, sans doute, lié à ce groupement. Un certain nombre d'historiens, comme par exemple C. Ouspenski dans ses *Études sur l'Histoire de Byzance*, ne comprenant pas la lutte de classes du peuple contre la classe des exploiters, mettent en relief les oppositions supposées à l'intérieur de la classe dirigeante : la lutte de Justinien contre l'aristocratie sénatoriale ou la lutte entre la grande propriété laïque et ecclésiastique, qui mit fin, selon Ouspenski, à la

puissance économique de la grande propriété laïque et aboutit à la victoire de la propriété ecclésiastique ¹.

Il est incontestable que Justinien châtia sévèrement ceux des sénateurs dont l'hostilité avait percé lors de la sédition Nika, mais il serait inexact d'en déduire qu'il aurait brisé la puissance économique de la grande propriété, car, premièrement, Justinien n'y avait pas pensé, secondement, toute une série de documents contemporains, comme les papyrus de l'Égypte byzantine, les documents de l'Italie byzantine sont là pour témoigner que la grande propriété laïque a survécu à Justinien et s'est même renforcée après lui. Justinien eut suffisamment à faire en luttant contre les colons asservis, contre les révoltes des samaritains, les séditions des dèmes, les mutineries fréquentes dans l'armée, avec les hérésies religieuses — cette forme particulière de lutte des classes sous enveloppe religieuse — pour ne pas se mettre à dos la grande propriété, dont il défendait les intérêts à l'est comme à l'ouest de l'Europe. Les documents législatifs qui nous sont parvenus témoignent de ce que Justinien traitait le Sénat avec déférence ; il augmenta le nombre des sénateurs et, en 537, incorpora même au Sénat le consistoire des appels judiciaires, en en faisant ainsi la suprême instance judiciaire.

Le rôle de la grande propriété crût encore sous les successeurs de Justinien : une novelle de Justin II, de 569, remit officiellement l'administration provinciale entre les mains de la grosse propriété. Si parallèlement à la grande propriété laïque celle ecclésiastique se développait encore davantage, on ne trouve dans aucun document la moindre trace d'une lutte quelconque entre l'ordre sénatorial et l'Église au VI^e siècle. Les deux couches de la classe exploitante soutenaient, dans leur grande majorité, avec ensemble, les plans de conquête de Justinien et réprimaient les mouvements des masses populaires.

Si la législation de Justinien manifeste un certain libéralisme à l'égard des esclaves, dont la main-d'œuvre est loin de jouer le même rôle que jadis dans l'agriculture — elle facilite et favorise même l'affranchissement des esclaves — cette même législation laisse intangible le rattachement des colons à la glèbe. A l'égard des colons, formant la majorité de la population agricole, la langue des législateurs de Justinien se montre dure jusqu'à devenir cruelle.

Les colons doivent abandonner toute tentative d'améliorer leur situation et faire leur devoir sans broncher. « Chacun doit

1. C. OUSPENSKI, *Etudes sur l'Histoire de Byzance*, p. 98.

se soumettre à son sort », ce sont là les seules paroles que trouve le législateur pour les colons.

Justinien voulait être non seulement un grand législateur, mais aussi un grand bâtisseur. Il y fut poussé par la nécessité de rebâtir les meilleurs quartiers de la capitale, incendiés pendant la sédition Nika. Ces quartiers furent reconstruits avec une magnificence inouïe. Justinien mit un empressement particulier à édifier, sur l'emplacement d'une église brûlée, une nouvelle église dédiée à Sainte-Sophie. Cette construction devait, dans l'esprit de Justinien, avoir une signification non seulement religieuse mais aussi politique. La magnificence de l'édifice devait correspondre à la majesté du seigneur du monde chrétien, aussi bien qu'à la splendeur de la capitale. Justinien eut la bonne fortune de trouver deux grands architectes, qui étaient à la hauteur de la technique et du savoir de l'époque — Anthémios de Tralles et Isidore de Milet. 10.000 ouvriers furent simultanément occupés à l'édification de cette imposante église, conservée jusqu'à nos jours. La construction coûta des sommes fantastiques mais Justinien put se glorifier d'avoir édifié la plus belle église du monde, qui provoquait l'admiration générale.

Les superbes citernes que l'on peut encore admirer à Constantinople montrent le souci qu'avait Justinien d'assurer à la population de l'eau potable. Le gouvernement exigeait des gouverneurs de province l'entretien scrupuleux de la voirie, des remparts, des aqueducs existants, mais n'en construisit pas moins de nouvelles routes, de nouveaux aqueducs, des ponts, des digues, des bains publics. Après qu'Antioche eut été dévastée par les Perses en 540, on la reconstruisit, en la dotant d'aqueducs, de canalisation, de bains publics ; on édifia de nouvelles villes. Le modeste village dont Justinien était originaire, Tauresium, fut transformé en une ville importante, baptisée Justiniana Prima. Les frontières furent protégées par une ligne ininterrompue de fortifications. Leur nombre crût à un tel point que « chaque propriété dans les Balkans se trouva transformée en un château fort ou se trouva dans le voisinage immédiat d'un point fortifié ». Toute la péninsule balkanique devint un énorme camp retranché. A l'arrière des anciennes fortifications, de l'époque romaine proprement dite, Justinien créa une seconde, puis une troisième ligne fortifiée en Dacie, en Dardanie, en Moésie et, plus au sud, en Epire, en Macédoine, en Thrace. Elles devaient constituer une nouvelle barrière, infranchissable, contre les invasions barbares, couvrir les défilés et les places d'importance stratégique, les

voies de communication essentielles, enfin, servir de refuge aux populations.

Des centaines de fortifications pareilles s'élevèrent sous Justinien du Danube aux montagnes d'Arménie et aux rives de l'Euphrate. L'ensemble de ces travaux gigantesques représentait, évidemment, des sommes énormes ; les contribuables furent littéralement accablés sous le poids des impôts et des prestations en nature.

Le gouvernement de Justinien attachait une importance particulière au problème économique, aux questions se rapportant au commerce et à l'industrie byzantins. Dans ce domaine, la tâche essentielle pour Justinien consistait à affranchir le commerce byzantin de l'entremise des Perses. Les voies terrestres et maritimes par lesquelles les marchandises d'Extrême Orient, de Chine et Ceylan : la soie, les clous de girofles, les épices, le poivre, le musc, les aromates et les pierres précieuses, étaient amenées à Byzance se trouvaient sous le contrôle des Perses, ce qui avait causé de multiples inconvénients au commerce et à l'industrie byzantins, particulièrement durant les hostilités entre ces pays, fréquentes au VI^e siècle. Justinien aspirait à s'affranchir de l'entremise perse, en recherchant de nouvelles voies commerciales au nord et au sud, par lesquelles les marchandises extrême orientales pourraient être importées sans passer par le canal de la Perse. Pour ce faire, deux possibilités s'offraient au gouvernement byzantin. En mer Noire, les sujets de l'Empire d'Orient entretenaient des relations commerciales suivies avec les régions au nord de la mer Noire, par le port de Bosporos (l'actuelle Kertch) ; ils fournissaient aux indigènes des épices, des produits manufacturés, de riches tissus, des vins, des articles de luxe, en échange de fourrures et de pelleteries, d'esclaves, de cuirs et de peaux du Nord. Byzance commerçait également avec la Lazique (une partie de l'actuelle Mingrélie au Caucase). Aussi, sous Justin, Byzance avait-elle fait des efforts considérables pour étendre son influence sur le littoral nord de la mer Noire. Quant à Justinien, il reprit les anciennes relations avec le port de Bosporos, déjà nommé, foyer culturel ancien, dont la population commerçante servait d'intermédiaire dans les échanges entre l'Empire et les pays orientaux. Justinien gagna l'amitié de Grod, khan d'une horde hunnique qui nomadisait en Tauride (l'actuelle Crimée), il obtint sa venue à Constantinople, le baptisa et le combla de cadeaux. Rentré en compagnie d'un détachement de l'armée impériale commandé par le tribun Dalmatius ¹, Grod se distingua par un

1. *Theophanis Chronographiâ*, p. 175.

zèle tellement intempestif à renverser les idoles païennes, qu'il provoqua une révolte parmi ses sujets; ils l'assassinèrent et profitèrent de l'occasion pour massacrer la garnison byzantine de Bosporos. Justinien dut expédier de nouvelles troupes par mer et par terre. En effet, une unité de l'armée stationnée en Dobroudja réussit à gagner Bosporos par terre, et à y rétablir le pouvoir de Byzance. Les remparts de la ville, qui avaient souffert des débordements des Huns, furent rebâtis.

Justinien manifesta une égale sollicitude pour Chersonèse, lieu d'entrepôt pour le commerce avec les pays nordiques et orientaux. Les remparts de cette ville furent rebâtis, ses moyens de défense renforcés. Si les steppes de la Tauride étaient au pouvoir des Huns, les régions montagneuses du littoral sud de la Tauride étaient tenus par Byzance. Justinien y éleva deux citadelles : Aloustios (l'actuelle Alouchta) et Gourzouviti (l'actuelle Gouzouf), il délégua des évêques à leurs populations. Le gouvernement de Byzance tenta d'établir des voies commerciales nouvelles allant de la mer d'Azov et de la Colchide (l'actuelle Mingrélie) à la Caspienne, et de celle-ci aux oasis de la Sogdiane (l'actuel Turkestan) toujours par souci d'éviter de passer par la Perse.

Une autre possibilité s'offrait, par l'établissement de relations directes avec les Indes par la mer Rouge où, à l'extrémité nord-orientale de la mer Rouge, se trouvaient les ports byzantins d'Aïla et de Clisma. De là, les marchandises indiennes et chinoises pouvaient emprunter la voie par terre à travers la Palestine et la Syrie, vers la Méditerranée. Or, les marchands syriens et égyptiens fréquentaient les côtes de la mer Rouge et atteignaient même l'important port abyssin d'Adoulis à l'Ouest, qui trafiquait avec l'Orient asiatique, la Chine, les Indes et Ceylan.

Mais les Byzantins manquaient de navires en mer Rouge pour assurer un trafic maritime suivi. Justinien entra donc en pourparlers avec les Éthiopiens (du royaume d'Axoum), en les persuadant d'acheter la soie en Chine et de la revendre à Byzance, avec l'espoir de les voir remplacer les Perses comme intermédiaires. Les négociations avec le roi d'Axoum se poursuivirent courant 530-531. Celui-ci accéda volontiers aux demandes de Justinien, mais la tentative ne fut pas couronnée de succès, les marchands éthiopiens n'ayant pas réussi à vaincre la concurrence perse en Orient. Le monopole du commerce de la soie resta aux Perses.

Les ateliers de soieries de Constantinople, Tyr et Beryte en éprouvèrent l'effet, leur ravitaillement en matières premières

étant devenu par moment, et surtout pendant la guerre avec la Perse en 540, des plus précaires. Justinien aggrava encore ce marasme par sa manie de tout réglementer ; il fixa des prix-limite pour la soie grège, cherchant à remplacer par un monopole d'État l'industrie privée en difficulté. L'industrie syrienne fut sérieusement touchée par ces mesures. Vers la fin du règne de Justinien, la question des matières premières pour l'industrie séricicole regut cependant une solution partielle : on réussit à implanter la sériciculture dans l'Empire même ¹. La soie grège s'obtint à meilleur compte. L'industrie séricicole reprit rapidement, mais il fallut à Byzance des années pour se libérer définitivement de l'entremise de la Perse.

2. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE JUSTINIEN.

En prenant une série de mesures destinées à consolider l'Empire à l'intérieur, le gouvernement de Justinien ne perdait pas de vue ses projets sur l'Occident. Mais, avant de pouvoir procéder à leur réalisation, Justinien dut faire face à une longue guerre avec la Perse. Celle-ci avait ouvert les hostilités en 527, inquiète de l'ascendant que Byzance prenait dans les pays du Caucase, auprès des Lazes, des Ibères, des Huns.

Alors que l'Empire romain était à son apogée, tout le littoral oriental de la mer Noire avait été sous sa domination. L'anarchie qui avait régné au III^e siècle, l'établissement des Goths dans les steppes du bassin de la mer Noire et en Tauride, ensuite l'invasion des Huns, avaient mis un terme à cette domination sur le littoral du Caucase. Au V^e siècle, seuls deux points d'appui étaient encore tenus par des garnisons de l'Empire d'Orient : Pityonte (l'actuelle Pitsounda), et Sébastopolis (l'actuelle Soukhoumi), par lesquels étaient assurées les relations de l'Empire avec les tribus de l'intérieur du Caucase, en particulier les Alains (les ancêtres des Ossètes actuels). Le gouvernement de Justinien pratiqua une politique de pénétration sur le littoral du Caucase. L'empereur prit sous sa protection la Lazique, autrement dit la Colchide qui, après la mort de Léon, était passée sous la souveraineté de la Perse. Le pouvoir du roi des Ibères, qui possédait nominalement la Lazique, s'étendait sur les terres bordant le cours du Rion jusqu'à la mer, ensuite sur les régions habitées par les Souanes et les Abasges.

En 522, encore au temps de Justin, le roi des Lazes, Tzathios, recevait le baptême à Constantinople, ce qui provoquait

1. *Theophanis Chronographia*, p. 484

d'énergiques protestations des Perses. La guerre avec les Perses, qui devait éclater l'année même de l'avènement de Justinien (527), était indécise et traînait en longueur ; elle pesait à l'empereur car elle formait obstacle à la réalisation de ses plans de reconquête ou de « libération » de l'Occident. En 532, Justinien réussit à acheter la paix à prix d'or. Byzance conservait son influence prépondérante au pays des Lazès, d'où les Perses s'engageaient à retirer leurs garnisons.

Maintenant, Justinien pouvait estimer le moment venu d'intervenir énergiquement dans les affaires de l'Occident. Il se rendait compte de la faiblesse interne des royaumes barbares, qui s'étaient fondés sur les ruines de l'Empire d'Occident ; les Vandales et les Goths, qui représentaient une infime minorité des populations d'Afrique et d'Italie, ne pouvaient compter sur l'appui des masses populaires, qui voyaient en eux des hérétiques ariens. Il savait pertinemment que ces royaumes barbares n'étaient pas en mesure de lui opposer un front uni.

Le délai de six ans qui s'était écoulé entre l'avènement de Justinien et le début des hostilités contre les Vandales et les Goths, tournait à l'avantage du gouvernement byzantin : dans chacun des royaumes barbares qu'il se proposait de liquider, le pouvoir était passé aux mains d'hommes faibles autant qu'incapables. Ainsi, en Afrique, le roi des Vandales Hildéric avait été détrôné par son cousin germain Gélimer, qui s'avéra un chef belliqueux, mais totalement incapable. En Italie, Théodoric, roi des Ostrogoths, mourait, en 526 ; aucun de ses successeurs ne put l'égaliser en adresse politique ni en talents guerriers. Le gouvernement de Byzance comptait sur ses forces armées pour liquider rapidement ces royaumes éphémères. Ces calculs n'étaient pas bien fondés : les forces armées de l'Empire d'Orient étaient à peine suffisantes pour défendre ses frontières existantes.

Suivant le Code Justinien, l'armée byzantine était composée, à l'époque, de trois éléments : 1^o des régiments réguliers recrutés dans la population locale sous le commandement de maîtres d'armée (*magistri militum praesentalis*), 2^o de onze « scholes », c'est-à-dire de détachements de la garde prétorienne, 3^o de « fédérés » enrôlés parmi les barbares qui erraient à toutes les frontières de l'Empire, prêts à vendre leurs services à celui qui voudrait bien les acheter. Byzance enrégimentait ces mercenaires partout où elle le pouvait ; on les appelait « fédérés » (*foederati* ou *gentiles*). Ainsi, sous les bannières de l'empereur, s'était formée toute une mosaïque de tribus et de peuplades :

Huns, Gépides, Hérules, Vandales, Goths, Lombards, Slaves, Perses, Arméniens et Géorgiens s'y côtoyaient.

C'était un usage constant au vi^e siècle que tout officier général eût à son service un certain nombre d'hommes d'armes, liés à lui par un serment de fidélité, qui combattaient à ses côtés et entretenus par lui. Le nombre de ces « bucellaires » (ou « *ouaspistai* » en grec), comme on les appelait, dépendait de l'importance du chef ; il atteignait fréquemment plusieurs milliers. Bélisaire en comptait, par exemple, jusqu'à sept mille dans son armée. Les « bucellaires » constituaient les unités les meilleures et les plus sûres.

En conservant une supériorité incontestable sur les barbares par son armement, son instruction et sa tactique, cette armée composite souffrait en même temps de tous les défauts inhérents à une armée de mercenaires et occasionnait toujours de gros soucis au gouvernement dans ses tentatives d'y établir la discipline. Sous prétexte qu'ils étaient des alliés et non des sujets de l'empereur, les fédérés exigeaient d'être traités conformément aux coutumes de leur tribu ou de leur clan et d'être affranchis des règles de discipline commune. Les autres unités étaient tentées de suivre l'exemple des fédérés. Ces aventuriers sans patrie considéraient que la guerre doit nourrir la guerre, aussi leur passage était-il un fléau pour le pays qu'ils traversaient, fût-il ami ou ennemi.

Seuls, des chefs sachant se rendre populaires tout en les tenant en mains pouvaient obtenir des résultats satisfaisants avec de pareilles troupes. Au vi^e siècle, le gouvernement byzantin avait de pareils chefs. Byzance pouvait aussi compter sur des partisans et des alliés zélés, aussi bien en Afrique qu'en Italie. Lésés dans leurs intérêts par la domination barbare, le patriciat esclavagiste et le clergé romain, parmi lesquels les souvenirs des temps passés étaient encore vivaces, tournaient avec espoir leurs regards vers Constantinople, dont ils attendaient la délivrance.

Que ce fût dans le royaume des Vandales, en Espagne et surtout en Italie, ces éléments se livraient à toute sorte d'intrigues et fomentaient des conspirations afin d'obtenir une intervention armée de l'Empire d'Orient.

Justinien choisit le royaume des Vandales en Afrique comme premier objectif à une pareille intervention. Le gouvernement byzantin estimait à juste titre que ce royaume était la plus précaire de toutes les nouvelles formations d'États vandales. Il y avait moins de Vandales que de Goths, ils étaient non

seulement des hérétiques-ariens, mais encore des persécuteurs fanatiques du catholicisme orthodoxe.

Le prétexte invoqué fut la déposition par Gélimer de Hildéric, allié à Justinien. En intervenant pour rétablir sur le trône un roi illégalement déposé, sans qu'il fût question de reconquête des territoires de l'Empire en Afrique, on évitait le risque de voir les Visigoths et les Ostrogoths se porter au secours des Vandales.

Surmontant les hésitations et les appréhensions de certains de ses conseillers intimes, qui ne pouvaient oublier les tristes résultats de l'expédition précédente de Basiliscos, Justinien expédia en 533, avec le chaud appui du clergé, Bélisaire en Afrique, à la tête de 10.000 fantassins et 6.000 cavaliers. La neutralité des Ostrogoths contribua au succès de Bélisaire. Au début de septembre 533, la flotte byzantine accosta sans encombre à cinq jours de marche de Carthage, capitale de l'Afrique.

Bélisaire, bien accueilli par la population indigène, marcha directement sur Carthage. La flotte reçut l'ordre d'avancer parallèlement à la côte. Surpris, les Vandales n'opposèrent qu'une faible résistance. Le 13 septembre, les Byzantins eurent le dessus à Decimum, à trente kilomètres de l'actuelle Tunis, et occupèrent Carthage sans coup férir. Gélimer ne perdait pas tout espoir de rappeler les troupes envoyées pour réprimer une révolte en Sardaigne et tenta de s'appuyer sur les colons de la campagne qui donnaient la chasse et assassinaient les hommes de Bélisaire lorsqu'ils s'aventuraient isolément hors de l'enceinte de Carthage. Mais la seconde bataille à Tricamarum fut décisive : gagnée par une charge de la cavalerie byzantine, elle liquida définitivement le royaume barbare en Afrique. Gélimer dut se rendre à la grâce du vainqueur et fut emmené à Constantinople. Les débris des Vandales furent incorporés dans l'armée byzantine.

Justinien estima la guerre terminée. Il rappela Bélisaire et lui réserva un accueil triomphal à Constantinople. L'empereur prit les titres de « vandالية » et d' « africain » et procéda au rétablissement des institutions romaines dans la province reconquise.

Encouragé par son succès en Afrique, Justinien décide de passer à la même opération en Italie. Le prétexte y est tout trouvé : c'est l'assassinat d'Amalasonthe, fille de Théodoric, par Théodat, le nouveau corégent de l'État ostrogothique (et son propre mari. N. d. T.). Au cours de l'hiver 535, Bélisaire débarquait en Sicile avec une armée encore plus faible numé-

riquement qu'en Afrique. Il était accompagné de trois mille hommes de troupes indigènes (des Isauriens) et de 4.500 hommes de troupes auxiliaires. Néanmoins, cette fois-ci encore, Bélisaire remporta, au début, une série d'éclatants succès. En six mois, la Sicile était nettoyée des Goths, alors qu'un autre maître d'armée, Mundus, occupait la Dalmatie (fin 535). En 536, Bélisaire s'emparait de l'Italie Méridionale avec Naples, sans rencontrer beaucoup de résistance ; cinquante mille hommes suffirent pour occuper, fin 536, l'ancienne capitale du monde, Rome qui « par l'importance de sa population et ses richesses restait la métropole de l'Occident ».

Mais il n'était pas aussi aisé d'en finir avec les Ostrogoths qu'avec les Vandales. Dès qu'ils apprirent leurs premiers revers et dès avant la chute de Rome, les Ostrogoths déposèrent l'incapable Théodat et élirent à sa place Vitigès, un de leurs plus valeureux guerriers. Le nouveau roi neutralisa les Francs, que la diplomatie byzantine avait réussi à exciter contre les Goths; en leur cédant la Provence, puis, après avoir concentré toutes ses troupes (les historiens byzantins parlent de 150.000 Goths), mit le siège devant Rome.

Pendant une année entière (mars 537-mars 538) il épuisa son armée en vaines tentatives de prendre Rome, défendue par Bélisaire. Toutes les attaques des Goths furent repoussées par les Byzantins. Entre temps, la seconde armée byzantine, débarquée en Italie au début de 538, avait occupé, sur les arrières des Goths, plusieurs localités importantes, dont Milan, la plus grande cité du Nord. Vitigès dut lever le siège de Rome.

L'année suivante, Vitigès, talonné de toutes parts, se réfugia à Ravenne, que les troupes byzantines assiégèrent aussitôt. Les Ostrogoths s'y maintinrent six mois, avec l'espoir de voir intervenir les Perses, les Lombards et les Francs. Mais, déçus, ils se virent contraints de capituler (540). La reconquête de l'Italie était, apparemment, parachevée. Vitigès et les notabilités gothiques furent emmenés à Constantinople. Justinien prit le nouveau titre de « gothique », rappela Bélisaire et une partie importante de l'armée pour la défense des provinces orientales; on rétablit l'ancienne administration civile romaine en Italie.

Mais le gouvernement byzantin s'était cruellement trompé dans ses calculs. Si Bélisaire avait réussi, sans grande difficulté, à anéantir les forces armées des Vandales et des Ostrogoths, le rétablissement de l'ordre préétabli exigea quinze nouvelles années de luttes acharnées en Afrique et quatorze en Italie. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que cette res-

tauration s'accompagnait partout de conversions forcées au catholicisme, de cruels châtimens des « hérétiques », du rétablissement de la domination des grands propriétaires. Les colons et esclaves qui s'étaient échappés étaient activement recherchés par les propriétaires fonciers et rattachés à leur tenure. Aussi, le rétablissement de l'ordre ancien dégénéra-t-il en guerre civile. Par ordonnance de Justinien, le délai de prescription des actions des particuliers en restitution des propriétés était étendu à trois générations. L'église de Carthage se voyait rétablie dans ses droits sur les biens qu'elle avait possédés avant les Vandales. Les lois d'exception de l'Empire étaient étendues aux hérétiques, aux ariens, aux donatistes et aux juifs africains. Ces mesures, auxquelles vint s'ajouter la redistribution radicale des terres et des biens, devaient fatalement provoquer le mécontentement de la foule des victimes des nouvelles mesures, foule qui constitua des contingents tout prêts pour toutes les manifestations antigouvernementales. La situation se compliqua encore du fait que les soldats byzantins ayant épousé des veuves de Vandales, se considéraient comme héritiers des biens ayant appartenu à ceux-ci : ils accueillirent avec un vif ressentiment les ordonnances enjoignant de remettre ces terres au fisc, au clergé orthodoxe et aux anciens gros propriétaires. Rien d'étonnant qu'après le rembarquement de Bélisaire, la guerre se soit rallumée au centre aussi bien qu'aux frontières.

Les tribus berbères qui nomadisaient sur les confins créaient généralement de sérieux embarras au gouvernement.

Le patrice Salomon, le successeur de Bélisaire, réussit bien à réprimer la révolte des Berbères de la Byzacène en 534, mais se révéla impuissant à maîtriser une sédition de ses propres troupes auxquelles s'étaient joints des esclaves, des colons et les débris des Vandales. Bélisaire, occupé à préparer l'expédition d'Italie, dut à nouveau rétablir l'ordre en Afrique. Il parvint à sauver Carthage et à battre les rebelles. Mais, pour pacifier le pays, il fallut l'arrivée du neveu de l'empereur, Germanos, qui établit que seul un tiers des troupes était resté fidèle au gouvernement. Germanos perdit quatre ans en luttes épuisantes avec les troupes insurgées, avant de les réduire à merci. En 539, le patrice Salomon réussit, apparemment, à soumettre les Berbères et à pacifier le pays. Mais, après sa mort, au cours d'un combat, en 544, le bloc des tribus berbères avec les troupes insurgées se reforma. Un des chefs de l'armée, Gontaride, assassina le représentant suprême de Byzance, Aréovinde, et se proclama empereur. Il semblait que l'Afrique

fût de nouveau perdue pour Byzance. Ce fut seulement à l'issue d'une guerre civile acharnée, entre 546 et 548, que la résistance des insurgés et des Berbères fut définitivement brisée et l'Afrique gagnée à Byzance. Mais ce n'était plus, aux dires de Procope, qu'une province dévastée, un pays laissé sans défense, mal administré, ruiné par les exactions du fisc impérial. Au surplus, ce n'était plus l'Afrique dans les limites qu'avait connues l'Empire romain. Elle comprenait les territoires de ce que nous appelons maintenant la Tripolitaine et la Tunisie, des parties de l'Algérie, des places éparses sur la côte marocaine, les îles de Sardaigne, de Corse et les Baléares. Mais la majeure partie du Maroc et une partie de l'Algérie restaient indépendantes.

Après les victoires de Byzance sur les Goths, l'Italie offrait un spectacle analogue. L'occupation de Ravenne en 540 et la capture du roi des Goths, Vitigès, par Bélisaire étaient loin de marquer la fin de la guerre gothique. Aux yeux des Byzantins, tout ce qui se passait en Italie après 540 équivalait à une révolte ; en réalité, c'était la guerre civile, à laquelle prenaient part de larges couches de la population opprimée.

Profitant du départ de Bélisaire et d'une partie de son armée, les Goths réussirent bientôt, sous l'habile commandement de leur nouveau chef, Totila, à réduire la domination de Byzance à une étroite bande du littoral, où ses garnisons se maintenaient à grand-peine dans quelques rares villes.

Les Goths surent habilement profiter de l'impopularité croissante des « Grecs » et de l'administration impériale qui, par ses exactions et ses pillages, amenait ceux qu'elle était venue libérer à regretter l'époque de la domination barbare. Aux calamités et aux dévastations de la guerre, le nouveau gouvernement avait ajouté une oppression fiscale extrêmement pesante. Pour nourrir ses desseins grandioses, Justinien était forcé de se procurer de l'argent par n'importe quel moyen : il n'est pas étonnant que l'Italie reconquise ait été aussitôt soumise aux rigueurs des agents du fisc. Elle ne fut pas seulement tenue d'entretenir la machine bureaucratique compliquée qui lui était imposée, mais encore d'assumer sa part des frais d'entretien du gouvernement central à Constantinople. Les agents du fisc impérial (les « logothètes ») levaient impitoyablement tous impôts sur un pays déjà ruiné, sans consentir la moindre remise ; ils allèrent même jusqu'à exiger les arriérés du temps des Goths. Ils s'enrichissaient aux dépens des contribuables à tel point qu'au témoignage d'un contemporain, « il ne restait plus à la population italienne que la mort,

car elle était privée de tous moyens d'existence ». Enfin, les Goths, sous la conduite de Totila, soutenaient de propos délibéré les colons contre leurs maîtres, alliés de Byzance. Si les possesseurs de « latifundia » expropriés et le clergé catholique voyaient en Totila un tyran et un hérétique, les colons, eux, qu'il avait affranchis de lourdes servitudes, le considéraient comme leur libérateur. Tous ces facteurs expliquent tant le retournement radical en faveur des Goths en Italie à partir de 540, que la durée et l'acharnement de la lutte.

La guerre avec la Perse se ralluma en 540 : elle détourna les forces byzantines de l'Italie et exerça une grande influence sur les événements dans la péninsule. Le roi de Perse, Khosroès, ne pouvait rester simple spectateur des succès de Justinien en Occident. Ayant appris que les frontières orientales de Byzance étaient dégarnies, que l'Arménie et le pays des Lazès supportaient difficilement la domination byzantine, Khosroès ouvrit les hostilités en 540. Les Byzantins furent pris de court. Leurs forces sur l'Euphrate étaient si insignifiantes qu'il n'était pas question pour eux de se mesurer avec les Perses en une bataille rangée. Aussi Khosroès réussit-il, dès le début, à porter à Byzance un coup comme elle n'en avait pas éprouvé depuis la catastrophe d'Andrinople. Tout en évitant d'investir les places de Mésopotamie, Khosroès, qui s'était mis à la tête de son armée, se fraya un chemin vers la Syrie du Nord. Son objectif principal était Antioche, qui n'avait pas vu d'ennemi depuis des siècles.

Quoique Justinien ait réussi à introduire à Antioche une garnison de 6.000 hommes, la veille de l'apparition de Khosroès sous ses murs, quoique les dèmes d'Antioche aient prêté leur concours aux troupes régulières, Khosroès put profiter de l'incapacité du commandement et de la démoralisation de la garnison. Il prit la ville d'assaut, après une véritable boucherie, la détruisit et emmena en Perse ce qui restait de ses habitants. Cette catastrophe — la chute de la seconde ville d'Orient — contraignit Justinien à rappeler Bélisaire d'Italie et à concentrer sur l'Euphrate, au début de 541, la majeure partie des forces de l'Empire. Elles s'avérèrent cependant insuffisantes pour lui assurer des succès sur les Perses. C'est alors que le gouvernement put mesurer tout le danger de l'éparpillement de ses forces armées et des ressources vitales de l'Empire sur les vastes étendues allant de l'Arménie au détroit de Gibraltar.

Simultanément, la ligne de fortifications danubienne, dégarnie de la majeure partie de ses garnisons, ne se trouva plus en mesure de faire face aux incursions des Huns et des

Slaves ; ceux-ci s'étaient déjà solidement établis tout le long des steppes au delà du Danube et y vivaient pêle-mêle avec les Huns.

Ni l'apparition première des Slaves sur l'arène historique au VI^e siècle, ni le fait de leur expansion, d'une extrême puissance, aux VI^e-VII^e siècles, en direction de l'Europe Occidentale, lorsqu'ils couvrent de leurs colonies une partie importante de la Germanie, les territoires de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie et les Balkans, n'ont été exactement définis par les historiens occidentaux. Ceux-ci considèrent, d'ordinaire, la colonisation de ces pays comme une colonisation rampante et imperceptible, les Slaves s'avancant non par masses compactes, en surmontant des résistances organisées mais par des établissements isolés. Aussi est-il difficile de fixer le moment où une région déterminée est devenue slave. Nous rencontrons ce point de vue même dans des ouvrages très sérieux, comme la *Cambridge Mediæval History* ¹.

Ces affirmations ne correspondent pas à la réalité historique. La colonisation des Balkans par les Slaves, qui eut raison de la résistance tenace du puissant Empire romain d'Orient, fournit une preuve du contraire. Le byzantiniste anglais Bury est obligé de reconnaître que les grandes invasions slaves dans l'Empire romain d'Orient offrent des analogies certaines avec les invasions des Germains en Europe Occidentale. Il note justement que ces analogies ne sont point le fait du hasard, mais découlent de la marche naturelle des choses : du heurt entre une civilisation à son déclin et des barbares pleins de vitalité, Germains aussi bien que Slaves, s'ouvrant un passage vers l'Empire, après une lutte acharnée ².

Cette similitude des invasions germaniques et slaves est reconnue également par Engels ; il parle d'une étroite bande de culture sur le littoral méditerranéen, alors qu'expirait le monde ancien, qui fut... « emportée et foulée par les Germains et les Slaves par le Nord, ainsi que les Arabes par le Sud-Est ».

Dès 534, Chibuld, le « magister militum » de Thrace, tombait en essayant vainement de barrer la route aux Slaves et aux Bulgares qui avaient franchi le Danube. Après quoi, les incursions se multiplient et leur audace s'accroît. En 538, les Huns pénètrent en Scythie et en Mésie ; en 540, ils dévastent la Thrace, l'Illyricum et la Grèce, où ils avancent jusqu'à l'isthme de Corinthe. Les incursions des Slaves se renouvellent en 545

1. C. M. H., v. II, 426.

2. Bury, *A History of the later Roman Empire...*, v. II, p. 114.

et 547 : ils mettent à feu et à sang tout l'Illyricum jusqu'à Dyrrachium et les chefs militaires de l'Illyricum, qui disposent de 15.000 hommes, n'osent se mesurer avec eux. Cependant, aucune de ces invasions n'est encore suivie d'un établissement durable de masses importantes de Slaves sur le territoire de l'Empire. Chaque fois, les forces armées de l'Empire réussissent, en définitive, à les rejeter au delà du Danube. Mais ces incursions ont une répercussion néfaste sur l'économie de ces provinces dont elles déciment les populations et qu'elles transforment en « déserts scythes », suivant l'expression de Procope ¹.

Aux calamités de la guerre et des incursions ennemies, vinrent s'ajouter les fléaux de la nature. En 542, l'Empire eut à souffrir d'une épidémie de peste telle qu'on n'en avait connue depuis des siècles. Elle sévissait particulièrement dans les grandes agglomérations, à population dense. Justinien lui-même contracta le mal. A Constantinople, les décès dus à la peste atteignirent 5.000 par jour. Le commerce et l'industrie se trouvèrent arrêtés.

Dans ces conditions, la guerre avec les Perses ne pouvait être menée à bien. En 541, Khosroès attaquait le pays des Lazés et s'emparait de la forte citadelle de Petra au sud du Phase dont la construction venait d'être achevée sur les ordres de Justinien. En 542, la renommée de Bélisaire incita Khosroès à évacuer sans combat les territoires de l'Empire, mais peu après, Bélisaire tombait en disgrâce, était rappelé, privé de son commandement, ses troupes étaient partagées entre d'autres hauts dignitaires. L'invasion de l'Arménie perse par une armée byzantine, forte de 30.000 hommes, aboutit à un désastre. Aussi Justinien, que préoccupaient sérieusement les événements en Italie, où Totila avait reconquis la péninsule presque en entier, s'estima heureux en achetant aux Perses, à prix d'or, la conclusion d'une trêve de cinq ans. Cette trêve, renouvelée pour cinq ans, ne s'étendait pas à la Lazique, où l'on lutta avec acharnement durant des années encore, Justinien mettant tout en œuvre pour empêcher les Perses de reconquérir ce pays, qui leur ouvrait un débouché sur la mer Noire.

D'une manière ou d'une autre, la guerre avec la Perse continuait à absorber les forces et les ressources de Byzance. Il s'ensuivait que la guerre en Italie s'éternisait et que les rêves du rétablissement de l'Empire en Occident s'estompaient. Mais — en relation de cause à effet — la question de la suppression du schisme avec l'Orient prenait aux yeux du gouver-

1. PROCOPE, *Hist. arc.*, XVIII, 21.

nement une signification et une importance d'autant plus grandes.

Nous savons que le gouvernement byzantin se trouvait depuis longtemps enserré dans un dilemme — ou bien rétablir l'unité des Églises et, par conséquent, l'unité politique en Orient, en sacrifiant ainsi la paix avec la Rome catholique — politique suivie par Zénon et Anastase, de même que par la femme de Justinien, Théodora — ou bien maintenir l'accord avec l'Occident, ce qui rendait inévitable un conflit aigu avec l'Orient et nécessaire la répression de l'opposition monophysite. Cette politique avait été celle de Justin : Justinien la continua pendant les premières années de son règne.

Mais les persécutions gouvernementales ne pouvaient avoir raison des monophysites qui représentaient, comme par le passé, un groupement fort et cohérent de la population. En majorité en Egypte, ils étaient très répandus en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie et en Arménie. Leur opposition acharnée au concile de Chalcédoine et aux dogmes romains était d'autant plus dangereuse que, comme indiqué, sous le couvert religieux se dissimulaient les tendances séparatistes des coptes et des syriens.

Les manifestations antigouvernementales se multipliaient en Egypte et en Syrie. Une révolte éclata à Antioche lorsqu'on y eut publié, en 530, une ordonnance menaçant de déportation ceux qui n'acceptaient pas le concile de Chalcédoine. Une foule énorme entoura le siège du patriarcat et se mit à le lapider. Il fallut l'intervention de la troupe qui fit de nombreuses victimes pour réprimer la révolte ¹.

En Egypte, la lutte entre le gouvernement et la population prit un tour particulièrement dramatique en 536. Pour installer le patriarche Théodose, protégé de l'impératrice, l'armée dut livrer l'assaut à Alexandrie. Les rues de la ville furent le théâtre de luttes désespérées entre les troupes et la population, auxquelles prirent part les femmes. Pour briser la résistance opiniâtre, le commandant de la place en fut réduit à mettre le feu à la ville ².

Aussi, sur les conseils de Théodora, Justinien chercha-t-il les moyens de se concilier les monophysites : il rappela d'exil les évêques monophysites et installa sur le siège patriarcal de Constantinople Anthime, évêque de Trébizonde, partisan de la réconciliation avec les monophysites. Mais la cause de l'orthodoxie reprit le dessus avec l'arrivée à Constantinople,

1. MALALAS, *Chronographia*, éd. Bonn, p. 468.

2. *Ibid.*

en février 536, de l'énergique pape Agapet : celui-ci mena, avec l'appui des orthodoxes les plus stricts (les « akymites »), une telle campagne contre l'« hérétique » Anthime que Justinien, qui tenait à ménager le pape en vue de ses projets en Italie, fut amené à déposer Anthime et même, en 538, à introduire un patriarche orthodoxe en Egypte.

Mais cette concession faite, Justinien n'éprouva aucun désir de céder au pape le contrôle suprême des affaires ecclésiastiques et ne renonça nullement aux tentatives de conciliation avec les monophysites. Ceux-ci reprochaient au concile de Chalcédoine de n'avoir pas condamné les écrits de trois écrivains à tendance nestorienne, qui avaient vécu au v^e siècle : Théodore de Mopsueste, Ibas d'Edesse et Théodoret de Cyr. Justinien trouva le reproche justifié et publia, en 543, un *édit des Trois Chapitres*, où il condamnait nettement les écrits incriminés, espérant ainsi ôter aux monophysites tout prétexte à fulminer contre le concile de Chalcédoine.

Pour donner à son édit une portée générale, Justinien se préoccupa d'obtenir l'adhésion et la signature de tous les patriarches et évêques. Mais ce n'était pas chose facile. Le pape et le clergé occidental s'y refusaient obstinément, considérant l'édit impérial comme attentatoire à l'autorité du concile de Chalcédoine. Et, poussé par Théodora, il fut amené à un conflit aigu avec son allié, le pape.

En mars 537, Bélisaire avait, à Rome, déposé et exilé le pape Sylvere, en lui imposant pour successeur Vigile. Comme le pape nouvellement élu tardait, lui aussi, à exécuter ses promesses, on décida de le soustraire à l'ambiance de Rome, hostile aux desseins du clergé grec. En 545, Vigile fut, à son corps défendant, emmené en Sicile et, de là, à Constantinople où, sous la pression gouvernementale, il finit par condamner en 548 les écrits des trois religieux précités. Mais la pusillanimité du pape provoqua les protestations unanimes du clergé d'Afrique, de Dalmatie, et de l'Illyricum. Justinien se vit contraint de prendre des mesures sévères contre les récalcitrants. Comme Vigile, intimidé, réclamait la convocation d'un concile « œcuménique », il sévit également contre lui. Prisonnier à Constantinople, le pape se vit même infliger des violences et des offenses. Enfin, le V^e concile œcuménique, réuni dans la capitale, condamna docilement, sous la dictée des fonctionnaires impériaux, les trois écrivains décédés depuis des lustres. Le résultat en fut la brouille de Justinien avec la Rome catholique et le clergé occidental, sans pour autant apaiser les monophysites,

Absorbé par la querelle « des Trois Chapitres », ayant à faire face à la pénible guerre avec les Perses, Justinien n'en rejetait pas moins obstinément les ouvertures de paix réitérées du roi des Ostrogoths, Totila.

Malgré son épuisement, Byzance persistait dans l'envoi de renforts en Italie : insuffisants pour forcer la victoire, ils empêchaient néanmoins Totila de rejeter définitivement les armées romaines d'Orient à la mer. Rome était passée cinq fois de mains en mains, subissant chaque fois de cruelles dévastations.

Le retour même de Bélisaire en Italie en l'an 544 ne put apporter de solution. Après une lutte longue et épuisante, ne disposant que de forces manifestement insuffisantes, Bélisaire ne réussit pas à forcer la chance. Il fut rappelé en 548, ayant enseveli en Italie sa gloire militaire. Bélisaire parti, seules quatre places restaient aux mains des Byzantins : Ravenne, Ancône, Otrante et Crotona. La flotte créée par Totila reconquerrait la Sicile en 550, la Corse et la Sardaigne en 551. Ses escadres dévastaient la Dalmatie, Corfou et l'Épire. « Tout l'Occident était aux mains des Barbares », pouvait écrire Procope¹. Mais Justinien restait intraitable.

Cédant aux instances de nombreux émigrés italiens, le gouvernement de Byzance tente encore un effort. En 551, il arme de nouvelles troupes pour la conquête de l'Italie, qui pénètrent au printemps suivant en Italie du Nord sous le commandement de l'eunuque de la cour Narsès, en débouchant de Dalmatie, où s'était opérée leur concentration. Cette armée « romaine » était composée principalement de mercenaires barbares : 2.500 Lombards enrôlés en Pannonie, 3.000 Hérules, des Huns en quantité, des bucellaires attachés aux chefs d'armée, etc. Narsès cherchait à forcer les Goths à une bataille rangée et y réussit. L'armée des Goths subit une écrasante défaite à Tadinæ (l'actuelle Tadino) dans l'Apennin. Totila même y trouva la mort. Toute l'Italie centrale, Rome y compris, repassa sous la domination de Byzance. L'ultime résistance des Goths désespérés fut brisée en 553 au pied du Vésube.

C'est à Narsès qu'échut également la mission de débarrasser l'Italie des Francs. Se posant en héritiers des Goths, ceux-ci avaient, conjointement avec les Alamans, sous le commandement de deux chefs alamanis, Leutharis et Butilin, envahi l'Italie en l'été 553, mettant tout à feu et à sang sur leur passage. Les hordes de Butilin furent écrasées par Narsès près de Capoue en 554, cependant que celles de Leutharis étaient déci-

1. PROCOPE, *De bello gothico*, éd. Hardy, III, 33.

mées par des épidémies pendant leur retraite. Ainsi, après vingt années de luttes acharnées, la préfecture d'Italie rentra enfin dans le giron de l'Empire romain. Comme pour l'Afrique, en partie seulement : la Pannonie, pas davantage la Rhétie ni le Norique n'avaient été réintégrés.

Justinien s'empessa de rétablir l'ordre romain et les anciennes institutions, en promulguant, en 554, la *Pragmatique Sanction*. L'ancienne séparation des pouvoirs entre les administrations militaire et civile était maintenue. On plaça à la tête de l'administration civile un préfet du prétoire, assisté de deux vicaires et de treize gouverneurs de province coiffant une bureaucratie proliférante, dont les effectifs et les traitements étaient cependant scrupuleusement fixés. Justinien avait décidé de supprimer d'un trait de plume tout ce qui était de nature à rappeler la « tyrannie » barbare. Tous actes et contrats conclus sous Totila, les actes de donation notamment, enfin toutes les mesures d'ordre économique prises pour alléger le sort des colons et des esclaves furent annulés. La *Pragmatique Sanction* restitua aux anciens possesseurs toutes les terres dont ils avaient été propriétaires avant Totila. Les personnes victimes de la « tyrannie » se voyaient habilitées, eux et leurs héritiers, à poursuivre en justice la restitution de leurs biens. Les colons, qui avaient quitté leurs terres volontairement ou bien avaient été occupés par d'autres propriétaires, étaient tenus de retourner à leur glèbe. Les enfants de celles qui avaient contracté mariage avec des hommes libres suivaient désormais le sort et la condition de leur mère.

On rétablit l'ancienne administration militaire, séparée du pouvoir civil, avec, à sa tête, un « *magister militum* » (maître de l'armée ou des milices). La défense des frontières fut confiée à des « *dux* », chacun d'eux étant responsable d'une zone déterminée. On laissa provisoirement Narsès à la tête de toute l'administration en Italie avec le titre d'« *exarque* ».

Le gouvernement byzantin tenta quelques mesures pour améliorer la situation économique du pays, alléger les charges fiscales, sous lesquelles ployait la population survivante. Justinien protégeait le clergé et eut le souci de rétablir dans ses droits la grande aristocratie terrienne, qu'il considérait comme le principal soutien de l'Empire en Italie. Il fit bâtir de splendides édifices à Ravenne, reconstruire Milan, détruite par les Goths et les Francs, promit à Rome de la rétablir dans ses anciens privilèges. Mais toutes ces mesures s'avèrent insuffisantes pour revivifier l'économie italienne.

L'Italie, qui avait subi les horreurs d'une guerre de vingt

ans, des famine et mortalité qui les avaient accompagnées, était complètement ruinée et dépeuplée lorsqu'elle rentra sous l'autorité de Byzance. Ses plus grandes villes, Rome, Milan, Naples avaient perdu la majeure partie de leur population. La splendide Rome, qui, au début du vi^e siècle, comptait encore des centaines de milliers d'habitants, et était remplie de monuments, témoins de sa gloire et de sa puissance, cette Rome dont un contemporain écrivait que « la possession de l'Italie entière sans Rome ne valait rien », avait passé et repassé cinq fois de mains en mains au cours de combats acharnés entre Goths et Byzantins. Ayant subi toutes les horreurs des sièges, des assauts, de la famine, elle avait perdu les neuf dixièmes de sa population et s'était transformée en une insignifiante ville de province.

L'aristocratie romaine n'eut pas à profiter des fruits de la restauration qu'elle avait préparée. Nombreux étaient ceux qui, retenus par les Goths comme otages, avaient été massacrés. De non moins nombreux patriciens s'étaient expatriés pour toujours, ayant émigré en Sicile ou à Constantinople. Ceux qui étaient rentrés à Rome avaient trouvé leurs palais détruits, leurs propriétés saccagées et transformées en marais par suite de la destruction des aqueducs romains. Les grands monuments du passé tombaient rapidement en ruines ; dans l'enceinte même de la ville, des terrains vagues s'étaient formés, sur lesquels on avait semé du froment dès le siège de 549.

Sur une vaste étendue enclose de murs nichaient quelques milliers de malheureux, ruinés, réduits à la mendicité, que seules les aumônes des papes sauvaient de la mort par inanition.

La situation n'était guère meilleure dans l'Italie entière. Ayant perdu plus de la moitié de sa population, le pays restait en majeure partie en friche, il avait au surplus à subir le joug fiscal et les extorsions des agents du fisc byzantin.

Au lieu d'apporter une aide substantielle à l'Italie ruinée, le gouvernement de Justinien poursuivait opiniâtrément sans se soucier de rien, la réalisation de son plan de rétablissement de l'Empire romain en Occident. A peine brisée la résistance de Totila, Justinien organise une expédition militaire en Espagne. La situation du royaume des Wisigoths y était aussi précaire et ce n'étaient pas les prétextes à intervention qui manquaient.

Le roi des Wisigoths Agila (549-554), arien fervent, persécutait les catholiques orthodoxes. Un certain Athanagild, qui s'appuyait sur le parti orthodoxe, se souleva contre Agila et vint, naturellement, solliciter l'appui du plus grand défen-

seur de l'orthodoxie, Justinien. Celui-ci s'empressa à son secours : une flotte et une armée furent envoyées en Espagne et Agila fut défait.

Les troupes de l'Empire d'Orient s'emparèrent rapidement de nombreuses villes fortifiées du sud-est de la péninsule : Carthagène, Malaga, Cordoue, d'autres encore. Devant l'intervention menaçante des Byzantins, les Wisigoths firent taire leurs divisions. En 554, toutes les factions se mirent d'accord sur l'élection, comme roi, d'Athanagild, qui dut se retourner contre ses alliés de la veille pour les empêcher de progresser. Mais les Byzantins réussirent à conserver ce qu'ils avaient conquis.

Ce fut la dernière entreprise de conquête de Justinien. L'épuisement des forces de l'Empire ne permettait pas d'aller plus avant.

L'interminable guerre avec la Perse pour le Lazistan et la suprématie au Caucase continuait à absorber les forces et les moyens de Byzance. Les populations belliqueuses du Caucase luttèrent pour leur indépendance. Alors que les Lazes, las de la tyrannie perse, se rejetaient dans les bras de Justinien, d'autres tribus, jusque-là soumises à l'influence byzantine, passaient à Khosroès.

La guerre s'éternisait dans ces régions d'accès difficile, montagneuses et boisées. Mais Justinien ne ménageait ni forces ni moyens pour empêcher les Perses d'accéder à la mer Noire. La lutte pour la possession de Pétra revêtit un caractère particulièrement acharné : prise par les Perses en 547, vainement attaquée par les Byzantins en 549, elle fut finalement enlevée par ces derniers en 551. Justinien avait concentré en Lazique une armée qui atteignait 50.000 hommes en 552 ¹.

Finalement, Khosroès s'étant rendu compte de l'inanité de cette lutte et de ce que la Lazique ne pouvait être conservée par les Perses pour des raisons géographiques, consentit, par un traité signé en 562, à évacuer le pays moyennant un pont d'or ².

Quoique le gouvernement byzantin n'ait pas réussi à reconstituer l'Empire dans ses anciennes limites, les résultats acquis pouvaient néanmoins satisfaire l'ambition de Justinien. Sans parler de la Lazique, de la Suanie et d'autres acquisitions dans le bassin de la mer Noire, l'autorité des empereurs de Byzance s'étendit à de vastes territoires nouvellement

¹ AGATHIAS, *Historiarum libri...*, IV, 30, p. 134.

² MÉNANDRE, pp. 351-353 (éd. Bonn).

conquis en Occident : la Dalmatie, l'Italie et la partie orientale de l'Afrique du Nord (l'actuelle Tunisie et une partie de l'Algérie), le Sud-Est de l'Espagne, la Sicile, la Sardaigne, la Corse, les Baléares. Le territoire de l'Empire avait presque doublé ; ses frontières s'étendaient à nouveau de Gibraltar à l'Euphrate, en même temps que la Méditerranée redevenait un lac « romain ».

Mais ces brillants succès extérieurs avaient été très chèrement acquis. Avant tout, les entreprises guerrières en Occident ne pouvaient se justifier par les intérêts vitaux de l'Empire, dont le centre se situait en Orient ; en allongeant démesurément ses frontières de Chersonèse en Crimée à Gibraltar, les conquêtes de Justinien rendaient extrêmement difficile la défense de l'Empire dans son ensemble.

Ensuite, les masses laborieuses des pays reconquis, auxquelles la restauration n'apportait qu'un plus grand asservissement, n'avaient aucune raison de soutenir le gouvernement byzantin, alors que l'insuffisance des moyens, se traduisant par une réduction des effectifs militaires, ne permettait pas à ce dernier de consolider ses conquêtes : les conséquences s'en firent rapidement sentir sous les successeurs de Justinien.

Aussi bien, les conquêtes occidentales furent-elles achevées au prix de la ruine de l'Orient. Les ressources, sans doute importantes, dont disposait le gouvernement impérial ne suffisaient cependant pas à la réalisation des desseins grandioses de Justinien : des guerres de conquête dispendieuses et de l'entretien des mercenaires, d'une cour somptueuse autant que brillante, d'une innombrable armée d'ecclésiastiques, de moines et de fonctionnaires parasites, de la construction d'édifices splendides, mais la plupart inutiles, de présents et de subsides aux tribus barbares, etc. Les économies d'Anastase se volatilISèrent dès les premières années du règne de Justinien.

Par la suite et pendant tout son règne, la disproportion entre les besoins énormes de l'administration et les ressources financières ne fit que croître et les difficultés pour couvrir le déficit qu'augmenter.

Certes, le gouvernement de l'Empire d'Orient disposait encore de réserves intérieures. Il eût été possible de réduire, sans inconvénient, les fastes de la cour, d'interrompre l'édification d'églises, somptueuses et inutiles, de réduire les frais d'entretien d'innombrables ecclésiastiques, des spectacles de cirque, etc... Mais pareil assainissement ne pouvait venir d'un

gouvernement despotique, dans un pays où la plus grande partie de la population productrice était privée de tous droits, alors que l'administration s'appuyait sur une bureaucratie omnipotente, sans lien avec le peuple, réprimant toute activité sociale. Les Byzantins les plus avertis du VI^e siècle s'en rendaient bien compte. « On gaspillait l'argent nécessaire à l'armée, dit Agathias, en faveur de femmes déshonnêtes, de cochers de cirque, de gens sans valeur, capables seulement de se passionner pour les troubles sociaux et les luttes de factions ¹. »

Suivant la ligne de moindre résistance, le gouvernement augmentait constamment les impôts incombant aux masses laborieuses. Quant aux grands propriétaires et au clergé, ils savaient y échapper par toute espèce d'exemptions et de privilèges. Pour se procurer des fonds, Justinien eut avant tout recours aux méthodes qu'il avait lui-même condamnées dans ses premières ordonnances : vénalité des charges et aménagement de nouveaux impôts, quoiqu'il se rendit parfaitement compte de la surcharge fiscale sous laquelle ployait la population. Aussi les campagnes, réduites à la misère, ayant été désertées, les impôts qui frappaient les terres à l'abandon ne rentraient plus. Pour remédier à cet état de choses, qui privait le fisc du plus clair de ses revenus, Justinien eut recours à un vieux remède — l'« *adjectio* » ou « *épiholé* » en grec — qui consistait à réunir aux terres cultivées et fertiles celles abandonnées, en friche, de manière à former des groupes cadastraux et fiscaux dont les membres furent collectivement responsables des impôts établis sur l'ensemble des groupes. Cet « *épiholé* » équivalait, suivant Procope, « à une peste, qui fondait subitement sur le cultivateur, ruinant définitivement tous ses espoirs de pouvoir subsister » ². On imagina un nouvel impôt supplémentaire — l'« *aérikon* » (en grec) : il était « comme tombé des nues », rapporte Procope.

Parallèlement aux impositions en espèces, les masses laborieuses étaient enserrées dans un étai de prestations en nature, de corvées de toutes sortes qui occasionnaient de grandes souffrances à la population.

Un contemporain, Jean Lydus, a pu observer que les routes par lesquelles on transportait les céréales vers les ports d'embarquement « étaient jonchées de cadavres de femmes et d'enfants, morts de privations, en exécutant ces corvées » ³.

1. AGATH., *op. cit.*, v. II, p. 307.

2. PROCOPE, *Hist. arcana*, XXIII, 15.

3. LYDUS, *De magistrat.*, p. 264.

Si le gouvernement vendait les charges au plus offrant, et qu'au palais même on monnayait la loi et la justice, l'administration provinciale, elle, ne connaissait, naturellement, pas de bornes aux extorsions.

Il n'y a là rien de surprenant. Les « nouvelles » de 553 et 556 avaient rendu les gouverneurs de province personnellement responsables de la rentrée des impôts. Au surplus, ceux-ci tenaient essentiellement à se dédommager sur leurs administrés des sommes versées pour leurs charges, en employant tout leur savoir « à faire sortir de terre l'obole qu'elle celait » ¹.

Les besoins croissants d'argent obligeaient le gouvernement à fermer les yeux sur les exactions de ses agents pour autant qu'ils assuraient les rentrées d'impôts.

Les contemporains se confiaient avec horreur les récits des agissements du préfet du prétoire, Jean de Cappadoce, qui « rançonnait des villes entières », avait imaginé tout un arsenal de tortures, dans les prisons du prétoire, à l'usage des contribuables récalcitrants, d'où ses « victimes ne sortaient que dépouillées ou mortes », les brutalités de Jean surnommé l'« homme aux lourdes mâchoires », qui avait mis à sac la ville de Philadelphie, en Asie Mineure, au point qu'il n'y était resté ni argent ni habitants, les pillages d'Acace en Arménie, de Serge en Afrique, de Jean Tzibos au pays des Lazès, etc.

Comme les régions balkaniques étaient systématiquement dévastées par les incursions des Slaves, des Huns, alors que la Syrie avait été ruinée par la guerre perse, on ne pouvait plus tirer grand-chose en matière d'impôts de ces provinces épuisées. La tyrannie des agents du fisc s'était d'autant plus appesantie sur les nombreuses villes d'Asie Mineure, dont la saine économie avait permis à l'Empire d'éviter la faillite qui avait été le sort de l'Empire d'Occident. A en croire Jean Lydus, « l'invasion étrangère paraissait moins redoutable que l'arrivée des agents du fisc ». Vers la fin du v^e siècle et pendant le premier quart du vi^e, l'Empire avait connu une certaine renaissance du commerce et de l'industrie, mais celle-ci fut vite étouffée par la politique fiscale et le système des emprunts forcés de Justinien : les revenus du commerce et de l'industrie étaient incontinent saisis par les collecteurs d'impôts. Le commerce des produits essentiels avait été transformé en monopole d'État. D'après Procope, les dèmes de Tyr et de Béryte, qui fabriquaient les soieries, avaient été réduits à la misère par la réglementation aussi bien des prix de la soie que des conditions du commerce. Les navires qui passaient

1. LYDUS, *op. cit.*, p. 251.

par le port de Constantinople étaient soumis à des droits tellement élevés que de nombreux armateurs avaient préféré incendier leurs navires et renoncer à la navigation. Dans les campagnes, le faix des impôts, joint à la corruption et à la vénalité des fonctionnaires, avaient contribué à l'extension du patronat et poussé les cultivateurs restés libres dans les bras des propriétaires ecclésiastiques et séculiers. Les papyrus égyptiens, qui fournissent une riche documentation sur les relations agraires de l'Empire, démontrent que, pendant cette période, l'Égypte se transforma en un pays de grande propriété et que les possesseurs de « latifundia » vont même jusqu'à s'arroger une partie des prérogatives de l'État. Ainsi, les propriétés des Apion, appartenant aux milieux byzantins les plus élevés, s'étendaient au bas mot sur quatre nomes¹. Ils possédaient une organisation administrative compliquée, leur propre flottille sur le Nil, leur propre service des postes, des détachements armés de bucellaires, enfin leurs propres prisons à l'usage des colons récalcitrants.

Si le pays avait été ruiné par les impôts et les exactions des fonctionnaires, la défense militaire était, elle aussi, tombée en décadence vers la fin du règne de Justinien.

Comme, depuis 555, la guerre avait cessé sur toutes les frontières, on avait, par raison d'économie, inconsidérément réduit les effectifs. Au lieu de 645.000 hommes qu'ils auraient dû normalement comprendre d'après Agathias, ils en comptaient 150.000, dispersés sur toute l'étendue de l'Italie, de l'Afrique, de l'Espagne, des Balkans, du Caucase, de l'Égypte. La capitale même n'avait pour garnison que quelques unités de la garde palatine, bonnes pour la parade, mais sans aucune valeur militaire. Cette armée réduite était très mal entretenue. A tous les degrés de la hiérarchie militaire régnait le vol organisé et les « soldats, privés de l'indispensable et réduits parfois à la mendicité, désertaient leurs enseignes »². Dans les dernières années de son règne, Justinien avait estimé plus habile d'opposer les barbares aux barbares, de semer à prix d'or la division parmi les chefs, de lancer, par exemple, les Huns Outourgours contre les Huns Koutourgours, les Avars contre les Outourgours et les Antes, de les ruiner les uns par les autres ; si, malgré ces mesures, les barbares faisaient une incursion, acheter leur retraite à prix d'or³. Justinien estimait qu'il lui en coûtait ainsi beaucoup moins cher que d'entre-

1. Nome, division administrative de l'ancienne Égypte : la Haute et la Basse Égypte étaient divisées chacune en 20 nomes. N. d. T.

2. AGATH., *op. cit.*, p. 307.

3. *Id.*, *ibid.*

tenir une armée nombreuse sur le pied de guerre. Mais la réalité se chargea de démontrer les aléas de pareille politique. Les incursions barbares dans les Balkans se multipliaient. En 558, les Huns Koutourgours dévastèrent la Thrace et poussèrent jusqu'aux abords de Constantinople, qui fut prise d'une invraisemblable panique. Il fallut toute la science de guerre du vieux Bélisaire pour refouler les bandes nomades des Huns. La situation réelle de l'Empire nous est révélée par une novelle du successeur de Justinien, Justin II, où nous lisons : « Nous avons trouvé le trésor public écrasé par les dettes et réduit au dernier degré de la pauvreté, l'armée désorganisée à tel point que l'État était exposé aux invasions incessantes et aux incursions des barbares ¹. »

Le mécontentement des masses, réduites au désespoir, croissait. La répression de la sédition Nika, en 532, n'avait pas eu raison de la sourde opposition des dèmes de Constantinople. Des manifestations antigouvernementales se reproduisent en 547, 556, 562, 564.

L'attitude des dèmes dans les villes de Syrie, de Mésopotamie et d'Égypte était encore plus hostile : la population y était composée en majeure partie d'hérétiques monophysites qu'excédaient aussi bien les rigueurs du fisc que les persécutions religieuses. De son côté, l'armée manifestait un mécontentement et une irritation d'autant plus grands que les mesures prises dans les dernières années du règne de Justinien semblaient avoir été calculées pour les exaspérer.

Parallèlement au mécontentement et à l'irritation des masses croissait la décomposition des classes dirigeantes. La prolifération d'une aristocratie féodalissante, s'arrogeant les prérogatives de l'État et, en la personne de certains de ses représentants, entrant en lutte ouverte contre le pouvoir central, conditionnait l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les classes dirigeantes de conserver intacte leur suprématie.

Justinien a laissé à ses successeurs un héritage redoutable. Rien de surprenant que son successeur direct, Justin II, ait perdu la raison, n'ayant pu supporter le fardeau de la tâche qui lui était échue. Le « brillant » règne de Justinien prépara une formidable explosion de la lutte des classes, la crise terrible que l'Empire eut à subir dans la première moitié du VII^e siècle. Certains historiens (Bury, Stein) expliquent d'une manière plutôt simpliste les raisons de cette crise, qui faillit être fatale à l'Empire romain d'Orient. D'après Bury, il faut y voir la faiblesse de Byzance, en liaison avec la poli-

1. *Justiniani Nov.* 148, praef.

tique de toute-puissance de Justinien ¹. Stein est du même avis ². L'un et l'autre taisent le rôle et la signification de la lutte de classes acharnée et des révoltes de la plèbe de l'Empire d'Orient au début du VII^e siècle, qui se présentent, en réalité, comme le développement et le prolongement directs des révoltes d'esclaves qui avaient eu raison de l'Empire romain d'Occident.

3. LA CIVILISATION BYZANTINE AUX V^e ET VI^e SIÈCLES.

La civilisation byzantine est la résultante de l'interpénétration de trois éléments tirant leur origine : 1^o de la tradition antique et de l'hellénisme, 2^o du christianisme, qui avait triomphé comme religion d'État au IV^e siècle, 3^o de l'influence de l'Orient asiatique et barbare, auxquels Byzance était attachée par des liens étroits. Marx caractérise Byzance comme un amalgame de la civilisation occidentale et du barbarisme oriental. Alors qu'en Europe Occidentale les invasions barbares avaient effacé la civilisation ancienne (la politique, la jurisprudence), et que le Moyen Age naissait, selon Engels, dans un état des plus primitifs, Byzance recueillait l'héritage de l'hellénisme.

Tous les anciens centres réputés de l'hellénisme, Athènes, Alexandrie, Antioche et Constantinople même, au fond cité grecque, s'intégraient dans l'Empire d'Orient. Ces centres culturels avaient conservé les trésors littéraires et artistiques de l'antiquité, quoique de nombreuses valeurs culturelles fussent détruites de par la faute de moines fanatiques.

La littérature et l'art byzantins étaient imprégnés des traditions de l'antiquité. Néanmoins, tout en conservant ces traditions, la civilisation de l'Empire romain d'Orient baignait dans la religion chrétienne. La théologie chrétienne y avait remplacé l'antique philosophie profane. Les traditions de la science antique ne servaient que d'appoint à la formation théologique. La poésie, la musique, les arts plastiques étaient surtout employés au service de l'Église ; l'hagiographie était devenue l'une des principales formes de la création littéraire.

La civilisation byzantine n'est pas née spontanément. Les V^e et VI^e siècles représentent une transition entre les civilisations antique et médiévale. C'est l'époque qui voit le triomphe définitif du christianisme sur le paganisme expirant. Il faut rejeter l'idée, qui s'est conservée à nos jours, d'une

1. *The Encyclopedia Britannica*, XIX, p. 434.

2. STEIN, *Studien zur Geschichte des Byzant. Reiches*, p. 2.

dégradation complète de la civilisation durant ces siècles, d'une décadence de l'architecture, de la peinture, des arts décoratifs, vues selon lesquelles l'époque postérieure à Constantin n'a laissé aucun monument d'art digne d'intérêt.

L'idée que l'on se fait communément de Byzance comme d'un pays de stagnation monacale, privé de toute vie culturelle et de tout développement, est sujette aux plus expresses réserves.

On ne tient pas suffisamment compte du fait qu'aux v^e-vi^e siècles, de même que pendant toute la période du haut Moyen Age, la « Rome de l'Orient », comme les habitants aimaient qu'on appelât leur capitale, restait toujours gardienne de la culture classique, le pays le plus civilisé d'Europe, où venaient puiser science et expérience les peuples de l'Europe et de l'Asie Antérieure.

Aux v^e et vi^e siècles se forme l'art original byzantin, dans lequel l'antique tradition hellénistique se transforme au contact d'influences orientales variées. On ne peut considérer cet art comme la simple synthèse de styles antiques et orientaux. En se basant sur les traditions artistiques anciennes, il est arrivé à une solution originale d'une série de problèmes, en créant de nouvelles formes en architecture, peinture et sculpture.

Au début, les édifices consacrés au culte s'inspiraient des formes de l'architecture antique, mais, au cours du v^e siècle on élaborait, principalement pour la construction des églises, un type d'édifices s'écartant essentiellement du type des anciennes basiliques aussi bien par sa conception que par toute sa construction. Sa particularité consiste en l'emploi d'une coupole pour la couverture de la nef centrale de l'édifice. L'architecture byzantine, en s'inspirant des traditions orientales, a définitivement résolu le problème de la pose d'une coupole sur la base d'un plan carré ou, plus généralement, quadrangulaire à l'aide de pendentifs.

La célèbre cathédrale de Sainte-Sophie à Constantinople, avec sa coupole, représente une brillante solution de ce problème architectural. En exécutant la commande de l'orthodoxie triomphante et d'un pouvoir impérial despotique, les créateurs de cette cathédrale, les architectes byzantins du vi^e siècle, Isidore de Milet et Anthémios de Tralle, ont élevé un édifice qui frappe par la perfection de la construction et du style aussi bien que par la prodigalité de sa magnificence. Avec l'achèvement de cette construction, l'architecture religieuse de l'Orient chrétien acquiert son modèle basé sur une

coupole centrale, en opposition au type des basiliques, qui s'est implanté en Europe Occidentale.

Parallèlement aux nouvelles formes architecturales, s'élabore un style pictural byzantin, héritier des données essentielles de l'art classique ancien, qu'il emploie à la création de formes nouvelles. Si, primitivement, la peinture avait été obligée de recourir aux formes antiques, païennes, pour exprimer des idées chrétiennes, la peinture arrive maintenant, elle aussi, à créer des formes nouvelles, chrétiennes. La peinture trouve une large application dans les églises dont elle orne les murs, en reproduisant des scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, exécutées soit au pinceau, soit en mosaïque. Les mosaïques de Ravenne, celles de l'église de Démétrius de Thessalonique, les mosaïques nouvellement découvertes à Sainte-Sophie de Constantinople nous familiarisent avec ce style pictural byzantin froid, solennel, monumental, abondamment orné, riche en couleurs, d'un caractère purement oriental.

Reflétant le luxe et le faste des sommets byzantins, l'art byzantin tend vers les formes riches, opulentes, polychromes vers la riche ornementation. L'intérieur des édifices publics byzantins aux v^e et vi^e siècles rappelle un tapis semé de fleurs pourpres ou bien un jardin garni de marbres et de mosaïques variés. Cette peinture conserve, cependant, l'élégance des formes antiques. Les miniatures des manuscrits de l'époque parvenus jusqu'à nous — l'Illiade de l'Ambrosienne, le Virgile du Vatican, celles de Dioscoride du vi^e siècle, qui ont un caractère essentiellement hellénistique, rappelant les fresques de Pompéi, sont là pour nous en convaincre. Le réalisme hellénistique subsiste également dans le portrait, témoin ceux du vi^e siècle, de Justinien, de Théodora et leur cour, à Ravenne.

Le triomphe définitif du christianisme marqua la fin de l'existence indépendante de la philosophie de même que des sciences mathématiques et naturelles avec lesquelles elle était étroitement liée dans l'ancien monde. Le dernier penseur, quelque peu original et indépendant de la philosophie antique, fut le néoplatonicien Proclus (412-485), qui se manifesta dans presque toutes les branches de la science. Les procédés d'investigation exacte de la nature, qui s'étaient développés seulement chez les Grecs de la période alexandrine, furent abandonnés au cours du iv^e siècle, surtout après la destruction de l'école païenne d'Alexandrie par le christianisme. Nous avons déjà relaté la destruction de la célèbre bibliothèque d'Alexandrie par le patriarche Théophile, ainsi

que le meurtre atroce d'Hypatie, qui enseignait la philosophie et les mathématiques, par les moines alexandrins. Sous Justinien, on observe la liquidation générale et définitive de la science païenne. A Constantinople, les idéologues du paganisme expirant — grammairiens et rhéteurs, — étaient par dizaines et centaines jetés en prison, où on les forçait à se convertir. L'école d'Athènes fut fermée par Justinien en 529, ses derniers professeurs prirent le chemin de l'exil. Il n'est pas surprenant que la littérature religieuse domine dans l'Empire romain d'Orient dès la fin du iv^e siècle. Ses représentants les plus éminents sont les pères orientaux de l'Église : Ephrem le Syriaque (mort en 372)¹, Basile « le Grand » (mort en 379), Grégoire de Nazianze (mort. en 390), Jean Chrysostome (mort en 407), Isidore de Péluse (mort en 436), Cyrille d'Alexandrie (mort en 447), Théodoret de Cyr (mort en 457). Leurs nombreux écrits dépouillent l'essence d'une doctrine, fruit de l'orthodoxie, qui se réduit à l'enseignement de l'existence d'une vie de l'au-delà, éternelle, opposée à l'existence terrestre, éphémère, ne servant que de transition à la vie éternelle ; l'existence terrestre étant au surplus considérée comme la vallée des pleurs et du péché. La crainte inspirée par les forces inconnues de la nature, devant lesquelles la faible technique de l'époque s'avérait encore impuissante, était utilisée par l'Église aux fins de la confirmation des rapports de domination à soumission, tout en inspirant par son enseignement l'idée que seule l'Église possède une force salvatrice particulière (la grâce), qui constitue un monopole du clergé et se transmet par l'effet magique particulier des sacrements. Les pères de l'église précités élaborent un concept qui domina ensuite durant des siècles dans l'Orient chrétien, en remplissant ici à peu près la même mission qu'Augustin et les autres pères occidentaux de l'Église en Occident.

Les théoriciens de l'orthodoxie triomphante durent également passer au crible, du point de vue chrétien, l'héritage scientifique du monde ancien, avant tout la philosophie, l'histoire, les sciences naturelles.

Quoique les premiers pères de l'Église d'Orient aient été à bonne école antique et se fussent familiarisés avec le riche héritage du passé, ils ne prirent guère les sciences ou la philosophie de l'ancien monde. Elles leur sont principalement un sujet à réfutation et servent à l'étude de l'histoire des errements humains. Les idéologues du christianisme vainqueur

1. Les dates indiquées par l'auteur ne correspondent pas toujours à celles généralement admises en Occident (N. d. T.).

partent, dans leur appréciation de la culture antique, du postulat de la faiblesse et de la corruption de l'esprit humain ; ils contestent résolument toute liberté et indépendance dans la recherche scientifique. Ils distinguent généralement deux aspects chez les philosophes païens, le côté théorique et celui pratique. Le premier n'est bon à rien, seules certaines déductions morales du second peuvent servir à la confirmation des préceptes de la foi chrétienne. L'histoire de l'humanité n'est considérée par les pères que sous l'angle religieux, comme « l'aménagement de notre salut ». Au lieu d'une explication pragmatique des causes et des effets des phénomènes historiques, les écrivains religieux trouvent une explication à tout, en se référant soit à la volonté divine, soit aux « embûches du diable » : ainsi les ouvrages historiques des ecclésiastiques tournent-ils au panégyrique ou au pamphlet.

En matière de sciences naturelles, les écrivains ecclésiastiques cherchent à concilier les données de la science de l'antiquité avec les récits bibliques de la création du monde, à démontrer le sens de la nature et la sagesse du Créateur dans les *Hexameron*, dont le plus populaire fut celui de Basile « le Grand », devenu pour de longs siècles l'encyclopédie de l'histoire naturelle chrétienne dans tous les pays de l'Orient chrétien.

Lorsque les données des sciences de l'antiquité sont en contradiction avec les légendes bibliques, on les rejette sans hésitation ; c'est là que se manifeste déjà l'une des particularités de l'érudition scolastique du Moyen Age : le mépris absolu des données de l'observation et de l'expérience au profit de l'autorité des « Saintes Ecritures ». On peut citer la *Topographie chrétienne* de Cosmas Indicopleustès comme un échantillon du triste état des connaissances de la nature ; elle jouissait cependant d'une grande popularité au Moyen Age. Les savants de l'antiquité, Dicéarque de Messine et Erasthène de Cyrène étaient parvenus à mesurer avec assez d'exactitude le méridien terrestre. Aristarque de Samos était, de son côté, arrivé à une conception exacte de la rotation de la terre et des planètes autour du soleil. Hipparque de Nicée avait calculé la distance séparant la terre des principaux astres. On ne peut dire que Cosmas ait complètement ignoré cette cosmogonie des anciens, mais elle était en contradiction avec la Bible, il fallait donc la rejeter. Cosmas intervient avec sa propre « conception ». A son avis, la terre a la forme non point d'un globe, mais d'un parallélogramme plan, entouré de toute part par l'océan. Derrière l'océan se trouve le paradis.

Des extrémités du paradis, s'élèvent des murs qui se rejoignent au-dessus de nos têtes et forment la voûte céleste. Au-dessus se trouve la demeure de Dieu et des autres habitants célestes. Plus haut encore se meuvent le soleil et la lune.

Dans l'Empire romain d'Orient aux v^e et vi^e siècles, un fossé séparait les sommets de la société de la plèbe : les sommets étaient repus de luxe, alors que le peuple était voué à de constantes privations et aux plus lourdes besognes. L'alliance entre l'autocratie et l'orthodoxie y était particulièrement étroite : la vive sympathie des exploiters pour une religion qui enseignait de subir « avec résignation » l'enfer terrestre en vue du paradis céleste, qui était un instrument puissant de l'asservissement des masses entre les mains du gouvernement, n'avait rien que de normal. On comprend dès lors l'énorme développement des monastères et des couvents au cours des v^e et vi^e siècles, quoiqu'ils fussent «... des organismes sociaux anormaux, le célibat étant à leur base... » (Engels), puisque les hommes sains s'y « sauvaient » pour échapper aux rigueurs du fisc et aux obligations militaires.

Le développement monstrueux des monastères provoqua une floraison de littérature monastique, en premier lieu de *Vies édifiantes des Saints*, dans lesquelles on exaltait les exploits ascétiques de « ceux qui se distinguent par leur vertu ou leur foi » et où furent lancées force fables absurdes. Nous y lisons, par exemple, que les moines « paissants » imitaient les ruminants dans leur mode de subsistance, que les « bienheureux » se sauvaient dans les écuries, où ils se couvraient de crottin jusqu'au cou, qu'ils buvaient l'eau ayant servi au lavement des pieds des voyageurs, qu'ils se nourrissaient d'ordures ménagères où fourmillaient les vers. Le lecteur moderne éprouve un sentiment pénible en parcourant cette littérature, pénétrée de sombres appels à l'autodestruction. On ne saurait nier, cependant, que certaines de ces œuvres, comme par exemple celles, nombreuses, d'Ephrem le Syriaque, l'*Histoire lausique* de Palladius, le *Pré spirituel* de Moschos Eucrates sont composées adroitement et produisent beaucoup d'effet. Aussi ont-elles eu un énorme succès au point que leur lecture était obligatoire dans les couvents russes avant la Révolution d'octobre.

Contrairement à ce qui se passait en Occident au haut Moyen Âge, où les occupations littéraires étaient devenues le domaine exclusif des couvents, de fortes agglomérations urbaines marchandes subsistaient dans l'Empire byzantin ; ce sont elles, et non point les monastères, qui restèrent des

foyers de culture. Ce qui explique la survivance aussi bien de l'école laïque que de la littérature profane, quoique l'une et l'autre aient eu à pâtir de la domination ascendante de l'idéologie ecclésiastique avec son fanatisme, son ascétisme, son oppression de l'individualité, enfin du despotisme gouvernemental, qui, implacablement, coupait court à toute manifestation d'opposition.

La philologie byzantine était étroitement apparentée à la science de l'antiquité et se subdivisait comme auparavant en plusieurs branches. Les savants de cette catégorie comme, par exemple, Eugène, qui enseignait à l'Ecole de Constantinople sous le règne de l'empereur Anastase, Jean Philoponos, d'autres encore, étaient appelés : grammairiens, lexicographes, rhéteurs, commentateurs. Le même règne d'Anastase vit un grand savant, *Priscien*, auteur d'une grammaire latine, qui fut comme le couronnement de la science des âges précédents ; elle fit autorité pendant plusieurs siècles ¹. Priscien laissa également un panégyrique composé en l'honneur d'Anastase.

Tous ces savants laissèrent de nombreux dictionnaires réunissant et expliquant soit des mots, soit encore des phrases entières, ou des sentences. Ces dictionnaires contenaient également des données mythologiques, historiques, archéologiques, empruntées pour la plupart aux œuvres des anciens scolastes et grammairiens.

A partir du VI^e siècle paraissent dans l'Empire d'Orient des recueils d'un genre particulier, de proverbes, anecdotes, apologues et sentences de divers sages et écrivains. Ce sont les *anthologies* (florilèges) qui furent à la base des recueils postérieurs appelés « abeilles ». Parallèlement aux textes bibliques et aux sentences des pères de l'Eglise, on y reproduisait les apophtegmes des sages, des poètes, philosophes, historiens et orateurs de l'antiquité.

Un volumineux recueil d'extraits de plus de 500 poètes, historiens, orateurs et philosophes anciens fut le fruit des travaux littéraires du compilateur du début du VI^e siècle, Jean de Stobée ; son recueil (l'« Anthologion ») resta, durant toute la période byzantine, la source principale à laquelle puisèrent les recueils ultérieurs de sentences, proverbes, dictons et autres brèves expressions de la sagesse populaire aussi bien que livresque.

La littérature profane ne se bornait pas à la composition de

1. PRISCIAN, *Institutionum grammaticum libri XVIII* ; KEIL, *Grammatici latini*, v. II, Leipzig, 1856.

recueils et de compilations. Il y avait des tentatives de création indépendante.

Dans le domaine de la philosophie, il faut mentionner *Jean Philoponos*, un fécond auteur du vi^e siècle, qui écrivit sur des sujets aussi variés que la grammaire, la rhétorique, les mathématiques et la philosophie. Dans son ouvrage « De l'éternité du monde », Jean Philopon cherche à réfuter les preuves, avancées par Proclus, en faveur de la thèse de l'éternité du monde. Son œuvre philosophique est principalement consacrée aux commentaires d'Aristote.

Malgré tout le zèle employé à combattre la philosophie païenne en général et le néoplatonisme en particulier, Philopon ne put éviter le reproche d'hétérodoxie.

Les poètes profanes des v^e et vi^e siècles offrent à leur tour un exemple de la période de transition. Le poète du v^e siècle, Nonnos, non dénué de talent, compose les *Dionysiaque* en quarante-huit volumes, mais termine son activité littéraire par une « Paraphrase du Saint Evangile de Jean ».

Au vi^e siècle ce qu'on appelait les « anthologies » constituait le genre préféré en matière de poésie : elles étaient composées d'épigrammes élégiaques, dédicatoires, explicatives, érotiques et satiriques.

Les contemporains estimaient que le principal mérite des vers de ce genre était leur brièveté, leur esprit souvent piquant et l'élégance de leurs formes. Le poète le plus éminent du vi^e siècle était *Agathias*, dont les vers, composés en hexamètres, ont formé un recueil de neuf volumes. Seules cent une épigrammes sont parvenues jusqu'à nous ; elles se distinguent par la clarté et la vivacité du style, la fluidité des vers — qualités qui témoignent du goût raffiné et de l'érudition de leur auteur. Mais elles paient à leur tour tribut à la période transitoire. Le poète y exalte, dans l'esprit d'Anacréon et de Sapho, les amours terrestres, le vin, les joies de ce bas monde, ce qui ne l'empêche pas d'intercaler pêle-mêle avec des épigrammes érotiques, des poésies consacrées à la sainteté de l'icône de saint Luc et à d'autres thaumaturges.

Un autre poète renommé du vi^e siècle, *Paul le Silencieux*, chante en hexamètres les beautés de Sainte-Sophie, édifiée par Justinien.

Georges Pisidès, diacre de Sainte-Sophie alors que régnait Héraclius, fut à son tour un poète fécond. Il raconte en trimètres iambiques les glorieuses campagnes d'Héraclius contre les Perses et célèbre le siège soutenu par Constantino-

ple contre les Avars en 626 ¹. Son œuvre principale est un « Hexameron », poème philosopho-théologique sur la Genèse. Comme il fallait s'y attendre de la part d'un ecclésiastique, son œuvre poétique est consacrée à l'apologie de l'autocratie et de l'orthodoxie. Par leur forme, les œuvres de Jean sont relativement simples et compréhensibles : son vers est coulant et régulier. Leurs qualités extérieures ont, cependant, été surestimées par les générations d'écrivains qui lui succédèrent, lorsqu'ils l'ont comparé à Euripide. De tous les poètes de ce temps, c'est *Romanos*, « Prince des Mélodes », qui incontestablement est le meilleur. Moine, Syrien de naissance, il vint à Constantinople au temps d'Anastase. Il y composa plus de mille hymnes religieux. Les originaux de ses œuvres furent conservés à l'église, près de laquelle il vivait. Les connaisseurs de l'hymnographie religieuse sont unanimes à reconnaître en lui un des plus grands poètes religieux qu'ait jamais connus l'Église gréco-romaine ².

Les Byzantins des v^e et vi^e siècles avaient une prédilection marquée pour l'historiographie, qui avait conservé les traditions et les procédés de l'ancienne historiographie. Pour les historiens byzantins comme pour leurs aînés, l'histoire ne se présente pas comme une science, mais bien comme une passionnante lecture d'agrément. Comme l'ancienne historiographie byzantine traite principalement de « l'histoire politique » (extérieure. N.d.T.) et ignore profondément ce qu'il est convenu d'appeler chez nous « l'histoire intérieure » (en U.R.S.S. ; chez nous, en étudiant le règne d'un prince, on dirait plutôt : gouvernement intérieur. N.d.T.). Le point de vue subjectif, de classe, des historiens byzantins qui appartenaient d'ordinaire aux sommets de l'administration ou au haut clergé, trouve son expression dans la manière de traiter les événements décrits, et ce avec plus de relief encore que dans l'ancienne historiographie. L'œuvre historique des Byzantins se divise en deux groupes : 1^o l'« histoire », dans le sens attribué à ce terme dans l'antiquité, 2^o « les chroniques ». Dans les « histoires » on décrit une période relativement courte, soit contemporaine à l'auteur, soit l'ayant immédiatement précédé. Dans leurs procédés techniques, les historiens des v^e et vi^e siècles suivent les anciens modèles, cherchant à conserver les formes anciennes et la pureté du langage ; ils écrivent pour les cercles de la cour, du haut clergé et des hauts digni-

1. Dans un « Epinikion », chant de la victoire, intitulé « l'Héracliade ». (N. d. T.)

2. *Analecta Bollandiana*, XIII, 1894, p. 102 ; la « Chronique Byzantine » (*Vizantijski Vremennik*), VIII, 1901, pp. 435-478.

taires. Par leur mentalité, ils s'apparentent encore étroitement à l'ancienne historiographie. Comparés à celle-ci, leurs ouvrages ne révèlent aucun changement dans le concept, aucune différence dans la technique ou les procédés.

Les historiens du v^e siècle sont en grand nombre encore païens et ennemis acharnés du christianisme. Tels *Eunape*, qui écrivit l'histoire de Rome, de Claudius à la fin des règnes d'Arcadius et Honorius ; le panégyriste de Julien l'Apostat, *Olympiodore*, contemporain de Théodose le Grand, qui a décrit les événements de 407 à 425 ; *Zosime*, qui vécut dans la seconde moitié du v^e siècle et écrivit l'*Histoire Nouvelle*, dans laquelle sont brièvement relatés les événements historiques d'Auguste à la fin du iv^e siècle, puis, plus en détail, ceux de 395 à 410. Dans son ouvrage, Zosime cherchait à exposer les causes des maux dont souffrait alors l'empire — aussi, comme ennemi du christianisme, attribuait-il cette cause au triomphe du christianisme. Il ne faut pas s'étonner, vu cette tendance manifeste, que les ouvrages d'histoire du v^e siècle n'aient pas trouvé audience auprès du christianisme triomphant. De l'abondante œuvre historique de ce siècle, il ne nous est parvenu que des fragments, à l'exclusion du seul Zosime, dont l'ouvrage nous a été conservé, par hasard, dans sa presque totalité. Certains de ces fragments, comme, par exemple, la fameuse description de la cour d'Attila par Priscus aussi bien que certains fragments de Malchus de Philadelphie sont d'une importance et d'un intérêt particuliers ; ils nous font regretter la perte des ouvrages entiers.

Aussi, pour aborder l'histoire civile du v^e siècle, sommes-nous obligés de nous contenter des maigres relations des chroniques ou de hagiographies de Socrate, Sozomène, Théodoret de Cyr, ou bien encore de la chronique rédigée en latin, de Marcellin, attaché à la cour de Justinien.

Nous sommes infiniment mieux renseignés sur l'histoire civile du vi^e siècle grâce aux ouvrages historiques qui nous sont parvenus de *Procopé*, d'*Agathias*, aux fragments de *Ménandre*, de *Théophylacte Simocatta*, qui appartiennent encore toujours à la période transitoire de l'antiquité au Moyen Âge et se rattachent, de la manière la plus directe, à l'historiographie ancienne. Le plus important est, sans contredit, *Procopé de Césarée*, qui occupa, dès 527, les fonctions importantes de secrétaire et conseiller juridique auprès de Bélisaire, pendant ses campagnes et arriva par la suite à se hisser aux plus hauts emplois administratifs, au dire du lexicographe *Suidas*. Dans les huit volumes de son histoire, il

nous initie dans ses détails aux guerres de l'Empire romain d'Orient contre les Vandales, les Goths, les Perses, tout en traitant de l'histoire intérieure de l'Empire jusqu'en 554. Nonobstant une certaine crédulité et une tendance à imiter le style d'Hérodote et de Thucydide, Procope s'avère comme le meilleur historien de son temps. Son langage se distingue par sa simplicité et sa vivacité. Fort au courant des événements, il est, du point de vue de sa classe, un historien consciencieux, qui connaissait, ainsi qu'en témoigne Agathias, « une infinité de sujets et qui avait fouillé toute l'histoire ». En entreprenant son œuvre entre 543 et 545, il était plein d'enthousiasme. Il ne voulait point, ainsi qu'il s'exprime dans son introduction, « que ces événements surhumains fussent, faute d'historien, condamnés à l'oubli ». Il se proposait de célébrer en termes dignes d'eux ces exploits « supérieurs à ce que l'antiquité même a connu de plus admirable ». Il est plein d'admiration pour Bélisaire.

Procope est un chrétien douteux. On le taxerait plutôt de scepticisme ou d'indifférence à l'égard des problèmes religieux. Il raille avec une prudente ironie les discussions acerbes des différentes cliques ecclésiastiques touchant la nature de la divinité. A l'instar des historiens de l'antiquité, il est convaincu que c'est le *fatum* qui dispose du cours des événements.

A la demande de Justinien, Procope composa en 560, *le Traité des Edifices*, comportant l'énumération des principaux édifices publics, civils et militaires, des églises, bâtis sous Justinien aux frais de l'État, dans toute l'étendue de l'Empire. En outre, ce traité contient le panégyrique le plus absolu de l'empereur. Cette flagornerie produisit-elle son effet ? Toujours est-il qu'il fut élevé aux hautes fonctions de préfet de la ville.

L'*Histoire secrète* (« *Historia arcana* ») écrite par Procope, découverte en 1623 dans la Vaticane par le bibliothécaire Alemanni, est un monument de la littérature universelle unique en son genre. Elle respire une telle animosité à l'égard des dirigeants du régime de Justinien, soumet toute sa politique à des attaques tellement furieuses, que certains historiens ont discuté pendant longtemps sur la question de savoir si Procope a bien été l'auteur de l'*Histoire secrète*, lui qui avait porté Justinien aux nues dans son *Traité des Edifices*.

Cet ouvrage relate d'abord des détails scabreux de la vie intime de Bélisaire et de sa femme Antonine. Après quoi, l'auteur explique quels êtres étaient Justinien et sa femme Théodora, et démontre comment ils causèrent la perte de l'Empire

romain. Ensuite, on y raconte par quels moyens Justinien est parvenu au trône et à quel point le passé de Théodora avait été dégradant. Suivent une revue générale de l'œuvre de Justinien empereur — basée, selon le narrateur, sur une cruauté inhumaine et une cupidité féroce — ainsi qu'un exposé des forfaits de Théodora. Puis, on expose comment périt l'ancienne aristocratie sénatoriale et se dissout l'ancien ordre romain sous les coups conjugués de Justinien et de Théodora. Pour conclure, on brosse de vivants tableaux de la ruine du peuple par le gouvernement assoiffé d'argent, des pillages administratifs élevés à la hauteur d'une institution, de la déliquescence du gouvernement, du commerce et de l'industrie, de la désorganisation de l'armée, de l'abandon des villes, enfin, de la disparition de la justice.

A l'heure qu'il est, on peut tenir pour établi que Procope a bien été l'auteur de l'*Histoire Secrète*. Il l'écrivit en 550, alors que la guerre en Occident, avec les Goths, prenait une tournure de jour en jour plus défavorable. Patriote, l'écrivain, qui s'était passionné au début pour l'intervention en Occident, voyait ses espérances déçues par les fautes et les bévues de Bélisaire, l'attitude indifférente de Justinien, que les affaires d'Occident laissaient de plus en plus froid. Témoin de la ruine de son pays, il donna libre cours à sa déconvenue, sa colère et son irritation dans des notes qui n'étaient, certes, pas destinées à voir le jour. Les tendances de classe ressortent clairement de cette œuvre curieuse : l'auteur appartenait à la partie de l'aristocratie sénatoriale opposée à Justinien. Ainsi, l'historien byzantin du VI^e siècle se trouve être le dernier à exprimer l'ancienne tradition sénatoriale, qui commence par Tacite et perce tout le long de l'« Histoire des Césars » (*Historia Augusta*).

Procope est outré des modifications apportées par Justinien et Théodora à l'étiquette de cour, qui oblige les sénateurs à se soumettre à un cérémonial servile, attentatoire à la dignité de l'aristocratie. Autrefois, déclare Procope, lorsque les sénateurs se présentaient devant l'empereur, ils se contentaient de fléchir le genou droit, et le prince du sénat se bornait à s'incliner profondément, la main sur le cœur. Maintenant, devant Justinien et même devant Théodora, tout le monde doit se prosterner jusqu'à terre, la bouche collée au sol, et humblement baiser le brodequin de pourpre des souverains. Respectivement, on doit traiter l'empereur de majesté, en se nommant soi-même son très humble serviteur. Procope est le dernier historien byzantin ayant conservé la faculté (et encore à part

soi !) de s'indigner des formes serviles, attentatoires à la dignité humaine, de l'étiquette de cour des Byzantins.

L'*Histoire Secrète* offre un intérêt pour le lecteur actuel parce qu'elle dépeint clairement, et sans doute possible, exactement, la situation douloureuse, intenable des masses populaires sacrifiées aux plans grandioses de conquêtes de Justinien, la corruption des dirigeants de l'empire, qui provoquait l'indignation des meilleurs de ses représentants. Elle soulève le voile couvrant les luttes de classes qui faisaient rage à l'époque, quoique Procope n'ait, naturellement, pas été en mesure de nous fixer sur les positions respectives des partis ni de déceler la relation de la lutte politique avec sa cause économique.

Le continuateur de Procope fut *Agathias*, dont il a déjà été parlé, avocat de son métier, écrivain qui s'était voué à la fois à l'histoire et à la poésie. Dans les cinq volumes de l'ouvrage qui nous est parvenu, « Du règne de Justinien », il expose les événements de 552 à 558. Quoique prudent dans ses expressions, les faits qu'il relate confirment, dans une large mesure, les données de l'*Histoire Secrète*. Des faits historiques appréciables nous sont communiqués par le Syrien *Evagrius*, dans son *Histoire ecclésiastique* (avocat, il fut nommé ultérieurement questeur et préfet), par des fragments d'ouvrage d'histoire qui ne nous sont malheureusement pas parvenus en entier ; de *Pierre le Patrice* (un diplomate de Justinien) ; de *Nonnos*, de *Ménandre Protector*. La terrible crise, à laquelle eut à faire face l'Empire d'Orient au VII^e siècle, interrompit pour des siècles l'historiographie byzantine. Le dernier historien qui décrivit le règne de l'empereur Maurice (582-602), fut le contemporain d'Héraclius (610-641), Théophylacte Simocatta, secrétaire de l'empereur et préfet ; « prolix en détails, mais avare de l'essentiel », suivant la juste expression de Gibbon, il fut cependant l'historien le plus authentique et le meilleur des dernières décades du VI^e siècle.

Les chroniqueurs se distinguent nettement des historiens. Leurs œuvres étaient destinées à des couches plus démocratiques de lecteurs ; les auteurs mêmes n'étaient plus de hauts dignitaires, mais des moines dont le but essentiel était de donner un aperçu de l'Histoire générale sans s'écarter du point de vue de la Bible. Ce sont de simples compilateurs sans scrupules, qui s'exprimaient dans le langage courant et non point littéraire, langage peu choisi mais à la portée du lecteur moyen. On ne saurait trouver, chez les chroniqueurs, la moindre tentative d'établir la causalité des événements historiques. Ils énumèrent naïvement ceux de ces événements qui peuvent

sembler dignes d'intérêt à l'entendement commun, comme par exemple la hausse des denrées, l'apparition d'épidémies, de comètes, de divers « signes », des tremblements de terre, etc... Le premier représentant de ce genre littéraire fut *Malalas*, un Syrien hellénisé ; il composa une « Chronique Universelle », qui s'arrête aux dernières années du règne de Justinien. Cette chronique correspondait admirablement au niveau et aux besoins du monachisme ; elle exerça une influence considérable sur l'annalistique subséquente — byzantine, orientale et slave.

BIBLIOGRAPHIE

1. CH. DIEHL, *Justinien et la Civilisation Byzantine au VI^e siècle* (traduction russe).
2. DAHN, *Procopius von Caesarea*.
3. B. PANCHENKO, *De l'histoire secrète de Procope* (en russe).
4. HOLMES, *The age of Justinian and Theodora*, I-II.
5. M. GELZER, *Studien zur Byz. Verwaltung Aegyptens*.
6. MONNIER, *Etudes sur le droit byzantin*.
7. HEID, *Histoire du Commerce du Levant*, v. I.
8. KRUMBACHER, *Geschichte der byz. Litteratur*.

CHAPITRE IV

BYZANCE AU VII^e SIÈCLE

1. LA CRISE DU VII^e SIÈCLE ET LA DISLOCATION DE L'EMPIRE UNIVERSEL.

Les empereurs qui succédèrent à Justinien — Justin II (565-578), Tibère (578-582), désigné par Justin II, le gendre de Tibère, Maurice (582-602) — en même temps qu'ils héritaient d'un organisme d'État épuisé financièrement et militairement, eurent à faire face à une pression acharnée des Avars, Slaves et des Lombards au nord, des Perses au sud.

Lorsque Justin parut pour la première fois au cirque, il fut accueilli par la foule aux cris de « Aie pitié de nous ! ». Justin dut aussitôt rembourser les sommes encaissées au titre des emprunts forcés, relaxer les débiteurs incarcérés pour non-paiement d'impôts, alléger les charges fiscales, renoncer à la politique de Justinien consistant à s'assurer de la paix avec les Perses, les Arabes, les Avars, les Huns moyennant un lourd tribut. Le refus de verser les annuités amenait inévitablement la reprise des guerres épuisantes avec les voisins.

A la fin du règne de Justinien, un nouvel et redoutable ennemi fait son apparition dans les régions du nord du Danube. Ce sont les Avars, qui avaient auparavant subjugué les tribus slaves à l'est de la pusta hongroise. Intervenant dans les affaires des tribus germaniques des Lombards et des Gépides qui bataillaient sans cesse en Pannonie, les Avars, alliés aux Lombards, taillèrent alors en pièces « l'État » des Gépides (567). Conjointement avec les tribus slaves, les Avars devinrent une menace de plus en plus tangible pour les provinces danubiennes de l'empire.

En Occident, les Lombards, que Justinien avait établis en Norique, envahissent l'Italie en 568. Après avoir soumis, en un laps relativement court, la majeure partie de l'Italie du Nord et la Toscane, ils s'infiltrèrent en Italie Méridionale. L'invasion lombarde marque le début du détachement de l'Italie

de Byzance, de l'affaiblissement progressif en Italie de la domination politique de l'Empire, parallèlement à l'ascension et au renforcement du puissant féodal ecclésiastique que devint le pape.

Sous Tibère, le gouvernement byzantin se rendit compte qu'il lui était impossible de mener, avec quelque chance de succès, une guerre défensive sur tous les fronts à la fois : se tenant sur la défensive en Italie, il se résigne, pour se débarrasser des Avars, à leur payer un plus lourd tribut, ce qui lui permit de porter tous ses efforts sur l'adversaire le plus redoutable, la Perse.

Mais les Slaves se souciaient peu des projets de Byzance. En 577, alors que les Avars étaient officiellement en paix avec Byzance, des masses imposantes de Slaves — au témoignage de Ménéandre ils étaient une centaine de mille — passèrent le Danube, s'égayèrent à travers la Thrace, ravagèrent la Macédoine et la Thessalie.

Les sources indiquent que ces Slaves se fixèrent sur le territoire de l'Empire. Un contemporain, Jean d'Ephèse, note tout au moins ce qui suit dans son exposé, en le datant de 583 : « Etant très faiblement armés de deux-trois javelots, les Slaves s'emparèrent de nombreuses places fortes sur leur route ; ils eurent toute latitude pour s'établir et s'étendre dans les provinces conquises, s'emparer de tous les troupeaux ; ils sont devenus riches ; ils possèdent de l'or et de l'argent ; et ils ont appris à faire la guerre mieux que les Romains » ¹.

En 531, Maurice réussit à terminer avec succès la pénible guerre de vingt ans avec la Perse, en plaçant sur le trône sa propre créature, Khosroès, en annexant l'Ibérie et une partie considérable de l'Arménie perse.

Occupé par la guerre avec les Perses, les Avars et les Slaves, Maurice ne pouvait distraire de forces suffisantes pour la défense de l'Italie. Il tenta d'anéantir les Lombards, en lançant contre eux les Francs, qu'il avait copieusement arrosés. L'attaque commune des Byzantins et des Francs, si elle ne fut pas couronnée de succès appréciables, eut cependant pour effet d'arrêter les conquêtes lombardes.

Les possessions byzantines en Italie formèrent, sous Maurice, une lieutenance, l'exarchat, dont le pouvoir appartenait entièrement à un gouverneur militaire, qui concentrait entre ses mains, avec le commandement des troupes, toute l'autorité administrative et judiciaire. Cette organisation

1. Johann. Ephes, *Die Kirchen-Geschichte*, éd. Schonfelder, München, 1862, p. 255.

administrative fut ultérieurement étendue à l'Afrique par la création de l'exarchat de l'Afrique, pour parer tant aux fréquentes incursions berbères qu'aux troubles internes dont squifraient ces provinces.

Les Avars et les Slaves se révélèrent les ennemis les plus opiniâtres de Byzance sous le règne de Maurice.

Il fallut l'engagement de payer aux Avars un tribut annuel de 100.000 solidi pour les inciter au calme, et encore cette largesse ne put-elle préserver les Balkans des désastreuses incursions des Avars comme des tribus slaves, qui pénétrèrent profondément en direction sud. En 581, ils attaquent la Thrace, s'installent aux environs de Thessalonique, pénétrèrent jusqu'au Péloponèse et y restent. Dès 583, Singidinum, Viminacium et d'autres forteresses danubiennes sont aux mains des Avars et des Slaves. En 587, ils s'emparent de nombreuses villes en Mésie. 591 marque un tournant. Maurice, ayant fait la paix avec la Perse, est en mesure d'amener des renforts considérables pour la défense des provinces européennes. Une lutte opiniâtre s'engage avec des alternatives de succès et de revers. Les Avars et les Slaves assiègent Thessalonique, menacent la capitale même, mais le succès sourit finalement aux impériaux, qui, au début du VII^e siècle, réussissent à rétablir leur frontière danubienne.

En 601, le chef byzantin Priscus remporte de grandes victoires sur les Avars, d'abord sous Viminacium, ensuite sur les rives de la Tisia, dans l'ancienne région des Gépides. En 602, les armées byzantines franchissent à leur tour le Danube et exécutent des raids punitifs sur le sol même des Slaves.

Si au début du VII^e siècle la situation militaire de l'Empire a cessé d'être préoccupante, les contradictions de classes s'enveniment sans cesse, aboutissant au front unique de l'armée, des dèmes, de la plèbe urbaine, des laboureurs et des esclaves. Le résultat en fut le mouvement de 602, qui renversa le gouvernement de Maurice, puis la guerre civile, qui secoua l'Empire dans les premières années du VII^e siècle.

Justin le Jeune fut un instrument docile du sénat, qui réapparaît au premier plan à la fin du VI^e siècle. L'importance prise par les propriétaires des latifundia est soulignée par une nouvelle de Justin, de 569, qui légalise la mainmise de l'aristocratie terrienne sur l'administration dans toutes les provinces de l'Empire. Cette nouvelle abandonne aux évêques et aux grands propriétaires la désignation des candidats aux fonctions de « préside », de gouverneur de la province, l'empereur promettant de les nommer gracieusement !

Par contre, le gouvernement de Justin prit une attitude intransigeante à l'égard des dèmes, en réduisant les frais de distribution de l'« annone » et d'organisation des spectacles pour la plèbe byzantine. Le chroniqueur rapporte que Justin déclara en 568, aux bleus : « l'empereur Justinien est mort pour vous » et aux verts : « l'empereur Justinien est toujours vivant pour vous », et les uns et les autres se le tinrent pour dit ¹.

Dans le domaine religieux, Justin, cédant à la pression du puissant et fanatique clergé, renouvela les persécutions des monophysites, ce qui ne manqua pas d'accentuer les tendances au séparatisme en Syrie, Mésopotamie et Egypte. Tenant compte du mécontentement grondant des masses, Tibère fit bien une faible tentative de modifier la politique suivie, de s'appuyer sur les dèmes, pour mettre un frein aux exigences de l'aristocratie : il supprima l'impôt, établi par Justinien, frappant les bénéficiaires des rations de pain dans la capitale. Mais sous le règne de Maurice, le gouvernement fait machine arrière : il tente à nouveau de faire face aux difficultés croissantes du trésor en réduisant la paie de la troupe et les distributions gratuites à la plèbe byzantine, en donnant un nouveau tour de vis fiscal. La réaction des humbles contre la politique du gouvernement se traduisit par de fréquentes séditions en province, par de violentes démonstrations des dèmes et des mutineries dans l'armée. Jean de Nikiou fait, par exemple, état d'une grave révolte dans un nome en Egypte, où les insurgés formaient d'importants détachements armés, interceptaient les transports de céréales à destination d'Alexandrie, où l'un des meneurs de la révolte, nommé Isaac, s'était même livré à la piraterie et avait mis l'île de Chypre à sac. Pour écraser la révolte, il fallut rappeler les garnisons d'Alexandrie, d'Égypte et de Nubie ¹. A peine les autorités égyptiennes avaient-elles étouffé cette rébellion, qu'il fallut réagir contre un mouvement des bas-fonds dans un autre nome, où un certain Azarias avait réuni un grand nombre d'esclaves et de colons. Le mouvement était tellement sérieux qu'il fallut envoyer une forte troupe contre Azarias. Encerclés, les rebelles préférèrent mourir de faim que de se rendre.

Les troubles provoqués par les dèmes qui accusaient Maurice d'avarice, parce qu'il avait pris des mesures tendant à la suppression de la distribution gratuite de pain et des spectacles, ne furent pas moins dangereux pour le gouvernement.

1. *Theophanis Chronographia*, p. 243, 4-9.

2. *Chronique de Jean, évêque de Nikiou*, p. 412.

Dès 588, une invasion des Avars qui avaient poussé jusqu'aux environs immédiats de Byzance, avait été cause de vives manifestations des dèmes contre l'empereur. En 601, alors qu'il suivait à pied une procession religieuse, l'empereur faillit être lapidé par la foule excitée.

Mais c'est dans la troupe que les tendances à la mutinerie se manifestaient avec le plus de force. L'armée subit de profondes modifications sous les successeurs de Justinien. Le recrutement en devient local et elle se transforme en milices, levées suivant les besoins et sur ordre du gouvernement dans des lieux déterminés. Les soldats sont des laboureurs-propriétaires dépendant de circonscriptions urbaines, ils sont recensés et doivent, en cas d'appel, se présenter avec leurs chevaux et leurs armes. Ainsi, la situation des soldats tend graduellement à s'identifier avec celle de la population des campagnes. Parallèlement, se modifient les tendances des manifestations et des mutineries de l'armée. Tout en conservant leurs particularités professionnelles, ces mouvements n'en revêtent pas moins un caractère social déterminé. Le gouvernement de Maurice cherche à assurer la défense de l'empire en organisant une espèce d'armée territoriale, recrutée dans la population indigène. Il tend en même temps à réduire les frais d'entretien de l'armée en y rétablissant l'ancienne discipline romaine, y compris l'édification immédiate, après une journée de marche, de cantonnements abrités, la coutume d'hiverner en pays ennemi, etc. Mais l'armée, qu'avait contaminée l'irritation générale, considérait ces réformes comme des charges imaginées dans un but d'oppression, par un pouvoir étranger autant qu'hostile, et leur opposait une résistance opiniâtre. Les mutineries se succédaient : en 588 l'armée engagée contre les Perses se mutine, oblige son chef Priscus et l'état-major à une fuite précipitée, abat les statues de l'empereur, en l'injuriant. Des troubles éclatent à nouveau en 594 et 600. En 602, ils arrivent à la conclusion fatale. L'ordre d'hiverner sur la rive gauche du Danube, en territoire ennemi, est l'occasion d'une rébellion ouverte. L'armée, sous la conduite du centurion Phocas, marcha sur Byzance pour régler son compte à Maurice. La révolte trouva un complet appui auprès des dèmes et de la plèbe de la capitale. Maurice, ses fils et les représentants du pouvoir les plus exécrés furent mis à mort. La révolution de 602, dont les éléments moteurs étaient l'armée et la plèbe byzantine, abattit ainsi le gouvernement des grands propriétaires.

Mais Phocas, qui devait sa couronne à l'armée, eut, dès

son avènement, à compter avec l'opposition irréductible du Sénat et des grands propriétaires ainsi que d'une fraction importante de l'administration militaire et civile ; il se trouva, au surplus, entraîné dans une nouvelle guerre avec la Perse. Ses ennemis réussirent à semer la guerre civile en Cilicie, d'où Maurice était originaire, en Syrie, en Palestine, en Asie Mineure et en Egypte. Cette guerre civile, au premier plan de laquelle apparaissaient les factions des verts et des bleus, ne fut pas seulement une lutte dynastique, elle avait à sa source des différends sociaux, religieux, des querelles de tribus, et fut menée avec une extrême violence. Les historiens et chroniqueurs byzantins se prononcent nettement et sans ambages à son sujet, alors que les historiens occidentaux n'en parlent guère. Théophylacte Simocatta parle des luttes de factions comme de la raison principale du péril mortel auquel faillit succomber la puissance romaine ¹. Voici dans quels termes s'exprime le narrateur des miracles de saint Démétrius, en parlant de cette guerre : « Vous savez tous quel nuage de poussière a soulevé le diable pendant le règne du successeur de Maurice de glorieuse mémoire, en éteignant l'amour et en excitant la haine dans tout l'Orient : en Cilicie, comme en Asie et en Palestine, dans les régions avoisinantes et jusqu'à la métropole. Il excita les passions à tel point que les dèmes ne se contentaient pas de se repaître du sang de leurs concitoyens sur les places publiques, mais s'attaquaient mutuellement dans leurs demeures et rouaient impunément de coups ceux qui s'y trouvaient... Tels des barbares, ils pillaient leurs concitoyens ². »

Objectivement, les manifestations révolutionnaires des masses populaires, qui s'étaient soulevées contre l'oppression politique et fiscale de l'empire ainsi que l'exploitation directe des grands propriétaires, n'avaient d'autre effet que d'ébranler et d'affaiblir le pouvoir central. Le mouvement révolutionnaire des masses s'avéra cependant impuissant à sortir la vie sociale de l'impasse. Le gouvernement de Phocas luttait avec l'aristocratie byzantine en employant la terreur, mais il ne représentait pas les intérêts du peuple, n'avait aucun programme positif, il ne s'était pas assigné pour but l'amélioration de la condition des masses populaires : aussi ne pouvait-il attirer à lui, d'une manière durable, ni les dèmes ni la population des campagnes. Aussitôt après le coup d'État de 602, Narsès, un des chefs les plus en vue de l'armée byzantine,

1. THEOPHYLACT., *Hist.*, VIII, 7.

2. *Acta Sanctorum*, Octobris, IV, 132.

refusa de reconnaître Phocas empereur et, s'appuyant sur ses bucellaires, leva l'étendard de la révolte à Edesse. Une révolte éclata ensuite dans la capitale même, organisée par l'aristocratie de la cour et soutenue par les bleus. Une partie de la capitale devint la proie des flammes pendant la sédition, laquelle fut cependant maîtrisée avec l'aide des verts, qui, à l'époque, soutenaient encore Phocas. De même, on découvrit et on liquida une conspiration ourdie par les plus hauts dignitaires de l'empire ayant à leur tête le préfet du prétoire d'Orient, le comte des largesses sacrées et un grand nombre de sénateurs.

La guerre civile, qui avait revêtu le caractère de lutte entre les factions de cirque, fut en même temps portée en province, où elle devint particulièrement aiguë en Orient. En Syrie notamment, la nombreuse population juive, victime de sévices particuliers, et les hérétiques de diverses nuances, entretenaient depuis toujours une hostilité plus ou moins avouée contre le gouvernement.

Dans de nombreuses villes d'Orient, la lutte entre les dèmes se traduisit par des pogroms juifs ; dans certaines autres villes, les notables réussirent à imprimer au mouvement des dèmes un caractère antigouvernemental. Les chroniqueurs byzantins mentionnent les cruelles répressions, par les troupes de Phocas, des mouvements des dèmes à Antioche et à Laodicée (aujourd'hui Lattaquié). Phocas interdit, pour des raisons que nous ignorons, l'accès des fonctions publiques aux verts et pencha ouvertement du côté des bleus, adeptes de l'orthodoxie. Il se mit ainsi à dos, en l'espèce des verts, tous les monophysites de l'empire.

La guerre civile acheva de désorganiser l'armée et l'administration byzantines. Bien qu'il ait concentré toutes ses forces armées en Orient, après s'être débarrassé des Avars par un tribut élevé, Phocas ne put tenir la Perse en échec. En 605, ceux-ci s'emparèrent de Dara, importante place frontière. La Syrie et la Mésopotamie furent envahies par la cavalerie perse. En 609, elle se fraya un chemin à travers l'Asie Mineure jusqu'à Chalcédoine et les environs immédiats de la capitale. Il n'est pas exclu que l'hostilité irréductible de l'aristocratie terrienne ait joué un rôle décisif dans les succès foudroyants de Khosroès, d'autant que celui-ci se posait en vengeur de Maurice et traînait même à sa suite un prétendant au trône de Byzance qui avait usurpé le nom du fils de Maurice, Théodose.

Le parti sénatorial put finalement s'assurer du concours

précieux de l'exarque d'Afrique, Héraclius, qui consentit à diriger l'insurrection. En 609, soutenus par l'armée d'Afrique, les grands propriétaires d'Égypte se soulevèrent contre Phocas ; la faction des verts se rallia à eux. La résistance des troupes et de l'administration gouvernementales fut brisée ; le triomphe de la rébellion en Égypte réduisit à la famine la population de la capitale. En même temps, la flotte d'Afrique, forte de l'appui de la faction des verts, fit directement voile vers Byzance. En 610, Phocas fut déposé et exécuté. Héraclius, protégé du parti sénatorial, revêtit la pourpre (610-641) ¹. Dans les premières années de son règne, le nouvel empereur fut plutôt prince du sénat qu'« autocrate ». Le sénat se réserva même les relations diplomatiques : les ambassadeurs négociaient avec le roi de Perse au nom du Sénat, et non pas en celui de l'empereur. L'aristocratie terrienne, fortement éprouvée par le régime de terreur de Phocas, reprenait des forces. Mais l'hostilité latente des masses populaires à l'égard du nouveau gouvernement ne lui permit pas de liquider rapidement les conséquences du coup dur qui avait été porté au début du VII^e siècle à tout l'organisme d'État, traduit dans les faits par la désorganisation complète de l'administration, par l'épuisement du trésor et la prise, par les Perses, les Avars et les Slaves, de vastes étendues aussi bien en Asie que dans les Balkans. Les Perses, notamment, continuaient à arracher à Byzance lambeau par lambeau. La plèbe, les juifs en particulier, voyait dans les Perses des libérateurs du joug de l'Empire ; elle se soumettait volontiers à leur domination. En 611, les Perses s'emparaient d'Antioche, en 613, de Damas, en 619, de l'Égypte. La capitale fut privée de l'apport du blé égyptien, ce qui contraignit le gouvernement à supprimer les distributions gratuites de pain à la fraction nécessiteuse de la population et condamna celle-ci à la disette et aux épidémies.

En Occident également, l'Empire subit de lourdes amputations. En 616, la majeure partie des villes d'Espagne encore en son pouvoir dut se rendre aux Wisigoths ; en Italie, les Lombards prennent la Ligurie à Byzance, enfin dans la péninsule Balkanique, toutes les régions comprises entre le Danube et les monts Balkans sont pour longtemps occupées par les Slaves qui s'y établissent même. Les renseignements postérieurs rapportent au règne d'Héraclius l'époque où Slaves et Croates se fixent sur les lieux de leur établissement historique.

1. Héraclius était le fils de l'exarque d'Afrique du même nom ; il commandait la flotte dont l'arrivée à Byzance fut fatale à Phocas. N. d. T.

Byzance avait même du mal à se maintenir dans les villes côtières dalmates.

La situation semblait à ce point sans issue, qu'Héraclius se proposait de transporter la capitale à Carthage. Mais le péril menaçant les classes dirigeantes les fit se rassembler autour du gouvernement. L'Église se vit contrainte de se départir des fabuleux trésors accumulés et de les mettre provisoirement à la disposition de l'État. Ces trésors permirent de réorganiser l'armée et de s'assurer du concours d'alliés — des Ibères, des Arméniens, des Lazes, Abasges et Khazars. Héraclius saisit l'importance de la Transcaucasie comme réservoir d'hommes de troupe pour l'armée byzantine. Effectivement, les Arméniens, les Lazes, d'autres encore, lui fournirent alors plus de soldats que l'Asie Mineure épuisée. Il est permis d'avancer que les contingents transcauciens formèrent l'ossature aussi bien de l'armée d'Héraclius que de ses cadres.

Les classes dirigeantes et le clergé redoublèrent d'efforts pour exciter le fanatisme religieux des masses contre les « ennemis du Christ ». La guerre avec les Perses, qui reprit en 622, fit rage partout en Asie Mineure, en Arménie, en Lazique, en Azerbaïdjan et en Assyrie. Son point culminant se place en 626, lorsque les deux adversaires bandèrent au maximum leurs énergies. Alors qu'Héraclius, qui s'était assuré le concours des Khazars, se préparait, en Lazique, à porter un coup décisif en plein cœur de la Perse, l'armée de Khosroès, alliée au Khagan des Avars, mettait le siège devant Byzance. Mais l'attaque des Avars sur Byzance se solda par un échec complet, alors qu'Héraclius réussissait, en 627, à tailler en pièces l'armée ennemie près des ruines de l'antique Ninive et à provoquer une révolution de palais en Perse, qui mit fin aux jours de Khosroès. La Perse avait subi un désastre dont elle n'était plus en mesure de se relever. Le nouveau gouvernement perse fut contraint de renoncer à toutes ses conquêtes et à évacuer, en 630, les vastes étendues qu'il occupait, allant d'Edesse à Alexandrie.

Mais la Byzance du VII^e siècle n'était plus capable d'arrêter le processus de décomposition intérieure ni celui d'émancipation graduelle et de sécession des provinces orientales. Comme l'occupation de l'Occident par les barbares, qui formèrent leurs royaumes sur les ruines de l'Empire, avait parachevé la décomposition de l'Empire d'Occident, en Orient ce fut à la conquête par les Arabes des provinces orientales de Byzance qu'échut le même rôle.

La Mésopotamie, la Syrie, la Palestine avaient cruellement souffert de la guerre avec la Perse et auraient eu besoin d'un allègement, ne fût-ce que momentanément, des charges fiscales écrasantes. Mais l'Église exigeait le remboursement immédiat du prêt consenti au gouvernement, et celui-ci s'empressait de s'exécuter. Pour ce faire, il fallut non seulement employer tout le butin pris aux Perses, mais encore pressurer les malheureux contribuables des provinces orientales, ravagées par les guerres, qui n'eurent ainsi pas même le temps de souffler.

L'administration byzantine, réinstallée dans les provinces orientales, ne tarda pas à sévir cruellement contre tous ceux qui avaient manifesté des sentiments hostiles à Byzance pendant l'invasion perse. Nombreux furent les juifs à Edesse, à Jérusalem, en Galilée, qui l'exprièrent de leur vie. On promulgua un décret rendant la conversion des juifs obligatoire : ceux-ci passèrent en masses en Arabie. Le gouvernement d'Héraclius comprenait l'intérêt qu'avait l'Etat à supprimer les causes de dissidence de l'Orient monophysite. Héraclius tenta une fois de plus l'opération — qui avait servi d'écueil à ses prédécesseurs — de regagner les hérétiques à l'orthodoxie à l'aide d'une nouvelle formule. Il s'agissait de consentir quelques concessions aux monophysites sans sacrifier les décisions du concile de Chalcédoine. En 638, parut un édit impérial, qui exposait la doctrine monothélite (l'« *Echêsis* »). Cette exposition de foi reconnaissait « une unique volonté », s'ajoutant aux deux natures conjointes dans la personne du Christ, ce qui allait, jusqu'à un certain point, au devant de la thèse monophysite. Elle eut le même sort que les tentatives précédentes. La population des provinces orientales, en butte aux exactions des collecteurs d'impôts, restait résolument hostile à l'empire, les tentatives ultérieures de réalisation de cette union par contrainte ne firent qu'alimenter cette hostilité. Cependant qu'en Occident, en Italie et en Afrique, l'édit provoquait de vigoureuses protestations, accentuées par les moines fanatiques, au point que le pape Jean IV condamnait le monothélisme comme hérésie fin 640. Cette tentative d'apaisement s'avéra au surplus tardive. L'animosité des masses populaires des provinces orientales contre l'Empire avait trouvé un puissant appui dans les Arabes, qui parachevaient leur unité sous Mahomet et ses successeurs immédiats.

Alors que tous les efforts d'Héraclius tendaient à établir l'unité de l'Église en Mésopotamie et en Syrie, les Avars s'emparaient, en 634, de la forteresse Bostra en Transjordanie, après un combat au cours duquel le dux de Palestine, Serge,

vaincu, trouva la mort. Aux dires d'un chroniqueur, sa disparition fut saluée par une explosion de joie tant à Césarée que dans les villes de l'Empire.

Au cours de cette même année, les Arabes battirent le frère de l'empereur, Théodore : en 635, ils s'emparèrent de Damas, importante cité syrienne. En 636, le gouvernement de Byzance avait concentré en Syrie toutes les forces disponibles ; cette armée subit à son tour une écrasante défaite au cours de la bataille de l'Yarmouk. L'issue de cette bataille décida du sort de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte. Non seulement les juifs et les samaritains, mais aussi toute la population indigène monophysite accueillit les Arabes en libérateurs. Leur large tolérance religieuse, l'allègement des charges fiscales avec le passage à un système simplifié de perception d'impôts, qui prévoyait même certaines exonérations en cas de conversion à l'islam, ouvrirent aux Arabes les portes de nombreuses villes et garantirent l'attitude bienveillante des masses rurales. Les conquêtes arabes s'accompagnaient de grandes transformations dans le domaine agraire. Les propriétaires de latifundia n'entendaient pas subir le joug des conquérants et se faisaient évacuer avec l'administration byzantine. Les terres de ces aristocrates étaient aussitôt réparties parmi les colons.

L'attitude des masses populaires facilita la tâche des Arabes qui s'emparèrent successivement : de Jérusalem et de la Palestine en 637, de la capitale de l'Orient, Antioche, de la Mésopotamie et de l'Osroène en 638, enfin de l'Égypte en 641-42.

Les papyrus nous font connaître l'organisation de la défense de l'Égypte au moment de l'invasion arabe. Chaque circonscription urbaine avait sa garnison (« numeri »), comptant trois cents à quatre cents hommes, recrutée sur place, qui avait plutôt le caractère de police militaire. Elle aidait l'administration à lever les contributions et à assurer les collectes de céréales, mais était peu faite pour lutter contre l'ennemi extérieur. C'est le patriarche Cyrus qui était investi du pouvoir suprême, ecclésiastique et civil : il usait de contrainte pour imposer l'unité de l'Église, ce qui rendait la population encore plus hostile à Byzance. Il ne fallait pas s'étonner, après cela, que les habitants passassent en masses aux Arabes, qu'ils leur indiquassent les cantonnements des troupes impériales. Ce fut envers eux qu'ils s'acquittaient des impôts dus ; enfin, ils tuaient tous les soldats byzantins qui leur tombaient sous la main ¹.

Après la prise d'Alexandrie et l'affermissement du pouvoir

1. *Chronique de Jean, évêque de Nikîou*, p. 443.

arabe, de nombreux coples renièrent le christianisme. Les sources parlent de moines ayant quitté leurs monastères, s'étant enrôlés dans l'armée musulmane et ayant combattu les chrétiens. A l'instar de la Syrie et de la Palestine, l'Égypte préférait la domination arabe, aussi le gouvernement byzantin eut-il à lutter non seulement contre les Arabes, mais aussi contre ses propres sujets. Dans certaines provinces, l'aristocratie byzantine même s'insurge contre le pouvoir central. Au cours de la guerre avec les Arabes, la veille de la bataille décisive du Yarmouk, l'armée de Bardane, la principale force armée de Byzance, trahit Héraclius et proclame son chef empereur.

Vers le milieu du VII^e siècle, Byzance, qui avait perdu la Mésopotamie, la Syrie, la Palestine et une grande partie de la péninsule balkanique, était composée d'un certain nombre de possessions éparses, dont chacune se trouvait sous la menace constante d'incursions ennemies. Les plus importantes et les plus peuplées d'entre elles restaient l'Asie Mineure, Constantinople et la Thrace, base réelle de l'Empire. Dans son voisinage immédiat, il y avait bien les larges espaces de la péninsule balkanique qui, du point de vue officiel impérial, continuaient à compter comme soumis à la puissance byzantine, mais en réalité étaient submergées par les Slaves ; il n'y restait qu'un certain nombre de points d'appui byzantins sur le littoral. L'administration byzantine se maintenait d'une manière relativement plus durable en Grèce, y compris l'Épire, et en Thrace. Au VII^e siècle, les Slaves représentaient déjà une population solidement assise de la péninsule. Sous la poussée des Slaves, les populations indigènes non slaves (les Illyriens, les Thraces, les Grecs) s'étaient réfugiées soit dans les montagnes, soit dans les places fortifiées du littoral des mers Adriatique et Egée. Fractionnés en une quantité de petites tribus, les Slaves vivaient, gouvernés par leurs chefs de tribu, sous le régime clanal. Dans les années soixante du VII^e siècle, des cités aussi voisines de la capitale que Mesembria et d'autres de la Pentapole grecque du Pont-Euxin, étaient considérées comme villes frontières, alors que d'anciens centres importants comme Sardique (aujourd'hui Sofia), Philippopolis, Adrianopolis, qui avaient été ravagés par les Avars, gisaient en ruines. En Occident, quelques régions d'Italie restaient encore sous la domination de l'Empire, quoique éparses, du fait des conquêtes lombardes ; l'Italie méridionale avec la Sicile, Ravenne avec les villes voisines de la Pentapole, les régions de Rome et de Naples, les cités de la

côte vénitienne. Mais ses possessions étaient sous la menace constante des incursions des Lombards. Le troisième groupe comportait l'Afrique avec la Sardaigne et la Corse. C'étaient l'Asie Mineure et Constantinople qui se trouvaient les plus exposées.

Héraclius mourut en 641, en laissant le trône à ses deux fils, — Constantin, issu du premier mariage, et Héraclonas, du second. Tous deux devaient être associés à l'empire sous la direction de la veuve d'Héraclius, Martine.

Mais le coempereur Constantin mourait en mai 641 ; on accusa Martine de sa mort. En octobre de la même année, les troupes d'Asie Mineure s'insurgèrent contre Martine et son fils. Apparues en Chalcédoine, elles obtinrent que le jeune fils de Constantin fût associé à l'Empire, sous le nom de Constant II. Au début de 642, un complot renversa le gouvernement de Martine et de son fils ; Martine eut la langue coupée, et Héraclius le nez. Constant II, âgé de 11 ans, régna sous la tutelle du sénat. C'était le moment où le péril arabe était devenu plus menaçant que jamais.

Continuant leur progression vers l'ouest, les Arabes s'emparent de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine et, en 647, pénètrent dans la province d'Afrique. L'exarque Grégoire périt à la bataille près de Sufetula, ce qui laissait prévoir la perte de toute l'Afrique du Nord dans un proche avenir. La situation en Asie n'était guère meilleure. L'énergique gouverneur arabe de Syrie, Moaviah, ayant reçu du khalife Othman l'autorisation d'armer une flotte, attaqua Chypre en 649, prit Arad (l'actuelle Rouad) en 650, et Rhodes en 654. Sur terre, les incursions musulmanes atteignirent Tiflis (646), les Arabes s'emparèrent de quelques régions orientales d'Asie Mineure (651) et d'une partie importante de l'Arménie, où leurs succès furent facilités par l'insurrection contre Byzance de l'un des princes arméniens.

Lorsque Constant apprit que Moaviah faisait des préparatifs en vue d'une grande entreprise navale contre Constantinople même, il prit le commandement des escadres byzantines et se porta au-devant de l'ennemi. La rencontre eut lieu près des côtes de Lycie : la bataille fut sanglante et tourna au désavantage des Byzantins ; Constant même s'échappa à grand-peine. Mais la victoire avait coûté cher aux Arabes et ils durent se retirer. Par contre, en Asie Mineure, Moaviah ravagea la Cappadoce. Par bonheur pour Byzance, la mort du khalife Othman et les luttes intestines qui en furent la conséquence chez les Arabes, lui permirent de reprendre haleine.

Constant profita de cette trêve pour renforcer les positions de l'Empire dans les Balkans. En 657-58, au cours d'une expédition militaire en Thrace, il imposa un tribut aux Slaves et les obligea à fournir des contingents d'hommes à l'Empire.

En 662, il entreprit une campagne en Italie où, pendant sa minorité, la situation des possessions de l'Empire d'Orient était devenue précaire.

La politique monothélite y avait créé de gros soucis à Byzance : tout l'Occident avait fait cause commune avec le pape pour la défense de l'orthodoxie contre les dogmes « hérétiques » du gouvernement romain d'Orient. Dans certaines provinces d'Occident, ces discussions religieuses avaient provoqué des séditions : en 642, le cartulaire Maurice fomenta une révolte à Rome et se proclama empereur ; en 646, l'exarque d'Afrique, Grégoire, fit de même. Vainement, pour mettre fin aux disputes, Constant promulgua-t-il, en 648, un édit appelé le *Type*, qui prescrivait de faire cesser toutes discussions relatives au monothélisme. L'édit impérial fut expressément condamné en 649 par le pape Martin I^{er} ; dès l'année suivante, l'exarque Olympius se proclamait empereur d'Italie, mais sa mort, au cours d'un combat contre les Arabes, mit fin à l'usurpation. Le pape Martin, accusé par les Byzantins de haute trahison, fut appréhendé et exilé à Chersonèse.

En prolongeant son séjour en Italie, Constant cherchait à rétablir « l'ordre » en Occident, à lier davantage la péninsule à la couronne, enfin à sauver les provinces occidentales de la menace arabe grandissante.

Constant reprit quelques villes du duché de Bénévent et, après s'être passagèrement arrêté à Naples et Rome, finit par aller s'établir à Syracuse. Il renforça les garnisons romaines d'Orient en Italie, rétablit la puissance impériale en Afrique, tenta d'organiser sa défense. Mais, pendant ce temps, les régions orientales, la Calabre, la Sicile, la Sardaigne et l'Afrique étaient écrasées d'impôts, auxquels venaient s'ajouter les exactions du fisc. Le résultat de la désaffection générale fut un complot : Constant périt sous les coups des conjurés à Syracuse, en 668.

Son fils, Constantin IV Pogonat (668-685), fit volte-face : contrairement à la politique suivie par son père, il concentra tous ses efforts sur l'Orient, usant de diplomatie à l'égard de l'Occident. Il arriva ainsi à un accord avec Rome, qui mit fin au schisme menaçant.

Pour ses débuts, le nouvel empereur eut à faire face à une situation très difficile. Le meurtre de Constant avait été suivi,

en Sicile, d'une nouvelle usurpation. En Orient, le stratège d'Arménie levait l'étendard de la révolte et appelait les Arabes au secours. Après l'affermissement du pouvoir des khalifes de la dynastie fondée par Moaviah — des Ommiades — ceux-ci reprenaient avec ferveur la lutte contre l'Empire d'Orient, à la fois en Asie et en Afrique.

Moaviah n'hésite pas à assaillir Constantinople même. En 673, une nombreuse flotte arabe apparut devant la capitale et tenta, d'avril à septembre, de se frayer un passage jusqu'au port. Durant cinq ans, les Arabes s'entêtèrent dans leurs tentatives. Mais la capitale de l'Empire était en réalité une forteresse, entourée sur trois côtés de la mer, et la technique militaire des Byzantins était supérieure à la leur. Aussi, l'entreprise des Arabes se solda-t-elle par un échec ; ils furent même contraints d'évacuer les villes d'Asie Mineure qu'ils avaient occupées durant le siège de Constantinople. C'est à cette époque que l'on rapporte l'invention du feu grégeois, une matière explosive inflammable, rappelant jusqu'à un certain point la poudre, que l'on projetait à grande distance à l'aide de tubes ou de grenades. L'eau ne pouvait l'éteindre, elle incendiait les navires ennemis. Sur terre, les Arabes ne furent guère plus heureux, alors qu'en Syrie, les mardaïtes¹, qui s'étaient retranchés dans le Mont Liban et soutenaient le gouvernement byzantin, créaient de graves soucis au khalifat. Moaviah dut se résoudre à conclure un traité de paix pour trente ans, par lequel il s'obligeait même à verser au gouvernement romain d'Orient un léger tribut. Les territoires contestés, Chypre, l'Arménie, l'Ibérie et l'Albanie, furent considérés comme placés sous le condominium des Arabes et des Byzantins, les revenus devant en être partagés. Les succès remportés par Constantin dans la guerre contre les Arabes affermirent son autorité dans l'empire (en particulier en Occident). Il paracheva l'œuvre de consolidation de l'Empire, dans son cadre plus ramassé, par le rétablissement de la paix religieuse. Le VI^e Concile œcuménique mit fin, en 680, au schisme, en condamnant l'hérésie monothélite et en rétablissant l'entente avec la papauté.

Mais une nouvelle menace plane sur Byzance dans les Balkans : les Bulgares, apparus dans la région du delta danubien, infligent, en 679, une défaite à Constantin IV, après laquelle Byzance se voit obligée de leur céder officiellement toute la région comprise entre le Danube et la chaîne des Balkans. Par la suite, l'intégration des Bulgares dans le groupe balkanique

1. Ancien nom des maronites libanais. N. d. T.

oriental des tribus slaves, qui sera à la base de la création de l'Etat bulgare, aggravera encore la position de Byzance dans les Balkans.

2. LA TRANSFORMATION DE LA COMPOSITION ETHNIQUE ET DE LA STRUCTURE SOCIALE DE BYZANCE AU VII^e SIÈCLE.

Si l'Empire d'Orient ne périt pas à la suite des lourdes secousses du VII^e siècle, c'est qu'il avait subi des transformations essentielles tout au long de la crise.

Il avait perdu le caractère d'empire universel et s'était transformé en un État oriental grec, qui présentait des traits nouveaux dans sa composition ethnique aussi bien que dans sa structure sociale. En Occident, les possessions en Espagne avaient été perdues, en Afrique elles étaient menacées ; l'Italie se détachait toujours davantage de Byzance. La perte de l'Égypte, de la Syrie, de la Mésopotamie en Orient, la slavisation des provinces européennes, avaient conditionné le rôle dominant de l'Asie Mineure dans l'histoire ultérieure de Byzance, l'Asie Mineure étant désormais appelée au rôle de base de l'Empire. Il en résultera l'hellénisation de tous les rouages de l'État. Si le latin avait été jusque-là la langue de la cour, de la justice, et de la législation, celle de l'administration, enfin de l'armée, nous assistons à un changement radical au cours du VII^e siècle. Le latin est supplanté définitivement et partout par le grec.

Les invasions durables des Avars, des Slaves et des Bulgares en Europe, des Perses et des Arabes en Asie ont pour effet des modifications considérables dans la composition ethnique de l'Empire. Nonobstant le fait que les incursions barbares désorganisaient la machine administrative, provoquaient la baisse de la valeur des terres qui restaient souvent incultes, et, d'une manière générale, portaient un fort préjudice à la grande propriété.

Enfin, l'installation massive, au VII^e siècle, à l'intérieur des frontières de l'Empire des Slaves, des Arméniens, des Mardaites, augmentait considérablement l'importance de la petite propriété et des laboureurs libres, comme cela s'était produit quelque peu auparavant en Europe Occidentale à la suite de l'installation des Francs, des Burgundes et des autres tribus germaniques. Les Slaves avaient en masses occupé les régions européennes de l'Empire. Même en Asie Mineure, ils se comptaient par dizaines et centaines de mille, c'est-à-dire qu'ils ne le cédaient presque pas en nombre aux tribus germaniques

établies en Occident. Le gouvernement byzantin employa, dans la seconde moitié du VII^e siècle, tous ses efforts pour soumettre les Slaves, qui avaient submergé les provinces balkaniques de l'Empire, avant tout celles des régions de la Thrace et de la Macédoine attenantes à la capitale ; il profitait, pour ce faire, de la moindre pause dans la lutte contre les Arabes. Ainsi, en 657, les troupes envoyées par Constant traversèrent la Thrace, imposèrent un tribut aux Slaves en même temps qu'elles les obligeaient à fournir des hommes de troupe à Byzance. En 689, Justinien II (685-695, 705-711) entreprend une nouvelle campagne pour soumettre les territoires entre la capitale et Thessalonique, au cours de laquelle il assujettit de nombreuses tribus slaves.

Bien plus, le gouvernement byzantin cherche à combler les vides dans la population, laissés par les incursions incessantes des barbares, au moyen de la colonisation intérieure sur une grande échelle. Dans les régions dévastées, il installait en nombre des étrangers, vaincus par la force des armes ou ayant pour le moins reconnu la suzeraineté de Byzance. Ainsi, Justinien II, prénommé, installe par force en Asie Mineure les Slaves vaincus. Leur nombre était si élevé que Justinien put en former un corps d'armée, évalué par les sources contemporaines à 30.000 hommes. En 688, l'Empire absorba les Mardaïtes qui n'avaient pas voulu se soumettre à la domination arabe. Douze mille guerriers, avec leurs familles, furent répartis en Asie Mineure, au Péloponèse et en Epire. Cette colonisation intérieure se poursuivit au cours du VIII^e siècle. Au témoignage d'un contemporain, en 762, une colonie slave, qui comptait 208.000 individus, fut de son plein gré installée en Asie Mineure¹. Ces modifications ethniques ont provoqué un bouleversement dans la vie rurale au cours du VII^e siècle. Commencé dès le VI^e siècle, ses conséquences n'apparaissent clairement qu'au VIII^e. Il se traduit par la multiplication des communes rurales libres, par l'accroissement de la petite propriété paysanne, par le rétablissement de la liberté de déplacement des laboureurs. La classe dominante n'était plus en mesure de maintenir les formes anciennes d'exploitation de la population rurale. Dans ce qu'on a appelé *La loi agraire*, qui, selon toute vraisemblance, a fait son apparition au cours du VIII^e siècle, nous ne trouvons aucune mention de colonat, d'attachement des laboureurs à la glèbe, de patronat des grands propriétaires. La loi agraire porte témoignage de l'existence de paysans labourant des parcelles ne leur appartenant pas, mais

1. *Nicephori Breviarium*, éd. Bonn, p. 77.

point attachés à la glèbe et usant du droit de libre déplacement. Si le laboureur, ayant affermé une parcelle, l'abandonne sans avoir exécuté ses engagements, il est simplement tenu d'indemniser le possesseur pour le préjudice causé. Les tenanciers doivent au propriétaire une part de la récolte. Mais la particularité essentielle des conditions agraires, telles qu'exposées dans la loi agraire, c'est la multiplication des communes et de la propriété communale dans les campagnes byzantines. Comme en Europe Occidentale au v^e siècle, mais avec un retard d'un siècle et dans des proportions moindres — les barbares qui envahirent le territoire de Byzance amenèrent avec eux «... un débris de régime sédentaire sous forme de communes rurales et donnèrent par là même à la classe opprimée, même pendant la période la plus cruelle de servage du Moyen Age, une unité territoriale et des moyens de défense que n'ont trouvé tout prêts ni les esclaves de l'antiquité ni les prolétaires actuels... » ¹.

La petite propriété acquérait une certaine stabilité, conditionnée par le régime communal renaissant. Intermédiaire entre la propriété paysanne et le grand propriétaire qui l'exploitait, la commune atténuait l'arbitraire de celui-ci et garantissait par là des possibilités accrues de développement de la petite propriété individuelle. Si les colons, unis autour des latifundia, manquaient de cohésion, la commune apportée par les barbares représentait une cellule d'organisation susceptible, dans une certaine mesure, de servir de moyen de résistance et de défense contre toute exploitation abusive. Mais la nouvelle paysannerie libre était, dès ses débuts, placée dans des conditions plus difficiles que celle des Francs par exemple après la migration des peuples. Elle devait subir la concurrence de la main-d'œuvre des esclaves, employée à Byzance dans des proportions bien supérieures à celle existant alors dans l'Occident médiéval. Même avec l'handicap des incessantes invasions ennemies de la seconde moitié du vii^e siècle, l'administration byzantine témoignait d'une activité bien supérieure à celle des Francs. Elle pesait sur les masses populaires d'un tel poids d'impôts et de charges, que l'académicien russe Vassilievsky, byzantiniste renommé, ne sait qu'admirer davantage, l'ingéniosité des bureaux byzantins ou l'endurance du bon peuple. Il n'est pas surprenant que les nouveaux sujets de Byzance aient eu, même au vii^e siècle, maille à partir avec le gouvernement qui les rançonnait systématiquement, ce dont témoignent des faits comme le pas-

1. K. MARX et F. ENGELS, *Œuvres*, t. XVI, 1^{re} partie, p. 132 gauche.

sage répété de détachements slaves de l'armée byzantine aux Arabes (en 665 et 692, par exemple).

Dans l'ensemble, la formation à Byzance d'une nombreuse classe de paysans libres, la large diffusion de la commune et de la propriété communale, en relation avec l'établissement des Slaves, exerceront une influence capitale sur les destinées de l'Empire. Elles assureront les deux besoins essentiels de l'État byzantin : la rentrée des impôts et le recrutement de l'armée territoriale. Les petites propriétés rurales fournissent d'excellents soldats qui, durant des siècles, alors que Byzance aura à combattre de manière pour ainsi dire ininterrompue, parfois sur deux ou trois fronts à la fois, défendront âprement les frontières de l'Empire, en préservant désormais non pas les latifundia de leurs maîtres, mais leurs propres terres.

Si l'on ne tient pas compte de ces facteurs, on ne saurait saisir la stabilité inattendue dont a fait preuve Byzance au VIII^e siècle et aux suivants, après les terribles revers du VII^e siècle.

Les profondes transformations de l'économie rurale et le péril qui menaçait l'existence même de Byzance incitèrent le gouvernement à procéder à une réforme de l'administration régionale, civile et militaire, de l'Empire. Byzance avait conservé jusqu'au VI^e siècle l'organisation régionale, telle qu'elle résultait des réformes de Dioclétien et de Constantin. Mais, dès le VI^e siècle, le gouvernement se voit obligé de réunir, dans certaines provinces, les pouvoirs militaire et civil entre les mains du même personnage. Au VII^e siècle, les vicissitudes militaires de l'Empire l'incitent à recourir presque partout à des mesures d'exception et à subordonner l'autorité civile aux chefs militaires. Petit à petit, il en résulte une nouvelle organisation militaire et administrative de l'Empire, qui portera le nom de « thème ». Ce mot signifiait primitivement le corps d'armée et s'appliqua bientôt au territoire occupé par ce corps d'armée. Ce partage de l'Empire en sept grands gouvernements militaires est mentionné dans une lettre que l'empereur Justinien II adressa au pape en 687, à l'occasion du VI^e concile oecuménique. L'ancienne organisation civile des provinces continua à subsister parallèlement à l'organisation militaire jusque vers la fin du VII^e siècle. Mais on se résout alors à liquider cette lourde machine bureaucratique surannée et à transmettre ses fonctions aux autorités militaires. Ces gouvernements militaires — les thèmes — se substituèrent aux anciennes divisions régionales et se transformèrent en provinces étendues. Chaque thème portait primitivement le

nom de l'unité qui y était cantonnée, comme par exemple le thème « optimate », celui des « bucellaires ». A la tête du thème était placé le « stratège » qui avait généralement le titre de « patrice » entouré de son état-major, composé de fonctionnaires. Les plus importants étaient le « domestique » du thème — le chef d'état-major, le « cartulaire » — qui dirigeait les services d'intendance, le « protonotaire » qui avait à connaître les affaires civiles, il était aussi juge provincial. Les thèmes étaient partagés en « turmes », que gouvernait un « turmarque », qui comprenaient, à leur tour, un certain nombre de « banda ». L'organisation des thèmes n'arrivera à son plein développement qu'au cours du x^e siècle. Les forces militaires des thèmes étaient composées d'une caste militaire héréditaire, la durée du service et l'arme étant fonction de l'importance du lopin de terre alloué à chacun. Ainsi, les parcelles valant cinq, minimum quatre litres (livres d'or) étaient considérées comme suffisantes pour l'entretien d'un cavalier « stratiote ». Le terrain alloué à un marin était estimé trois litres. Ce terrain passait au fils après la mort du père. Les terres incultes étaient offertes aux volontaires, on y établissait des prisonniers de guerre. Les stratiotes étaient dispensés des prestations en nature, charretage, voirie, etc. Si l'on y recourait, en cas de besoin, ils étaient rémunérés. Mais ils étaient tenus à l'impôt foncier au même titre que les autres sujets de l'Empire, ce qui les exposait à toutes les misères qu'entraînait le régime fiscal byzantin. En plus des troupes des thèmes, dont le rôle était plus particulièrement défensif, l'armée comptait des régiments de cavalerie, généralement cantonnés en Bithynie et en Thrace, qui accompagnaient l'empereur dans ses campagnes.

En même temps que l'armée de terre, on procéda à la réorganisation des forces navales. Tant que la Méditerranée était restée mer romaine, la nécessité d'une flotte puissante ne s'était pas fait sentir. Mais le développement des forces navales arabes exigea des mesures appropriées. La défense des régions maritimes fut basée sur le même modèle. Ce furent les « thèmes des marins » : celui des Cibyrrhéotes, qui comprenait une partie des côtes d'Asie Mineure, et le thème de la mer Egée, composé du Dodécanèse et d'une partie du littoral nord-ouest de l'Asie Mineure. A deux reprises, cette flotte repoussa les Arabes qui assaillaient Constantinople et conserva la Sicile à l'Empire.

Les lourdes défaites subies au cours des guerres avec les Arabes, les invasions incessantes qui ruinaient les campagnes,

devaient inévitablement accentuer l'antagonisme des classes dans la seconde moitié du VII^e siècle. Cette tension s'exprima, avant tout, dans une large diffusion de l'hérésie paulicienne, dans laquelle le mécontentement des pauvres des villes et des campagnes se retournait contre le soutien du régime existant — l'Église orthodoxe, ses richesses et sa puissance. La secte paulicienne se développa particulièrement en Arménie ; elle recrutait ses adhérents parmi les paysans et la plèbe urbaine. Au dire des contemporains, les pauliciens se distinguaient par leur application au travail, par leur bravoure au combat. Ils réclamaient le retour à la simplicité primitive et la suppression du sacerdoce. Les pauliciens se séparèrent complètement de l'Église dominante, ils reniaient l'Église et sa hiérarchie, le sacerdoce, les icones et le jeûne. En réclamant l'égalité qui avait existé dans l'Église primitive, ils prênaient en même temps cette égalité dans la vie profane ordinaire. Cette exigence était une réaction naturelle, instinctive, contre l'inégalité sociale criante, contre le contraste entre riches et pauvres, maîtres et esclaves, repus et affamés.

Parallèlement au détachement toujours plus accentué de la paysannerie d'Asie Mineure et de la plèbe urbaine de l'orthodoxie, on note des dissensions de plus en plus grandes parmi la classe dirigeante, qui se transforment en luttes ouvertes au fur et à mesure de la réduction des parts distribuables. Ces luttes mènent à l'affaiblissement de la puissance impériale, au renforcement des tendances centrifuges en province et à l'instauration, après le coup d'État de 695, d'une période d'anarchie de vingt ans qui menaça de rabaisser les empereurs de Constantinople au rôle de rois mérovingiens, privés de toute autorité.

Le sénat réussit à maintenir sa prépondérance un certain temps encore après la mort d'Héraclius. En 641, il est à la tête de la révolution de palais, qui coûta le trône à Héraclonas et à sa mère. C'est sous la tutelle du sénat que Constantin IV inaugura son règne. C'est au sénat que s'adressent en 654 les soldats du thème d'Anatolie, lorsqu'ils exigent que soient couronnés les deux frères de Constantin. Mais, par la suite, l'ordre sénatorial perd de son importance, en relation avec la crise de la grande propriété. Le coup décisif lui est porté sous Justinien II, lorsqu'une partie importante de l'aristocratie, atteinte par la politique fiscale du gouvernement, mène une campagne acharnée contre l'empereur. En 695, avec l'appui du patriarche, elle réussit à renverser Justinien. Le nez coupé, celui-ci est exilé à Chersonèse. Or, après ce coup d'État ce n'est

plus l'aristocratie sénatoriale, mais l'armée et la flotte qui disposent du trône impérial. En 705, Justinien II, surnommé le Rhinothmète (« au nez coupé »), reprend le pouvoir, aidé en cela par les Bulgares et les Slaves ; il n'a qu'une idée — la destruction systématique des cercles de l'aristocratie qui lui avaient marqué leur hostilité. Mais en 711, il est renversé à nouveau par une mutinerie de la flotte, après quoi les révolutions de palais se succèdent à une cadence accélérée. En somme, en l'espace de vingt-deux ans d'anarchie, six empereurs se succèdent sur le trône. Pendant ce temps, l'armée est, à deux reprises, entrée par force dans la capitale (en 698 et 715), mettant chaque fois à sac les palais des richards. Toutes ces secousses accélèrent le processus de désagrégation de l'empire. 696 voit la perte de la Lazique ; 698, celle, définitive, de l'Afrique ; en 702, se détache la dernière des parties de l'Arménie restée à Byzance (l'Arménie « IV »).

CHAPITRE V

BYZANCE AUX VIII^e ET IX^e SIÈCLES

LE MOUVEMENT ICONOCLASTIQUE ¹

1. BYZANCE AU VIII^e SIÈCLE.

Au début du VIII^e siècle, l'Empire d'Orient se trouvait sous la menace d'un péril mortel. Il trouva cependant assez de forces vitales pour triompher de cette crise et pour consolider pour longtemps encore ses possessions dans le bassin de la mer Égée. On attribue la stabilisation de Byzance au VIII^e siècle aux efforts de la dynastie Isaurienne (717-802), qui a laissé des traces profondes dans l'histoire de Byzance.

Certains historiens ² représentent les empereurs Isauriens comme de hardis révolutionnaires, qui ont fait « une remarquable tentative de révolution sociale, politique et religieuse ». De l'avis de Paparrigopoulo, la réforme sociale consistait dans la destruction des icones, l'interdiction de la vénération des reliques, enfin la réduction du nombre des monastères ; la réforme sociale et politique retira au clergé l'instruction publique, supprima le servage, réduisit l'esclavage, assura dans une certaine mesure la tolérance religieuse, soumit la propriété ecclésiastique au régime commun ; bref, elle tendit à créer la société sur les « principes éternels », « qui n'étaient destinés à triompher définitivement que dix siècles plus tard ». Il va de soi que cette tentative de représenter les empereurs « soldats » du VIII^e siècle comme de hardis révolutionnaires ne repose sur rien.

Objectivement, l'activité des empereurs isauriens avait eu un caractère conservateur. Ce fut une lutte pour le renforcement de l'autocratie impériale dans l'intérêt des classes gou-

1. L' « iconoclasme » ou « bris des images ». Chez nous, le mouvement est appelé la « Querelle des images ». N. d. T.

2. Par exemple, Paparrigopoulo, *Histoire de la Civilisation hellénique*, Paris, 1878.

vernantes contre certains groupes de la noblesse et contre les mouvements révolutionnaires du commun. Les Isauriens ont beaucoup fait pour la conservation, la consolidation de l'Empire en décomposition et de sa classe dirigeante.

Suivant les descriptions populaires traditionnelles, l'époque du règne de la dynastie isaurienne a été caractérisée par une lutte acharnée, et ce pour rien d'autre que pour la question de savoir si, oui ou non, il fallait vénérer les icones, cette lutte s'étant prolongée plus d'un siècle. Mais cette représentation du mouvement iconoclastique est aussi raisonnable et fondée que de voir la cause des guerres hussites dans la querelle sur l'administration de la Cène sous les deux espèces. En réalité, les icones ne furent pas l'objet de la lutte, mais servirent de prétexte à des groupes définis de la société byzantine, qui luttaient pour leurs intérêts économiques et politiques de classe.

Le premier représentant de la dynastie isaurienne, Léon III (717-740), issu de la nouvelle noblesse militaire d'Asie Mineure, ancien stratège du thème des Anatoliques, accéda au trône à un moment où l'étranger menaçait l'existence même de l'Empire. Il n'était sacré que depuis peu lorsque l'armée arabe de Maslamah, forte de 80.000 hommes, franchit l'Hellespont et s'avança jusqu'aux murailles de Constantinople, tandis que tout ce que les Arabes avaient pu armer comme flotte en Égypte et Syrie, l'assailait par mer. Le siège se poursuivit pendant une année entière (août 717-août 718). Cette troisième tentative des Arabes de s'emparer de Constantinople se solda, elle aussi, par un échec complet. Le feu grégeois, la trahison d'une partie des équipages de la flotte, recrutée parmi les chrétiens d'Égypte, un hiver particulièrement rude, enfin, une attaque bulgare qui les prit à rebours, obligèrent Maslamah de lever le siège en août 718. D'après les indications certainement exagérées des contemporains, les Arabes auraient perdu 150.000 hommes, et de l'énorme flotte, forte de 1.800 unités, il n'en serait guère resté que 10¹. Quoi qu'il en soit, l'issue du siège fut catastrophique pour les Arabes et eut de graves répercussions en Orient. Le prestige des Ommiades en subit l'atteinte, alors que Léon III était glorifié par ses sujets comme le sauveur de l'Empire.

Le brillant succès remporté sur les Arabes contribua à la consolidation du pouvoir et permit au gouvernement byzantin de prendre une série de mesures urgentes aussi bien pour liquider l'anarchie que pour renforcer le potentiel de guerre du pays. Par des mesures draconiennes, on réussit à rétablir

1. Une tempête anéantit la flotte arabe, sur la route du retour. N. d. T.

la discipline qui s'était complètement relâchée dans l'armée. Le gouvernement trouva les moyens voulus, de même que les terres pour l'établissement des soldats, en puisant largement dans les domaines et les autres richesses de l'Église orthodoxe et des monastères. Cette politique fut âprement combattue par la majeure partie du clergé et, surtout, par les moines qui jouaient dans l'Église un rôle prépondérant. Cette résistance devait, naturellement, inciter le gouvernement à persévérer dans sa lutte contre la propriété ecclésiastique et monastique. L'Église disposait de richesses fabuleuses et régénait non seulement les âmes, mais aussi l'économie de la société. Profitant de nombreuses immunités et de privilèges en matière fiscale, possesseurs des meilleurs domaines, exploiters d'une foule de gens qui en dépendaient, les monastères affaiblissaient l'État en proportion de leur croissance incessante ; on pourrait même avancer qu'ils menaçaient son existence. La prolifération monstrueuse des monastères à Byzance aboutit à ce que, dès le VII^e siècle, une bonne moitié de sa superficie appartenait à l'Église. Un pamphlet de l'époque affirmait que le monde était partagé en deux parts égales : les moines et les laïques. Au cours du VII^e siècle la situation s'aggravait encore du fait que les moines, chassés par l'avance des Arabes, se réfugiaient en masses dans les provinces centrales, menaçaient de les couvrir de monastères, alors même que l'Europe manquait de soldats et d'argent pour parer à la menace arabe.

Cela rendait inévitable un conflit entre les empereurs-soldats, représentant les intérêts de l'État, et le monachisme. Les hostilités commencèrent au début du VIII^e siècle, sous la forme particulière de l'iconoclasme. Si les dirigeants de Byzance ne pouvaient pas se passer de l'Église comme du soutien de l'ordre existant, le triomphe de l'islam et les succès des pauliciens, qui reniaient l'Église en général, à l'intérieur de l'Empire, faisaient au gouvernement un devoir de procéder à une réforme de l'Église dans le sens qui lui paraissait indispensable : l'épurer des superstitions les plus criardes en même temps que la soumettre à l'État d'une manière durable.

En 726, Léon l'Isaurien promulgua le premier édit contre les icones en assimilant l'iconolâtrie (ou l'adoration des images) au paganisme. Les icones étaient les talismans et les amulettes magiques, servant d'attrait aux masses populaires naïves et de moyen principal d'enrichissement des églises et des monastères. L'empereur prenait en même temps une série de mesures, destinées à réduire le nombre des monastères et des moines. Il était soutenu par l'aristocratie palatine et militaire,

par l'ensemble de l'administration, qui voyaient là l'occasion de s'emparer des propriétés et des richesses des monastères et même par un certain nombre de prélats, désireux de s'agréger le monachisme.

Cette politique fut aussi bien accueillie dans la plupart des thèmes d'Asie Mineure, celui des Anatoliques en particulier, parmi les artisans des villes, peu enclins à soutenir les moines dont les ateliers faisaient une âpre concurrence aux corporations artisanales.

Par contre, l'opposition à la politique impériale était dirigée par les chefs suprêmes de l'Église, les patriarches, et, naturellement, les moines mêmes, qui entreprirent une furieuse action de propagande contre le gouvernement auprès des masses populaires facilement excitables, les femmes notamment. L'agitation des moines trouvait un écho favorable dans les provinces européennes, dans la grande majorité de la population de la capitale et, d'une manière générale, dans les régions où prédominait l'élément grec. Les dispositions prises par Léon III provoquèrent même une révolte en Grèce et dans l'Archipel, d'ailleurs vite réprimée. Dans les milieux mêmes de la cour, un groupe important, irrité par les « manigances des parvenus Isauriens », était prêt à intervenir à la première occasion.

L'iconoclasme fut sévèrement jugé par les papes : Grégoire II fulmina contre le décret impérial et compromit la collecte des impôts en Italie. L'Italie byzantine, avec Ravenne et Rome, dont la sécession s'accroissait, s'insurgèrent contre le gouvernement impérial et conclurent alliance avec les Lombards. Mais la résistance des pontifes ne modifia en rien les dispositions impériales : alors que le patriarche de Constantinople Germanos était déposé, le pape Grégoire III se voyait pénalisé par la confiscation des revenus du Saint-Siège en Italie Méridionale et le détachement de l'Illyricum de l'obédience romaine.

La lutte contre le monachisme et les iconoclastes gagna encore en acuité sous Constantin V. Son règne effectif débuta par la guerre civile, provoquée par la trahison à la cause des iconoclastes de l'un des piliers du régime, Artavasde, stratège du thème de l'Opsikion. Lorsque, en juin 741, Constantin se rendit en Asie Mineure, pour y lever des troupes contre les Arabes, le complot était déjà machiné. Artavasde se mutina, se proclama empereur et se porta contre Constantin (son propre beau-frère, N. d. T.). Celui-ci, pris au dépourvu, dut son salut à la fuite : il se réfugia à Amorium, dans le thème

des Anatoliques, où les Isauriens avaient le plus de partisans. Artavasde avait des intelligences à Constantinople : le patrice et magistros Théophane et le patriarche Anastase, qui firent courir le bruit de la mort de Constantin.

Artavasde fut proclamé empereur. Entré dans la capitale et désireux de gagner sa population, son premier soin fut d'annuler toutes les mesures prises par son prédécesseur contre les icones. Il semblait que la cause de Constantin et de l'iconoclasme était irrémédiablement perdue. Mais le parti des iconoclastes se révéla plus fort que ne l'avaient supposé les iconolâtres.

Si les provinces européennes s'étaient prononcées en faveur d'Artavasde et des iconolâtres, Constantin fut soutenu non seulement par le thème des Anatoliques, sincèrement dévoué aux Isauriens, mais aussi par ceux de Thrace et des Cibyrhètes, soit par la majeure partie de l'Asie Mineure.

En 742, Constantin infligea une défaite sévère à Artavasde, l'obligeant à fuir à Constantinople ; la même année, il écrasa les troupes du fils d'Artavasde et assaillit Constantinople par terre et par mer. Après la prise de la capitale, il châtia durement ennemis et traîtres. Le patriarche Anastase fut publiquement battu de verges et produit solennellement à l'hippodrome, assis sur un âne, le visage tourné du côté de la queue de l'animal, ce qui ne l'empêcha pas, d'ailleurs, d'occuper la chaire patriarcale pendant une douzaine d'années encore. Après un pareil début de règne, il était naturel que Constantin V accentuât la lutte contre le monachisme. Ayant obtenu d'un concile, réuni en 753, la condamnation formelle des icones, Constantin procéda à des confiscations massives des biens monastiques. Les couvents furent fermés, les moines sécularisés, condamnés à porter des vêtements laïcs, soumis à toutes les corvées — lot des simples mortels, enfin, obligés à se marier.

Les monastères furent transformés en casernes et en lieux de rassemblement des troupes. Au dire du chroniqueur Théophane, Constantin expédia dans les thèmes asiatiques ses fidèles stratèges : Michel Mélissène dans le thème des Anatoliques, Michel Lachanodracon dans celui de Thrace, enfin, Manès dans le thème des Bucellaires, avec mission de prendre les mesures les plus radicales contre la « race » exécrée des moines. Théophane dépeint d'une manière pittoresque les mesures prises par Lachanodracon. « Ce stratège rassembla tous les moines et les religieuses de son thème dans la ville principale, Ephèse, et, après les avoir réunis dans la plaine, il leur dé-

clara : « Que ceux qui ne veulent pas désobéir à la volonté impériale se débarrassent de leurs sombres vêtements et prennent femme aussitôt : autrement, ils seront aveuglés et déportés à Chypre ¹. » Pour prévenir toute tentative de création dans son thème de nouvelles communautés monastiques, Lachanodracon ne se contenta pas de la confiscation des biens monastiques, il vendit les couvents et fit brûler les reliques. D'après Théophane, ce thème paraissait vide de l'ordre monastique ². Le recours à la contrainte pour obliger les moines de Thrace au mariage n'était que la répétition de ce qui s'était passé à Constantinople. Au plus fort des persécutions des moines, en 765, Constantin V organisa un spectacle rare à l'hippodrome : une procession de moines et de religieuses, deux à deux. Les moines durent parcourir la piste en tenant chacun une femme par la main ; la foule les huait et les conspuait. Et lorsque l'empereur se plaint à haute voix que la race maudite des moines ne lui laisse aucun repos, le public répond : « mais il n'y a plus trace en ville de cette engeance » ³.

On trouva un moyen original de liquider les monastères en distribuant les couvents les plus riches et les mieux organisés à diverses personnes qui s'étaient acquis, par leurs services et leur fidélité, des titres à la reconnaissance. Les domaines des monastères n'étaient pas seulement accaparés par les dirigeants militaires et civils, une partie en était lotie aux soldats, ce qui permettait à Constantin V de continuer, sur une large échelle, la colonisation de l'Asie Mineure et d'y transporter, par exemple, en 762, une forte colonie slave.

Soucieux d'organiser et de consolider le régime, les empereurs iconoclastes furent amenés à moderniser et à simplifier la législation surannée de Justinien en l'ajustant aux transformations subies par l'empire. C'est à ce but que répond l'*Ecloga* ou « Choix abrégé de lois », ordonné par Léon III et son fils Constantin, qu'il avait associé au pouvoir. Ce recueil attache plus d'importance au droit civil qu'aux prescriptions du droit pénal. Il introduit la gratuité de la justice, efface l'inégalité de la noblesse et du commun devant la loi. Le système des peines, adopté par l'« *Ecloga* », se distingue par le nombre de châtiments corporels consistant en mutilations : on tranche la main, le bras, on coupe le nez, la langue, on

1. THÉOPH., 445.

2. M. LOMBARD, cité par l'auteur, estime exagérées, dans leur ensemble, les doléances des iconolâtres, dont le chroniqueur Théophane. C'est d'ailleurs à eux que Constantin V doit son surnom « Copronyme » soit « au nom de fumier » (N. d. T.).

3. A. LOMBARD, *Constantin V, empereur*, p. 142. — THÉOPH., 437.

aveugle. La peine la moins dure était la flagellation, mais ces peines s'appliquent désormais aux crimes ou délits qui étaient jusque-là passibles de la peine de mort. L'*Ecloga* s'efforce de consolider la famille : il interdit le concubinat et limite les cas de divorce.

On attribue généralement aux Isauriens la publication du *Code rural* en se basant sur le fait que, dans les manuscrits, il fait partie d'un ancien supplément à l'« *Ecloga* » et offre, de par son contenu, de nombreuses ressemblances avec l'« *Ecloga* » (même terminologie, concordance d'une série de chapitres, même système de peines). Aussi, le « *Code Rural* » peut-il être considéré comme un recueil de chapitres supplémentaires à l'*Ecloga*, qui a pour but d'assurer la propriété paysanne dans les cas non prévus par l'*Ecloga*. Mais si tant est que le « *Code Rural* » soit l'œuvre des Isauriens, on ne saurait en déduire qu'ils ont « supprimé le servage ». Le « *Code Rural* » n'a pas précédé la révolution dans les relations agraires, il l'a suivie, en sanctionnant une coutume entrée dans les mœurs.

Loin d'alléger le fardeau des impôts, les Isauriens l'ont, au contraire, aggravé. Un impôt supplémentaire avait été appliqué par Léon III dès 739 pour la reconstruction des murs de Constantinople démolis par un tremblement de terre : il consistait en une augmentation de 1/12^e de l'impôt foncier. Ce supplément, maintenu par la suite, contribua à l'équilibre du budget de l'État.

Malgré toute la haine qu'ils avaient vouée aux empereurs iconoclastes, les adorateurs d'icônes mêmes durent s'incliner devant une baisse sensible des denrées de première nécessité, sous Constantin, l'abondance des produits, la bonne marche des affaires et une augmentation générale du bien-être ¹.

L'organisation des thèmes, telle qu'elle s'était graduellement élaborée au cours du VII^e siècle, fut généralisée sous les premiers Isauriens. L'augmentation du potentiel militaire de Byzance au VIII^e siècle se traduisit clairement par l'heureuse tournure prise par la guerre contre les Arabes. Après avoir repoussé avec succès une attaque sur Constantinople, Léon III évinça petit à petit les Arabes de la partie occidentale de l'Asie Mineure ; en 739, l'armée arabe fut écrasée au cours d'une bataille près d'Acroïnon en Phrygie. La chance sourit également à Constantin V. En 746, il s'empara de la ville de Germa-

1. L'auteur fait, en russe, usage des mêmes mots pour les termes : « Loi agraire » dont il a été question précédemment, et « *Code rural* » ci-dessus. N. d. T.

2. *Nicephori Breviarium*, p. 85.

nicée en Syrie ; en 747, il anéantit la flotte musulmane, qui tentait de s'emparer de Chypre.

En 751-52, il reprend Mélitène et Théodosiopolis (aujourd'hui Erzeroum), et consolide ainsi les possessions de l'Empire en Asie Mineure et dans l'Archipel. En Europe, Constantin, assuré du concours des pauliciens, qu'il avait établis en Thrace, put redresser la situation dans les régions au sud des Balkans et repeupler la Sardique, Adrianopolis et les autres villes anciennes. Il fit avec bonheur face au conflit avec les Bulgares. Les attaquant énergiquement, il remporta une victoire en 762, qui mit fin, pendant quelque temps, aux invasions des thèmes européens par les Bulgares. Mais alors qu'ils réorganisaient avec succès l'armée de terre, ni Léon ni Constantin ne semblent s'être beaucoup souciés de la flotte. Celle-ci avait vivement manifesté ses tendances révolutionnaires en renversant les empereurs, Léonce en 698, Justinien II en 711. Enfin si l'armée d'Asie soutenait les empereurs iconoclastes, la flotte, elle, était composée d'éléments recrutés dans les régions à population grecque, iconolâtre. Aussi bien, les Isauriens réduisirent-ils le nombre des unités navales, abaissèrent-ils le rang des thèmes marins, en supprimant la fonction de grand drongaire (commandant en chef) de la flotte. Cet affaiblissement de la marine précipita la sécession de l'Italie Centrale. Pendant sa lutte contre les empereurs iconoclastes et les Lombards, le pape Etienne II eut recours aux Francs ; en 754, il devenait définitivement souverain temporel et indépendant de l'ancien duché Romain. L'Église catholique romaine commence sa transformation en un « grand centre international du système féodal »... « qui unissait toute l'Europe Occidentale féodale en un énorme ensemble politique se trouvant en opposition aussi bien avec le monde grec orthodoxe qu'avec le monde musulman » (Engels).

2. BYZANCE AU IX^e SIÈCLE.

La consolidation de la situation extérieure et intérieure de Byzance, réalisée au cours du VIII^e siècle, favorisa, dans une certaine mesure, le développement du commerce et de l'industrie de l'Empire.

Il faut observer, en premier lieu, que pendant toute la période examinée, Byzance est restée la principale productrice et dispensatrice des produits de luxe. Des ateliers de Constantinople sortaient tout ce que le Moyen Âge du IX^e siècle

connaissait en matière de luxe raffiné : brocarts brodés d'or, orfèvreries remarquables, bijoux éblouissants de pierreries et de perles, ouvrages d'ivoire, manuscrits rehaussés de miniatures, reliquaires en or, enrichis d'émaux. L'industrie des tissus de soie et des étoffes de pourpre occupait une place importante dans la production byzantine. Comme indiqué, c'est au vi^e siècle que naît la sériciculture à Byzance ; dès 568, Justin II peut montrer à une ambassade turque, venue d'Asie Centrale, une industrie de la soie parfaitement au point. L'élevage des vers à soie et le tissage des soieries devaient bientôt se généraliser. La fabrication des soieries les plus précieuses constituait un monopole des gynécées impériaux ; ces soieries, de même que les brocarts, avaient une renommée mondiale. Les centres artisanaux les plus importants, au ix^e siècle, étaient Constantinople, Thessalonique, certaines villes de Grèce réputées pour leurs soieries. A Patras, on confectionnait des vêtements de pourpre richement brodés, toute sorte de tissus en laine sur lesquels on brodait des tableaux entiers, des soieries renommées pour leur finesse. L'industrie était le fait de corporations artisanales qui, privées de toute indépendance, étaient étroitement surveillées par des fonctionnaires.

Dans le domaine de la technique et de la mécanique, Byzance avait, dans l'essentiel, conservé l'héritage de l'antiquité. Cela résulte des indications des sources relativement aux engins de guerre comme des descriptions du Palais-Sacré, où l'on pouvait admirer, pendant les audiences accordées aux ambassadeurs étrangers, des oiseaux d'or voltiger et chanter, des lions d'or se dresser et rugir, l'empereur, assis sur son trône, être soulevé et soustrait aux regards des personnes présentes.

Dans le domaine commercial, Constantinople jouait au ix^e siècle le rôle de centre mondial où s'établissaient des colonies entières de marchands étrangers. Byzance restait, comme par le passé, l'unique intermédiaire entre le commerce oriental et asiatique d'une part, l'Europe Occidentale et Nordique de l'autre. Par la mer Noire et la Caspienne lui parvenaient les épices, les aromates, les pierres précieuses d'Asie Centrale. Trépézonte servait de point de transit important, d'où les marchandises orientales étaient acheminées sur Constantinople. Les marchands byzantins tenaient en mains le commerce de gros des marchandises orientales et indigènes. Ils restaient maîtres absolus de la mer Noire. La marine marchande byzantine prédominait également dans le bassin orien-

tal de la Méditerranée. Les villes de l'Italie byzantine : Bari, Amalfi, Venise, entretenaient des relations suivies avec Constantinople. Toute marchandise entrant et sortant de Constantinople était soumise à un droit de 10 %, ce qui assurait d'importants revenus au trésor impérial. Désireux d'assurer à Constantinople le monopole (de fait) du commerce, le gouvernement byzantin interdisait l'acquisition des marchandises sur les lieux de production, il obligeait les marchands étrangers à effectuer leurs achats à Constantinople, souvent aux entrepôts de l'État même. Celui-ci était le commerçant de beaucoup le plus important : il avait monopolisé le commerce du blé, des meilleures soieries, du vin, de l'huile d'olive, qui rentraient au titre des impositions et taxations diverses.

Le commerce et l'industrie étaient soumis à la surveillance vigilante des fonctionnaires. L'adjoint à l'éparque de Constantinople était tenu de connaître tous les marchands arrivés à Constantinople, d'où qu'ils vinssent et avec quelque marchandise que ce fût. Il inspectait les marchandises amenées et communiquait aux marchands les conditions auxquelles ils étaient autorisés à les réaliser ; il leur indiquait ensuite le laps de temps qu'il leur serait permis de passer dans la capitale : à l'expiration du délai, il conduisait les marchands chez l'éparque, lui présentait la note des marchandises qu'ils avaient achetées afin qu'ils ne puissent emmener « d'objets prohibés ». La traite des esclaves, amenés principalement par les Khazars, tenait une place importante dans le commerce byzantin. Un tarif spécial soumettait à une taxe chaque marché d'esclave traité dans l'empire ; les esclaves étaient employés aux travaux domestiques, dans l'agriculture et même dans l'industrie. Au ix^e siècle, à l'occasion de la mort de Daniélis, une riche propriétaire d'ateliers de tissage de soieries du Péloponèse, on affranchit trois mille de ses esclaves.

Le gouvernement avait strictement réglementé toutes les opérations de crédit, de même que le taux des intérêts perçus. Sous Justinien, on pouvait prélever 12 % pour les crédits afférents aux transactions outre-mer. Les banquiers de l'époque — orfèvres et bijoutiers — pouvaient, au ix^e siècle, percevoir 8 %, les autres, 6 %. Jusqu'au x^e siècle, l'intérêt normal était de 8,33, de 16,6 % pour le commerce maritime. Le gouvernement veillait lui-même à ce que les fonds qu'il accumulait ne restent pas improductifs. Ainsi, en 802, l'empereur Nicéphore réunit les plus riches des marchands de Constantinople et leur imposa un emprunt au trésor de 20 livres d'or au taux de 16 %. Mais le risque des entreprises outre-

mer, la piraterie arabe, les naufrages, les banqueroutes, entravaient le développement des opérations de crédit s'y rattachant. Aussi les riches marchands, les fonctionnaires enrichis, l'aristocratie militaire préféraient-ils investir leurs capitaux dans la propriété foncière, d'autant plus qu'au IX^e siècle les provinces asiatiques et, ultérieurement, les provinces européennes étaient plus ou moins à l'abri du danger d'incursions ennemies. En conséquence, la grande propriété croît à nouveau aux dépens des petites propriétés paysannes.

De leur côté, les forces du monachisme réactionnaire n'avaient, elles non plus, pas abdiqué. Quoique Constantin V ait pris, dans les dernières années de son règne, des mesures très énergiques contre le monachisme et la propriété monastique, ces mesures ne purent porter le coup de grâce au monachisme, d'autant que la religion, dont les moines s'étaient fait les défenseurs, correspondait à l'esprit borné et à l'obscurantisme des masses paysannes de ce temps, chez lesquelles le culte revêtait la forme d'un fétichisme grossier et exigeait comme sujet de vénération les icones, les reliques et d'autres objets de sorcellerie.

Dès le successeur de Constantin, Léon IV (le Khazar, 775-780), les moines commencèrent à relever la tête : quoique iconoclaste convaincu, le nouvel empereur abandonna les persécutions des moines. Le parti extrême des iconolâtres, qui militait en faveur du complet rétablissement de l'ordre ancien, s'unit aux modérés, qui se bornaient à réclamer l'abandon des réformes ecclésiastiques. Après la mort de Léon IV, le monachisme acquit un allié en la personne de l'impératrice Irène ; il obtint le rétablissement de l'orthodoxie et du culte des icones, au VII^e concile œcuménique, en 787. Les troupes, qui avaient dispersé ce premier concile œcuménique des iconolâtres en 786, furent retirées de Constantinople, sous prétexte de campagne contre les Arabes, remplacées par des éléments fidèles et, finalement, licenciées. La victoire relativement aisée des iconolâtres a, vraisemblablement, pour cause le fait que dans sa majorité l'aristocratie militaire et administrative, qui soutenait les Isauriens, n'éprouvait qu'un intérêt médiocre pour la politique iconoclastique à proprement parler, se contentant des terres confisquées aux moines, dont la jouissance n'avait pas été contestée par le concile (de Nicée) de 787. Cette victoire n'était, d'ailleurs, ni complète ni définitive. L'unanimité était loin de régner au sein du parti vainqueur même. Les chefs du monachisme, l'abbé (« higoumène ») Platon et Théodore de Stoudion, peu satisfaits des

résultats obtenus, exigeaient l'affranchissement complet de l'église de la tutelle étatique ; leurs rapports avec le gouvernement et les iconolâtres modérés, à leur tête le patriarche Nicéphore, étaient plutôt tendus. D'autre part, les tentatives du gouvernement d'Irène de gagner les masses par des allègements fiscaux et une réduction des droits de douane provoquaient un mécontentement croissant chez les chefs militaires qui accusaient le gouvernement de ruiner les finances et l'armée.

A l'extérieur, le gouvernement subissait des échecs. La paix avec les Arabes fut achetée par un tribut. Fermant les yeux sur le retour de Byzance à l'orthodoxie, le pape Léon III avait sacré Charlemagne empereur Romain, en 800, sans solliciter au préalable l'accord de l'Empire Romain oriental, qui se considérait comme l'unique successeur légitime de l'Empire Romain. La création d'un empire en Occident signifiait, au surplus, la perte définitive de Rome et de Ravenne ; elle était grosse de la prise par les Lombards des possessions byzantines à Venise, en Istrie et en Dalmatie. La lutte de plus en plus âpre au sein de la haute aristocratie palatine et sacerdotale aboutit, en 797, à ce qu'Irène, cependant glorifiée par l'Église pour sa piété, fit crever les yeux à son propre fils, l'empereur Constantin. Cinq ans après, elle était elle-même déposée par l'aristocratie précitée et remplacée par le logothète du trésor public Nicéphore I^{er} (802-811).

Le groupe de militaires et de bureaucrates qui s'était emparé du pouvoir reprit la tactique de pression sur les moines, sans soulever à nouveau la question des icones. Les domaines monastiques sont de nouveau sécularisés, au bénéfice des chefs de l'armée ; on prive les monastères des immunités et des autres privilèges dont ils jouissaient sous le règne d'Irène. On rétablit les droits de douane sur les marchandises importées et exportées de Constantinople ; les masses sont à nouveau accablées d'impôts : on en vient même jusqu'à lever rétroactivement des impôts dont Irène avait fait remise. On poursuit avec acharnement la rentrée du droit de fouage, on introduit le droit de timbre. On en vient à recruter des soldats-laboureurs insuffisamment lotis de terre ; leur entretien et leur armement incombe désormais aux voisins tenus par caution solidaire.

La terrible défaite subie en 811 par l'armée byzantine au cours de la guerre avec les Bulgares, où périt Nicéphore, remet le pouvoir entre les mains du parti des iconolâtres. Son protégé, Michel I Rangabé (811-813), en est réduit à confier

l'élaboration du plan de campagne contre les Bulgares à l'abbé stoudite. Mais les eunuques du palais et les moines s'avèrent tellement inaptes à mener la guerre que le gouvernement des moines est renversé par l'armée.

Le successeur de Michel, Léon V (l'Arménien ; 813-820) était l'homme du parti iconoclaste : il reprit la lutte contre les moines et les icones. Il réussit bien à imposer aux Bulgares une paix de trente ans et à repousser énergiquement les Abbassides en Asie Mineure, mais n'arriva à se concilier ni les modérés, ni les extrémistes « iconolâtres » et périt victime d'une nouvelle révolution de palais.

C'est sous Michel II (le Bègue ou le Phrygien ; 820-829), qui suivit, dans ses grandes lignes, la politique de son prédécesseur, qu'éclate une terrible révolte d'esclaves, de paysans, de stratiotes et de la plèbe urbaine. Un chef militaire, Thomas le Slavon, prit la tête de la révolte, en se faisant passer pour le « basileus » Constantin, fils d'Irène.

Thomas trouva de nombreux partisans dans les milieux les plus divers de la société et unit sous sa bannière tous les mécontents du pouvoir existant, tous ceux qui espéraient que la révolution amènerait un changement dans la politique gouvernementale.

Thomas le Slavon s'assura du concours des Arabes, tenta aussi de se concilier les iconolâtres. Dans le camp de Thomas affluaient même les partisans de Léon V, tombés en disgrâce sous le nouveau gouvernement. Quels qu'aient été les plans de Thomas même, le mouvement dont il avait pris la tête revêtit, dès ses débuts, un caractère nettement déterminé de manifestation révolutionnaire des classes inférieures. Au dire des historiens byzantins, Thomas réussit à « soulever les esclaves contre leurs maîtres, les simples soldats contre leurs chefs ». Une source byzantine caractérise ainsi l'action de Thomas : « Ayant arrêté tous les percepteurs, il supprima toutes les impositions légalement exigibles et, par ses distributions d'argent au peuple, rassembla une forte armée contre Michel. » On peut en déduire que le poids des impôts a été la cause déterminante de la révolte des populations d'Asie Mineure. Cette insurrection des classes inférieures gagna presque tous les thèmes ; en Asie Mineure, on vit s'y rallier aussi bien les autochtones que les Arméniens, les Ibères, les colons slaves et les Perses. La guerre civile, qui dura plus de deux ans (821-824), fut aussi acharnée que sanglante. Au dire d'un contemporain, « comme certains rapides du Nil, elle inonda la terre non d'eau, mais de sang ». Au début, l'insurrection remporta de

grands succès, grâce surtout à la participation des marins de l'Égée. Avec leur concours, Thomas réussit à s'emparer de la flotte impériale, passer sur les côtes d'Europe en Thrace et Macédoine, où il fut aussi fortement soutenu par les tribus slaves qui y vivaient. Durant toute l'année 822, Constantinople fut assiégée par des paysans et des stratiotes. Mais, comme tout mouvement paysan du Moyen Âge, la révolte était vouée à l'échec.

Dans les villes, le paysan ne trouvait ni allié ni chef sur qui pouvoir compter, alors qu'il avait contre lui les iconoclastes comme les iconolâtres. Le caractère de classe de cette insurrection ressort clairement de la haine contre Thomas, manifestée par le chroniqueur, alors même que Thomas, s'étant mis en campagne sous le signe de l'iconolâtrie, aurait dû rencontrer l'approbation de celui qui menait, comme lui, le combat contre l'iconoclaste et l'usurpateur Michel.

Le gouvernement de Constantinople put finalement briser la révolte avec l'aide des Bulgares. Battu par ces derniers au printemps 823, Thomas tint encore cinq mois contre les gouvernementaux à Arcadiopolis (aujourd'hui Lullé-Bourgas), mais, fait prisonnier, il fut supplicié. L'échec complet de l'insurrection (824) contribua à l'aggravation de la situation économique et juridique des paysans, quoique le gouvernement, effrayé par l'ampleur du mouvement, se fût trouvé obligé de freiner momentanément la presse fiscale (par la suppression du fouage). Nous avons déjà signalé que le IX^e siècle marque le début de la ruine des petites propriétés rurales au bénéfice des grands domaines : l'échec de l'entreprise de Thomas dut indubitablement hâter ce processus.

Les graves dissensions internes sous Michel II, et l'instabilité gouvernementale qui en fut la conséquence, ont eu une répercussion défavorable sur la situation extérieure de l'Empire. En 825, Byzance perd l'île de Crète, importante au point de vue stratégique et commercial, dont s'emparent des corsaires arabes, venus d'Espagne. Ceux-ci forment une sorte d'état corsaire qui devient une menace permanente pour tout le littoral de l'Égée jusqu'au milieu du X^e siècle.

La perte d'une partie importante de la Sicile (826) est encore plus sensible : les Arabes africains qui s'y installent à demeure progressent lentement mais irrésistiblement.

C'est le règne du fils et successeur de Michel II, Théophile (829-842), qui voit la dernière tentative de réalisation intégrale de l'iconoclasme. Ennemi juré des moines, Théophile promulgua, en 833, un édit prescrivant la fermeture de tous

les monastères dans les lieux habités. Cet édit interdisait, une fois de plus, le culte des icones et tentait même de s'opposer à la vénération des saints.

Mais ce fut le dernier éclat de l'iconoclasme. Le gouvernement n'avait plus à craindre la réaction d'un clergé riche et frondeur. Les domaines ecclésiastiques et monastiques, dans leur ensemble, étaient déjà sécularisés. Un nombre imposant de couvents gisait en ruines. Un coup très dur avait été porté à la richesse de l'Église sur laquelle s'exerçait d'ailleurs la tutelle vigilante de l'État. Les buts essentiels de l'iconoclasme se trouvaient ainsi atteints. D'autre part, les troubles provoqués par les classes inférieures exigeaient l'union des classes dirigeantes, ce qui explique la victoire relativement aisée des iconolâtres. Pendant la régence de Théodora, veuve de Théophile, durant la minorité de son fils Michel III (842-886), l'orthodoxie et le culte des icones furent définitivement rétablis (843). Si le monachisme triomphait, les terres n'étaient pas, pour autant, rendues aux monastères.

L'unité de la classe dominante fut scellée par de cruelles persécutions des adeptes de l'hérésie paulicienne. Le gouvernement nomma des délégués spéciaux qui eurent pour mission soit de convertir les pauliciens à l'orthodoxie, soit de les anéantir. Des dizaines de milliers « d'hérétiques » furent ainsi suppliciés de manière inhumaine dans la seconde moitié du ix^e siècle : on les empalait, on les noyait, on les massacrait ; leurs biens furent confisqués au profit du trésor. Les chroniqueurs estiment à 100.000 le nombre des victimes de la terreur ecclésiastique byzantine au cours du ix^e siècle.

Réduits au désespoir, les « hérétiques », que menaçait l'anéantissement total, prirent les armes et opposèrent une résistance opiniâtre aux troupes gouvernementales. Une partie, sous la conduite de Karbéas, réussit à se frayer un passage jusqu'à la frontière et demanda asile à l'émir de Mélitène¹, qui leur permit de s'établir dans deux villes. Les pauliciens restés bon gré mal gré dans l'empire cherchèrent à rejoindre leurs coreligionnaires. En somme, le gouvernement de Théodora ne réussit ni à anéantir les pauliciens ni à les agréger au bercail. Les pauliciens ne furent très sérieusement défaits qu'en 872, l'année de la prise et de la destruction de Tephrike, leur principale citadelle. Cent ans après, une masse énorme de pauliciens était transportée en Thrace, où on les appela désormais « bogomiles ».

1. Prince arabe musulman. N. d. T.

3. « LES SOMBRES SIÈCLES » DE LA CIVILISATION BYZANTINE (VII^e-IX^e SIÈCLES).

Si au cours des v^e et vi^e siècles une civilisation originale se développe dans l'Empire romain d'Orient, si l'activité littéraire s'y épanouit, on constate, à partir de la seconde moitié du vii^e siècle, une décadence de la littérature et, d'une manière générale, un abaissement du niveau intellectuel. Certains historiens, comme Krumbacher, parlent même d'une crise prolongée qui a duré deux siècles et rappelle, à plus d'un titre, les mœurs quasiment sauvages de l'Europe Occidentale après l'écroulement de l'Empire romain d'Occident.

De l'avis de Krumbacher, on observe une éclipse dans tous les domaines de la création, du milieu du vii^e à la fin du ix^e siècle, mais elle aurait été particulièrement sensible dans celui des lettres. La littérature profane disparaît presque entièrement et celle religieuse se dégrade quantitativement et qualitativement. On impute, en partie, cette décadence aux iconoclastes ; ils fermèrent l'École Supérieure de Constantinople, qui était aux mains d'iconolâtres, détruisirent des œuvres d'art, des images, et anéantirent les bibliothèques des monastères.

Ces affirmations sont incontestablement exagérées. Les œuvres d'art byzantin de cette époque qui nous ont été conservées — mosaïques des églises romaines, miniatures et œuvres littéraires — n'autorisent pas un jugement aussi sévère sur le niveau spirituel de Byzance à cette époque, ne permettent pas de parler d'une rupture complète avec les traditions de la civilisation précédente.

Les iconoclastes ne semblent pas avoir été ennemis de la civilisation. En détruisant les images, ils ont contribué au développement de la peinture profane. En menant la vie dure au monachisme parasitaire, ils faisaient œuvre de progrès utile, susceptible seulement de renforcer l'empire, et le malheur de Byzance a été non pas leur activité, mais bien la victoire finale des iconolâtres. En confisquant les monastères et leurs biens, les iconoclastes détruisaient seulement les livres se rapportant au culte des images, tout le reste était vendu aux enchères. Ces réserves n'empêchent pas de reconnaître comme certain un abaissement du niveau culturel de tout l'Empire, surtout pendant le vii^e siècle, qui fut terrible pour Byzance, lorsque, après l'explosion de la lutte de classes, elle subit défaite sur défaite de la part des Arabes, qui arrachèrent à l'Empire nombre de riches provinces orientales, lorsque fut

dévastée la péninsule des Balkans, peuplée ensuite de Slaves, ce qui plaça les territoires épargnés de l'Empire dans une ambiance d'état de siège permanent, ambiance défavorable au développement culturel.

L'anarchie économique et politique du VII^e siècle accéléra le processus des transformations sociales. L'ancienne aristocratie sénatoriale disparaît. Elle est graduellement remplacée par la forte caste militaire. Au lieu des colons inscrits apparaissent dans les campagnes les paysans libres qui forment des communes rurales. La machine administrative de l'empire se transforme à son tour : c'est l'organisation des thèmes, qui soumettent tous les organes de l'administration provinciale au pouvoir militaire. Les transformations d'ordre économique et social entraînent des modifications idéologiques. L'orthodoxie officielle est en butte aux attaques aussi bien du parti modéré des simples réformes, les iconoclastes, que du mouvement révolutionnaire plébéien, les pauliciens. En définitive, ce sont les tendances progressistes qui subissent un échec. Vers la fin de la période étudiée, les forces de la réaction prennent le dessus. Durant cette longue lutte acharnée, les iconoclastes comme les pauliciens ont certainement dû avoir leur œuvre littéraire. Il est non moins certain que cette œuvre, à l'exclusion de quelques documents juridiques, a été détruite par les iconolâtres triomphants. Aussi, tout ce qui est parvenu jusqu'à nous de la littérature byzantine de cette époque est œuvre des iconolâtres triomphants. Dans cette étape de l'histoire de la civilisation byzantine, la courbe du mouvement spirituel suit parallèlement la courbe du développement économique aussi bien que de celui qu'il conditionne, du développement social et politique.

En parlant des représentants les plus éminents des lettres des « sombres siècles », une mention particulière est due aux œuvres du fondateur de la scolastique médiévale des deux mondes, aussi bien de Byzance que de l'Europe Occidentale. Jean Damascène (mort en 754) a été le théoricien des iconolâtres. Sa réputation universelle est basée sur ce qu'il a été le premier à systématiser la théologie orthodoxe dans son ouvrage la *Source de la Connaissance*. Le succès de l'entreprise de Jean Damascène s'est trouvé facilité par le fait que la doctrine de l'Église orthodoxe avait déjà été tracée dans ses grandes lignes par les canons des conciles œcuméniques. Les discussions dogmatiques des religieux orthodoxes avaient pris fin, les livres canoniques du christianisme avaient été l'objet de commentaires serrés.

Jean Damascène fait précéder l'exposé systématique des dogmes chrétiens d'une introduction basée, en grande partie, sur Aristote. La « révélation divine » est, d'après lui, « à la source de la connaissance et de la sagesse » ; l'auteur admet, cependant, qu'en plus des livres canoniques chrétiens, on recoure aux philosophes païens. Comme à une reine, il sied à la théologie d'être entourée de servantes. En employant ces servantes — les sciences profanes — les chrétiens peuvent y puiser le meilleur. La philosophie, servante de la théologie, tel est le principe proclamé par le premier auteur qui ait systématisé l'enseignement orthodoxe ; ce principe est devenu le fondement de toute la scolastique chrétienne du Moyen Âge. Jean Damascène « explique » la doctrine chrétienne d'abord d'une manière négative en réfutant cent hérésies, il expose ensuite, en cent chapitres également, les bases de la dogmatique chrétienne, faisant preuve d'une grande érudition en matière d'écrits théologiques.

Théodore de Stoudion (759-825) vient immédiatement après Jean Damascène parmi les hagiographes de la fin du VIII^e siècle et du commencement du IX^e. Auteur de nombreuses épîtres, de traités de théologie, d'hymnes, il était l'un des piliers de l'iconolâtrie ; c'était un organisateur monastique de premier ordre, qui a formulé avec relief et opportunément les tendances du parti monastique extrémiste, lequel exigeait la liberté interne de l'Église et son indépendance à l'égard de l'État.

On peut considérer comme des modèles du genre de cette période les Chroniques monastiques de Théophane et de Georges Hamartole (appelé aussi le Moine) parues au IX^e siècle. Théophane, issu de la haute société byzantine, iconolâtre ardent, qui eut à souffrir des iconoclastes, embrasse, dans sa Chronique, la période allant de Dioclétien à Michel, soit de 284 à 813. Toutes les données historiques sont divisées par année. *La Chronique de Théophane* a bénéficié d'une grande vogue non seulement en Orient, mais aussi en Occident, où elle a fortement influencé l'annalistique après sa traduction en latin, entre 873 et 875, par un bibliothécaire du pape, Anastase.

Georges Hamartole (c'est-à-dire le Pêcheur) composa sous le règne de Michel III (842-867) une Chronique (la *Chronique Universelle*) en quatre volumes. Le premier donne un aperçu des événements de l'histoire profane susceptibles d'intéresser les moines depuis Adam jusqu'à Alexandre le Grand, le second relate des faits tirés de la Bible, le troisième, l'histoire

romaine, le quatrième, enfin, l'histoire de Byzance depuis Constantin à 842. L'ouvrage de Georges est caractéristique de la chronique monastique médiévale, qui reflète les tendances, les vues et les procédés littéraires en usage chez les moines byzantins au IX^e siècle. La « Chronique » de Georges, traduite ultérieurement en slavon, devint une des principales sources de renseignements touchant l'histoire, l'ethnographie, la métaphysique à laquelle puisèrent Serbes, Bulgares et Russes. Pour l'étude de l'histoire de l'époque iconoclastique, Théophane et Georges s'avèrent comme des sources précieuses, quoiqu'il n'en puisse pas s'attendre à tant soit peu d'objectivité de la part de ces moines-chroniqueurs, iconolâtres fanatiques, qui s'étaient assignés pour but de démontrer l'ignominie de l'iconoclasme.

On peut ajouter le patriarche Nicéphore aux deux chroniqueurs précités. Il occupa la chaire de 806 à 815 et composa, outre des traités de théologie, un précis d'histoire appelé *Breviarium*, qui dépeint les événements de 602 à 769. Ennemi des iconoclastes, il est moins agressif et ne se prête pas à toutes les absurdités et les inepties dont sont émaillées les chroniques de Théophane et de Georges.

Le IX^e siècle marque un renouveau de l'activité littéraire à Byzance, un regain d'intérêt pour la civilisation antique. Ce redressement est lié à l'activité de l'empereur iconoclaste Théophile et, après sa mort, à celle du tuteur de son fils, le César Bardas. Sous le règne de Théophile, il est un homme qui jouit d'une réputation universelle, Léon de Thessalonique (appelé aussi le Philosophe), mathématicien, philosophe et médecin célèbre, que l'empereur iconoclaste combla de ses bienfaits et pour lequel il créa une École dans son palais de la Magnaure, où Léon poursuivit son enseignement. Après le rétablissement du culte des icones, c'est le César Bardas qui devient le protecteur éclairé des lettres et des arts. Extrêmement ambitieux, aimant le pouvoir, l'argent, le luxe, Bardas cherchait en même temps à être bon administrateur, juge sévère et impartial et homme d'État incorruptible. Il aimait les lettres et s'intéressait aux sciences. C'est à lui que revient l'honneur de la reconstitution de la célèbre *École Supérieure de la Magnaure*, dont les chaires furent toutes confiées à des savants illustres. On y enseignait la grammaire, la philosophie, la géométrie, l'astronomie. Pour stimuler le zèle des maîtres et des élèves, Bardas s'y rendait souvent et lui manifestait un intérêt soutenu. Le titre de chef de la renaissance littéraire du IX^e siècle revient au patriarche Photius (820-891), homme

d'État éminent, qui, par sa lutte contre les papes, prépara le schisme définitif de l'Église chrétienne. Il intervient dans le domaine des lettres comme auteur de traités de théologie, de philosophie et de droit canonique, de sermons et de nombreuses épîtres ; parmi les œuvres de Photius, il faut citer les quatre volumes « Contre les Pauliciens ». Mais son ouvrage le plus célèbre est le *Myriobiblion* (bibliothèque), où se trouvent réunies, sans classement par sujet, une série de notes sur les œuvres lues dans un cercle d'amis des lettres qui se réunissaient autour de lui, tantôt sous forme de brèves annotations, tantôt sous celle de comptes rendus détaillés, accompagnés d'importants fragments, parfois même de notices biographiques. Les extraits des ouvrages historiques présentent un intérêt particulier, car Photius disposait d'œuvres perdues depuis ou qui ne nous sont parvenues que sous forme de fragments. Dans ce travail, témoin d'une connaissance universelle, ce qui frappe le plus ce n'est pas seulement la diversité et l'abondance des documents étudiés, mais aussi les justes critiques dont il est émaillé. En définitive, nous trouvons là quelque trois cents essais littéraires, curieux échantillons de la critique littéraire byzantine, où Photius examine, surtout, des œuvres peu connues ou tombées dans l'oubli. Il cherche à mettre sous les yeux de ses contemporains d'innombrables trésors littéraires de l'antiquité, enfouis de son temps sous les combles ou dans les caves.

Son *Myriobiblion* reflète les joies de la découverte et la ténacité dans la recherche des œuvres littéraires du passé, recouvertes de l'oubli. Il nous entretient des vieux livres avec autant de joie et de fraîcheur que s'il s'agissait des dernières nouvelles littéraires.

C'est sous le patronage de Bardas et de Photius que Cyrille (Constantin) et Méthode accomplirent leur mission d'évangélisation auprès des Slaves.

Au IX^e siècle, l'Église de Byzance accentue son activité missionnaire. L'Église étant le soutien de la classe possédante, l'introduction du christianisme devenait chose souhaitable pour les princes et les dirigeants des pays où le féodalisme se formait à peine et où la puissance des princes n'avait pu encore pousser de profondes racines.

En 862, Rostislav, prince de la Grande Moravie, demanda à Byzance de lui envoyer des prédicateurs, capables d'instruire de la foi chrétienne en slavons. Il avait rendu sa principauté indépendante des Germains et tenait à se dispenser du concours du clergé germanique. Le choix se porta sur les frères

Cyrille et Méthode, qui parlaient le slavon (863). Ils étaient les fils d'un haut fonctionnaire nommé Léon, natif de Macédoine, alors peuplée de Slaves, avec lesquels les Byzantins étaient en relations constantes, ce qui les obligeait à connaître le slavon. Méthode avait été, pendant dix ans, stratège d'une région gréco-slave, après quoi il s'était fait moine. L'autre frère, qui avait pris le nom de Cyrille en se faisant moine, lui aussi, avait reçu une brillante instruction à l'École de la Magnaure ; il était un disciple de Photius. Les deux frères inventèrent l'écriture glagolitique et commencèrent à traduire l'évangile en slavon. Ils célébraient la messe dans la même langue et procédèrent à la formation de cadres du clergé slave en Pannonie et en Moravie (863-885).

Mais le clergé germanique latin entra en lutte ouverte avec les missionnaires byzantins et ceux-ci ne purent, finalement, se maintenir ni en Pannonie ni en Moravie. Chassés de ces pays, les disciples de Méthode emportèrent avec eux en Bulgarie les moyens qui leur avaient si bien réussi jusque-là : livres et liturgie en slavon. Le terrain y était d'ailleurs plus favorable, préparé qu'il se trouvait par une longue communion des Bulgares avec les Grecs et l'influence puissante de la civilisation byzantine. Quelle que soit l'importance attribuée à Byzance, il n'en reste pas moins que la conversion des Bulgares n'aurait pu avoir lieu s'il n'y avait eu au préalable, dans le pays même, des conditions sociales favorables à l'évangélisation, s'il n'y avait existé des entités sociales suffisamment puissantes pour devenir les initiatrices de l'évangélisation afin de conserver et de consacrer leurs prétentions à la prééminence dans l'État.

Ces conditions devaient, évidemment, être remplies, lorsque le tsar des Bulgares, Boris, se fit baptiser, entre 864 et 865, et le disciple de Méthode, Clément, fut sacré évêque de Bulgarie. L'évangélisation exerça une influence considérable sur l'accélération du processus de féodalisation de la Bulgarie.

BIBLIOGRAPHIE

1. K. N. OUSPENSKI, *Études sur l'histoire de Byzance* (en russe).
2. L. BRENTANO, *Die byz. Volkswirtschaft* (en russe).
3. T. OUSPENSKI, *Histoire de l'Empire de Byzance*, t. II.
4. J. KOULAKOVSKI, *Histoire de Byzance*, t. III.
5. VASSILIEVSKI, *Œuvres*, t. IV.
6. HERTZBERG, *Histoire de Byzance* (en russe).

7. S. RUNCIMAN, *Byzantine civilisation*, 1933. (Trad. fr. Payot, Paris).
8. I. B. BURY, *A History of the Later Roman Empire from Arcadius to Irene*, London, 1889.
9. E. STEIN, *Studien zur Geschichte des byzantinischen Reiches vornehmlich unter den Kaisern Justinus II und Tiberius*, Stuttgart, 1919.
- 10 I. B. BURY, *A History of the Eastern Roman Empire from the fall of Irene to the accession of Basil I*, London, 1912.

CHAPITRE VI

LA DYNASTIE MACÉDONIENNE (867-1056).

1. LA SITUATION INTÉRIEURE DE L'EMPIRE.

Les byzantinistes occidentaux apprécient, généralement, beaucoup l'œuvre de la dynastie macédonienne. Diehl considère, par exemple, que les deux siècles pendant lesquels elle a gouverné (867-1056) a été l'époque sans doute la plus brillante de l'histoire de Byzance. A son avis, presque tous les empereurs de cette dynastie sont des princes éminents : Basile I^{er} (867-886), Romain Lécapène (919-924), Nicéphore Phocas (963-969), Jean Tzimiscès (969-976), « qui restaurèrent en Orient le prestige des armes byzantines, Basile II, enfin (976-1025) dont le long règne rendit à l'Empire une étendue qu'il ne connaissait plus depuis des siècles et une magnifique prospérité » ¹.

Diehl estime que la dynastie macédonienne a, dans son ensemble, assuré à l'Empire une prospérité matérielle et l'a amené à l'apogée de la puissance et de la gloire.

Un historien marxiste ne saurait souscrire à cette appréciation et doit y apporter de très sérieuses réserves ². La dynastie macédonienne est arrivée au pouvoir après la défaite subie durant la seconde moitié du ix^e siècle tant par le mouvement révolutionnaire des classes inférieures (Thomas le Slavon, les Pauliciens) que les tentatives de réforme des iconoclastes. Elle paracheva la victoire de la réaction. Avec l'accession au trône de Basile I^{er}, les forces de la réaction triomphèrent sur toute la ligne.

L'histoire de la vie du fondateur de la dynastie macédonienne tient d'un conte ; elle constitue cependant un épisode réel des annales historiques de Byzance. Issu d'une famille de paysans d'origine arménienne, établie près d'Asdrianopolis, Basile réussit à percer grâce à sa prestance physique, à son

1. *Histoire Générale*, sous la direction de G. GLOTZ. *Histoire du Moyen Age*, t. III, *le Monde oriental*, par Ch. DIEHL et G. MARÇAIS, p. 437.

2. Cette observation est d'autant plus curieuse que l'auteur s'est largement inspiré de l'œuvre de notre éminent byzantiniste. N. d. T.

habileté et à la protection d'une aristocrate du Péloponèse, Daniélis. De pauvre paysan qu'il avait été à ses débuts, il devint riche, « puissant » (« dunatoï ») Macédonien, réussit à se faufiler à la cour, à capter la confiance totale de l'empereur Michel III. Le César Bardas fut ensuite traîtreusement assassiné grâce aux intrigues du nouveau favori.

Après le meurtre de Bardas, l'empereur adopta Basile et l'associa au pouvoir. Mais leur règne commun dura à peine plus d'un an. En 867, après un festin, Basile assassina son « bienfaiteur » et régna désormais seul. Arrivé ainsi au pouvoir suprême, Basile ne ménagea pas ses peines pour prouver aux « puissants » et aux ecclésiastiques qu'il saurait mieux que son prédécesseur assurer la politique inaugurée en 843, après le « triomphe de l'orthodoxie ».

Il débuta en s'attaquant résolument à la secte révolutionnaire des Pauliciens. Il remporta des succès décisifs dans cette lutte. La capitale des Pauliciens, Tephricé, fut prise d'assaut et détruite. La « République » paulicienne avait cessé d'exister. Le chef des Pauliciens, Chrysochir (c'est-à-dire Main d'or) fut décapité, sa tête envoyée à Basile qui célébra par un triomphe solennel la victoire sur les Pauliciens.

Pour se concilier le monachisme, Basile I^{er} bâtit plus de cent monastères et églises. Cette politique fut encore accentuée par son successeur, Léon VI. Le triomphe de la réaction sous la nouvelle dynastie se traduisit par la condamnation officielle, par le gouvernement, de la législation iconoclastique.

Basile I^{er} renie énergiquement cette législation, qu'il appelle « le renversement de bonnes lois, qui fut sans profit pour l'État, mais dont le maintien en vigueur est déraisonnable ». Dans l'*Epanagoge* élaborée entre 879-886, la législation des iconoclastes est qualifiée « d'inepties, admises par les Isauriens en contradiction avec le dogme divin et pour la ruine des lois salvatrices ».

En contre-partie, on rétablit l'ancienne législation de Justinien. En 879, on publie le *Prochiron*, un manuel de droit usuel, et le successeur de Basile, Léon VI (le Sage, 886-912), publie les *Basiliques* qui reprennent, en l'adaptant aux nécessités de l'époque, la législation de Justinien.

Le caractère de classe de cette législation est évident. L'« Ecloga » et le « Code rural », qui avaient légalisé la commune rurale, mettaient un frein aux appétits des grands propriétaires. Les « Basiliques », publiées sous la pression de ces grands propriétaires, les « puissants », facilitaient mieux que l'« Ecloga » l'asservissement des propriétés paysannes : elles

légalisent à nouveau le servage (« enapografoi »). De plus, Léon VI affaiblit et adoucit les dispositions du Code Justilien qui interdisaient aux gouverneurs de provinces les acquisitions immobilières dans les régions de leur ressort.

La centralisation administrative est parachevée sous la dynastie macédonienne et la bureaucratie triomphe.

L'empereur Léon VI supprime ce qui restait de l'autonomie municipale. Il ferme les sénats urbains (les curies) et supprime toutes élections municipales, car ces institutions, dit le décret impérial, « ne correspondent pas à l'ordre de choses établi, où l'empereur est seul à se soucier de toute chose »¹.

Les dèmes des villes perdent toute signification politique et ne jouent plus qu'un rôle de parade au cours des processions impériales. Le rôle politique du sénat était réduit à zéro dès le VII^e siècle. Léon VI prive définitivement et officiellement le sénat du droit de regard sur l'élaboration des lois et nomme personnellement tous les fonctionnaires².

La machine bureaucratique omnipotente, qui administre désormais l'État, a à sa tête une cour fastueuse, une suite palatine nombreuse, une administration centrale compliquée, composée de nombreux bureaux.

Toute l'administration reposait sur une double hiérarchie de dignités et de fonctions qui déterminait exactement le rang des personnages qui touchaient à la cour ou aux fonctions publiques. Dix-huit dignités constituaient les classes d'une sorte de noblesse administrative. De ces titres honorifiques, ceux de « César », de « nobilissime » ou de « curopalate » étaient réservés aux princes de la famille impériale. Suivaient ensuite ceux de « magistrus », d'« anthypatos », de « patrice », de « protospathaire », de « dishypatos », de « spatharocandidat », de « spathaire », etc...

A ces dignités s'ajoutaient des fonctions, le plus souvent effectives, strictement hiérarchisées, elles aussi. Les plus hautes fonctions, généralement occupées par des eunuques³, étaient celles de « préposite » ou de grand maître des cérémonies, de « parakimomène » ou grand chambellan, de « protovestiaire » ou grand maître de la garde-robe.

Suivaient ensuite les hauts fonctionnaires de l'administration centrale, qui avait été réorganisée au VII^e siècle au même

1. ZACHARIAE, *Jus Graeco-Romanum*, III, pp. 138-139.

2. Nov. 47, 78.

3. En ce qui concerne les eunuques, l'auteur semble confondre dignités et fonctions. N. du T.

titre que l'administration provinciale ¹. Les titres latins avaient pris une forme grecque. Les plus hauts fonctionnaires de l'administration centrale, les directeurs des grands services, furent appelés les « logothètes ». Le « logothète du drome », chargé primitivement des services des transports et des postes, y compris une espèce de « télégraphe » avant la lettre (les Byzantins possédaient le secret de la transmission rapide et habile des nouvelles par signaux optiques du haut de miradors), était devenu progressivement secrétaire aux affaires étrangères, à l'intérieur, chargé de la police et de la chancellerie impériale : il deviendra par la suite le « grand logothète », une sorte de premier ministre. Ensuite, venaient le « logothète du trésor public », secrétaire aux finances et au trésor, le « logothète du militaire », secrétaire à l'intendance et trésorier de l'armée ; le « logothète des troupeaux » administrait les haras et les domaines. D'autres hauts emplois de l'administration des finances étaient confiés au « chartulaire du sakellion » chargé du patrimoine et de la fortune privée de l'empereur, à l'« eidikoz », des manufactures et des arsenaux, au « sacellaire » surtout, sorte de contrôleur d'État.

Faisaient également partie de la haute administration centrale : le « questeur », ministre de la justice et garde des sceaux, préposé à l'encrier impérial (autrement dit à la signature), le « domestique des scholes » ou « grand domestique », chef suprême de l'armée, le « grand drongaire », le ministre de la marine. Enfin, l'« éparque » ou préfet de Constantinople, responsable du maintien de l'ordre dans la capitale, de son ravitaillement, avait aussi la surveillance des corporations d'artisans et des marchands. Dans la liste des soixante grandes charges, ce n'était pas les fonctionnaires qui prévalaient. Ainsi, malgré l'importance de ses fonctions, le « logothète du drome » n'était qu'au trente-septième rang, le « sacellaire » au trente-deuxième, l'« éparque » au dix-huitième. Les fonctionnaires de l'ordre militaire avaient nettement le pas sur les civils. Les « stratèges » des thèmes, par exemple, passent avant les civils ; le plus considérable d'entre eux, le stratège des Anatoliques, est le quatrième sur la liste des grandes charges, le « domestique des scholes », le cinquième.

Aux ix^e et x^e siècles, l'ordre militaire était considéré comme le suprême « appui de l'État des Romains ». Aussi, les militaires étaient-ils sensiblement mieux rémunérés que les civils. Ceux-ci représentaient cependant un groupe fort et uni, natu-

1. BURY, *The Imperial administrative system*. — RUNCIMAN, *Byzantine Civilization*, 1933, pp. 81-108.

rellement mécontent de la prédominance des militaires, de leurs prétentions à conduire le char de l'État; ils cherchaient par tous les moyens à affaiblir cette influence. D'où un antagonisme aigu entre les civils et les militaires, entre la bureaucratie centrale de la capitale et l'aristocratie militaire de province, qui se manifesta clairement dès le ^x^e siècle et atteignit un caractère particulièrement aigu au ^{xi}^e.

De nombreux bureaux, divisés en soixante directions, étaient placés sous les ordres des hauts fonctionnaires, avec une armée de bureaucrates. Les petits fonctionnaires, qui travaillaient dans les « *secreta* » ou « *logothesia* », étaient assez chichement rétribués par l'État, ce qui les poussait à se payer de la différence sur la population.

L'entretien de cette bureaucratie pléthorique coûtait très cher. Mais l'armée impériale, qui comptait au ^{ix}^e siècle 120.000 hommes, exigeait des sacrifices encore bien supérieurs.

Les troupes qui composaient cette armée se partageaient en deux groupes : les « *tagmata* », qui tenaient garnison à Constantinople ou dans les environs de la capitale, les « *thémata* » qui étaient cantonnées en province. Les « *tagmata* » comprenaient quatre régiments de cavalerie de la garde, « *Scholes* », « *Excubiteurs* », « *Arithmos* », « *Hicanates* », seize mille cavaliers en tout, auxquels il faut ajouter le régiment d'infanterie des « *Numeri* ». Les régiments de la garde étaient en majeure partie composés de mercenaires étrangers : de Khazars, de Petchénègues, d'Ibères et de Varego-Russes. Ces derniers entrent comme élément stable dans la composition de l'armée byzantine peu avant l'époque du grand prince (« *Véliki Kniaz* ») Vladimir (de Kiev, 972-1025) : ils jouent un rôle important dans l'histoire de l'empire jusqu'à la fin du ^{xi}^e siècle, lorsqu'ils sont remplacés par les Anglo-Saxons. Les « *thèmes* », ou corps d'armée provinciaux, dont l'effectif variait de quatre mille à dix mille hommes, se composaient surtout de cavalerie. La cavalerie, qui se divisait en cavalerie lourde cuirassée (« *cataphractaires* ») et cavalerie légère (« *trapézistes* ») était, comme dans toutes les armées du Moyen Âge, le service préféré à Byzance. Les données suivantes témoignent de l'importance des traitements du haut commandement de l'armée. Vers la fin du ^{ix}^e siècle, les stratèges des thèmes des Anatoliques, des Arméniaques, des Thracésiens touchaient annuellement quarante livres or ¹, ceux des thèmes d'Opsikion, des Bucellaires, de Macédoine, trente livres. Les chefs

1. 45.000 francs-or. N. d. T.

militaires d'importance moyenne (les « Turmarques »), etc. étaient également bien payés.

Pour couvrir tous ces frais, le gouvernement comptait sur les rentrées importantes provenant du commerce, de l'industrie, des impôts indirects et des droits de douane, des manufactures et des ateliers d'État, des monopoles, de la vente des charges et des titres. L'assiette fiscale était cependant basée sur les impôts sur la paysannerie : les impôts foncier, de capitation, de fouage, les droits sur les pâturages, le bétail, les ruches d'abeilles, etc... En plus de ces impositions, les paysans byzantins étaient tenus à de nombreuses charges et corvées, telles que celles se rapportant aux mouvements des troupes, à leur cantonnement, aux travaux de fortifications, de construction des navires de guerre. Ces lourds impôts qui accablaient la population, joints aux revenus du commerce et de l'industrie, permettaient à Byzance d'équilibrer son budget au ^{ix}^e siècle, de maintenir le taux de sa monnaie à l'extérieur, d'amasser de fortes disponibilités au trésor. En janvier 856, l'impératrice Théodora informait le sénat que les disponibilités du gouvernement au trésor atteignaient une somme équivalente à cent cinquante millions de francs-or. C'est à cette opulence que Constantinople devait la renommée d'une ville aux richesses sans nombre. D'après Diehl, « le Moyen Age entier a rêvé de Constantinople comme d'une ville de merveilles, entrevue dans un miroitement d'or » ¹.

Pendant le règne des Macédoniens, les frontières de Byzance subirent des modifications qui eurent leur répercussion sur les thèmes, eux aussi remaniés.

Suivant les indications puisées dans l'ouvrage de l'empereur Constantin Porphyrogénète, « Des Thèmes », composé en 934, l'empire comptait à l'époque vingt-neuf thèmes, répartis entre deux grandes directions, celles d'Orient et d'Occident. Les thèmes d'Orient primaient au ^x^e siècle ceux d'Occident. Dans la hiérarchie administrative, leurs stratèges occupaient un rang plus élevé que leurs collègues d'Europe. C'est le gouvernement central qui prenait en charge les traitements des premiers, alors que les seconds devaient se contenter d'une sorte de casuel. L'Asie Mineure fournissait à l'empire ses meilleurs soldats, ses meilleurs marins, au trésor, ses principales ressources. Les thèmes d'Orient étaient ceux : 1^o d'Opsikion, dans la partie occidentale de l'Asie Mineure, avec Nicée pour capitale; 2^o de l'Optimate, capitale Nicomédie; 3^o des Thracéens, au sud-ouest de l'Asie Mineure, avec les villes d'Adra-

1. Ch. DIEHL, *Etudes byzantines*, 1905; p. 13.

mytium, Smyrne, Ephèse, Miletopolis; 4° de Samos; 5° de la mer (Egée); 6° des Cibyrrhéotes sur la côte sud d'Asie Mineure, au sud du thème des Thracésiens; 7° de Séleucie, région montagneuse qui barrait la route aux Sarrasins de Tarse; 8° le grand thème des Anatoliques, qui correspondait à l'ancienne Phrygie; 9° des Bucellaires, correspondant à l'ancienne Galatie; 10° de Paphlagonie, avec Sinope pour capitale; 11° des Arméniaques, composée de la partie maritime de la Cappadoce; 12° de Chaldia. Les frontières orientales de l'empire, progressivement repoussées sous la dynastie macédonienne, à l'est vers l'Euphrate, étaient couvertes par les thèmes militaires de: 13° Charsian; 14° Lycandos; 15° Mésopotamie; 16° Sébastée, 17° Colonée, thèmes hérissés de fortifications, où vivaient les milices frontalières (« limitaneï », par la suite « akritaï »). L'épopée byzantine de Digénis Akritas célèbre magnifiquement l'existence rude et périlleuse qu'y menait la population de ces marches, en lutte incessante contre les Arabes.

Les thèmes d'Occident étaient ceux de la péninsule Balkanique, qui, à l'exception de la Grèce, n'en occupaient guère que le littoral: 1° le thème de Thrace, avec Constantinople; 2° de Macédoine, avec Adrianopolis, tous deux d'importance telle pour l'Empire, qu'on assimilait leurs stratèges, dans la hiérarchie et pour les traitements, à ceux du premier groupe. Suivaient ensuite, le long des côtes de l'Archipel, les thèmes: 3° du Strymon; 4° de Thessalonique, dont la capitale était tenue pour la seconde ville de l'empire en Europe; 5° d'Helade; 6° du Péloponèse, le long des côtes des mers Ionienne et Adriatique; 7° de Nicopolis; 8° de Céphallénie; 9° de Dyrrachium; 10° de Sicile, limité à la Calabre, depuis que les Arabes s'étaient emparés de la Sicile même; 11° de Longobardie, l'ancienne Apulie; enfin, en Crimée, 12° le thème de Cherson, poste à la fois commercial et d'observation, en vue d'une action économique et politique sur les Khazars, les Petchénègues, les Russes et les autres habitants des steppes orientales de l'Europe.

Autour de l'Empire à proprement parler, se groupaient une série de villes et d'États, ses vassaux. Au x^e siècle, comptaient comme tels: en Italie, Venise, Naples, Gaète, Amalfi, les principautés féodales lombardes de l'Italie du Sud — de Salerne, de Capoue, du Bénévent, ces trois dernières se montraient souvent infidèles; dans le nord-ouest de la péninsule des Balkans, les Croates et les Serbes. Convertis au christianisme par Basile I^{er}, ces derniers avaient été pour Byzance des alliés utiles contre les Bulgares. Au Caucase et en Arménie, le

Livre des Cérémonies de l'empereur Constantin VII énumère, en plus du souverain arménien de la dynastie des Pagaratides, une série de princes féodaux des États d'Arménie, de l'Ibérie, d'Alanie, d'Abasgie. Les féodaux vassaux bénéficiaient de subsides, de titres honorifiques, de dignités à la cour impériale, les villes vassales, d'avantages dans les ports de l'empire. Les vassaux fournissaient à l'empire des contingents de troupes, rédigeaient tous les actes publiés au nom de l'empereur et frappaient monnaie à son effigie.

L'Empire de Byzance, qui n'avait plus de romain que le nom, n'avait ni unité de race ni unité de langue. C'était une création tout artificielle, gouvernant vingt nationalités différentes et les réunissant dans cette formule « un seul maître, une seule foi »¹.

Le grec était la langue officielle. Une bonne partie de l'Empire était composée non pas de Grecs, mais d'éléments ethniques qui avaient conservé leur langue. Dans la partie européenne de l'Empire, on rencontrait, au x^e siècle, en plus des Grecs, des Albanais, des Valaques, des Arméniens, des Turcs autour du lac d'Ochrida, des Mardaïtes, en Thrace et en Thessalie ; on trouvait même des débris de Goths et d'Avars. Particulièrement nombreuses étaient les tribus slaves qui, au vii^e siècle, avaient submergé la Thrace, la Thessalie, l'Épire, l'Attique et le Péloponèse. Au cours des viii^e et ix^e siècles, le gouvernement de Byzance s'efforce de soumettre ces tribus, mais les révoltes slaves sont un fait courant pendant les ix^e et x^e siècles. Dans son ouvrage *Sur les Thèmes*, Constantin VII affirme que tout le Péloponèse est devenu slave au cours du viii^e siècle. La Thrace et la Macédoine étaient tout particulièrement peuplées de Slaves, mais il s'en trouvait également en Épire ; en Thessalie, vivaient les tribus slaves des Vélégézites et des Berzites. En Attique, les Slaves s'établirent jusqu'aux portes d'Athènes, à Eleusis. En Péloponèse, les Milinges et les Ezerites, installés sur les deux versants du Taygète, causèrent de gros soucis au gouvernement byzantin. Ces tribus slaves constituaient l'essentiel de la population à l'intérieur de la Grèce, les Grecs mêmes s'étant maintenus sur le littoral et dans les villes. Les sources indiquent que l'Asie Mineure était également un ramassis de races. C'est dans cette mosaïque de tribus que couvaient les contradictions entre les habitants des diverses provinces de l'Empire, avant tout entre l'Orient et l'Occident, entre les thèmes asiatiques et les thèmes européens. Les classes dirigeantes elles-mêmes n'é-

1. L'analyse est de A. RAMBAUD, v. *L'Empire grec*, pp. 209-252. N. d. T.

taient pas composées que de Grecs aux ix^e et x^e siècles. La dynastie macédonienne même n'était pas d'origine grecque, mais arménienne, comme l'étaient d'ailleurs les empereurs Romain Lécapène, Nicéphore Phocas, Jean Tzimiscès et la plupart des grands chefs militaires de l'armée byzantine au cours du x^e siècle. D'où la différence des bases économiques aussi bien que du niveau culturel des diverses provinces de l'Empire.

L'originalité de la structure économique de Byzance consistait en une conjonction de l'économie domestique avec l'industrialisation ; des agglomérations urbaines industrielles avec une production artisanale et un commerce fortement développés, et des régions agricoles à l'intérieur, qui étaient restées à l'écart du développement commercial, habitées par des tribus qui n'avaient parfois pas dépassé le stade du régime clanal.

A l'époque de la dynastie macédonienne, Byzance avait conservé l'hégémonie commerciale et industrielle, de même que le monopole du transit entre l'Europe Orientale et Occidentale. C'était le temps où les grands seigneurs féodaux des peuples romano-germaniques et slaves avaient accru la demande en riches tissus, épices orientales, métaux et pierres précieux et en tous autres objets de luxe, qui ne pouvaient leur être fournis que par Byzance, alors que la concurrence menaçant ce monopole n'était pas encore apparue. Dans ses « Extraits chronologiques », Marx souligne que, sous Basile II, « Byzance était la plus forte puissance maritime en Europe ».

Constantinople, avec son énorme population, restait le centre des échanges commerciaux d'alors. Le marchand juif Benjamin de Tudèle, qui visita Constantinople au xiii^e siècle, lorsque Byzance était sur le point de perdre son monopole, dépeint la ville comme suit : « Des marchands de toute espèce viennent ici de Babylone, de Perse, des Indes, d'Égypte, de Chanaan, de Russie, de Hongrie, du pays des Petchénègues et des Khazars, de Lombardie et d'Espagne. C'est une grande ville d'affaires, où les marchands viennent de tous les pays du monde par mer et par terre, il n'y a pas d'autre ville au monde qui lui soit comparable sauf Bagdad, la grande ville de l'Islam. Les innombrables richesses, qui affluent dans cette ville de chaque État, chaque lieu et chaque ville, dépassent toute imagination et sont supérieures aux richesses du monde entier ¹. » L'importance de Constantinople comme

1. *The itinerary of Benjamin of Tudela*, by Marcus Nathan Adler, London, 1907, pp. 12-13.

centre du commerce mondial de l'époque ressort du fait que les sources du x^e siècle font mention de colonies entières d'étrangers à Constantinople : de Khazars, de Russes, de Juifs, de Bulgares, d'Italiens, d'Arabes, de Syriens. Le commerce avec la Bulgarie, qui fournissait Byzance de miel, de lin, d'étoffes de lin, en les échangeant contre des soieries de qualité inférieure et des étoffes syriennes dont l'exportation était autorisée, était tellement animé qu'en 890, il provoqua un conflit armé. Les spéculateurs byzantins avaient, en effet, accaparé le commerce avec la Bulgarie et provoqué son transfert à Thessalonique, où il fut frappé de droits de douane élevés.

Les relations commerciales de Byzance avec les pays du bassin nord de la mer Noire s'animèrent et de nouveaux débouchés s'offrirent aux marchandises byzantines, lorsque les Varégo-Russes se fixèrent sur la grande route d'eau « des Varègues aux Grecs »¹ ; des échanges commerciaux animés s'ensuivirent. Ils avaient pour objet les fourrures, la cire et les esclaves, échangés contre des brocarts d'or et d'argent, des soieries, du vin et des épices orientales.

Au x^e siècle, les relations commerciales entre la Russie et Byzance étaient à ce point importantes, qu'on éprouva le besoin de consacrer ces rapports par des traités. L'initiative en revint, évidemment, à la Russie, car Byzance utilisait les voies commerciales de la mer Noire à son gré et préférait dicter ses conditions aux marchands étrangers.

Mais au x^e siècle, la Russie Kiévienne était déjà suffisamment affermie pour inciter Byzance à traiter avec elle. Des traités cités dans les chroniques russes, nous apprenons que Byzance tenait beaucoup au concours militaire des Russes. Dans le traité d'Igor, il est dit que les Grecs peuvent recourir à l'aide militaire du prince (« kniaz ») de Kiev « autant qu'ils veulent » (« éliko khotiat »). Byzance cherche, dans les traités, à garantir des incursions russes Cherson (en Crimée) et la Bulgarie, après que celle-ci fut devenue vassale de Byzance. Les marchands russes n'étaient autorisés à séjourner à Constantinople que six mois au plus, mais ils étaient tenus de résider dans le faubourg de Saint-Mamas (l'actuel Bechik-Tach). A leur arrivée, ils devaient obligatoirement produire un sauf-

1. « Iz Variagues v Grieki », c'est ainsi que les Russes appelaient la route commerciale qui reliait, par une succession de lacs et de fleuves, les États riverains de la Baltique à la mer Noire, c'est-à-dire, pratiquement, à Byzance. N. d. T.

conduit de leur prince, comme aujourd'hui un « passeport pour l'étranger » ; quand ils venaient en ville pour leurs affaires, ils ne pouvaient y entrer que par petits groupes, de maximum cinquante personnes, sans armes, accompagnés de fonctionnaires impériaux ; ils s'engageaient « à ne pas commettre de vilénies » ; ils n'avaient pas le droit d'acheter les étoffes au-dessus d'un certain prix ni d'une certaine qualité. Les marchandises achetées étaient soumises à un fonctionnaire byzantin, qui les marquait.

Ces conditions observées, les marchands russes avaient droit à l'hébergement gratuit, y compris pain, vin, viande, bain, et n'étaient soumis à aucune taxe commerciale. On leur facilitait le retour dans leur pays. Suivant ces traités, les crimes étaient jugés par la partie à laquelle appartenait l'accusé. L'assassin était exécuté sur le lieu du crime. Les mutilations étaient punies d'amendes ; les voleurs et les pillards devaient payer le triple de la valeur des objets ravis. Les esclaves enlevés ou fuyards étaient immédiatement rendus à leur maître. Les Russes rachetaient leurs prisonniers à raison de dix nomismes l'un, les Byzantins suivant le sexe et l'âge des leurs. Les biens d'un marchand russe, mort intestat à Byzance, revenaient à ses parents en Russie : s'il laissait un testament, aux héritiers qui recevaient en même temps l'état des débiteurs du défunt.

De tous les pays de l'Europe Occidentale, c'est avec l'Italie que Byzance entretenait les relations commerciales les plus suivies. Elle y exportait les objets de luxe, dont la Rome pontificale était la plus grande consommatrice. Les ports italiens de Bari, Amalfi, Venise assuraient le trafic maritime avec Byzance.

De nombreux Amalfitains servaient dans l'armée byzantine au ^x^e siècle ; ils avaient leurs entrepôts à Byzance et formaient même une communauté religieuse indépendante. Les Vénitiens y importaient le bois de construction navale en provenance de Dalmatie, le fer et des esclaves ; le commerce de Venise avec Constantinople ne fit que croître au cours du ^x^e siècle. Les Amalfitains, comme les Vénitiens, s'y entendaient pour exporter en contrebande les riches soieries figurant sur la liste des « objets prohibés ». C'est le doge de Venise, Orseolo (991-1002) qui, le premier, réussit à obtenir des réductions des droits de douane sur les chargements des navires marchands vénitiens.

Constantinople ne se bornait pas au rôle de centre mondial du commerce, elle était aussi une ville industrielle de première

importance. De nombreux ateliers d'État y étaient concentrés : la Monnaie; l'arsenal, des chantiers de constructions navales, les gynécées, ceux-ci produisant les espèces les plus précieuses d'étoffes de pourpre et des soieries. Le type dominant des entreprises était cependant le petit atelier artisanal, la branche dominante, l'industrie de luxe. Tout le long de l'artère principale de Constantinople, appelée Mésè (la rue centrale), entre la place de l'Augustéon et le Taureau, couraient des échoppes où l'on fabriquait et exposait des marchandises variées : des tissus aux couleurs chatoyantes brodés d'or, les plus belles pièces de joaillerie et d'orfèvrerie, les bijoux sertis de pierreries et de perles, des bronzes, des pièces d'argenterie, des ivoires, des émaux byzantins, des icônes en mosaïque, bref, tout ce que le Moyen Âge connaissait en matière de luxe précieux et raffiné.

Thessalonique était, elle aussi, un centre commercial et industriel important de la partie européenne de l'Empire. Elle possédait de nombreux ateliers qui produisaient des objets en cuivre, en fer, en étain, en verre, bref, ce qu'on appelait à l'époque « les arts du feu ». Sa grande foire, dépeinte avec beaucoup de pittoresque dans le dialogue *le Timarion*, parvenu jusqu'à nous, était réputée et rappelait à plus d'un titre les célèbres foires de Champagne. On y voyait accourir des marchands de divers pays. Dans de longues rangées de tentes, dressées à l'entrée de la ville, on y exposait des marchandises en provenance de Bulgarie, de Grèce, de Russie, d'Ibérie, d'Italie, d'Égypte, et même de France et d'Espagne. Une partie en était amenée par la route, l'autre, la plus importante, par mer. Les envois en provenance du Pont étaient déchargés à Constantinople, d'où on les expédiait par caravane à Thessalonique¹. L'importance de celle-ci comme lieu de transit pour le commerce entre l'Italie et Byzance mérite d'être signalée à son tour.

Les soieries étaient tissées dans le Péloponèse et à Thèbes. *La Vie édifiante de Nikon* rapporte qu'il existait à Sparte (Mistra), au x^e siècle, une importante communauté juive, dont les membres étaient passés maîtres en l'art de tisser les soieries. Le dialogue « le Timarion » insiste, de son côté, sur la place que les soieries occupaient parmi les marchandises exposées à la foire de Thessalonique. Les sources byzantines exaltent la finesse, « dépassant celle des toiles d'araignée », des soieries thébaines. Au x^e siècle, Sparte exportait des tapis en Italie.

1.C. PAPPARIGOPULO, *Histoire de la Civilisation hellénique*, Paris, 1878, p. 294.

D'autres villes européennes devaient également leur prospérité au commerce : Dyrrachium, Corcyra (Corfou), Demetrias, Abydos, Byzanthe, Adrianopolis, Selymbria. Nous sommes déjà renseignés sur les villes d'Asie Mineure, cependant il est certain, comme en témoignent les nombreuses trouvailles de cachets en plomb (« molybdobules ») des fonctionnaires des douanes, que les villes suivantes étaient d'importance commerciale dans les thèmes asiatiques : Trapézonte, Antioche, Mamistra, Adana, Tarse, Attalia, Chius, Phocée. Au ^x^e siècle, les Vénitiens demandaient l'autorisation d'y installer des factoreries.

Trapézonte n'avait pas perdu son rôle de point de transit au ^x^e siècle. « Trapézonte — écrivait un géographe arabe — est une ville frontière des Grecs. Tous nos marchands s'y retrouvent. Toutes les étoffes de fabrication grecque, tous les brocards que nous recevons, passent par Trapézonte. »

La chronique de Théophane mentionne qu'à la foire d'Ephèse le jour de la Saint-Jean, on percevait jusqu'à cent litres d'or de taxes diverses. D'après Benjamin de Tudèle, Manuel Comnène recevait, dans la seule ville de Constantinople, pour les loyers des boutiques, pour les droits de marché et de douane, un revenu annuel de 7.300.000 sous d'or. Ce chiffre paraît exagéré, car aux ^x^e-^{xii}^e siècles, la valeur de l'argent était plusieurs fois supérieure à sa valeur actuelle. Mais qu'au ^x^e siècle le gouvernement byzantin ait disposé de ressources importantes, se trouve confirmé par d'autres sources. Ainsi à la mort de Basile II, alors que des guerres ininterrompues avaient assombri son règne, il y avait au trésor plus de deux cent vingt millions de francs-or de disponibilités ¹.

Les importantes ressources dont disposait le gouvernement byzantin au cours des ^{ix}^e et ^x^e siècles le plaçaient dans une position avantageuse par rapport aux États féodaux qui l'entouraient. Le gouvernement byzantin se rendait si bien compte de cet avantage que les courtisans de Nicéphore Phocas répondirent à l'envoyé de l'empereur Otton I^{er}, Liutpran, qui les menaçait : « Avec l'or dont nous sommes riches, nous mènerons contre le roi tous les peuples du monde, nous le briserons comme un pot de terre qui, brisé, ne peut plus être réparé. »

Du fait du commerce et des échanges monétaires on ne saurait cependant conclure, comme le font certains économistes (dont Brentano) au régime capitaliste de l'économie byzantine. A Byzance, comme dans l'antiquité, l'économie

1. Ch. DIEHL, *Etudes byzantines*, Paris, 1905, p. 125.

revêtait essentiellement un caractère de consommation, c'est-à-dire que, dans son ensemble, la production était destinée non point aux marchés extérieurs, mais bien à la consommation intérieure. Les éléments marchands, s'ils existaient dans l'économie byzantine, n'y jouaient qu'un rôle secondaire. La main-d'œuvre dans l'industrie et dans l'agriculture était bien distincte, mais cette discrimination n'était ni complète ni définitive. La même personne, comme par exemple la célèbre archontesse du ix^e siècle, Daniélis, était propriétaire à la fois de latifundia et d'ateliers de tissage de soieries. Les habitants des villes byzantines étaient à moitié occupés aux travaux des champs. Les sources rapportent que la sécheresse, l'état déficient des emblavures menaçant Thèbes de disette, les Thébains organisèrent une procession autour de la ville pour implorer le Seigneur d'envoyer de la pluie. Le commerce byzantin portait principalement sur les riches étoffes et soieries, les pierres et métaux précieux, les épices et aromates d'Orient, les esclaves, en un mot sur des marchandises à la portée de la seule classe possédante. Les fabriques, dont l'existence à Byzance est signalée par Brentano, n'en étaient pas en réalité. À l'exception des ateliers de l'État, les entreprises industrielles n'étaient représentées, dans l'ensemble, que par de petits ateliers, où peinaient le patron et deux ou trois compagnons ou apprentis.

L'organisation même du commerce et de l'industrie n'était en rien comparable aux conditions propres au capitalisme. Ce qu'il est convenu d'appeler le *Livre du Préfet* (« Eparchikon Biblion »), découvert à la bibliothèque de Genève, dont la publication de nos jours remonte à 1893, mais qui fut composé vers 900¹, représentant le statut de vingt-deux corporations, nous initie à l'organisation de l'industrie de Byzance². Ce livre nous apprend que les corporations artisanales de Constantinople étaient soumises au contrôle incessant de l'éparque, qui réglait et surveillait non seulement la production, mais aussi les échanges. Le mode, le temps et le lieu des achats de matières premières étaient exactement définis. L'éparque et ses fonctionnaires fixaient les prix des marchandises, le bénéfice des artisans, nommaient les responsables, réglementaient les heures de travail et le taux des salaires.

Toutes tentatives d'achat de matières premières ou de pro-

1. Il serait plus exact de dire « promulgué », puisqu'il s'agit en réalité d'un édit de l'empereur Léon VI. N. d. T.

2. ANDRÉADES, « Byzance, paradis du monopole et du privilège » (*Byzantion*, p. 171).

duits finis en quantité supérieure aux besoins, de stockage en prévision d'une hausse, étaient réprimées avec sévérité. L'achat de produits autres que ceux strictement destinés à la production de la corporation était interdit : ainsi, par exemple, les joailliers avaient le droit d'acheter de l'or, de l'argent, des perles et des pierres précieuses, mais non point du cuivre, des tissus de lin et, d'une manière générale, quoi que ce fût empiétant sur la production d'une autre corporation. Les marchands de soieries n'avaient le droit d'acheter que de la soie. Il était interdit aux bouchers d'acheter des porcs, la vente de la viande de porc étant considérée comme faisant l'objet d'un commerce à part. On ne pouvait entrer dans une corporation sans autorisation de l'éparque. Ainsi, pour être admis dans la corporation des marchands de vêtements de soie, il fallait un certificat de cinq membres de la corporation attestant que le candidat avait les qualités requises. Une fois admis, celui-ci versait une somme déterminée au profit du trésor public et de la corporation (douze nomismes par savonnier, six par marchand de vêtements de soie).

Chacun avait sa place déterminée pour le travail. D'ordinaire, les artisans se voyaient interdire le travail à domicile, sans doute afin de faciliter le contrôle quantitatif et qualitatif. Le commerce était également sujet à une réglementation tatillonne. Les parfumeurs vendant les épices et les aromates devaient avoir leurs étalages sur la place même du palais impérial « afin qu'y monte la bonne odeur de leurs marchandises ». Les bénéfices commerciaux faisaient aussi l'objet d'une stricte réglementation (d'ordinaire : 8 1/3 % maximum). Les membres des corporations devaient se surveiller mutuellement et dénoncer tous manquements. La non-dénonciation était punie au même titre que le manquement même.

L'administration recourait largement aux corporations pour toutes espèces de prestations. Les armateurs étaient, par exemple, tenus de mettre leurs navires à sa disposition, sur première réquisition. La nature et les conditions des prestations restaient à l'entière discrétion des fonctionnaires.

Les relations entre patron et compagnons ou apprentis, qui étaient presque toujours des esclaves et des affranchis, étaient non moins sévèrement réglementées. Le prix des diverses catégories d'esclaves était établi par la loi. Le « Prochiron » fixait le prix d'un esclave sans connaissances spéciales, âgé de plus de dix ans, à vingt nomismes, de moins de dix ans, à dix nomismes, d'un esclave ayant appris son métier, à trente

nomismes, d'un notaire, à cinquante, d'un médecin, à soixante nomismes ; enfin, un eunuque au courant du métier était estimé à soixante-dix nomismes.

Dans les palais de la noblesse de cour, les esclaves se comptaient par milliers. En 963, un dignitaire de la cour nommé Basile, s'étant mis à la tête de quelques milliers de ses propres esclaves, avait soulevé la plèbe constantinopolitaine contre le chef du gouvernement, l'eunuque Bringas, et facilité ainsi le pronunciamiento de Nicéphore Phocas ¹.

Les patrons même des ateliers n'étaient point tous des hommes libres. D'après le *Livre du Préfet*, les esclaves pouvaient entrer dans les corporations et même gérer des ateliers à condition que leur maître s'en porte garant. En cas de manquement de la part de l'esclave, son maître le perdait, car il était aliéné au profit de l'État. Il était interdit de passer, avec des ouvriers appartenant à une corporation, des contrats d'une durée supérieure à un mois, ni de leur verser des acomptes supérieurs à un mois. Il était également interdit d'embaucher un ouvrier avant qu'il n'ait accompli les heures de travail restées dues au patron précédent pour les avances consenties par celui-ci. Les peines prévues au « Livre du Préfet » étaient conçues dans le pur esprit byzantin. Une amende d'une livre d'or était considérée comme une peine légère ; la flagellation, la confiscation des biens et l'exclusion de la corporation étaient considérées comme normales. Un joaillier qui avait acheté pour les besoins de son industrie plus d'une livre d'or était passible de cette peine corporelle et d'une amende, par surcroît. La flagellation et la confiscation des biens attendaient le marchand de province qui avait dépassé son permis de séjour de trois mois dans la capitale, aussi bien que le membre d'une corporation qui avait, par des manœuvres, élevé le loyer du local d'un compagnon. Étaient battus de verges et privés du droit d'exercer leur métier ceux des tisseurs de soieries qui avaient acquis la soie grège chez un marchand de province, alors qu'ils étaient tenus à cet achat chez un marchand de la capitale ; il en était de même des savonniers qui avaient fabriqué leur savon pendant le carême.

Les modalités d'organisation de la production artisanale sont la conséquence évidente d'une centralisation administrative et d'une centralisation de l'exploitation, dictées toutes deux par les intérêts économiques de la classe possédante et par le désir d'étouffer toute protestation des classes inférieures.

1. Tous deux étaient « parakimomènes » (grands chambellans), mais Basile avait dû céder sa place à Bringas. N. d. T.

A la base de tout le système d'organisation de la petite production par l'État, il y avait la tutelle étatiste et la contrainte extra-économique.

Certaines branches du commerce et de l'industrie, la production de certaines sortes d'étoffes, pour ne citer que celle-là, restaient le monopole de l'État. Le commerce du blé l'avait été jusqu'à la suppression, par Héraclius, de la distribution gratuite du pain, mais la réglementation officielle du commerce du blé subsistait encore au ^x^e siècle, au grand dam des masses populaires qui voyaient les fonctionnaires impériaux, y compris les plus hauts dignitaires, s'enrichir à leurs dépens.

Ce fut ainsi le cas de Léon Phocas, frère de l'empereur Nicéphore Phocas (963-969). Sous son règne, les prix des céréales s'élevèrent à tel point, par suite de combinaisons louches des plus hauts fonctionnaires, que le peuple se désespérait. On racontait qu'un vieillard s'était présenté dans un centre de recrutement, afin de pouvoir assurer sa pitance. Nicéphore l'interrogea pour connaître les raisons qui l'avaient poussé à cette démarche : « Majesté, répondit-il, je suis devenu beaucoup plus fort que jadis. Dans ma jeunesse, il me fallait deux ânes pour emmener le blé que j'avais acheté pour une pièce d'or. Depuis que vous réglez, je porte allègrement sur les épaules ce qui m'a coûté le double. »

A l'époque de la dynastie macédonnienne, le problème agraire est dominé par la disparition progressive des petites propriétés rurales et l'asservissement subséquent des « pauvres » par les « puissants ». « Le ^x^e siècle, écrit Vassilievski, marque la période critique, où l'aristocratie terrienne se renforçant mène les plus vives attaques contre les petites propriétés rurales libres et contre les communautés rurales qui s'étaient multipliées pendant les siècles précédents. » Les « puissants », c'était l'aristocratie provinciale, l'Église en la personne de leurs métropolitains, évêques, abbés, les hauts fonctionnaires militaires et civils (les maîtres d'armée, les patrices, les stratèges). La richesse et la puissance de l'aristocratie terrienne s'étaient encore accrues du fait que c'était dans ses rangs que se recrutaient les cadres de l'administration palatine, militaire, ecclésiastique et civile. La nomination à toutes les fonctions, à l'exclusion des plus hauts postes gouvernementaux, était liée au versement de taxes assez élevées au profit du trésor. Les possédants pouvaient acheter non seulement des fonctions effectives, mais aussi des dignités et des titres. Si les propriétaires fonciers exerçaient simultanément des fonctions publiques, les fonctionnaires, eux, cherchaient

à acquérir des propriétés par n'importe quel moyen. Ainsi s'effectuait la fusion de l'aristocratie de vieille souche avec les fonctionnaires nouveaux, riches et nouvellement parvenus, en un fort groupement de classe, les « puissants » ou les « maîtres » (« *dunatoï* » ou « *archontes* »), qui intervient au cours du x^e siècle, comme ennemi redoutable des communautés rurales et des petites propriétés individuelles. « Ce groupement de classe, observe Vassilievski, pesait d'un joug double sur la population, en la pressurant au nom du gouvernement, en qualité de stratèges, protonotaires, etc., pour en sortir les impôts et autres charges, et en agissant pour son propre compte, en se couvrant des titres acquis et en cherchant à s'en rembourser dans les plus brefs délais aux dépens de la paysannerie. L'âpreté au gain, l'égoïsme, l'absence de tout scrupule dans toutes tromperies ou conclusion d'affaires irrégulières, tel était le patrimoine commun de tous les puissants, ainsi qu'en témoignent les nouvelles impériales mêmes du x^e siècle ¹. »

La situation des producteurs directs dans l'agriculture n'était pas identique. La main-d'œuvre des esclaves trouvait encore à s'employer largement. La protectrice de Basile I^{er}, l'aristocrate du Péloponèse, Daniélis, en comptait par milliers dans ses propriétés. Des formes pénibles d'exploitation servile avaient même survécu. Après que la révolte des Slaves dans le Péloponèse, où ils avaient assiégé Patras sous Nicéphore I^{er} (802-811), eût été domptée, les vaincus furent transformés en serfs de l'église Saint-André à Patras. La masse essentielle des ruraux était divisée en paysans établis sur les terres d'autrui, des « puissants », et ceux qui étaient groupés en communes libres, « comitures » ; ces derniers étaient exploités par l'État, auquel ils devaient l'impôt foncier, qui revêtait, conformément au régime centralisé de l'État, un caractère d'impôt-rente, la commune étant tenue par caution solidaire pour ses membres. Les paysans de la première catégorie sont, à partir du ix^e siècle, généralement appelés « parèques ». Dans le nombre, il y en avait qui payaient au possesseur seulement la dîme, ils s'appelaient « mortites » ; d'autres étaient tenus à une plus forte part à l'égard des propriétaires.

Les parèques et les paysans libres constituaient, dans leur ensemble, la paysannerie byzantine, qui était appelée du nom caractéristique de « pauvres » (« *pénètes* »).

Lorsque les provinces asiatiques (au ix^e siècle) et européennes (au x^e) furent relativement à l'abri des invasions ennemies,

1. VASSILIEVSKI, « Documents pour servir à l'histoire intérieure de l'État de Byzance », *Œuvres*, I, IV. p. 256 (en russe).

la réglementation tracassière du commerce et de l'industrie aidant, c'est la propriété immobilière qui devint l'investissement le plus avantageux des disponibilités monétaires. La grande propriété rurale croît rapidement aux dépens des petites propriétés paysannes. Après l'échec des mouvements populaires du ix^e siècle (des révoltes de Thomas le Slavon et des Pauliciens), « les puissants » passent à l'offensive en profitant de la gêne des « pauvres », réduits à la misère par les impôts, les exactions des fonctionnaires, les fléaux, enfin les attaques ennemies. Usant de leur puissance et de leur influence, ils obligeaient les paysans communaux à leur céder leurs terres à titre de don, de bail, voire à titre onéreux et forçaient les parèques à prendre des engagements de plus en plus lourds.

Les terres des militaires, base essentielle de la défense de l'État, se trouvaient, de par leur caractère et leur destin, dans une situation analogue à celle des paysans. Les mêmes causes, qui avaient engendré la disparition progressive de la paysannerie indépendante, provoquaient celle des terres des militaires. Les « puissants » s'emparaient, souvent par contrainte, des terres des stratiotes et transformaient ceux-ci en parèques. Qu'en dehors des raisons économiques, la coercition ait joué un rôle important dans la disparition progressive de la petite propriété rurale, la « *Pira* », sorte de jurisprudence établie aux ix^e siècle, en porte témoignage. On y voit que les « puissants » n'étaient pas embarrassés par le choix des moyens pour asservir les « pauvres » ; ils s'emparaient des terres des uns pour les passer à d'autres, à des conditions plus onéreuses, organisaient des razzias et, après avoir détroussé les paysans, leur imposaient des marchés de dupes pour le rachat de ce qu'ils leur avaient pris.

Parmi les puissants, ce furent la noblesse militaire, l'Église et les monastères qui obtinrent le plus de succès dans l'expropriation des terres paysannes. Une puissante noblesse féodale militaire s'était petit à petit formée dans l'Empire au cours du x^e siècle ; elle possédait une nombreuse clientèle. C'étaient, en Asie, les Dalassènes, les Phocas, les Skléros, les Comnènes, les Paléologues ; en Europe, les Bryennes, les Mélissènes, les Cantacuzènes, possesseurs de grandes propriétés, qu'ils arrondissaient par des rapines continues. L'organisation de l'armée en thèmes plaçait la masse des stratiotes sous la dépendance personnelle des chefs de l'armée, à la fois grands propriétaires de la région. Basée sur la communauté d'intérêts, une forte solidarité — qu'augmentaient encore des liens de mariage et d'incessantes campagnes en commun contre les

Arabes — unissait les membres de cette aristocratie militaire en un groupe social homogène et puissant. Résidant dans des châteaux inaccessibles, fiers de leurs richesses, de leur prestige, de leurs succès militaires, les archontes militaires d'Asie Mineure exigeaient constamment du pouvoir central qu'il tînt compte de leurs avis et de leurs conseils. Leur mécontentement se manifestait par des insurrections menaçantes, qui secouèrent l'Empire dans la seconde moitié du x^e siècle.

Après les magnats agraires, ce sont l'Église et les monastères qui ont le plus contribué à l'expropriation des terres paysannes. Ils accroissent désormais rapidement leurs richesses et leurs propriétés : les x^e et xi^e siècles voient, notamment, un nouveau développement des richesses monastiques. Nombre de monastères étaient fondés par les représentants de la classe exploitante et les empereurs mêmes, afin de s'y réserver de sûrs refuges dans l'éventualité d'un coup d'État, chose courante à Byzance. Les « pauvres » s'y retiraient pour échapper aux exactions des agents du fisc et des « puissants ». Les monastères, dont le nombre croissait rapidement, prenaient volontiers sous leur « protection » les petites gens ruinées et opprimées, mais ils n'oubliaient pas de se faire céder les terres, dont ils laissaient seulement la jouissance à vie aux intéressés. Les sources contemporaines nous ont laissé des récits vivants des moyens employés par les moines pour tirer parti des profanes croyants. Tous les moyens leur sont bons, est-il exposé dans l'une d'elles, lorsque les moines cherchent à attirer leur future victime dans leurs filets : « Ils commencent par le substantiel, de bons plats et des boissons, ensuite ils recourent aux attraits spirituels ; ils parlent d'abstinence, de veillées, ils se vantent d'avoir eu des visions, d'avoir été témoins d'apparitions, de miracles. Ils font ensuite prendre l'habit à l'auditeur charmé ; à l'aide de toutes ces tentations, ils prennent dans leurs filets tout l'avoir du bonhomme, sa propriété, son argent et, dès que le but est atteint, ils n'y prêtent plus aucune attention et le laissent partir aux quatre vents sans bien ni argent. » Les moines byzantins des x^e et xi^e siècles n'aimaient pas s'emurer dans les monastères. Aucune solennité publique ne se passait sans eux. Il n'était pas rare de les voir plaider en justice pour des tiers. Ils s'intéressaient aussi à la politique. Le commerce était pour eux occupation courante. Une curieuse lettre du célèbre écrivain et homme d'État du xi^e siècle, Psellos, nous entretient d'un moine-marchand, nommé Élie. Tout en recommandant d'accorder protection à ce moine, Psellos explique que cet homme est un touche-à-tout, quelque chose

d'intermédiaire entre un moine et un marchand. « Heureux de monter au ciel, il en est empêché par les préoccupations terrestres et le souci d'une foule de parents. Et le voilà obligé à de constants déplacements tantôt dans la direction du Nord, tantôt dans celle du Sud, de l'Ouest, de l'Est. Ce n'est pas la curiosité qui le guide, le désir de connaître la distance qui nous sépare de la Thulé des Britanniques, ni comment l'illustre océan baigne la terre, quels Ethiopiens habitent à l'Est, quels autres à l'Ouest : toute sa volonté est tendue vers un but, acheter de la marchandise à un endroit, la revendre à un autre. »

Les monastères obtiennent de l'administration des immunités, c'est-à-dire l'indépendance judiciaire et administrative, l'exonération fiscale. Un édit (« chrysobulle ») d'immunité du ^x^e siècle, que nous avons sous les yeux, exempte le monastère « du logement des fonctionnaires, des employés des tagmata et des thèmes, des troupes auxiliaires et mercenaires romaines, du paiement des indemnités de remplacement, de l'hébergement des juges, des stratèges, des collecteurs d'impôts, du logement des dignitaires, de tous cadeaux, des prestations de ravitaillement aux forteresses, de la réquisition des mulets, ânes, chevaux, bœufs... volailles et gibiers, d'œufs, des prestations de produits provenant de l'impôt foncier (il était perçu partie en nature), des impôts et droits de capitation, du fouage, de ceux frappant certaines formes de la propriété bâtie, des taxes commerciales, postales, de la réquisition des blés, de la construction des fortifications, de la voirie, de l'impôt sur les parèques, de la fourniture de fers à cheval et de clous à ferrer, de foin, de l'entretien des juges, ducs, catepans, collecteurs, protocentarques... et de tous fonctionnaires impériaux pour n'importe quelle cause que ce soit, de l'équipement des matelots, tirailleurs, cavaliers, piquiers et autres militaires... de la construction de toute espèce de navires, du sciage... et de charges et de corvées quelconques ». Ce chrysobulle est particulièrement intéressant en ce qu'il démontre clairement de quel fardeau d'impôts et de charges le gouvernement accablait ses sujets ; si les couvents avaient la possibilité de s'en affranchir, de quel poids supplémentaire ne pesaient-ils point sur les épaules des « pauvres ». Une nouvelle, promulguée en 964, fait ressortir la cadence accélérée à laquelle s'accroissait la propriété ecclésiastique et monastique. Nicéphore Phocas s'y plaint que l'empire en soit arrivé à la situation anormale qui avait existé avant l'iconoclasme. « Si, dit-il, nous abandonnons aux monastères les terres dont nous percevons les revenus, nous en arriverons inéluctable-

ment à la situation qui existait auparavant, il ne sera plus possible de porter remède à la désorganisation ni aux insuffisances de la vie, car nous ne disposerons d'aucun des moyens nécessaires, et nos mains impériales se trouveront paralysées. »

Le gouvernement byzantin se rendait compte de l'intérêt de la petite propriété paysanne : « C'est le grand nombre qui fournit aux besoins de l'État, qui paie les impôts, qui subvient aux charges militaires : tout s'écroule dès que le grand nombre fait défaut ¹. » Le gouvernement ne pouvait pas non plus ignorer que sa puissance économique s'affaiblissait proportionnellement à la croissance de celle des féodaux. Cela obligeait la dynastie macédonienne à manifester sa sollicitude envers « ces frères inférieurs », ce qui incite certains historiens à la glorifier.

Ainsi Vassilievski : « Fort des traditions de l'État anciennement acquises, les empereurs byzantins se rendaient beaucoup plus rigoureusement et clairement compte de leurs devoirs envers leurs sujets et ne se faisaient pas faute de proclamer que la puissance du monarque est un bien commun à tous et que la défense des faibles et des pauvres contre les forts et les riches est son devoir le plus sacré ². » Cependant, Vassilievski même est obligé de reconnaître que les « pauvres » tiraient peu de profit de ces proclamations. En fait, la dynastie macédonienne ne combattait pas la grande propriété et les seigneurs, elle ne pouvait le faire de par son appartenance même de classe ³, alors que sa politique extérieure belliciste, qui entraînait d'énormes dépenses, qui pesait sur les masses populaires d'un faix toujours plus lourd d'impôts et de charges, accélérait la ruine du petit paysan. Il n'est pas étonnant que les tentatives de la dynastie macédonienne en faveur de la petite paysannerie se soient révélées aussi inopérantes que les mesures analogues des Carolingiens en Europe Occidentale. La répétition des mêmes ordonnances durant un bon siècle témoigne de leur inefficacité.

2. L'HISTOIRE POLITIQUE DE BYZANCE AU TEMPS DE LA DYNASTIE MACÉDONIENNE.

Se considérant comme le seul héritier légitime de l'Empire romain, le gouvernement byzantin n'avait jamais renoncé à

1. Nov. de 934. N. d. T.

2. VASSILIEVSKI, *Œuvres*, t. IV, p. 259.

3. Il est intéressant de confronter cette thèse avec celle, très documentée, de nos byzantinistes, qui rejoint Vassilievski. N. d. T.

ses droits sur les terres qui avaient fait partie du patrimoine de Justinien. A l'Ouest de l'Europe, les prétentions de Byzance se heurtaient à deux forces : la papauté et le « Saint-Empire » germanique. Les papes, qui s'étaient libérés, au VIII^e siècle, de la sujétion à l'Empire, étaient, aux yeux du gouvernement byzantin, des rebelles, les empereurs germaniques, des usurpateurs.

Si Byzance était parfois obligée de faire bon marché de ses exigences, voire même de conclure alliance avec les papes et les empereurs, la ligne générale de la politique byzantine tendait à défendre âprement ses droits sur l'Italie entière et en particulier sur Rome, l'ancienne capitale de l'Empire. Mais son attention avait été constamment détournée par les Arabes et, dans la péninsule balkanique, par les Bulgares. A la fin du IX^e siècle, et au début du X^e, les Arabes et les Bulgares restaient les ennemis n^o 1 de Byzance, les Arabes occidentaux surtout, qui s'étaient emparés de la Sicile et de la Crète, qui désolaient les îles et le littoral de l'Egée, paralysant ainsi le commerce dans le bassin oriental de la Méditerranée.

Pour désarmer et subjuguier les barbares voisins de l'Empire, Byzance avait recours à l'évangélisation comme arme puissante de propagande, qui devait transformer de dangereux ennemis en amis, en vassaux et en sujets ; elle jouait d'une tribu contre une autre, soudoyait les dirigeants des ennemis les plus redoutés, enfin, employait la force armée.

L'attention de Byzance était attirée par les voisins d'Asie Mineure et des Balkans, les Arabes de Sicile et de Crète ; les tribus qui peuplaient les vastes étendues entre les Carpathes et la Caspienne n'échappaient pas, elles non plus, à la vigilance de la diplomatie byzantine.

Le système byzantin d'équilibre politique était, au X^e siècle, basé sur l'alliance politique avec les Petchénègues. Constantin Porphyrogénète recommande avec insistance à son fils Romain de vivre en paix et en amitié avec les Petchénègues. Cette alliance, estime-t-il, garantit Byzance de toute menace de la part des Russes, des Magyars et des Bulgares¹.

Malgré la grande habileté de sa diplomatie, Byzance était facilement entraînée dans des guerres avec ces voisins, ne fût-ce qu'en raison de la politique traditionnelle de grande puissance qu'elle pratiquait. Il lui arrivait même souvent d'avoir à combattre sur deux et trois fronts à la fois : en Asie, dans les Balkans et en Italie. Leurs succès alternaient avec de lourds revers. Mais à l'époque, l'Empire avait encore assez de force

1. Constantin PORPHYROGEN. *De administrando imperio*, éd. Bonn, p. 67.

pour soutenir cette lutte incessante et épuisante. Il avait hérité de ses prédécesseurs de nombreux cadres de cultivateurs libres, qui payaient des impôts et fournissaient des soldats à l'armée. Il conservait intacte son ancienne hégémonie commerciale et industrielle, son rôle d'intermédiaire dans les échanges entre l'Orient et l'Europe Occidentale. Disposant d'importantes ressources financières, la dynastie macédonienne avait la possibilité de maintenir ses forces armées de terre et de mer à la hauteur de leur tâche.

La conversion de la Bulgarie marque la première étape de sa subordination à la civilisation byzantine et à l'influence politique de Byzance, mais elle aggrave aussi les relations entre l'église orthodoxe byzantine et le catholicisme romain. La lutte des deux clergés pour la primauté dans certaines régions avait déjà provoqué plus d'un conflit dans le passé. Au ix^e siècle, elle avait même amené une rupture. Le pape Nicolas I^{er} avait exigé que lui soient soumis spirituellement tout l'Illyricum, la Bulgarie, et que soit déposé le patriarche Photius, ennemi acharné des pontifes romains. Le fondateur de la dynastie macédonienne, Basile I^{er}, fit d'importantes concessions au pape et déposa son ennemi, le patriarche Photius, mais réussit cependant, dans la question bulgare, à assurer la domination de l'orthodoxie byzantine à l'encontre des visées des papes.

La situation de l'Empire de Byzance, au moment où Basile I^{er} accédait au trône, n'était pas des plus brillantes. Si sur la frontière orientale d'Asie Mineure rien d'essentiel n'avait été compromis, sous la dynastie Amorienne, il avait beaucoup perdu à l'Ouest. Vers la fin du règne de la dynastie précédente, seule des grandes villes siciliennes, Syracuse restait encore aux mains des Byzantins. La majeure partie de la Sicile avait été enlevée par les Arabes nord-africains. La situation n'était pas meilleure en Italie Méridionale. Les conquêtes arabes n'y représentaient pas, au ix^e siècle, de grands territoires continus, mais l'influence de Byzance y avait presque disparu, et l'empereur d'Occident, Louis II, s'était, à deux reprises, porté au secours des villes de l'Italie Méridionale. La perte de l'île de Crète, devenu un nid de pirates arabes, avait été particulièrement sensible.

Basile I^{er} se couvrit sur le Nord en établissant des rapports de bon voisinage avec les Bulgares et les Russes. Pour éviter de nouvelles attaques russes, il obtint un traité de paix. A prix d'or, d'argent et d'habillement, il put même réaliser les premières missions d'évangélisation. Il améliora les relations

avec Venise, l'Arménie, et put ainsi porter tous ses efforts sur la lutte avec les Arabes, tant orientaux qu'occidentaux ; pour pouvoir combattre efficacement ces derniers, il alla même jusqu'à conclure une alliance avec l'empereur d'Occident.

Jusqu'en 878, Basile obtint quelques succès dans ses campagnes contre les Arabes. Les hostilités en Orient avaient été plus particulièrement couronnées de succès : c'étaient la victoire sur les Pauliciens, la prise des places fortes de Téphrice, Zapétra, Samosate, la reconquête de l'île de Chypre.

A l'Ouest, les affaires étaient moins brillantes, quoique marquées de quelques avantages. Après la mort de Louis II, les Grecs occupèrent Bari, cité importante en Italie Méridionale. L'influence de Byzance se fit à nouveau sentir le long des côtes dalmatiennes.

Dans les années soixante du ix^e siècle, le péril arabe contraignit les Slaves illyriens à solliciter l'aide de Byzance. Au cours du viii^e et de la première moitié du ix^e siècle, l'influence byzantine s'était presque entièrement effacée dans ces régions : non seulement les Serbes et les Croates, mais aussi les villes romaines de Dalmatie avaient, visiblement, perdu tout souvenir des droits de l'empereur de Byzance. Les villes de Dalmatie furent secourues en 867-868, et durent reconnaître la suzeraineté de l'Empire, comme d'ailleurs les tribus slaves établies en Dalmatie. D'après les indications de Constantin Porphyrogénète, une partie des Croates et des Serbes fut convertie par Byzance et entra ainsi dans sa sphère d'influence spirituelle et politique.

La chute de Syracuse, prise d'assaut par les Arabes en 878, après un long siège de neuf mois, porta un coup sévère aux plans de conquête de Basile. Cette perte entraîna celle de la Sicile entière. Chypre retomba aux mains des Arabes. Basile dut renoncer à poursuivre ses plans, quoique son général Nicéphore Phocas ait réussi à rétablir le pouvoir impérial en Apulie et en Calabre, après quoi les principautés féodales lombardes d'Italie Méridionale acceptaient, à leur tour, le protectorat byzantin.

Même ces modestes succès du fondateur de la dynastie macédonienne dans le domaine extérieur furent mis en cause par la politique à courte vue de son successeur, Léon VI (886-912), souverain incapable mais présomptueux, indûment passé dans l'histoire sous les vocables de « Philosophe » et de « Sage ». Les cercles dirigeants byzantins s'étaient trop reposés sur leur ascendant sur la cour bulgare après sa conversion.

Byzance même avait imprudemment placé la Bulgarie devant l'alternative d'avoir à se soumettre ou à entrer en lutte.

Lorsque le tsar des Bulgares, Syméon, accédait au trône, en 893, les inconvénients, pour la Bulgarie, du rapprochement avec Byzance étaient déjà apparus. En vertu d'anciens traités, les marchands bulgares avaient le droit de faire commerce à Byzance. Un petit groupe de gros marchands byzantins, insatiables mais bien en cour, obtint leur transfert à Thessalonique, où les négociants bulgares furent, par surcroît, frappés de lourdes taxes. Syméon s'opposa résolument à cette politique ; il en résulta une guerre, qui éclata en 894. Léon VI, digne représentant de l'art diplomatique de Byzance, qui avait fait de l'expression « byzantin » le synonyme de ruse et de félonie, souleva contre ses « nouveaux frères chrétiens » la horde magyare qui nomadisait alors entre le Dniepr et le Dniestr. Les Magyars rejetèrent les Bulgares au delà du Danube, anéantirent l'État de la Grande-Moravie et s'enfoncèrent en coin entre les Slaves du Nord, de l'Est et du Sud. Cependant, Syméon réussissait, non sans mal, à repousser les Magyars, à infliger une grave défaite aux Byzantins, à contraindre Byzance au paiement d'un tribut et à la cession d'une partie importante de la Macédoine et de l'Albanie. La Croatie s'affranchissait, sous Léon VI, de la suzeraineté de Byzance, recouvrait son indépendance, qui devait se consolider au cours du premier quart du x^e siècle. Les Serbes et les Slaves de la Dalmatie Méridionale, qui s'étaient soumis vers 870 au pouvoir de Byzance, tombaient, au début du x^e siècle, sous la dépendance du tsar des Bulgares.

Entre temps, les corsaires arabes ravageaient la mer Egée ; en 880, ils saccageaient l'île de Samos ; en 902, ils détruisaient la ville de Démétrias en Thessalie ; en 904, par surprise, ils s'emparaient d'Attalia en Asie Mineure, de Thessalonique dans les Balkans, les pillaient et emmenaient des foules de prisonniers. A l'ouest, la Sicile fut définitivement perdue sous Léon VI.

Un armement formidable, préparé pour rétablir la suprématie de Byzance sur mer : près de deux cents navires, que montaient 34.000 rameurs, sur lesquels on avait embarqué sept mille militaires grecs, sept cents Russes et cinq mille Mardaites, fut entièrement défait par les Arabes en 911 dans les parages de Samos. L'entreprise avait nécessité de gros sacrifices financiers ¹.

La situation militaire s'aggrava encore au début du x^e siècle.

1. Constantin Porphyrogen, *De Cerim.*, p. 651.

cle, après la mort de Léon, lorsque le tsar Syméon chercha à profiter des discordes intestines dans l'Empire pendant la minorité du fils de Léon, Constantin Porphyrogénète. S'appuyant sur les populations slaves des provinces européennes, il rêvait de se rendre entièrement maître de la péninsule Balkanique et de ceindre la couronne des « basileis » de Byzance. Au début du x^e siècle, les possessions bulgares s'étendaient de la mer Noire à l'Adriatique et du bas Danube aux fins fonds de la Thrace et de la Macédoine, jusqu'aux abords de Thessalonique.

En 913, Syméon apparaissait sous les murs de Constantinople ; en 914, il prenait Adrianopolis. En 917, le gouvernement byzantin avait tout fait pour se débarrasser du redoutable ennemi : on avait concentré une forte armée de terre, composée des troupes des thèmes européens et asiatiques ; on recruta des Petchénègues, que la flotte impériale devait transporter sur le Danube. La rivalité entre le commandant de l'armée de terre, le stratège Léon Phocas, et le grand amiral de la flotte, Romain Lécapène, permit cependant au tsar d'écraser l'armée byzantine (en 917) et de réapparaître sous les murs de Constantinople, où il se fit proclamer empereur. Mais il lui était impossible de prendre la capitale sans l'appoint d'une flotte, or la tentative de s'en assurer une en concluant alliance avec les Arabes africains échoua. Entre temps, le pouvoir était passé à Byzance aux mains de l'intelligent et énergique Romain Lécapène (Romain I^{er} Lécapène), qui recourut à la tactique éprouvée : les Serbes et les Croates furent soulevés contre les Bulgares. En 927, il réussit à conclure la paix avec Pierre, fils et successeur de Syméon. La Bulgarie obtint bien des agrandissements territoriaux et un patriarcat indépendant, mais l'influence byzantine devait régner désormais sans partage à la cour bulgare. En Italie Méridionale, Romain défendit avec succès l'Apulie et la Calabre.

La flotte des corsaires arabes fut presque complètement détruite par les Byzantins en 924, après quoi on put considérer le péril sur mer comme conjuré. Sur les marches orientales d'Asie Mineure, la balance dans la lutte contre les Arabes penchait petit à petit en faveur des Byzantins. L'avance dans ces confins se trouvait facilitée par la désagrégation du Khalifat de Bagdad, qui s'était décomposé en une série de petits États féodaux indépendants et en état d'hostilité réciproque permanente. Le général de Lécapène, Courcouas, réussit, au bout de vingt années d'efforts opiniâtres, à étendre considérablement les limites de l'Empire en Orient.

Pendant le règne de Romain Lécapène, la capitale de Byzance fut attaquée par le « kniaz » russe Igor. « Le même enchantement magique, qui avait attiré les autres barbares nordiques vers la Rome de l'Occident, attirait les Varègues vers la Rome d'Orient ¹. »

Dès 860, profitant de ce que Michel III et son armée étaient aux prises avec les Arabes, et la flotte combattant en Sicile, les Russes avaient fait une tentative hardie en attaquant Constantinople, ce qui y avait provoqué une effroyable panique. Le patriarche Photius parlait, dans ses homélies, des Russes comme d'un peuple peu connu et pauvre, qui s'était élevé aux sommets de la gloire et de la richesse. Cette première attaque avait subi un échec. A marches forcées, l'armée s'était portée au secours de la capitale. A en croire Photius, les Russes se convertirent, firent leur soumission à l'Empire et promirent de lui fournir des troupes auxiliaires ². Les sources byzantines sont muettes quant aux campagnes d'Oleg et à ses traités avec les Grecs, mais le chapitre relatif à l'autorisation accordée aux Russes de servir sous les bannières des empereurs, indiquée par notre chronique comme se rapportant à l'année 911, est confirmée par les indications de source byzantine, qui font état de la présence de mercenaires russes dans l'armée byzantine à compter du début du x^e siècle.

En opposition aux campagnes semi-légendaires d'Oleg, la campagne de son fils Igor en 941 vers les côtes de Bithynie, présente un caractère d'authenticité rigoureuse. Elle se solda par un échec complet.

Mais pour faire front aux Russes, il fallut rappeler d'Orient le domestique des scholes, Jean Courcouas, avec toute son armée. Cet insuccès ne brisa pas l'effort du kniaz russe Igor. Au dire du chroniqueur, en 944, Igor réunit une grande armée composée notamment de Varègues, de Polianes, de Krivitches, de Petchénègues et de nouveau menaça Byzance, qui dut (en 945), moyennant finances, se préserver de nouvelles attaques russes.

Pendant que durait cette âpre lutte contre les Arabes, les Bulgares et les Russes, la mainmise sur la petite propriété paysanne s'accélérait à tel point que Romain Lécapène se vit contraint, en 922, de promulguer une novelle, destinée à freiner cette tendance. Elle accordait aux communes rurales un droit de préemption sur l'achat de propriétés immobilières et interdisait aux « puissants » toute acquisition dans les com-

1. *Byzantion*. V. VIII, p. 561.

2. K. MARX, *Secret diplomatic History*, p. 76.

munes rurales à quelque titre que ce soit, don, legs, achat ou bail ¹. Les fiefs militaires, aliénés sous quelque forme que ce soit depuis les trente années précédentes, faisaient retour aux conditions préexistantes sans indemnité aucune. Mais cet édit ne produisit pas l'effet escompté.

La mauvaise récolte de 928 fut suivie de famine, hôte fréquent de la campagne byzantine, mais la famine de 928 dépassa, au dire du chroniqueur, « toutes celles ayant jamais existé ». Les conséquences de la famine et de la peste se firent sentir pendant plusieurs années ; les seigneurs en profitèrent pour mettre main basse à bon compte sur les terres des « pauvres ». Une novelle de Romain Lécapène, datant de 943, condamne sévèrement les agissements des « puissants », de même d'ailleurs que les fonctionnaires byzantins qui n'avaient pas su faire respecter la loi précédente. Confirmant les dispositions de la loi de 922, Romain déclarait nulles et non avenues les acquisitions des terres des pauvres par les seigneurs. Les acquéreurs n'ont pas droit aux terres accaparées pendant la famine : elles doivent faire retour aux « pauvres », tenus cependant de restituer leur prix d'achat ². Mais la haute administration, composée de ces mêmes « puissants », résistait aux nouvelles impériales : Romain lui-même, du fait qu'il avait usurpé le pouvoir, mais n'avait pu éliminer complètement l'empereur légitime Constantin VII, était préoccupé par la consolidation de sa dynastie et ne pouvait penser à lutter pour de bon avec les puissants seigneurs.

Au surplus, il est douteux que ceux des « pauvres », qui avaient vendu leurs terrains pour éviter la mort par inanition, aient disposé des moyens nécessaires pour les racheter.

En 944, Romain Lécapène était détrôné par ses propres fils et, l'année suivante, Constantin VII Porphyrogénète réussissait à se débarrasser de ces corégents et devenait seul possesseur du pouvoir impérial (945-959). Cela ne modifia guère le genre de vie de Constantin : il abandonna les affaires publiques à son entourage, dont le parakimomène Basile, qui prit un ascendant particulier, et continua à se consacrer à ses occupations favorites, aux lettres et aux arts.

Le fait que les menaces de Romain n'avaient effrayé personne et que les seigneurs continuaient à accaparer les terres des « pauvres » par contrainte, par achat ou toutes opérations dolosives, se trouve confirmé par les nouvelles de Constantin Porphyrogénète. Il y était constaté que « quiconque avait

1. ZACHARIAE, *Jus Graeco-Romanum*, v. III, p. 234-241.

2. VASSILIEVSKI, *Oeuvres*, t. IV, pp. 242-252.

du poids et de la force s'appropriait d'immenses espaces et transformait les malheureux tenanciers en véritables esclaves¹. Les accaparements des fiefs militaires se multipliaient parallèlement. Constantin caractérise ainsi ces accapareurs : « Ceux à qui Dieu a donné de commander ont tous, sans exception, soumis leurs stratiotes à toute espèce d'abus et d'exactions, ou bien alors, ayant reçu de bons cadeaux, ils les ont exemptés du service militaire. Ce sont des âmes vénales autant qu'insouciantes et non guerrières : plus pleutres que les fourmis et plus rapaces que les loups. Ne sachant rançonner l'ennemi, ils dépouillent les sujets. » Constantin VII proclama l'inaliénabilité des terrains militaires ; ceux qui transformaient les stratiotes en parèques ou s'emparaient par force de leurs terres étaient frappés d'une amende de trente-six nomismes.

Ce serait une erreur que de supposer les « pauvres » byzantins se laissant exploiter par les archontes sans leur opposer de résistance, ou perdant bénévolement leur indépendance, ou bien la plèbe des villes supportant sans broncher le dur joug administratif. Les révoltes des masses opprimées, fréquentes en cette période, n'étaient que des explosions de désespoir : elles se produisaient sans but bien déterminé et s'exprimaient, le plus souvent, par des attentats contre les représentants les plus exécrés de l'administration impériale. Les Albanais et les Valaques, retranchés dans leurs montagnes, se contentaient d'ignorer l'administration byzantine ; quant aux tribus slaves, elles luttaient ferme. Dans la seconde moitié du ix^e siècle, les tribus slaves du Péloponèse, les Milinges et les Ezérites, s'insurgent, agissant de concert avec le tsar des Bulgares, Boris. Au début du x^e siècle, les succès du tsar Syméon s'accompagnent de nouvelles révoltes des tribus slaves. Romain Lécapène doit dompter un soulèvement des Milinges et des Ezérites : ceux-ci, quoique obligés de reconnaître la suzeraineté de l'empereur, n'en conservent pas moins leur autonomie locale et ne sont tenus qu'à un tribut relativement modeste.

De fréquents troubles et séditions eurent également lieu dans les thèmes d'Asie Mineure, en particulier dans celui des Cibyrrhéotes, au sujet duquel l'empereur Constantin VII dit que ce nom n'est pas laudatif, mais a été donné « pour son arrogance, pour ses actes d'insubordination et l'inexécution des ordonnances impériales ».

Une forte révolte des « pauvres » éclata pendant le règne

1. ZACHARIAE, *Jus Graeco-Romanum*, v. III, p. 264.

de Constantin VII dans le thème d'Opsikion, où un certain Basile de Macédoine avait pris la tête de la révolte, en se faisant passer pour Constantin Doucas, exécuté pour rébellion contre l'empereur. Pris et livré aux autorités constantinopolitaines, qui le condamnèrent à avoir le bras droit tranché, il réussit à s'échapper. Il réapparut dans le thème d'Opsikion, souleva des foules de « pauvres » contre le gouvernement, s'empara de la place de Petra et opposa une résistance acharnée aux troupes gouvernementales. Finalement, il fut repris, torturé et brûlé vif sur le Forum Amastrianum à Constantinople.

Les fréquentes séditions populaires, les attentats contre les collecteurs d'impôts, les plaintes amères des populations opprimées obligeaient les empereurs à déléguer sur place des « enquêteurs » spéciaux pour vérifier la gestion des agents du fisc. En raison de la solidarité étroite qui liait l'administration centrale à ses agents sur place, ces « inspections » aboutissaient seulement à de nouvelles brimades de la population.

La lutte contre les Arabes orientaux et occidentaux, pendant le règne de Constantin VII, fut marquée par une alternance de succès et de revers. Une nouvelle et grande entreprise navale pour la reconquête de la Crète, à laquelle participèrent des Russes, devait se terminer en 943 par un échec complet, en raison de l'incapacité totale de son chef, l'eunuque du palais Gongila.

En Mésopotamie et en Syrie, on se battait avec acharnement contre les émirs de Mossoul, de Tarse et d'Aleppo ; l'émir de Mossoul, Saif-ad-Dawla était l'ennemi de beaucoup le plus redouté. La balance penchait de plus en plus en faveur des Byzantins. En 950, leurs troupes apparaissent à Théodosiopolis (l'actuelle Erzeroum), en 957, elles occupent Amida, en 958, Samosata, en 959, elles s'avancent au delà du Tigre. Les territoires reconquis sont organisés en un certain nombre de thèmes nouveaux : de Mésopotamie, de Lycandos, de Séleucie. L'Arménie et l'Ibérie entrent dans la zone d'influence de Byzance. Dès les années vingt du x^e siècle, les Arméniens et les Géorgiens occupent les plus hautes fonctions dans le gouvernement, en particulier dans l'armée de l'Empire d'Orient.

Pendant le gouvernement personnel de Constantin Porphyrogénète, les rapports avec les Russes furent paisibles et même amicaux. En 957, la princesse (« kniaguinia ») Olga, déjà convertie au christianisme, rendit visite à la cour byzantine,

accompagnée d'une suite nombreuse ; Constantin a laissé, dans son *Livre des Cérémonies*, une relation détaillée de sa réception solennelle.

Pendant le court règne de Romain II, fils de Constantin (959-963), la guerre avec les Arabes se poursuivit avec succès. Une nouvelle expédition contre l'île de Crète, à laquelle prirent part un nombre impressionnant de navires de toute espèce, dirigée par le meilleur général de l'empire, Nicéphore Phocas, se termina par une éclatante victoire des armes byzantines et le retour à l'Empire de cette île importante. A la mort de Romain II, qui laissait le trône à ses deux fils mineurs sous la régence de leur mère, Théophano, Nicéphore Phocas se proclama empereur et associé des deux petits porphyrogénètes, en épousant Théophano.

Nicéphore Phocas représentait la noblesse militaire d'Asie Mineure et appartenait à l'une des familles d'archontes les plus riches. Aussi, sans toucher dans leur ensemble aux lois de défense de la propriété paysanne, se fit-il le défenseur des seigneurs en annulant, par une novelle de 967, le droit de préemption sur les propriétés réservé aux « pauvres » et aux stratiotes. Mais Phocas tenta de freiner le développement rapide de la propriété monastique, en indiquant que, grâce à elle, l'Empire se trouvait privé des moyens et de la population active dont il avait besoin pour sa défense. Dans une novelle de 964 Phocas souligne « que les moines ne possèdent aucune des vertus évangéliques ; ils ne songent à chaque minute de leur existence qu'à acquérir de nouveaux biens terrestres, qu'à élever d'immenses constructions, qu'à acheter en quantités innombrables chevaux, bœufs, chameaux, toutes sortes de bêtes de somme ; ils consacrent à s'enrichir de cette manière toutes leurs forces, toute leur énergie »¹. Après avoir dénoncé l'avidité et la cupidité des moines, la novelle défend de faire aucune fondation nouvelle de monastère, interdit au haut clergé et aux higoumènes toute acquisition de terres appartenant à la noblesse ou aux paysans. Bien plus, Phocas soumit la propriété ecclésiastique à un régime fiscal très dur, réduisit radicalement les dépenses pour la cour et la nombreuse domesticité du palais, supprima toutes les prébendes à la plèbe constantinopolitaine.

Sous le règne de Nicéphore Phocas, les Arabes se virent enlever l'île de Chypre, la Cilicie et la Syrie du Nord, l'importante ville de Tarse et la capitale syrienne, Antioche. Nicéphore créa une nombreuse armée, qui comprenait, outre les

1. ZACHARIAE, *Jus Graeco-Romanum*, v. III, p. 293.

unités des thèmes, de nombreux mercenaires arméniens, géorgiens, russes, magyars, petchénegues, etc...

Le péril arabe écarté, les dirigeants de Byzance purent régler de vieux comptes avec la Bulgarie. Alors que Byzance combattait avec succès les Arabes en Asie, la Bulgarie souffrait de discordes intestines. Les excès de l'exploitation des paysans — ils portaient au ^x^e siècle, en Bulgarie, le nom byzantin de « parèques » — avaient provoqué des réactions de la part des bas-fonds populaires, qui s'unissaient sous le signe des « Bogomiles ». Par ailleurs, le pouvoir royal était affaibli par la rébellion des « boïars ». La révolte des féodaux séparait les régions occidentales de la Bulgarie danubienne. Ces régions occidentales formaient un état féodal quasi indépendant, ayant à sa tête le boïar (comte) Chichman et ses fils.

En 967, Nicéphore Phocas décida d'en finir avec la Bulgarie. Il refusa de lui payer le tribut annuel. Usant du procédé cher à la diplomatie byzantine, l'empereur avait décidé de faire abattre la Bulgarie par les forces du grand kniaz russe Sviatoslav, auquel il avait fait tenir mille cinq cents livres d'or et des promesses encore plus engageantes. En août 967, Sviatoslav apparut avec ses troupes et des Petchénegues sur les rives du Danube et s'empara sans peine de la Bulgarie du Nord, soutenu par une partie des féodaux bulgares. Mais, une fois installé en Bulgarie, il manifesta l'intention d'y rester, ce qui n'entraînait nullement dans les vues du gouvernement byzantin. Celui-ci fit volte-face et se déclara protecteur et défenseur de l'indépendance bulgare.

Il ne fut pas donné à Nicéphore de se mesurer avec Sviatoslav. Le programme de la noblesse militaire d'Asie Mineure qu'il réalisait avec insistance avait causé un vif ressentiment aussi bien de l'administration civile, que de la population de la capitale et des moines. Malgré toutes ses victoires, le héros de la Crète et de Tarse était tellement exécré dans sa propre capitale, qu'il avait été obligé de transformer son palais en forteresse. Cela ne le sauva pas d'une mort violente : en 969, il tomba victime d'une révolution de palais.

Son assassin et successeur, Jean Tzimiscès (Jean I^{er}, 969-976), appartenait, comme Nicéphore, aux sommets de la noblesse militaire d'Asie Mineure. Fort de l'expérience de son prédécesseur, il dut modifier la politique économique de ce dernier, dans le sens de concessions importantes à l'Église et aux cercles de la cour. L'expropriation des paysans par les seigneurs et l'Église continua de plus belle. Les puissants s'emparaient de régions entières sans que l'empereur pût s'opposer

à ces accaparements. Léon le Diacre rapporte qu'au retour d'une campagne victorieuse, Tzimiscès observait les effets, désastreux pour la population de riches régions, des agissements du rapace prince du Sénat, Basile. Il se borna « à exprimer ses regrets, son dépit et à morigéner Basile pour sa cupidité et sa cruauté ».

Dans les premières années de son règne, Tzimiscès fut entièrement absorbé par la lutte contre le kniaz Sviatoslav.

Lorsque Jean Tzimiscès était monté sur le trône après l'assassinat de Phocas, l'invasion russe menaçait l'Empire même. En 970, les troupes de Sviatoslav franchirent les Balkans, saccagèrent Philippopolis et semèrent la panique dans les environs de la capitale même. Mais là, elles se heurtèrent aux nombreuses forces armées de Byzance. Un parent de Tzimiscès, Bardas Skléros, arrêta les Russes près d'Arcadiopolis et les obligea à se retirer en Bulgarie. En 972, Sviatoslav fut assiégé par l'armée et la flotte byzantines à Dorostol (Silistrie) ; après une lutte acharnée et héroïque, il fut contraint d'évacuer la Bulgarie. La résistance de Byzance obligea la dynastie de Rurik « à consolider son pouvoir en Russie ».

Après la victoire sur Sviatoslav, les promesses faites aux Bulgares furent oubliées. La Bulgarie danubienne fut annexée à Byzance, qui reporta ainsi à nouveau ses frontières sur le Danube. Le royaume de Bulgarie, qui avait été, durant trois siècles, la terreur de Byzance, gisait à ses pieds, vaincu et presque anéanti. Le clergé bulgare fut rattaché à la chaire constantinopolitaine. Pour parer à toute velléité de la part des Bulgares, de nombreuses colonies de Pauliciens furent établies par Tzimiscès autour de Philippopolis. Seule, la Bulgarie Occidentale (la Macédoine et l'Albanie) subsista comme État indépendant.

Libéré de l'hypothèque slave, Tzimiscès put se retourner contre les Arabes. En deux campagnes heureuses, en 974-975, il obligea les émirs d'Amida et de Martyropolis à lui payer tribut, puis, après avoir franchi les Monts Libans, il prit Homs, Baalbeck, Damas, Béryte. Sa mort, survenue en 976, arrêta ses conquêtes. Ses succès s'avérèrent éphémères, mais ils eurent au moins pour effet d'assurer à Byzance ce qu'elle avait conquis sous Nicéphore Phocas.

A la mort de Jean Tzimiscès, l'héritier légitime, Basile, fils de Romain II, qui avait atteint dix-huit ans, régna seul ¹.

1. En montant sur le trône, Basile II partagea le pouvoir avec son frère cadet, Constantin, qui devait lui succéder à sa mort. N. d. T.

En réalité, ce fut le parakimomène Basile qui continua à gouverner en son nom. La noblesse militaire d'Asie Mineure ne voulait pas, cependant, renoncer au privilège qu'elle s'était arrogé de fournir des empereurs à Byzance. Et Bardas Skléros, un des généraux les plus populaires de l'empire, se proclama empereur aussitôt après la mort de Tzimiscès. Pendant trois ans (976-979), l'Asie Mineure devint le théâtre d'une guerre civile acharnée. A deux reprises, Skléros réussit à battre l'armée du gouvernement central, commandée par l'eunuque Basile ; il s'appropriait à mettre le siège devant Constantinople. Le gouvernement central fut obligé d'opposer à Skléros un autre représentant de l'aristocratie féodale asiatique, Bardas Phocas, extrait de la cellule monastique où il avait été enfermé après une révolte manquée contre Tzimiscès. C'est seulement en 979 que fut écrasée la révolte de Skléros, qui dut s'enfuir chez les Arabes. Mais les mesures centralisatrices du gouvernement provoquèrent un nouveau soulèvement des archontes asiatiques. Le 15 août 987, Bardas Phocas se proclamait empereur ; l'année suivante, il s'emparait d'une grande partie de l'Asie Mineure. Le pouvoir du gouvernement central se trouvait de nouveau réduit à Constantinople, mais, au XI^e siècle, il était entendu que « celui qui règne à Constantinople finalement est toujours victorieux ». Disposant d'énormes ressources, fort du concours de mercenaires Varégo-Russes, le gouvernement de Constantinople écrasa l'insurrection des féodaux asiatiques en 989. Désormais, le gouvernement central ne pouvait plus se fier aux puissantes et vieilles familles, qui avaient levé l'étendard de la révolte de l'aristocratie militaire.

En 996, Basile II s'en prend aux intérêts économiques des féodaux, en abolissant la prescription qui, après quarante ans, couvrait les contrats illégaux, c'est-à-dire les accaparements des terres des stratiotes et des paysans. En 1001-1002, il promulgua la novelle relative à l'« allelengyon », qui oblige les grands propriétaires à acquitter les contributions que leurs voisins pauvres étaient incapables d'acquitter. Cette mesure concernait, apparemment, les parèques seuls puisque, en ce qui concerne les paysans membres des communes rurales, le gouvernement était déjà couvert par la caution solidaire de la commune. Quoi qu'il en soit, le préjudice porté à la grande propriété laïque et ecclésiastique était tellement sensible que le patriarche Sergius crut bon d'intervenir avec ses évêques et les moines pour que fût rapporté l'« allelengyon », d'ailleurs sans succès. Comme les autres, le gouvernement de Basile,

lui non plus, ne luttait pas systématiquement contre les « puissants ». En 988, « sur le conseil des moines », il rapportait définitivement les lois de Nicéphore Phocas, limitant le développement de la propriété monastique, sous le prétexte qu'elles « étaient une offense non seulement pour ces très pieux monastères, mais pour Dieu même »¹.

Les luttes intestines qui éclatèrent à Byzance entre le gouvernement central et l'aristocratie militaire asiatique après la mort de Tzimiscès permirent au peuple bulgare de se soulever pour reconquérir son indépendance. Profitant de la situation, un des boïars bulgares, Samuel, fils du comte Chichman, réussit, en l'espace de dix ans (de 977 à 986), à libérer la Bulgarie danubienne et une grande partie de la Macédoine et de la Thessalie. Mais les succès bulgares prirent fin lorsque le gouvernement central eut maté l'insurrection de l'aristocratie féodale avec l'aide des mercenaires Varégo-Russes. A partir de 996, Byzance reprend l'offensive. Basile II, surnommé le « Bulgaroctone » (le tueur de Bulgares) pour ses « exploits », faisait la guerre avec des raffinements de cruauté. En 1014, il fit crever les yeux à 15.000 prisonniers, sauf à un captif sur cent, qu'il fit éborgner pour qu'il pût ramener au tsar ses camarades aveuglés. En 1018, c'en était fait de la Bulgarie : elle était écrasée et dévastée. Les Bulgares récalcitrants furent en masse transportés en Arménie. Avec la conquête de la Bulgarie, le pouvoir impérial s'étend également à la Serbie, où le gouvernement nomme ses stratèges.

En Asie, Byzance maintenait ses conquêtes. Après l'asservissement de la Bulgarie, Basile entreprit des campagnes contre les États transcaucasiens, qui aboutirent à la soumission d'une partie de la Géorgie, l'annexion d'une partie de l'Arménie et à la vassalisation de l'autre. A la mort de Basile II, l'Empire de Byzance s'étendait, comme au temps de Justinien, des rives du Danube à celle de l'Euphrate.

Durant les règnes de son successeur, Constantin VIII (1025-1041), de la fille de celui-ci, Zoé, associée à ses trois maris successifs, Romain III Argyre (1023-1034), Michel IV le Paphlagonien (1034-1041), Constantin Monomaque (1042-1054), enfin de la sœur de cette dernière, Théodora (1054-1056), le pouvoir revient aux mains des eunuques du palais et des hauts dignitaires, soutenus par le clergé.

Pour affaiblir la force et l'importance de la noblesse mili-

1. En 988, on était en pleine révolte de Bardas Phocas, et Basile II avait besoin de l'appui et de l'argent de l'Eglise pour triompher de l'aristocratie féodale. N. d. T.

taire, le gouvernement central réduit les dépenses pour l'armée en même temps que ses effectifs. Petit à petit, il en arrive à s'appuyer sur des mercenaires. Pour saisir toute l'importance de ce changement dans la politique du gouvernement, il faut tenir compte de l'influence exceptionnelle de l'élément militaire, au cours du x^e et au début du xi^e siècle, au temps des luttes incessantes que menèrent les empereurs de la dynastie macédonienne. Ces empereurs comblaient l'armée, leurs chefs en particulier, de toute espèce de faveurs, privilèges, libéralités. L'aristocratie terrienne de province, celle d'Asie Mineure surtout, qui fournissait les cadres de commandement, occupait, en conséquence, la première place dans les cercles dirigeants. Sa puissance croissante la portait à se montrer de plus en plus exigeante, à régenter même le gouvernement, qu'à tout propos elle était prête à menacer de sédition militaire.

Les hauts fonctionnaires civils ne pouvaient pardonner aux militaires leur situation privilégiée, ils enviaient les largesses impériales qui se traduisaient par des dotations, des dons en espèces et par tous autres biens matériels, dont bénéficiait, en particulier, le haut commandement. Cherchant à en réduire l'importance, la bureaucratie profita des circonstances favorables après la liquidation des révoltes de Bardas Phocas et Bardas Skléros. Après ces mutineries, les empereurs eux-mêmes commencent à se défier de l'armée, de ses généraux surtout. Reléguer le commandement militaire au second plan devient maintenant une tâche relativement aisée pour les civils. Il s'ensuit une tension toujours croissante entre civils et militaires, entre la bureaucratie de la capitale et la noblesse de province, source de sérieux conflits. L'histoire du xi^e siècle en est remplie.

On sait que Basile II, le Tueur de Bulgares, ne put jamais oublier les insurrections de Phocas et de Skléros, bien qu'il ait passé toute son existence à faire campagne et à batailler. On lui attribue la politique qu'un écrivain byzantin formula de la manière suivante : « Ne point tolérer de fonctionnaires trop puissants, ne permettre à aucun des grands chefs militaires de posséder de grandes richesses, les écraser d'impôts arbitraires, afin de les obliger à consacrer tout leur temps à leurs affaires privées, ne se fier à personne, et prendre peu de gens pour confidents de ses desseins ¹. »

Après la mort de Basile II, la politique hésitante et incohé-

1. C'est en ces termes que Psellos rapporte les conseils que Skléros, vaincu et prisonnier, aurait donnés à Basile II, sur sa demande. N. d. T.

rente de ses successeurs ne put que contribuer à l'absorption, par les puissants, des petites propriétés rurales. L'« allelengyon » fut aboli par l'empereur Romain Argyre (1028-1034), que ses origines et ses attaches de famille incitaient à favoriser les seigneurs. Sans abolir la législation de la dynastie macédonienne, les gouvernements favorisaient ce processus au moyen de la concession de propriétés, « pronoiā » (équivalent aux « bénéfices » en Europe Occidentale), les possesseurs de ce genre de propriétés s'engageant à acquitter les contributions pour les cultivateurs qui passaient sous leur patronage en vertu de l'acte de concession. Lorsque le fonds agraire de l'État menaçait de s'épuiser, les empereurs du XI^e siècle allèrent jusqu'à concéder aux seigneurs les terres paysannes. Les possesseurs des « pronoiā » les lotissaient et les cédaient à condition. On concédait en « pronoiā » des terres domaniales, des châteaux (en vertu de la nouvelle Parapinaka), des labours, des pâturages. Le système des pronoiā constituait le plus grave danger pour la paysannerie et ce qui lui restait de liberté. La cession des terres communales en pronoiā dissolvait la commune, en détachant de l'entité (« comitura ») des parties qui servaient à alimenter les « proniaires ». La raison même de la commune était ainsi mise en cause. Les cultivateurs libres tombaient sous la dépendance des proniaires, auxquels ils devaient dîmes et corvées. Les proniaires contribuaient à l'accroissement du nombre des puissants et de leur pouvoir social : quant aux parèques, leur situation s'aggravait avec le passage sous la dépendance des proniaires des terres qu'ils cultivaient. Le proniaire qui avait la jouissance à vie de la pronoiā, mais ne pouvait la léguer à ses enfants, n'ayant pas de raison valable pour l'améliorer, ne ménageait pas les parèques, se souciant uniquement d'en tirer le maximum. Il en résultait que la cession en « pronoiā » équivalait, pour les cultivateurs, à la pire des calamités, et l'affranchissement de la pronoiā était considéré comme le plus grand des bienfaits. En fin de compte, ce système aboutit, dans la seconde moitié du XI^e siècle, à la disparition presque complète des propriétés paysannes libres dans la partie orientale d'Asie Mineure, où elles furent remplacées par les grandes propriétés des seigneurs et des monastères.

Malgré cette concession faite aux grands seigneurs et aux monastères, le gouvernement gardait une méfiance extrême à l'égard des grands chefs militaires. Ce fut la cause d'une série de mesures qui marquaient une rupture de propos délibéré avec la politique du siècle précédent. On procéda à une répar-

tion nouvelle des troupes, les régiments recrutés en Asie Mineure étant cantonnés en Europe et inversement ; on transforma l'obligation militaire en un impôt militaire. Cette mesure entraînant une notable diminution des effectifs, on compensa celle-ci par l'accroissement du nombre des mercenaires. Dans les soldats étrangers, le gouvernement espérait trouver un instrument docile, à sa dévotion. La liquidation accélérée de la petite propriété paysanne avait provoqué une diminution importante des recettes fiscales. Le gouvernement y trouva une raison pour réduire les dépenses militaires : on fit des coupes sombres dans le budget militaire aux chapitres de l'entretien des fortifications, du renouvellement du matériel, des effectifs.

Les généraux, qui s'étaient distingués sous Basile II, étaient tenus en défiance et écartés de la cour. A de rares exceptions près, les empereurs cessaient de paraître à la tête des armées. Ceci encore était un signe des nouvelles tendances de la politique du gouvernement, maintenant dirigée par des eunuques du palais et des bureaucrates, qui s'étaient emparés du pouvoir sous le règne de Zoé et de ses trois maris. La cour, le clergé, les hauts fonctionnaires constituaient un grand parti, uniquement composé de civils et du clergé, fort hostile à l'armée et à ses chefs.

Ce parti s'appuie sur le sénat. Complété, au début du XI^e siècle par nombre de nouveaux membres, il reprend à ce moment une grande importance.

La politique des successeurs de Basile ne devait pas manquer de provoquer un mécontentement dans le pays. Notons, en premier lieu et en relation directe avec cette politique, les soulèvements de la noblesse militaire de province (ceux de Georges Maniakès en 1043 et de Léon Tornikios en 1047), qui n'eurent pas de lendemain et furent rapidement étouffés par le gouvernement.

La plèbe de Constantinople, nombreuse et famélique, donnait beaucoup de soucis au gouvernement et aux classes dirigeantes ; les dignitaires du palais et les ecclésiastiques n'en parlent qu'avec haine et crainte, soulignant que « les fainéants et prolétaires (?) issus du peuple ont coutume, pendant les troubles, de piller les biens, d'incendier les immeubles et d'assassiner les citoyens ». Dans ce temps-là, les troubles sociaux n'étaient pas rares à Constantinople. Il y a lieu de souligner la sédition du 19 avril 1042, lorsque la foule réussit à enfoncer les portes du Palais-Sacré, brisant la résistance de la garde après une lutte acharnée qui avait coûté la vie à des milliers

de personnes. Elle pénétra dans les locaux où étaient gardés le trésor et les rôles des contributions, le premier fut pillé, les seconds, mis en pièces. Mais la plèbe ne jouait pas de rôle indépendant en cette circonstance ; sa révolte tourna au profit des partisans de la dynastie macédonienne ; elle se termina par le renversement de l'usurpateur Michel Calfat, qui eut les yeux crevés, et la restauration des deux filles de Basile II, Zoé et Théodora.

À la mort de Basile, l'Empire dut passer de l'offensive à la défensive sur toutes ses frontières. Les derniers succès des armes byzantines furent la prise, par Georges Maniakès, d'Edesse en 1031, et, en 1038, sa tentative, au début couronnée de succès, pour reprendre la Sicile aux Arabes. Mais son rappel et son arrestation, à la suite d'intrigues de cour, marque la fin des succès byzantins en Sicile. Peu après, la domination byzantine en Italie Méridionale se heurta à un ennemi redoutable, les Normands qui, dès 1041, enlèvent Amalfi à Byzance.

L'augmentation des charges fiscales et le remplacement des prestations en nature par des impôts dans les thèmes serbo-bulgares, eurent pour conséquence une insurrection du peuple bulgare (1040), menaçante pour Byzance. Les insurgés s'emparèrent de Dyrrachium et, dans sa presque totalité, du thème de Nicopolis. Thessalonique était directement menacée. Le mouvement avait trouvé un appui auprès d'une partie des boïars qui le trahirent, cependant, peu après, ce qui hâta la victoire de Byzance. L'échec de l'insurrection aggrava encore la situation de la Bulgarie. Elle perdit ce qui lui restait d'autonomie : le clergé grec s'emparait de l'administration de l'Église bulgare, de toutes ses chaires épiscopales. Les Serbes monténégrins réussissaient, cependant, à infliger une grave défaite aux troupes byzantines qui avaient fait irruption au Monténégro et à recouvrer leur liberté.

La pacification de la Bulgarie n'avait pas consolidé la frontière danubienne de l'Empire. En hiver 1043, une horde puissante de Petchénègues franchissait le Danube, dévastait tout sur son passage et pénétrait jusqu'à Andrianopolis. L'empereur Constantin Monomaque fut battu et contraint de payer cher la paix avec les Petchénègues, qui se fixèrent d'ailleurs dans les régions qu'ils avaient occupées au Nord des Balkans.

Enfin, quant à l'Ibérie et l'Arménie, le gouvernement de Byzance eut le tort de chercher par tous les moyens à soumettre entièrement ces royaumes, au lieu de respecter leur autonomie. Le dernier souverain d'Arménie, Gagik, placé dans une situation sans issue par les ennemis extérieurs, qui

agissaient de concert avec Byzance, autant que par les troubles intérieurs, dut capituler devant Byzance en 1044 ; les troupes byzantines occupaient, en 1046, Ani, capitale de l'Arménie, qui fut annexée à l'Empire. La foule avide des bureaucrates et du clergé byzantins s'installa aussitôt dans les villes, les évêchés et les couvents arméniens ; oublieux des leçons du VII^e siècle, le clergé grec reprit les persécutions des monophysites arméniens. Il manifesta le même esprit d'intolérance religieuse et de fanatisme dans les terres de Syrie reconquises par Byzance.

Au fond, l'annexion de l'Arménie ne faisait qu'affaiblir la défense de Byzance. Les nombreux féodaux arméniens, dont chacun disposait d'une troupe armée à sa solde, arrivaient à contenir la pression toujours plus forte des Turcs Seldjoucides venant de l'Est : ce faisant, ils protégeaient les frontières orientales de l'Empire. Le gouvernement de Constantin Monomaque modifia cet état de choses, en licenciant la milice populaire arménienne et en transformant l'obligation militaire en impôt. Par là même, il favorisait l'expansion des Seldjoucides.

La séparation définitive entre les deux Églises, l'orientale, byzantine, et l'occidentale, romaine, qui se produisit en 1054, ne contribua pas davantage à l'amélioration de la position internationale de Byzance. La discussion ouverte entre le patriarche de Constantinople, Michel Ceroularios et le Pontife romain, sur la question de savoir lequel des deux aurait la haute main sur les diocèses d'Italie méridionale, gênait fort le gouvernement byzantin, qui se rendait parfaitement compte de l'impossibilité de sauver ses possessions en Italie, attaquées par les Normands, sans le concours du Saint-Siège.

Aussi le gouvernement chercha-t-il à régler à l'amiable l'affaire avec le Pape. Mais Michel Ceroularios organisa des manifestations tellement bruyantes contre le gouvernement que Constantin Monomaque fut contraint de le laisser faire. Ceroularios manœuvra en sorte que la rupture définitive avec Rome devenait inévitable. Au cours de l'été 1054, les légats du pape déposèrent sur le grand autel de Sainte-Sophie une bulle d'excommunication « du patriarche Michel et de ses complices, avec tous les hérétiques, avec le diable et ses anges ».

En réponse, Michel convoqua un synode qui anathématisa « les ambassadeurs romains et les personnages qui leur sont attachés, arrivés dans la cité gardée de Dieu tels la foudre et la tempête ou, mieux, tels des sangliers sauvages, afin d'abattre la vérité » ².

1. MIGNÉ, *Patrologiae cursus lat. ser.*, vol. 143, pp. 1002-1004.

2. LÉBÉDEV, *Histoire de la séparation des Églises*, p. 317.

La séparation des Églises accentua l'hostilité des cercles dirigeants féodaux de l'Europe Occidentale envers Byzance, et cette hostilité s'inscrivit rapidement dans les faits.

3. LA CIVILISATION BYZANTINE DU IX^e AU XI^e SIÈCLE.

La fin du IX^e siècle, le X^e et la première moitié du XI^e siècle ont été pour Byzance une période de stabilité relative. La dynastie macédonienne avait trouvé moyen de maintenir ses forces armées, terrestres et navales, à un niveau élevé, d'entretenir l'énorme machine bureaucratique, strictement hiérarchisée, de maintenir l'ancienne tradition de magnificence, héritage de l'Empire romain, considérée comme nécessaire au maintien du prestige du gouvernement de Constantinople aux yeux des barbares, comme à ceux de ses propres sujets.

La victoire de l'Église orthodoxe sur les iconoclastes avait contribué au développement du formalisme dans la religion, à une tendance aux cérémonies traditionnelles, à la multiplication des solennités de cour, des dignités et des titres. Ce formalisme, ces solennités, ces dignités n'étaient pas de vaines futilités, ils avaient leur raison d'être et leur place dans l'organisation politique de l'État. Théoriquement absolus, les « basileis » étaient pratiquement limités dans leur action par un enchaînement de cérémonies et de solennités compliquées, par les exigences du protocole, qui exprimaient l'expérience et la sagesse collective de la classe dirigeante. Rien ne pouvait soustraire l'empereur à l'obligation de se plier aux exigences du protocole, à cette époque définitivement mis au point, ni l'autoriser à enfreindre les formes traditionnelles de l'existence. Chaque pas de l'empereur était lié à une cérémonie, qu'il se mette en campagne, qu'il en revienne, qu'il se rende au cirque, qu'il reçoive dans les vastes et somptueux appartements de son palais, recouverts de marbres rarissimes et de splendides mosaïques, enfin qu'il aille à Sainte-Sophie ou dans les autres églises. Cette étiquette compliquée et cette apothéose de théâtre, grâce auxquelles l'empereur apparaissait comme le représentant terrestre de Dieu parmi les hommes, étaient destinées à souligner l'abîme qui séparait le souverain de Byzance du restant de l'humanité.

La sécurité ressentie par Byzance, du fait qu'elle était plus ou moins à l'abri des invasions ennemies et que les troubles intérieurs avaient cessé, contribua à l'épanouissement des belles lettres sous la dynastie macédonienne ¹. L'école supé-

1. Ainsi qu'il résulte du chapitre précédent, invasions étrangères et insurrections des féodaux n'ont pas cessé sous la dynastie Macédonienne : Constanti-

rieure de la Magnaure, réorganisée et améliorée par Constantin Porphyrogénète, fournissait à l'État nombre de fonctionnaires, de sénateurs et stratèges instruits, qui consacraient leurs loisirs aux lettres et à la science. C'est la littérature gouvernementale qui fleurit avant tout, celle qui exécutait les commandes officielles de l'empereur. Cette littérature officielle est attachée au nom de l'empereur Constantin Porphyrogénète et à la production littéraire considérable du groupe de savants et d'érudits byzantins dont l'empereur s'était entouré.

Constantin VII Porphyrogénète (913-959), devenu autocrate en 945, est d'ordinaire considéré comme un pédant, éloigné des réalités et confiné dans ses études de l'antiquité. Cette réputation n'est pas entièrement fondée. L'activité littéraire de son temps est caractérisée par une opiniâtre tendance à utiliser le richissime héritage de la culture antique pour le profit du présent, pour celui du gouvernement et de la classe dirigeante. Pour ce faire, on compose de vastes encyclopédies historiques, des manuels de tactique militaire, des encyclopédies agricoles, médicales, vétérinaires, des traités d'administration de l'Empire, de grandes vies des saints, dans lesquelles on remanie la nourriture spirituelle offerte aux masses. Par son volume et son importance, l'encyclopédie historique occupe la première place parmi les *Excerpta* composées par ordre de Constantin.

Le but officiel de l'édition est indiqué dans l'introduction au recueil « Des vertus et des vices ». « Le volume de l'histoire — y est-il indiqué — s'est étendu jusqu'à l'infini et à l'insurmontable. » Constantin veut faciliter le recours aux historiens de l'antiquité en sélectionnant systématiquement le meilleur. Ce problème a été résolu un peu trop automatiquement. Sans tenir compte de la valeur littéraire ou esthétique des œuvres des historiens de l'antiquité, toute la documentation a été réduite, d'après son contenu, à cinquante-trois recueils avec un sujet précis pour chacun d'eux. Ces sujets, empruntés à l'expérience des anciens, visaient les différents aspects de l'activité de la cour et de l'État : les traités des ambassades, des conspirations, ceux relatifs au cérémonial de l'accession au trône, aux prises des villes, aux divers problèmes de l'administration de l'Empire.

Le traité d'agronomie (les *Géoponiques*), dû à l'initiative de Constantin, poursuivait les mêmes buts pratiques : il

noble même s'est, à maintes reprises, trouvée sous la menace directe des unes et des autres. Il faut donc chercher une autre cause à l'éclat des lettres et des arts qui a caractérisé cette époque. N. d. T.

témoignait de la vaste érudition de l'empereur, mais nous y chercherions vainement à nous initier à la pratique de l'agriculture byzantine du ^x^e siècle. Il est basé sur d'anciens traités d'agronomie remontant aux ^{iv}^e et ^v^e siècles. Pour ce qui a trait aux temps nouveaux, on y a ajouté seulement nombre de recettes et de recommandations douteuses, comme, par exemple, qu'il est utile de graver sur les récipients de vin, pour qu'il ne tourne pas en vinaigre, ces paroles du psaume XXXIV : « Venez donc et goûtez, combien Il (le Seigneur) est doux », ou bien qu'il faut déclamer le vers : « Sur les sommets d'Ida tonnait Zeus le Sage », pour supporter le vin sans risque de s'enivrer, etc... Les manuels de tactique militaire, de médecine générale et vétérinaire présentent un caractère de compilations et ne contiennent guère d'indications permettant de juger des progrès réalisés dans la partie.

La grande collection de vies des saints, composée par Syméon Métaphraste, haut dignitaire du palais, prouve que son auteur a, dans son œuvre de compilation, mis plus d'application et de savoir que ses confrères. Les vies des saints constituaient ailleurs, depuis longtemps, la lecture « édifiante » principale, sinon unique, du commun.

Ni le gouvernement ni l'Église ne pouvaient se désintéresser de la question de savoir sous quelle forme cette pâture serait offerte aux masses. L'Église cherchait avec insistance à limiter l'intérêt des lecteurs à la seule vie des saints, pour leur faire passer définitivement le goût des œuvres profanes.

Mais les gens quelque peu instruits et ceux qui ne manquaient pas de goût en avaient vite assez de cette grossière nourriture spirituelle, des invraisemblances criardes de certaines vies, de la forme grossière des autres. Il fallait épurer et, autant que faire se pouvait, remanier ces vies, réunir quantité de manuscrits étrangers et grecs, comparer les textes, en exclure tout ce qui était contraire au bon sens, les placer dans le cadre de l'époque et les revêtir d'une forme conforme au goût du jour. Le panégyriste de Métaphraste s'exprime ainsi au sujet des problèmes qui s'étaient posés à l'auteur : « Les vies des saints étaient ou bien émaillées de mensonges, ou bien composées en un style qui ne correspondait pas à l'ampleur du sujet. Les auteurs ne savaient pas s'y prendre pour dépeindre avec toute l'éloquence voulue la cruauté et la férocity des tyrans, la sagesse des réponses des martyrs. L'absence de toute beauté dans l'exposé des idées sottes et dénuées d'esprit de suite, un style grossier et bas, provoquaient l'hilarité ou le dégoût du lecteur. » Siméon disposait des moyens

nécessaires pour parer à ces insuffisances. Il avait réuni de nombreux manuscrits dans son splendide palais, et consacrait tous ses loisirs à ces travaux, en dictant à plusieurs scribes à la fois ; ceux-ci remettaient ensuite leurs notes aux calligraphes.

A ces œuvres de compilation, composées par ordre de Constantin VII, il faut ajouter un monument respectable d'érudition philologique : le *dictionnaire de Suidas*, composé vers 960 d'après divers dictionnaires, scholies et ouvrages de grammairiens. Bien que l'auteur y ait péché par insuffisance d'esprit critique, ce dictionnaire, composé à une époque où les études savantes de philologie grecque avaient été complètement abandonnées en Europe Occidentale, est resté jusqu'à ce jour un véritable trésor pour les philologues classiques européens. En sus d'explications des mots, on y puise de nombreuses indications, en particulier des précisions concernant la biographie des auteurs et leurs œuvres.

Constantin VII ne s'est pas borné à rénover avec éclat l'Ecole Supérieure fondée par Bardas, à inspirer la création de nombreux recueils et encyclopédies, il prenait aussi à écrire un plaisir singulier. On lui doit plusieurs ouvrages, qui portent tout au moins son nom : en premier lieu, la biographie de son aïeul Basile, qui présente, comme il se doit, le fondateur de la dynastie macédonienne sous le jour le plus favorable. Dans son traité de l'*Administration de l'Empire*, Constantin expose à son fils, Romain, les principes de la politique internationale de Byzance au ^x^e siècle, les problèmes de géographie universelle, et donne nombre de renseignements précieux sur les peuples qui vivaient dans le voisinage de Byzance. Ce livre peut servir de point de départ à l'histoire la plus reculée des peuples de l'U.R.S.S., des Slaves du Sud et des Hongrois, au même titre que le *Des mœurs des Germains* de Tacite l'a été pour l'histoire des anciens Germains. Son *Livre des Cérémonies* est un recueil d'antiquités de cour et d'État, où sont exposées les modalités du protocole compliqué en usage à la cour de Byzance. Cet ouvrage volumineux contient l'exposé, en détail, des solennités ecclésiastiques et profanes, le cérémonial de l'investiture des dignitaires et des fonctionnaires comme celui des réjouissances qui se déroulaient au Palais-Sacré. Au lieu de données authentiques sur l'importance de la population et l'administration des villes et des provinces, le traité *Des Thèmes* fournit, d'une manière quelque peu inattendue, des détails sur la géographie de l'Empire au temps de Justinien ; quant à ce qui se rapporte au ^x^e siècle à propre-

ment parler, il ne reproduit que les nouvelles dénominations et divisions des provinces.

En plus de la vaste encyclopédie historique, qui comprend des extraits des meilleurs historiens de tous les temps, Constantin VII a provoqué la parution de nombreuses œuvres historiques qui, d'une part, continuaient l'histoire de Byzance depuis l'époque à laquelle s'étaient arrêtés Théophane et Hamartole (Georges), de l'autre, étaient consacrées exclusivement à l'histoire du x^e siècle ; ce qu'on appelle les « continuateurs de Théophane » sont les historiographes attitrés de la dynastie macédonienne. Avec les chroniqueurs, apparaissent de nouveau des historiens qui écrivent l'histoire de leur temps. Tels Genesios qui, issu de la plus haute noblesse, a écrit l'histoire de Byzance de 813 à 886, Jean Caméniat, qui a décrit la prise de Thessalonique par les Arabes en 904, Léon le Dacre, qui a dépeint les événements de son temps (959-975), les règnes de Nicéphore Phocas et de Jean Tzimiscès, la lutte de ce dernier contre Sviatoslav et a laissé beaucoup d'indications précieuses sur les anciens Bulgares et les anciens Russes.

Dans la littérature byzantine, le x^e siècle est généralement considéré comme celui des recueils de compilation et des encyclopédies, des dictionnaires et des anthologies... Krumbacher caractérise cette littérature comme celle « d'un siècle appliqué, dont sont absentes critique et création ». Il fait, d'ordinaire, l'objet de critiques sévères pour son absence d'indépendance, pour le niveau médiocre de ses idéaux moraux, philosophiques et politiques, pour l'absence de toute inspiration créatrice. Mais si ces critiques trouvent leur justification — et encore sous certaines réserves — dans les ouvrages de compilation dus directement à l'initiative de Constantin VII, ce serait aller à l'encontre de la vérité que de les appliquer automatiquement à l'ensemble de la littérature byzantine du x^e siècle, car on y trouve aussi des œuvres marquées au coin du talent et du goût. L'œuvre poétique de Jean Géomètre est du nombre : il dépeint en couleurs vives les calamités qui fondirent sur Byzance au début du règne de Basile II. Nous apprenons, en passant, que cet empereur, souverain dur et soldat, n'appréciait guère les écrits savants ni leurs auteurs ; bien plus, il les méprisait. Le poète se plaint de l'oubli dans lequel on tenait la science et l'instruction, des persécutions et des railleries auxquelles l'exposaient ses occupations favorites. Les luttes intestines et les incursions bulgares incitent le poète à évoquer l'ombre glorieuse de Nicéphore Phocas, son héros préféré, dont il ne cesse de pleurer le destin et auquel il con-

sacre nombre d'épithètes senties. Dans l'une d'elles il s'exprime ainsi, au nom de Nicéphore : « Pendant six ans, je tins dignement les rênes du gouvernement populaire. Autant d'années, pendant lesquelles se trouva enchaîné le terrible Mars Scythique. Les cités des Assyriens et des Phéniciens se prosternèrent devant moi. Je soumis au joug l'indomptable Tarse. Je nettoyai les îles, chassai les lances barbares de la grande Crète et de Chypre la majestueuse. L'Orient et l'Occident tremblèrent devant mes menaces, tout comme le Nil, dispensateur des richesses et la Libye dépeuplée. Mais je suis tombé au milieu du palais, je n'ai pas évité le bras d'une faible femme. J'avais une capitale, une armée et une double muraille à l'intérieur, mais, en vérité, il n'y a rien de plus faible qu'un homme mortel. »

Alors qu'il accorde volontiers sa lyre en l'honneur de Nicéphore Phocas, le poète ne chante Tzimiscès qu'une fois, sans indulgence, puisqu'il ne tait pas la voie par laquelle celui-ci était arrivé aux marches du trône. « L'amour de la vile tyrannie m'a possédé pendant mon existence — ainsi parle Tzimiscès — j'ai trempé ma dextre dans le sang et ravi le sceptre du pouvoir. »

La poésie de Géomètre n'est pas détachée de la vie. Patriote, il se fait l'écho sensible de tous les événements politiques importants de son temps. Il ne trouve pas de paroles pour exprimer toutes les horreurs de la guerre civile, provoquée en Asie Mineure par Bardas Skléros et par Bardas Phocas. Il a laissé une description vivante et imagée de la détresse des cultivateurs, causée par la sécheresse et les guerres civiles.

L'étude de la littérature byzantine apporte quelques correctifs à nos idées courantes sur la Byzance du ^x^e siècle comme sur un pays définitivement figé dans les expressions extérieures d'une religion sclérosée et dans une orthodoxie croupie. Elle témoigne de l'existence d'un mouvement de libres penseurs, qui traitent assez cavalièrement les choses sacrées et ne reculent même pas devant la composition de parodies des chants religieux.

Le dialogue *Philopatris*, écrit dans la seconde moitié du ^x^e siècle à la manière et dans le style de Lucien, offre un grand intérêt sous ce rapport ¹. Le caractère de dialogue de cette œuvre apparaît nettement dès la première partie, qui est une longue discussion entre un païen et un chrétien. L'auteur inconnu prend prétexte d'une tentative de conversion d'un vieux païen pour railler l'orthodoxie et le monachisme, le

1. Léonis DIACONI, éd. Bonn, pp. 325-342.

patriarche de Constantinople et son entourage ; leurs intrigues hostiles à l'un des empereurs de la seconde moitié du x^e siècle (Nicéphore Phocas) y sont révélées et tournées en ridicule. Les attaques y contenues sont tellement virulentes que le dialogue a été pendant longtemps attribué à Lucien même : c'est seulement ces temps-ci qu'il a été possible d'établir que son auteur a bien vécu dans la seconde moitié du x^e siècle, qu'il était libre penseur, ennemi de la hiérarchie sacerdotale, les querelles et les conflits entre la couronne et le patriarche, fréquents à cette époque, ayant permis à l'auteur de s'exprimer sans ambages. Certaines œuvres d'un fécond poète du xi^e siècle, Christophore de Mytilène, patrice et stratège de Paphlagonie, revêtent une tendance marquée à la satire. Christophore de Mytilène, comme les poètes du xii^e siècle qui l'ont imité, est plein d'admiration pour l'antique Hellade. D'où leur désenchantement en présence des réalités, de la société qui les entourait. Une satire de Christophore, traduite par Chestakov, peut donner une idée du caractère de cette poésie : un certain moine André, collectionneur de reliques, et les imposteurs qui spéculent sur ces reliques, y sont passés au crible ¹.

Les romans d'aventures byzantins du Moyen Age modifient encore davantage les idées admises sur la littérature byzantine.

Parmi les découvertes en matière de belles-lettres byzantines, faites à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e, il faut citer l'*Épopée byzantine* comme offrant un intérêt capital. De même que l'Occident, autour de Roland et du Cid, a vu naître une floraison de chansons de gestes, ainsi Byzance a fait éclore vers le début du xi^e siècle tout un cycle épique autour d'un héros national, *Digénis Akritas*. La renommée de ce héros passa de bouche en bouche dans les cantilènes populaires de tout l'Orient chrétien. Une vaste chanson de geste, dont le manuscrit le plus ancien date du xiv^e siècle, fut très populaire : il est, cependant, certain que son origine remonte à une époque beaucoup plus éloignée.

L'épopée de Basile Digénis Akritas nous reporte dans l'ambiance du x^e siècle. Ce poème célèbre l'existence de la population des marches orientales d'Asie Mineure dans une atmosphère de perpétuelle alerte, en une lutte éternelle contre les infidèles. Les guerres avaient pris, au x^e siècle, une tournure favorable à Byzance : de succès en succès les frontières

1. CHESTAKOV, « Trois poètes de la Renaissance byzantine », *Mémoires savants de l'Université de Kazan*, 1906, p. 13.

de l'Empire étaient de plus en plus reportées vers l'Est.

Le pays, décrit dans l'épopée de Digénis Akritas, n'est pas le fruit de l'imagination. Dans l'un des livres du x^e siècle, consacrés aux questions de tactique militaire et portant le nom de Nicéphore Phocas, nous trouvons comme un commentaire vivant du cycle de Digénis. Avec beaucoup de réalisme, on y dépeint la rude existence que menaient, aux confins du Taurus ou de Cappadoce, les populations journellement exposées aux attaques arabes. La vie y était tout autre : active et rude, pleine d'entrain, sans comparaison aucune avec celle des classes dirigeantes de Constantinople, cérémonieuse, raffinée à en devenir efféminée même. Aussi les héros en sont-ils les grands seigneurs féodaux qui, au nom de l'empereur, bataillaient sans fin, avec les infidèles et les brigands (« *apelates* »), existence pleine de surprises, d'exploits guerriers et d'aventures. C'est un mélange de barbarie et de raffinement, de violentes passions et de tendresse délicate, bref d'originales contradictions internes.

Digénis est même dépeint comme non exempt de sentiment religieux, il craint « le jour du jugement dernier », les « tentatives du prince des ténèbres, Satan, l'ennemi juré du genre humain ». Mais l'atmosphère religieuse disparaît complètement dans l'ambiance du récit. L'amour, l'amour terrestre, et la guerre, voici les deux passions de Digénis. Son existence est pleine d'aventures, de luttes glorieuses, d'amour pour les femmes, de passion pour le vil métal, de pillages, de meurtres et d'aspiration vers la gloire. En plus d'un point, ce héros de l'épopée byzantine nous apparaît comme un semi-barbare qui, à l'instar des chevaliers de l'Europe Occidentale, a pris pour devise : « La force crée le droit et l'épée appartient au seigneur. » Cependant, ce dur soldat s'initie aux sciences pendant trois ans, est capable d'apprécier les meilleures œuvres d'art, de jouir des beautés de la nature. Les sentiments élevés, les bonnes manières, le respect de la femme ne lui sont pas étrangers. Ce dernier sentiment surtout est en complète contradiction avec l'idéologie officielle de l'Église byzantine, qui n'a aucune considération pour la femme, la tient pour envoyée par le diable, pour un sujet de tentation, comme un être faible, destinée à devenir la servante et l'esclave de l'homme. Or, Digénis est heureux de combattre et de mourir sous les yeux de son aimée. En égrenant les aventures amoureuses de Digénis, — l'enlèvement de la fille du stratège Doucas, — l'épopée narre en de belles scènes sa première rencontre avec Eudoxie, puis le chant d'amour du héros :

« Ma tendre amie, est-ce possible que tu aies oublié notre amour ? Peux-tu dormir tranquille et insouciant ? Réveille-toi, ma rose parfumée, mon adorable fleur. Il se fait jour. Viens. » En traits fins et poétiques, elle rapporte les duos des amoureux, elle brosse d'admirables tableaux de la nature. Voici les touchants et tendres adieux du héros à sa femme, avant de mourir. « J'aurais préféré mourir plus vite, que de te voir en peine. Pour ton amour, j'aurais donné le monde entier et ma vie. Mais Charon m'entraîne, moi, l'invincible. L'aède me ravit à ton amour, mon aimée. »

Le poème contient une description imagée de la richesse et du faste des seigneurs byzantins au ^x^e siècle. Dans un jardin merveilleux, s'élève le château de Digénis, bâti de pierres multicolores, qui font de beaux ornements sur les murs. Devant le château, se trouve un pavillon couronné de trois coupoles surélevées. A l'intérieur, les murs sont recouverts de mosaïque, d'incrustations en or et en pierres précieuses. La salle d'honneur est ornée de reproductions d'exploits des héros de l'Iliade, de Samson et de David : il y a là un curieux mélange de sujets antiques et bibliques.

La figure politique du héros épique est singulière, Digénis est sans contredit un patriote byzantin. Dans son esprit, la religion orthodoxe et la puissance romaine se confondent. Ses pensées tendent constamment à assurer la sécurité des frontières de l'Empire, à épargner à l'empereur des dépenses inutiles, à vaincre les infidèles, à les obliger de payer tribut à Byzance, à l'empire orthodoxe et romain. Il se considère comme un fidèle sujet de l'empereur, mais sous l'extérieur respectueux apparaît la superbe de l'aristocrate d'Asie Mineure, considérant les hommes de cour avec méfiance et mépris. Il traite l'empereur presque en égal. Il s'estime en droit de lui donner des conseils et d'insister sur leur exécution. Sous ce rapport, le héros idéal de l'épopée byzantine ne diffère aucunement des seigneurs d'Asie Mineure, tels qu'ils existaient en réalité au ^x^e siècle, des féodaux qui provoquaient de menaçantes insurrections contre le gouvernement central de Constantinople sous les bannières d'un Bardas Skléros ou d'un Bardas Phocas.

Michel Psellos, un des écrivains byzantins les plus éminents et les plus curieux du ^{xi}^e siècle, mérite qu'on s'y arrête. Successivement avocat, professeur de philosophie, moine, attaché à la cour, proèdre (prince ou président) du sénat, enfin, chef effectif du gouvernement, il est le modèle de l'encyclopédiste byzantin, qui avait assimilé toute la somme des con-

naissances de son temps. Par son érudition, son talent d'écrivain, il peut être égalé aux plus grands. Dans son œuvre, il a touché à tout, écrit sur tout. Il a laissé, en plus de ses mémoires, des centaines de petits ouvrages sur les sujets les plus variés, des discours et des poésies, des lettres et des pamphlets, des traités de philosophie, des ouvrages sur la physique, l'astronomie, sur la physiologie et même sur les sciences occultes. Il témoigne dans toutes ses œuvres de beaucoup d'esprit, de causticité et d'intérêt pour tout ce qui touche à la science. Par sa passion pour l'antiquité classique et la philosophie de Platon, il annonce la Renaissance. Dans ses Mémoires historiques (sa *Chronographie*) où il brille par la perfection de la forme, Psellos brosse des portraits vivants et hauts en couleur de ses contemporains. Ce même Psellos se révèle, cependant, comme un curieux échantillon de toute la clique des eunuques de palais, des fonctionnaires, des rhéteurs, qui ne savait s'accommoder de l'honnêteté et de l'indépendance des opinions, du respect de la vraie science. Tenant les leviers de commande après la mort de Basile II, cette clique a rapidement mené Byzance à la ruine. Avec sa manie des intrigues, ses flagorneries, ses volte-face aussi brusques que scandaleuses, ses bas abandons de dignitaires tombés en disgrâce, sa vanité, il est, en même temps qu'un exemple frappant du mélange de forte intelligence et d'insignifiance de caractère qui marque souvent les sommets dirigeants de la Byzance décadente du XI^e siècle, un parfait représentant de ce monde corrompu de la cour au milieu duquel il évoluait. Dans sa *Chronographie*, il montre que tous ses intérêts gravitent autour de la cour impériale. Il relate de la manière la plus circonstanciée ses rapports avec les empereurs et les impératrices, qui lui demandent conseil et lui confient leurs secrets. Le reste ne l'intéresse guère. C'est à peine si, en quelques lignes, il fait mention des guerres étrangères. En lisant ces Mémoires, on ne se douterait pas que la seconde moitié du XI^e siècle est l'époque de la décomposition du grand Empire de Byzance, l'époque des incursions pechténègues, des insurrections serbes et bulgares, de l'anéantissement de la puissance de Byzance en Asie Mineure par les Turcs-Seldjoucides.

Psellos se proposait de continuer l'histoire de Léon le Diacre, mais commença sa *Chronographie* par le règne de Romain (III) Argyre. Il raconte en détail les aventures amoureuses de l'impératrice Zoé. Il décerne le titre flatteur de nouvel Achille au viveur Constantin (X) Doucas¹, mais est

1. K. SATHAS, *Bibliotheca graeca medii aevi*, IV.

sévère et injuste envers Romain (IV) Diogène. Ses Mémoires se terminent par des louanges au piteux Michel Parapi-niaque ¹.

Si Psellos représente la noblesse dirigeante, administrative et sacerdotale de la capitale, *Cecaumenos* est bien, dans son *Strategikon*, le digne représentant de l'aristocratie militaire provinciale alors reléguée au second plan. L'auteur est un haut dignitaire d'origine arménienne, un vieux militaire, l'un des stratèges byzantins du XI^e siècle. Dans son livre, ce dignitaire ne fait pas montre d'érudition : il ne cite pas ses classiques, pour cette bonne raison qu'il les ignore.

Son livre nous importe et est digne d'intérêt en ce qu'il peint les idéaux de la noblesse provinciale ou, plus exactement, qu'il témoigne de leur absence totale ². Les leçons des insurrections de Bardas Phocas et Bardas Skléros n'avaient pas encore été oubliées par les représentants de cette noblesse. *Cecaumenos*, tout au moins, recommande avec insistance à son fils d'éviter toute tentative de rébellion contre le pouvoir central. Il est convaincu que « celui qui règne à Constantinople, finalement sort toujours victorieux » de la guerre civile. Si une sédition éclate en province, il y a lieu, selon lui, de se déclarer fermement pour le gouvernement et de combattre les rebelles. Si les moyens manquent, s'enfermer dans n'importe quelle forteresse et tenir le gouvernement informé de son loyalisme. Enfin, à défaut, fuir à Constantinople.

Cecaumenos conseille à son fils de ne faire cas de personne ni de rien. « Si tu te réjouis de ton ami ou de ton esclave, ne perds pas de vue que c'est un homme et que, comme tel, il est mortel. Aussi, lorsque la mort le visitera, ne te trouble pas, car cela ne te servirait à rien. Si tu trouves plaisir à un récipient en or, en marbre, en verre, en le possédant, souviens-toi : l'un se perd, l'autre se brise. Et si cela t'arrive, ne t'émeus pas. »

Cecaumenos ne croit pas à l'amitié. « Si tu as un ami quelque part ailleurs », conseille-t-il à son fils, « et qu'il soit de passage dans la ville que tu habites, ne l'installe pas chez toi, qu'il descende ailleurs, et tu lui enverras tout ce dont il aura besoin ; il ne t'en sera que plus reconnaissant. » Autrement « il trouvera tout mal : tes domestiques, ta table, tes habitudes. Il s'inquiétera encore de tes biens : as-tu ceci, possèdes-tu cela... S'il trouve l'occasion propice, il fera des

1. Elève de Psellos, Michel VII Doucas appela, dès qu'il fut devenu empereur, son maître aux fonctions de premier ministre. Ceci explique cela. N. d. T.

2. *Journal du Ministère de l'Instruction publique*, St-Petersbourg, 1881, juin à août.

yeux doux à ta femme, il la lorgnera avec des yeux impudents ; si possible, il la séduira. Si non, cela ne l'empêchera pas, une fois parti, de se vanter de ce qui n'est pas permis ; si ce n'est lui, ce sera alors ton ennemi, qui, dans la discussion, te le jettera à la face. »

Mais l'administration centrale s'affaiblissait rapidement. Les stratèges provinciaux pouvaient déjà, en maintes occasions, faire preuve d'indépendance. Malgré toute sa prudence, Cecaumenos croit pouvoir suivre pareille politique à l'égard des « toparques » voisins. A leur sujet, il recommande, par exemple : « S'il advenait au toparque, ton voisin, de te faire des crasses, agis sans brusquerie avec lui, sois malin, feins des sentiments pacifiques et ingénus... Mais lorsque, grâce à tes présents et à ton affection simulée, il sera rentré en confiance, réunis tes hommes en cachette et attaque-le subitement, lui et son peuple ; alors tu ne subiras pas d'échec et tu l'anéantiras. » Cecaumenos espère que cette politique aura l'approbation du gouvernement central.

L'époque de la dynastie macédonienne, époque de la restauration et d'une stabilisation relative de l'Empire, est caractérisée par l'épanouissement de l'art byzantin, après une éclipse au cours des siècles précédents.

L'éclat de la cour impériale, ses fastes, sa magnificence ont contribué au développement de l'industrie des arts, à la production des objets de luxe. Au cours des ix^e-xi^e siècles, nombre de mains habiles se tournèrent vers les industries de luxe. Des ateliers byzantins sortirent de magnifiques étoffes, de splendides chefs-d'œuvre en filigrane, en or, en argent ou en cuivre, en céramique aussi, des verreries élégantes, le tout marqué au coin du bon goût et d'une technique supérieure. Cette industrie des arts se développait et florissait en fournissant l'aristocratie byzantine et en contribuant, de son côté, au développement du goût et du luxe orientaux.

Sous l'influence des aspirations orientales à la polychromie et aux couleurs diaprées, on assiste à l'éclosion de l'art des émaux cloisonnés. Les plaques en émail cloisonné servaient aussi bien à la décoration des reliquaires et des icônes qu'à la splendeur des habillements de la haute société byzantine. Les émaux byzantins de cette époque étaient renommés pour l'harmonie des tons, la pureté et l'intensité des couleurs, le fini de la polissure.

De nombreux monuments d'art de cette période ont bravé le temps et restent l'objet de notre admiration. De même, Constantinople, la Grèce, l'Italie, la Russie, le Caucase

ont conservé des témoignages de l'art pictural byzantin.

Parmi ces monuments, les mosaïques qui décorent les murs des églises byzantines présentent un intérêt particulier. Des mosaïques du ^x^e siècle ont été conservées en Grèce, au couvent de Daphni, à l'église de Saint-Luc en Phocide, en U. R. S. S. à la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev ; il subsiste de nombreuses mosaïques du ^{xii}^e siècle dans les églises de Sicile. On rencontre des fresques des ^{xi}^e-^{xii}^e siècles partout où avait pénétré l'influence de la civilisation byzantine. Vers le ^{xi}^e siècle, un style nouveau se fait jour dans la peinture byzantine, qui diffère essentiellement de celui du temps de Justinien. La peinture devient sensiblement plus conventionnelle, abstraite, hiératique. L'apport réaliste de la tradition hellénistique devient moins perceptible, quoiqu'il ait encore subsisté à cette époque. L'art crée des images d'abstraction statique, qui incarnent les idéaux d'ascétisme de l'Église. Dans les portraits, les caractéristiques individuelles des personnes représentées sont remplacées par des types canoniques stabilisés. Le paysage se transforme en fond conventionnel entourant les acteurs. La peinture passe au traitement plane purement conventionnel, renonçant au concept antique de l'espace et de la dimension.

De cette époque, nous possédons bon nombre de manuscrits enluminés, dont le Psautier de la Bibliothèque Nationale de Paris, les homélies de Grégoire de Nazianze, le Ménologe de Basile II, d'autres encore offrent un intérêt exceptionnel.

Les meilleures de ces miniatures témoignent de ce que les peintres byzantins de l'époque subissaient fortement l'attraction de la tradition antique ; ils se conformaient au traitement ancien de l'académie humaine ; les poses, de même que la manière de draper les vêtements, étaient gracieuses. Ils n'hésitaient pas à introduire des allégories, inspirées de la mythologie antique, par exemple, dans la miniature du Psautier représentant David. Dans les meilleures miniatures, la peinture se distingue par la perfection de la technique, la richesse des coloris, le fini et la richesse extraordinaire de l'ornementation. En même temps, on perçoit la tendance du clergé, qui va en s'accroissant, de placer les peintres sous sa houlette. Les fruits de cette tutelle apparaissent dans les nombreuses illustrations du célèbre Ménologe de Basile II. Les peintres qui ont travaillé à cette commande impériale — sans doute passés maîtres en l'art — font souvent preuve de technique accomplie dans l'exécution, d'élégance et de grâce dans le dessin. Néanmoins, il est visible que leur art est lié par les

normes canoniques, devenues obligatoires. Il en résulte une absence d'individualité qui provoque, dans l'ensemble, une impression de monotonie. Il ne faudrait pas, cependant, en conclure que toute la peinture byzantine de cette époque est, en principe, privée de vie et de liberté. Certaines œuvres se distinguent non seulement par la perfection technique, la variété, la souplesse et l'élégance du dessin, mais aussi par un incontestable don d'observation de la réalité vivante.

Les iconoclastes s'en étaient pris, tout particulièrement, à la sculpture. Après la victoire des iconolâtres, la statuaire monumentale cède la place à la menue plastique. Le sculpteur est devenu orfèvre, fondeur, ciseleur et, s'il lui arrive de sculpter dans le sens propre du terme, c'est dans de petits sujets, dans l'ivoire. De nombreux spécimens de ce genre sont tout de même inspirés des traditions de la sculpture monumentale.

4. BYZANCE, LA RUSSIE ET L'EUROPE OCCIDENTALE.

La plus grande conquête de la civilisation byzantine au cours des ix^e-xi^e siècles fut sa puissante pénétration dans les immenses étendues de l'Europe Orientale, comme conséquence de l'évangélisation de la Russie. La conversion de la Russie ne s'est effectuée ni en une seule fois ni subitement. La lettre pastorale du patriarche Photius, peu après les tentatives russes sur Constantinople, en 860, fait déjà état de leur évangélisation. Le pacte de 945 témoigne de l'existence certaine de chrétiens en Russie Kiévienne : parmi les envoyés d'Igor il fait mention d'un groupe de chrétiens, qui prêtèrent serment dans une église chrétienne.

La grande princesse Olga avait, sans conteste possible, été chrétienne ; elle s'était rendue à Constantinople en 957. Cette pénétration graduelle du christianisme en Russie Kiévienne fut parachevée par sa victoire sous le règne de Vladimir, lorsque se trouvèrent créées les conditions favorables, par la formation de puissants groupes sociaux qui trouvaient leur intérêt dans l'évangélisation. Le gouvernement byzantin cherche, cela va sans dire, à profiter de la circonstance au mieux de ses intérêts.

La question controversée de la conversion de la Russie sous Vladimir n'a pas encore trouvé de solution dans tous ses détails. Ce que nous savons, c'est qu'en 987 le succès de l'insurrection de Bardas Phocas était gros de menaces pour l'empereur Basile II, qui n'était pas en mesure de l'étouffer par ses

propres moyens. Basile II sollicite le concours du Kniaz russe Vladimir, auquel il promet sa sœur Anne à condition qu'il se convertisse. Vladimir y consentit, expédia à Constantinople un corps de troupe varégo-russe fort de 6.000 hommes, qui aida Basile à dompter la révolte. Mais des retards et des frictions, lors de l'exécution du traité par la partie adverse, aboutirent à un conflit entre les alliés et à la prise de Cherson (en Tauride, la « Korsoun » des Russes) par Vladimir. La princesse byzantine fut alors donnée en mariage à Vladimir, qui reçut le baptême en 988 ou 989. Grâce au fait que les Kiéviens avaient été convertis par Byzance, des relations plus étroites s'établirent entre les deux États. On ne peut dire, cependant, qu'aussitôt après l'évangélisation de la Russie les rapports entre Kiev et Byzance aient revêtu le caractère d'inaltérable amitié.

Que Byzance ait su tirer profit de ses relations avec Kiev, nous en voyons une preuve dans le fait qu'en 1016 les troupes du kniaz russe et de Basile le Bulgaroctone liquidèrent l'État des Khazars, ce qui eut pour conséquence un agrandissement des possessions byzantines en Tauride.

La création d'une garde varègue fut d'une importance majeure pour la Byzance du ^x^e siècle. Après l'envoi d'un corps auxiliaire de 6.000 hommes à Basile, nous rencontrons régulièrement des Russes dans les rangs des troupes byzantines, que ce soit en Asie Mineure ou en Italie et en Sicile. Les travaux de l'académicien Vassilievsky ont démontré que dans l'expression « Varègues », au ^x^e siècle à Byzance, on ne saurait comprendre seulement des Varègues Scandinaves. L'importance numérique de ce corps de troupe suffirait à elle seule à prouver le contraire. Il est certain qu'au ^x^e siècle il comprenait des Normands Scandinaves, mais en nombre moindre à Constantinople qu'à Kiev à la même époque.

Malgré tout, nous ne trouvons pendant une assez longue période aucun indice permettant de conclure à l'existence de rapports politiques ou ecclésiastiques durables entre l'Empire et l'État Kiévien. Les sources rapportent qu'en 1023-24 un parent de Vladimir, nommé Chrysochir, effectua même un raid sur les Dardanelles et se fraya un passage jusqu'à Lemnos, où il périt dans un combat. C'est seulement sous Iaroslav que le christianisme reçut en Russie sa forme définitive, par la création d'une administration sacerdotale. En effet, c'est en 1037 que se place la formation d'un diocèse métropolitain de Kiev et l'intronisation d'un Grec comme métropolite du clergé russe.

Le pays nouvellement converti au christianisme devint une province ecclésiastique de Byzance. Le métropolite Théopemptos, nommé par Constantinople et installé à Kiev, représentait non seulement le patriarche de Constantinople, mais encore le « basileus », or les droits et prérogatives d'un prélat dépassaient largement, au XI^e siècle, le cercle restreint des questions purement ecclésiastiques.

Ce rapprochement entre Byzance et la Russie se transforme très rapidement en rupture formelle, par suite des prétentions exorbitantes de Byzance. Après la conversion de la Russie et l'installation à Kiev d'un métropolite grec, agent de l'Empire, le gouvernement byzantin avait tendance à considérer le prince kiévien comme son vassal. Les écrivains byzantins des XIII^e et XIV^e siècles font mention du titre de *dapifer* (« o épi tés trapèsès ») de la cour de Constantinople porté par le prince russe ¹. Michel Psellos qualifie, dans sa « Chronographie », la campagne malheureuse des Russes contre Constantinople de 1043 de « révolte des Russes » (« tés tooou Rôs epanastáseos »). Après la conversion de la Russie, on ne renouvelle plus les traités de commerce avec les princes russes, venus à expiration. Apparemment, le gouvernement byzantin estimait que le prince kiévien devait désormais, même pour des échanges commerciaux, se plier aux directives du « basileus », sans traité spécial. Mais Byzance n'était pas en mesure de traduire dans les faits sa tendance à transformer la Russie en colonie. Les faits historiques eux-mêmes vont à l'encontre de ces aspirations, par exemple, la campagne de Iaroslav contre Byzance en 1043.

Psellos, témoin de cette campagne et personnage bien en cour, qualifie cette campagne de « rébellion » des nouveaux sujets contre la puissance impériale et en voit la raison dans la haine qu'inspirait aux Russes l'« hégémonie » de l'Empire. La campagne de 1043 se termina par un échec pour la Russie : les tempêtes et le feu grégeois détruisirent un grand nombre d'embarcations russes (« ladii »), cependant, trois années ne s'étaient pas passées que Byzance cherchait à faire la paix avec l'État kiévien, ce qui est, évidemment, en rapport avec l'invasion de la péninsule balkanique par les Petchénègues. En 1051, Iaroslav mettait fin à la dépendance spirituelle de Byzance en nommant, sans accord préalable avec le patriarche de Constantinople, le prêtre russe Hilarion à la chaire

1. En parlant des Russes à l'occasion du traité signé après leur attaque manquée sur Constantinople en 860, le patriarche Photius, déjà cité, note que dès lors les Russes « se rangèrent dans la classe des sujets et des auxiliaires de l'Empire ». GRÉGOIRE, *Byzantion*, t. VIII. N. d. T.

métropolitaine de Kiev. En 1053 seulement, le gouvernement byzantin réussit à liquider le conflit avec Iaroslav, qui menaçait de se prolonger, et à obtenir son acceptation d'un métro-po ite grec désigné par Constantinople. La paix fut définitivement rétablie grâce au mariage du fils de Iaroslav, Vsévolod, avec la fille de l'empereur Constantin Monomaque. Sous le règne de Vsévolod, l'influence byzantine s'accroît, grâce à l'établissement de relations ecclésiastiques durables et à l'action persistante de la civilisation byzantine sur la Russie. Après la défaite, infligée à Byzance par les Turcs-Seldjoudes près de Mantzikert, elle ne pouvait, naturellement, plus songer à empiéter sur les terres russes.

Quant aux patriarches de Constantinople, ils tinrent pendant longtemps et obstinément à leurs prérogatives de désigner un Grec de leur entourage à la chaire métropolitaine de Russie. Dans la période pré-mongole il y eut seulement trois cas où les métropolitites de Kiev furent intronisés sans l'aveu du patriarche de Constantinople. La dépendance russe de Byzance en matière ecclésiastique ne devait prendre fin qu'en 1448.

Ainsi, Byzance savait tirer pas mal d'avantages de ses rapports étroits avec la Russie. Mais les rapports avec un pays de culture plus évoluée profitèrent également à la Russie Kiévienne. La conversion au christianisme avait été pour la Russie un événement capital qui eut, incontestablement, un effet positif à l'époque, en liquidant la survivance du régime clanal, la coutume des offenses lavées dans le sang, la polygamie, en contribuant au développement rapide de la technique. La technique du bâtiment fait de rapides progrès, l'artisanat se développe, y compris celui des arts d'agrément. Au ^x^e siècle, d'ailleurs, les arts byzantins exercent une influence remarquable sur l'évolution de la Russie kiévienne. Les artistes byzantins créent, dans le pays nouvellement évangélisé, des monuments de l'art byzantin aussi remarquables que la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev, avec ses mosaïques et ses fresques célèbres (ses fondements furent jetés en 1037).

La Russie du ^x^e siècle reçut en grand nombre non seulement des envoyés diplomatiques et sacerdotaux de l'empereur, mais aussi des architectes, des peintres, des artisans, des chanteurs, des musiciens et, surtout, des marchands qui amenaient des tissus précieux, des ustensiles en métal, des vêtements, du vin, des plantes médicinales, du marbre, etc. Par mesure de précaution, les Grecs arrivaient en Russie par flottilles. Les princes russes prisaien^t tellement le commerce avec les Grecs

qu'il leur arrivait de se porter au-devant des Grecs (« Gretchniki ») afin de les protéger. Ainsi fit Mstislav en 1170, qui descendit avec d'autres princes jusqu'à Kanev, où il rencontra une caravane fluviale grecque.

L'influence de la civilisation byzantine, plus évoluée, se manifesta non seulement dans l'admirable architecture des églises, dans d'exquises mosaïques, dans de fins bijoux émaillés et filigranés des trésors de Kiev et de Riazan, mais aussi dans la diffusion des écrits en slavon. La Russie n'avait pas été simplement instruite dans la foi chrétienne par le pays le plus civilisé de l'époque, mais, ce qui plus est, elle l'avait été dans sa propre langue. En introduisant la liturgie, le sermon et la littérature sacrée en slavon, l'Église byzantine stimulait la culture nationale russe, alors que l'Église catholique romaine freinait la culture indépendante des Slaves de l'Ouest, avec son latin inconnu du commun.

Les premiers essais de création d'écoles en Russie remontent à Vladimir. L'écriture se développe largement sous Iaroslav. Les livres en slavon sont diffusés par l'intermédiaire des Bulgares, en premier lieu les livres sacrés et les Saintes Ecritures. Mais petit à petit la littérature profane apparaît également. Ce sont : les récits bibliques, les apocryphes, l'hagiographie, les œuvres des Pères de l'Église, suivis d'ouvrages d'histoire naturelle et d'histoire tout court, sous forme de « Physiologies », d'« Hexameron », et de la « Topographie chrétienne » de Cosmas Indicopleustès ; la littérature historiographique dans le genre des « chroniques », « Chronographies », enfin diverses anthologies des œuvres de littérature profane, comprenant des récits composés à Byzance ou en Orient et parvenus en Russie dans les traductions du bulgare ou du serbe ; le roman « Alexandrie », « le Récit de la Guerre de Troie », un roman représentant une adaptation adroite, sur le mode chrétien, de la vie du Bouddha, dont l'auteur byzantin est resté inconnu.

À la fin du ^xe et au ^{xi}e siècle, le christianisme contribua puissamment à l'accélération de la formation de rapports féodaux dans le bassin du Dniepr, avec ce qu'ils avaient de positif et de négatif à la fois ; il servit à l'établissement de relations culturelles entre la Russie Kiévienne et l'Europe Occidentale.

Dès cette époque, l'Église chrétienne représenta l'institution la plus importante ayant concentré dans ses mains la grande propriété terrienne. Elle importa en Russie Kiévienne les méthodes byzantines d'administration économique, elle

renforça par son autorité tout le poids avec lequel le régime féodal pesait sur la masse des membres des communes rurales, libres, jusque-là, et accéléra l'expropriation des terres communales.

L'Empire Byzantin, du ^{vi}^e au ^{xi}^e siècle, était à la pointe de la vie culturelle et artistique non seulement de l'Europe Orientale, mais aussi de l'Europe Occidentale. Il ne faudrait cependant pas, comme c'est le cas de certains historiens, exagérer l'intensité de ces rapports, ni l'importance de l'influence byzantine sur l'Europe Occidentale. C'est avec certaines régions de l'Italie que Byzance conservait les relations les plus étroites, grâce à quoi son influence s'y manifestait plus qu'ailleurs. Par la suite, elle pénétra par l'intermédiaire de l'Italie dans les autres pays d'Europe. Charlemagne avait déjà cherché à égaler les empereurs byzantins par la splendeur de ses constructions et les fastes de sa cour : il fit bâtir divers édifices qui imitaient les modèles byzantins. Nous en voyons une preuve dans le plus important des monuments de l'époque qui se soit conservé, la chapelle d'Aix, dont la construction fut achevée en 805. Cette chapelle est une copie de l'église octogonale à coupoles de Saint-Vital à Ravenne, qui avait été édifiée entre 543 et 547, et représente le modèle le plus ancien de l'art byzantin en Europe Occidentale. Tout en copiant les modèles gréco-romains et byzantins, les bâtisseurs de la Renaissance carolingienne ne se bornaient pas à la reproduction des plans extérieurs, ils emmènent d'Italie des parties entières d'édifices. Ravenne dut subir ainsi des dommages particulièrement sensibles. La situation ne devait pas se modifier au cours des ^x^e et ^{xi}^e siècles. Comme par le passé, c'est à Constantinople que l'Italie s'adressait pour toutes les œuvres d'art d'exécution difficile ou de qualité rare — les icones, les mosaïques, les objets du culte, les iconostases. Au début de la seconde moitié du ^{xi}^e siècle, par exemple, le célèbre abbé du Mont Cassin, Desiderius, désirant rénover l'art en Italie, fait venir des artistes de Constantinople, leur confie la direction de l'école d'art qu'il fonde dans son monastère.

Les doges de Venise commencent l'édification de la célèbre église Saint-Marc sur le modèle de l'église des Saints-Apôtres à Constantinople, commandent aux peintres constantinopolitains la non moins célèbre icône (plaque d'émail) de la « Pala d'Oro ». Les marchands amalfitains font venir de Constantinople des étoffes précieuses et splendides. A Rome et en Italie l'art de la mosaïque suit les modèles byzantins.

L'art roman subit grandement l'influence des formes et des compositions byzantines. Vers la fin de cette époque, la peinture byzantine trouve une large application en Sicile normande.

L'influence culturelle de Byzance en Europe Occidentale ne se borne pas aux arts byzantins. Nous pouvons établir des faits certains de l'influence que l'idéologie byzantine même exerça sur l'Occident. Ainsi, la Chronique de Théophane, traduite en latin, eut une répercussion considérable sur les formes de l'annalistique de l'Europe Occidentale.

L'écrivain religieux le plus éminent du ix^e siècle, Jean Scot Erigène, connaissait le grec et subit l'empreinte du néoplatonisme qu'il connut en traduisant le livre du pseudo-Denys l'Aréopagite, *La hiérarchie divine*, en même temps d'ailleurs que l'influence du mystique du vii^e siècle, Maxime le Confesseur.

La conception du pouvoir impérial telle qu'elle était appliquée à Byzance commence à s'accréditer en Europe Occidentale au xii^e siècle, concurremment avec l'étude du Code Justinien.

C'est en Italie que nous pouvons observer les premières traces de l'étude du droit romain, où bon nombre de villes connaissait un essor économique vers la fin du xi^e siècle. Ce fut l'époque de la fondation de l'école des glossateurs, qui révolutionna les procédés d'étude du droit. L'activité des légistes de l'Europe Occidentale au xiii^e siècle fut soutenue et approuvée par le pouvoir royal, qui profita du droit romain afin de consolider sa puissance.

BIBLIOGRAPHIE

1. VASSILIEVSKI, « Documents pour l'histoire intérieure de l'État byzantin, *Ceuvres*, t. IV (en russe).
2. A. VASSILIEV, *Byzance et les Arabes* (en russe).
3. DRINOV, *Les Slaves du Sud et Byzance au X^e siècle*. « Lectures à la Société impériale d'histoire et d'antiquités russes près l'Université de Moscou », Moscou, 1875, t. III (en russe).
4. N. SKABALANOVITCH, *L'État de Byzance et l'Église au XI^e siècle* (en russe).
5. G. SCHLUMBERGER, *L'épopée byzantine à la fin du X^e siècle. Jean Tzimiscès. Les jeunes années de Basile II*, Paris, 1896.
6. G. SCHLUMBERGER, *L'épopée byzantine à la fin du x^e siècle. Troisième partie (1025-1057)*.

7. G. SCHLUMBERGER, *Un empereur byzantin au X^e siècle. Nicéphore Phocas.*
8. A. VOGT, *Basile I^{er}, empereur de Byzance (867-886) et la civilisation byzantine à la fin du IX^e siècle.*
9. A. RAMBAUD, *L'empire grec au X^e siècle.*
10. Ch. DIEHL, *Figures byzantines.*
11. KRUMBACHER, *Geschichte der Byzantinischen Litteratur, Zweite Auflage, 1897.*

CHAPITRE VII

BYZANCE ET LES CROISADES

1. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE ET LE GOUVERNEMENT INTÉRIEUR DES COMNÈNES.

Avec l'extinction de la dynastie de Macédoine, Byzance connut une période de longue anarchie. De 1059 à 1081, cinq empereurs se succèdent sur le trône. Ce furent : Isaac I^{er} Comnène (1057-1058), Constantin X Doucas (1057-1067), Romain IV Diogène (1067-1071), Michel VII Doucas (1071-1078) ; Nicéphore III Botaniatè (1078-1081).

Le règne des derniers empereurs de la dynastie macédonienne fut, comme déjà indiqué, celui des civils, du Sénat et de l'Église, qui relèguent au second plan la noblesse de province et l'armée indigène. Cette politique rendait inévitable un conflit aigu entre la bureaucratie omnipotente et les chefs de l'armée. En 1057, l'insurrection des thèmes d'Asie Mineure assura la victoire du parti militaire, qui désigna comme empereur un de ses représentants les plus éminents, Isaac Comnène (1057-1059).

Comnène procéda immédiatement à la réalisation du programme du parti militaire : il réduisit les traitements des hauts fonctionnaires, supprima les sinécures des dignitaires de la cour, des savants, du trop nombreux clergé qui obéraient le trésor public, et déposa le patriarche Michel Cérularios. Le parti militaire ne réussit cependant à se maintenir au pouvoir que deux ans. Isaac Comnène buta sur de tels obstacles qu'il préféra abdiquer en 1059 en faveur de Constantin Doucas, dont la politique marqua, en même temps que le triomphe de la bureaucratie omnipotente, une réaction contre la noblesse militaire.

Dans le but de mater les féodaux militaires, le gouvernement de Constantin Doucas eut de nouveau recours à la réduction des effectifs et du budget d'entretien de l'armée. Mais la situation internationale de l'Empire ne justifiait pas ces me-

asures d'économie. Sur sa frontière Nord, les Petchénègues continuaient leurs attaques ; en Italie, les Normands prenaient l'une après l'autre les villes byzantines : Troja (1060), Otrante (1068), et la menace la plus grande se dessinait en Orient, où montait la puissance des Turcs Seldjoucides. Sous le règne de Constantin Doucas et la régence de sa veuve, le sultan seldjoucide Alp Arslan conquérait l'Arménie, s'emparait de sa capitale, Ani, et dévastait une partie de la Syrie, la Cilicie et la Cappadoce.

La situation extérieure, pleine de menaces, donna une fois de plus la victoire au parti militaire, qui plaça sur le trône son homme, Romain IV Diogène. Ce représentant de l'armée ne réussit cependant pas à tenir simultanément tête aux Turcs, aux tout-puissants fonctionnaires qu'appuyaient le sénat, le patriarche et le clergé, enfin à la garde mercenaire dévouée à Doucas. La tentative que fit Romain de repousser l'avance des Turcs se termina par un désastre. En 1071, à la bataille de Mantzikert, au Nord du lac de Van, son armée fut complètement défaite, lui-même tomba aux mains des Turcs : à son retour de captivité, il fut féroceement aveuglé par ordre de Doucas.

L'Asie Mineure, où les serfs et les esclaves cultivaient les terres des seigneurs, devint une proie facile pour les conquérants turcs. Le sultan Souleyman affranchit ces serfs et ces esclaves à la condition qu'ils s'acquittent d'un impôt de capitation ; ce qui fit que les bas-fonds populaires se trouvèrent liés à la domination turque par leurs intérêts vitaux.

Toute la partie orientale de l'Asie Mineure et l'Arménie se trouvèrent, d'un seul coup et sans espoir de retour, perdues pour Byzance. En même temps, l'Empire était dépouillé de ses dernières possessions en Italie. En 1071, les Normands s'emparaient de Bari, la dernière place qui restait au pouvoir des Byzantins. L'anarchie régnait dans l'Empire même. Les masses populaires étaient écrasées d'impôts. La noblesse féodale fomentait révolte sur révolte contre le gouvernement central affaibli. Les chefs des mercenaires byzantins, pour la plupart des Normands — Hervé, Bailleul — ne pensaient qu'à leurs propres intérêts. Après la bataille de Mantzikert, le fils de Constantin Doucas, Michel VII (1071-1078), fut proclamé empereur. Mais les représentants de la noblesse féodale : en Asie Nicéphore Botaniatè, en Europe Bryenne (Nicéphore) s'insurgèrent contre lui. Profitant de l'affaiblissement de la puissance militaire de l'Empire et de ses luttes intestines, la pénétration des Turcs à l'intérieur de l'Asie Mi-

neure s'accroissait, ils avançaient toujours davantage en direction de l'Ouest. En soutenant, par exemple, Nicéphore Botaniatès dans ses tentatives pour s'emparer du trône, les Turcs avancèrent avec lui jusqu'à Nicée et Chrysopolis, dont ils s'emparèrent. Lorsque Nicéphore Botaniatès fut devenu empereur (1078-1081), de nouveaux prétendants s'insurgèrent contre lui ; c'étaient Mélissène en Asie et Basilakès en Europe. Pendant ce temps, les provinces de la péninsule balkanique souffraient des dévastations des Petchénègues. Le coup d'État du 1^{er} avril 1081, qui renversa Nicéphore Botaniatès et plaça sur le trône Alexis Comnène, mit fin à trente ans d'anarchie. Cette révolution, qui marqua le triomphe définitif de l'aristocratie militaire féodale sur le parti civil, mit l'Empire en mesure de prolonger son existence de trois siècles.

Pour ses débuts, la dynastie des Comnènes trouvait l'État dans une situation des plus difficiles. À la suite du désastre de Manzikert et d'une anarchie interne prolongée, les riches régions d'Asie Mineure d'où l'Empire tirait ses plus gros revenus et ses meilleurs soldats, étaient devenues la proie des Turcs. Dans les années quatre-vingts du XI^e siècle, les Turcs avaient réussi à avancer de Mésopotamie en Syrie, Cilicie, Cappadoce, Lycaonie, Phrygie et Bithynie et, dans les premières années du règne d'Alexis, à s'emparer même des côtes occidentales de l'Asie Mineure, de l'ancienne Lydie et de bon nombre d'îles. En Asie Mineure, il ne restait plus à l'Empire que quelques villes du littoral. Les provinces européennes étaient constamment saccagées par suite d'incessantes incursions ennemies. Ce tableau était encore assombri par la menace du danger normand. Les aventuriers normands qui avaient, dans les années soixante-dix, dépouillé l'Empire de l'Apulie et de la Calabre, s'apprêtaient maintenant à franchir l'Adriatique et à attaquer Byzance par l'Ouest. Leurs forces avaient été unies par Robert Guiscard, duc d'Apulie, homme fort, mais dénué de scrupules. En 1081, l'armée normande mettait le siège devant Dyrrachium, place forte qui couvrait les côtes d'Épire.

Byzance n'était pas en mesure d'opposer grand-chose à ses ennemis. Elle manquait de marine. Les effectifs des forces de terre avaient été imprudemment fondus.

C'est dans ces conditions critiques que l'aristocratie militaire d'Asie Mineure, en la personne des Comnènes, s'empara du pouvoir, ce qui la mettait en mesure de réaliser son programme de « salut » de l'État. Le pouvoir des Comnènes représentait l'alliance d'un petit nombre de familles les plus en vue

et les plus puissantes de l'aristocratie : les Comnènes, les Doucas, les Anges, les Paléologues, les Cantacuzènes. Cette clique dirigeante serre les rangs et compense la perte des vastes latifundia en Asie Mineure par un véritable monopole des plus hautes dignités et fonctions de l'administration centrale et provinciale.

La puissance dont Byzance s'était prévalué jadis avait disparu sans retour, mais les Comnènes réussirent à retarder d'un siècle la désagrégation de l'État. Au XII^e siècle, Byzance joue encore son rôle de grande puissance en Europe, en soutenant, non sans succès, des guerres interminables et acharnées avec ses voisins. Les forces de l'État n'étaient pas encore taries, malgré la perte de l'Asie Mineure. Le gouvernement conservait Constantinople, à l'époque le centre commercial le plus important de l'Europe entière, un certain nombre de villes en Grèce, où l'on fabriquait les soieries et la pourpre (dont Thèbes, Corinthe). Les Comnènes maintinrent les anciennes traditions de l'administration byzantine, qui mettaient à même de tirer des revenus rémunérateurs des régions administrées. En tout cas, les peuples occidentaux restaient encore au XII^e siècle pantois devant les trésors byzantins qui leur apparaissaient toujours comme inépuisables. Il faut reconnaître que les Comnènes surent tirer le maximum de ces moyens. Les trois premiers empereurs de cette dynastie : Alexis Comnène (1081-1118), Jean II (1118-1143), Manuel (1143-1180), étaient des souverains exceptionnels, énergiques, entreprenants. Leur activité se trouvait stimulée par les difficultés de la situation internationale, dans lesquelles se débattait Byzance, qui avait à lutter pour son existence avec les Turcs, les Normands, les Petchénègues, les Hongrois et les Serbes à la fois.

Il est normal que l'art de la guerre, les questions de la défense nationale aient paru primordiaux aux gouvernements byzantins au cours du XII^e siècle.

Le premier représentant de la dynastie des Comnènes, Alexis, combat tout le temps les révoltes intérieures et les ennemis extérieurs ».

Il fit preuve de remarquables qualités d'énergie et de persévérance dans ses efforts pour améliorer les conditions internes et la situation internationale de l'Empire. Il combattait les ennemis extérieurs aussi bien les armes à la main que par les procédés de ruse chers à la diplomatie byzantine. En présence de l'invasion, par les Normands, des provinces européennes, il

se trouva contraint de traiter avec les Turcs Seldjoucides et de reconnaître leurs conquêtes, y compris la ville de Nicée. Ainsi Alexis pouvait-il, des fenêtres de son grand palais, contempler les montagnes d'en face, qui appartenaient désormais aux Turcs.

Pour préserver Byzance du terrible Robert Guiscard, Alexis avait excité contre lui les populations de l'Italie Méridionale et l'empereur d'Allemagne, Henri IV, à force de subsides, bien entendu. Il fit alliance avec les Vénitiens, ennemis des Normands en leur concédant d'importants privilèges commerciaux. Ce qui ne l'empêcha pas d'opposer aux Normands une armée qui n'était, il est vrai, que l'ombre de celle que Romain Diogène avait commandée dix ans auparavant contre les Turcs. Elle était composée de troupes indigènes peu nombreuses, recrutées dans les thèmes de Thrace, de Macédoine et de Thessalie, les seuls qui aient encore appartenu au gouvernement byzantin.

Cette armée était basée sur la garde des mercenaires, Anglo-saxons pour la plupart. Des détachements auxiliaires, composés de Turcs, de Francs, de Serbes, etc. l'accompagnaient. Cette armée, mise en hâte sur le pied de guerre, subit une défaite écrasante le 18 octobre 1081, après quoi Robert Guiscard prit Dyrrachium d'assaut. Mais ni cette défaite ni les deux qui suivirent, en 1083, n'eurent raison de l'énergie d'Alexis qui continua la lutte. Fort de l'expérience chèrement acquise, il évitait désormais les batailles rangées en se bornant à la guerre partisane. Moyennant finances, il réussit à provoquer des troubles parmi les féodaux normands. L'or byzantin causait de grosses difficultés aux Normands en Italie. La guerre s'éternisa, et lorsque Robert Guiscard mourut (1085), Alexis reprit aux Normands terres, ports et îles.

Mais les Byzantins ne purent profiter du sursis. A peine Alexis fut-il débarrassé des Normands, qu'une grande menace se dessina au Nord de l'Empire.

Le lourd faix des impôts, les agissements inhumains des collecteurs d'impôts et des fonctionnaires byzantins, l'opposition raciale des Bulgares aux Byzantins contribuèrent à ce que l'enseignement des Pauliciens et de leurs adeptes bulgares, les Bogomiles, se répandit de plus en plus aussi bien parmi les paysans et les pâtres, que les habitants des villes, et ce malgré des persécutions systématiques. Cet enseignement avait été propagé en Europe par ses adeptes, qui avaient été transférés d'Arménie par les empereurs Constantin V et Jean Tzimiscès. La ville de Philippopolis était devenue leur centre dans les

Balkans. En installant dans les environs de cette ville une colonie orientale, après la victoire sur Sviatoslav, Tzimiscès avait poursuivi un double but : éloigner les sectateurs indociles et belliqueux des châteaux à peine accessibles et des gorges des montagnes de leur patrie, où il était difficile d'en venir à bout, en faire un rempart contre les incursions et les invasions du Nord scythe en Thrace. Mais le résultat fut à l'opposé des calculs byzantins. En effet, les Pauliciens et les Bogomiles de Philippopolis prirent part à toutes les révoltes contre Byzance.

Dans l'armée composite qu'Alexis Comnène avait recrutée contre les Normands, il y avait 2.800 Bogomiles commandés par les leurs, dont Xanthès. Au moment critique, ce détachement abandonna Alexis et rentra dans ses foyers. L'empereur résolut de leur appliquer des sanctions exemplaires : après avoir, par ruse, attiré les chefs et les représentants de la commune de Philippopolis, il les fit tous emprisonner ; leurs biens, confisqués, furent distribués aux fonctionnaires. Les familles des « hérétiques » appréhendés furent jetées dans la prison de Philippopolis. En réponse, Pauliciens et Bogomiles se révoltèrent contre ceux qu'ils appelaient les « serviteurs des idoles des temples consacrés aux démons ». Leurs chefs, dont le Bogomile Dobromir, réunirent des milliers de paysans ; au lieu de défendre les défilés du Balkan contre les Petchénègues, ils s'entendirent avec ces « Scythes » contre Byzance. Les Petchénègues et les hérétiques réunis infligèrent une lourde défaite aux troupes byzantines en 1086, ce qui eut pour conséquence de rendre indépendantes Dristra et toute la Bulgarie danubienne. En 1087, le général byzantin Nicolas Mavrokatalon eut toutes les peines du monde pour contenir la nombreuse horde petchénègue qui, sous le commandement de Tchelgou-Khan avait envahi la Thrace. En 1088, Alexis franchit les Balkans, mais fut battu à la bataille près Dristra, après quoi il dut limiter ses efforts à des guerillas, en évitant des combats plus importants. Les Petchénègues occupèrent Philippopolis, où les Bogomiles les appelaient depuis longtemps. Leurs bandes s'égaillèrent dans toute la plaine de la Maritza et en Thrace. La situation de Byzance était devenue d'autant plus critique que les Turcs Seldjoucides avaient recommencé leur offensive venant de l'Orient. Ainsi, deux tribus turques — les Petchénègues et les Turcs Seldjoucides — attaquaient simultanément en Europe et en Asie, les Seldjouks tentant de tendre la main à travers les Détroits à leurs parents en Europe. L'entreprenant émir turc Tzachas, qui

avait épousé la fille du sultan de Nicée, fit de Smyrne sa capitale, après s'être solidement établi sur la côte occidentale d'Asie Mineure et dans les Sporades. Il arma une escadre, s'empara des villes cotières de Phocée et de Glazomènes (aujourd'hui Vourla), des îles de Lesbos et Chios, et entra en rapports avec les Petchénègues, qui lui étaient bien connus.

Les émissaires de Tzachas apparurent parmi les tentes des Petchénègues. Tzachas exigeait que les Petchénègues occupent, pour le printemps suivant, la presqu'île de Gallipoli, d'où ils auraient alors été en mesure d'établir avec lui une liaison directe et d'agir selon un plan concerté. Il se proposait de couper Constantinople de la province et de la bloquer simultanément par mer.

L'empire de Byzance ne s'était, depuis longtemps, pas trouvé dans une situation aussi critique qu'en automne 1091. Mais la diplomatie et l'or byzantins eurent raison des Petchénègues comme ils avaient eu, auparavant, raison des Normands. Avec beaucoup d'habileté, Alexis sut désunir les Petchénègues et les Polovtses qui avaient, au début, agi de concert ; une horde nombreuse de Polovtses, qui nomadisait dans les régions comprises entre le bas Dniepr et le bas Don, conclut alliance avec Byzance. Le 29 avril 1091, les forces réunies des Byzantins et des Polovtses massacrèrent sans merci les Petchénègues. Leurs débris furent transférés en Haute-Macédoine, aux environs de Moglena. L'émir Tzachas, qui avait rêvé de conquérir Constantinople et s'était même affublé du titre et de la pourpre impériaux, n'eut pas le temps de secourir les Petchénègues avec sa flotte et signa ainsi sa propre condamnation. Dans la lutte contre la flotte byzantine, il eut le dessous et perdit d'abord une partie de ses conquêtes, ensuite sa vie même. Les intrigues de Byzance avaient réussi à armer contre lui le sultan turc ¹ dont il avait épousé la fille, et le dangereux et entreprenant émir périt par ordre de son beau-père (1093).

Mais alors que le gouvernement byzantin s'était heureusement débarrassé de ces périls extérieurs, une nouvelle vague déferlait sur l'Empire, en menaçant de le submerger, c'était la Première Croisade.

Au cours du XI^e siècle, l'Europe Occidentale connaît un essor économique généralisé ; le développement des forces productrices entraîne la division du travail. Le caractère des relations commerciales entre l'Europe Occidentale et l'Orient se modifie. De passif, le rôle de l'Europe Occidentale devient

1. Il s'agit de Soliman, sultan de Nicée. N. d. T.

actif : elle expédie en Orient non seulement des matières premières, mais aussi des produits fabriqués. Le nombre des déplacements commerciaux vers l'Orient s'accroît, les buts commerciaux se confondent souvent avec les motifs religieux. Pendant ces voyages, chevaliers et marchands occidentaux se rendent compte *de visu* de la supériorité technique et culturelle de l'Orient sur l'Occident. Au cours de la seconde moitié du ^x^e siècle, cependant, ce mouvement ascendant, commercial et religieux, vers l'Orient, se trouve en grande partie paralysé par les Turcs. S'étant emparé du califat de Bagdad et de la majeure partie de l'Asie Mineure, ceux-ci pillaient les caravanes venant d'Europe Occidentale, ou les rançonnaient pour le moins. Sous l'effet de cet obstacle, l'Occident conçut l'idée d'une conquête directe de l'Orient ; elle se propagea sous le vocable de l'affranchissement des Lieux-Saints du joug des infidèles. Ces appels trouvèrent un écho favorable dans toutes les classes de la société européenne de l'époque : chez l'abondante gent des chevaliers de France et d'Allemagne qui comptait s'enrichir aux dépens des fabuleuses richesses d'Orient ; chez les grands féodaux, pour lesquels les conquêtes en Orient représentaient des agrandissements territoriaux, des augmentations de revenus, un accroissement de l'influence politique. Dans les villes marchandes italiennes, directement intéressées aux Croisades, la conquête de l'Orient devait consacrer leur rôle en tant que principales intermédiaires dans le commerce entre l'Orient et l'Occident. Les paysans partageaient pour se soustraire au joug des féodaux, avec l'espoir d'obtenir sur les terres nouvelles la liberté dont ils étaient privés chez eux. La Rome des papes en avait adroitement profité, en prêchant les Croisades contre l'Orient musulman. Deux événements, qui se produisirent au ^x^e siècle, facilitèrent les relations entre l'Occident et l'Orient : 1^o l'évangélisation de la Hongrie, qui permit le passage, par le Danube, de l'Autriche aux avant-postes byzantins en Bulgarie ; 2^o l'effondrement de la suprématie maritime arabe en Méditerranée Centrale : la reprise aux Arabes de la Corse et de la Sardaigne par les Pisans et les Vénitiens, de la Sicile par les Normands, ce qui assura la sécurité des routes maritimes en Méditerranée ; l'apparition dans cette mer des flottes de quatre nouveaux États : de Gênes, Pise, Venise et de l'État normand d'Italie Méridionale, alors que seuls les Arabes et les Byzantins s'en étaient jusque-là disputé la maîtrise.

En 1095, la nouvelle que les peuples du Ponant se dirigeaient par « myriades » vers les frontières de l'Empire parvint aux

oreilles d'Alexis. Le gouvernement de Byzance faisait peu de cas de la sincérité des intentions des Croisés. Si Alexis s'était jusque-là tourné vers l'Occident, en quête de secours, il n'avait été question que de l'envoi d'unités de troupes auxiliaires. L'apparition des armées des Croisés sur le territoire même de l'Empire inquiétait Alexis qui craignait que les « Latins », grossiers et indisciplinés, succombant à la vue des richesses de Constantinople, ne tournent leurs armes contre l'Empire. Le fait que le duc de Tarente, Bohémond, ennemi juré de Byzance, était l'un des chefs les plus en vue de la Croisade, n'était pas de nature à apaiser ses appréhensions, alors que les déprédations des bandes de Pierre l'Ermite, qui, les premières, avaient foulé le sol de l'Empire, ne pouvaient que le confirmer dans ses craintes.

Il fallut toute l'habileté diplomatique et l'astuce d'Alexis pour préserver Byzance du nouveau danger, voire même pour tirer certains avantages des Croisades. Il réussit à convaincre certains chefs des Croisés, à en soudoyer d'autres, enfin à contraindre des troisièmes à lui prêter serment d'hommage et de fidélité et s'engager à lui restituer toutes les provinces qui seraient éventuellement reprises aux infidèles. A ces conditions, les Byzantins consentirent à passer les Croisés en Asie Mineure. Ils s'engagèrent, de plus, à leur assurer un concours en hommes et en vivres jusqu'au recouvrement du « Saint-Sépulcre ». Le gouvernement byzantin cherchait à utiliser les Croisés pour rétablir son autorité en Asie Mineure. En 1057, les Croisés assiégèrent Nicée. Alexis intrigua pour que les Turcs de Nicée se rendent à lui de préférence aux Croisés, ce qui mécontenta fortement ces derniers : ni les cadeaux, ni les amabilités d'Alexis n'y purent rien ensuite. Une grande victoire sur les Turcs près Dorylée permit aux Croisés de pousser plus avant à travers la Phrygie et la Cappadoce et d'atteindre la Syrie du Nord, où ils mirent le siège devant Antioche. Profitant de l'affaiblissement des Seldjoucides, Alexis réussit, sans grande peine, à reprendre Smyrne, Ephèse, Sardes, Laodicée, Philadelphie, soit la partie occidentale de l'Asie Mineure. Ainsi, au début, comme l'observe Marx... « Les premiers Croisés venus d'Occident, sous le règne d'Alexis I^{er}, relevèrent à nouveau l'Empire, en écartant la menace d'Orient... »

Cependant les rapports avec les « Francs » — c'est ainsi qu'on appelait les Croisés en Orient — s'aggravaient de jour en jour. Alors que les Croisés conquéraient la Syrie et Jérusalem,

salement, Alexis ne pensait qu'à étendre ses possessions en Asie Mineure. Estimant qu'ils avaient beaucoup fait pour Byzance, les Croisés se plaignaient de ce qu'Alexis n'avait pas fait grand-chose pour eux. Ils en profitèrent, en refusant de lui restituer leur dernière conquête, Antioche, capitale d'Orient, que Byzance n'avait perdue que depuis 1085 et à la possession de laquelle elle attachait une importance capitale. Les deux parties avaient violé l'accord, signé à Constantinople, et s'en accusaient mutuellement. La première Croisade aboutit non pas au rétablissement de l'autorité de Byzance sur la Syrie, mais bien à la création d'États féodaux latins à Edesse, Antioche, Tripoli et Jérusalem. Mais si l'Empire n'avait pas réussi à récupérer la Syrie, grâce à la Croisade, la frontière des possessions turques en Asie Mineure avait été considérablement repoussée vers l'Est. En plus de Nicée, Byzance était rentrée en possession de la Carie, de la Lydie entières et d'une partie importante de la Phrygie. Les Seldjoucides étaient fortement affaiblis et devaient, pour un siècle, passer de l'offensive à la défensive.

Par suite du coup dur que les Croisés avaient porté aux Turcs, les dernières années du règne d'Alexis Comnène furent relativement calmes, exemptes des dangers qui avaient menacé les premières années de son règne. Lorsque Bohémond, maître d'Antioche, renouvela, en 1107, la tentative de Robert Guiscard, Byzance en eut raison sans trop de peine. Bohémond fut contraint à un traité humiliant, par lequel il renonçait à ses prétentions sur la Cilicie et reconnaissait la suzeraineté de Byzance sur Antioche.

En montant sur le trône, Jean II Comnène (1118-1143), fils et successeur d'Alexis, trouva l'armée, les finances et les affaires extérieures de l'État en bien meilleur état que son père à ses débuts. Comme son père, il était soldat, actif et infatigable. Son règne fut également marqué par des guerres ininterrompues. Profitant d'une tranquillité relative sur les frontières occidentales, Jean porta tout son effort sur la reconquête des provinces d'Asie Mineure, en poursuivant un double but : reporter les frontières jusqu'à Antioche et l'Euphrate, obliger les Latins orientaux à reconnaître la suzeraineté de Byzance. Il obtint certains succès dans cet ordre d'idées. La ville de Laodicée en Phrygie, la partie sud de la Paphlagonie, une partie de la Pisidie et de la Pamphylie firent retour à l'Empire.

Ces succès se traduisirent dans le fait que les possessions byzantines en Asie Mineure, formant une bande côtière,

encerclaient de trois côtés les possessions des Seldjoucides.

Mais, au lieu de s'assurer définitivement des provinces d'Asie Mineure, d'importance capitale pour l'Empire, Jean poursuivit à la fin de son règne une tâche au-dessus de ses forces, en cherchant à reconquérir la Syrie et la Palestine. Si ses succès en Asie Mineure lui permettaient d'espérer que ses efforts pour en chasser les Turcs seraient un jour ou l'autre couronnés de succès, sa tentative de rétablir la prédominance du commerce byzantin en Occident et de supprimer les privilèges, désastreux pour l'Empire, qu'Alexis avait été obligé de concéder aux marchands vénitiens alors qu'il luttait contre Robert Guiscard, subirent un fiasco complet. Pour toute réponse au refus opposé par Jean aux marchands vénitiens de confirmer les privilèges accordés par son père, ceux-ci se mirent à piller le littoral et les îles des mers Ionienne et Egée. Là se manifesta la faiblesse de Byzance sur mer, l'absence de flotte, capable de combattre les Vénitiens, quoique le gouvernement d'Alexis se soit préoccupé de sa reconstitution. Lorsque Venise, profitant de sa suprématie sur mer, se fut emparé de l'île byzantine de Céphalonie, Jean dut s'incliner et renouveler tous les anciens privilèges des Vénitiens.

Malgré cet insuccès, il laissa à son successeur, Manuel I^{er} Comnène (1143-1180), un héritage comparable à celui qu'il avait trouvé lui-même lors de son accession au trône : de bonnes finances, une armée aguerrie, une situation extérieure sensiblement améliorée. Manuel était soldat au même titre que ses père et aïeul, mais il différait d'eux en ce sens qu'il s'est laissé séduire par le rêve du rétablissement de la puissance byzantine en Italie. Il porte tous ses efforts vers l'Occident, négligeant les affaires orientales (d'Asie Mineure), beaucoup plus importantes. Sous Manuel, la politique extérieure byzantine perd totalement le sens du possible et du réalisable.

Elevé dans l'esprit de la chevalerie occidentale, tenu par des liens variés aux empereurs et aux rois d'Occident, Manuel était visiblement attiré par l'Occident. Ses sujets se plaignaient de ce qu'il avait recruté trop de Latins qui lui coûtaient trop cher.

Son règne, tout comme ceux de ses prédécesseurs, a été marqué par une succession de guerres interminables. Pendant longtemps, elles furent heureuses. Sa bravoure et son indomptable énergie l'avaient rendu populaire dans l'armée, dont le noyau était constitué par la cavalerie de mercenaires étrangers, rompus aux combats. Il ramena à l'obéissance l'indocile vassal de Byzance, Raymond, prince d'Antioche, repoussa

les Seldjoucides jusqu'à leur capitale, Iconium. Il réussit à traverser sans trop de mal la dangereuse crise causée par la seconde Croisade (1147-1149), lorsque Byzance dut livrer passage à travers son territoire aux troupes nombreuses et indisciplinées du roi de France, Louis VII, et de l'empereur d'Allemagne, Conrad III. Cet événement coïncida avec l'attaque des possessions byzantines par le roi de Sicile, Roger. De même qu'au temps de la Première Croisade, les frictions et conflits entre Byzantins et Croisés ne manquèrent pas : sous les murs de Constantinople, on en vint presque à une rupture ouverte, au point que le commandement des troupes françaises envisagea l'éventualité de la prise d'assaut de Constantinople. Comme on le sait, la seconde Croisade se termina par une catastrophe, subie par les troupes allemandes et françaises en Asie Mineure, sous les murs de Damas, non pas tant du fait des Seldjoucides que de la famine et d'une organisation défectueuse. Manuel ne fit pas grand-chose pour éviter l'échec des Croisés, que l'on attribua même en Occident à la félonie des Grecs. Il put considérer comme un gain l'alliance conclue en 1149 avec l'empereur Conrad, alliance dirigée contre les Normands de Sicile.

Byzance avait subi un préjudice considérable du fait de l'agression des Normands de Sicile. Roger, roi des Deux-Siciles, avait subitement assailli Corfou, où l'oppression fiscale byzantine avait incité la population à accueillir les Normands à bras ouverts. Après l'occupation de Corfou, la flotte sicilienne ravagea l'Eubée et l'Attique, pilla Thèbes, centre important de l'industrie byzantine de la soie. D'énormes quantités de soieries furent emmenées et les ouvriers tisseurs les plus expérimentés transportés en Sicile. Corinthe, seconde place de l'industrie séricicole, subit le même sort. Bon nombre de ses tisseurs spécialistes furent emmenés en Sicile. Quoique les Normands ne poursuivissent d'autre but que le pillage, ne comptant guère pouvoir garder ces villes, qui furent effectivement reprises peu de temps après par les Byzantins, le commerce et l'industrie de ces contrées en subit le fâcheux effet.

Le gouvernement byzantin fut à nouveau obligé de solliciter de Venise l'envoi d'une flotte contre les Normands. Avec leur concours, l'île de Corfou fut reconquise en 1149. Pour garantir le littoral grec des incursions ennemies, Manuel décida de porter la guerre en Italie. En 1151, il occupa Ancône, et entra en pourparlers avec le Pontife romain et l'empereur d'Allemagne, dans l'espoir de reconquérir l'Apulie. Mais ni l'un ni l'autre ne se souciaient de voir les Byzantins réinstallés

en Italie. Après quelques succès initiaux de Michel Paléologue, la tentative de reconquête des anciennes possessions italiennes se solda par un échec complet. L'armée byzantine fut complètement défaite par les Normands, qui firent prisonniers ses généraux. En 1158, Byzance se résolut à la paix, par laquelle les deux parties conservaient leurs possessions antérieures.

Tout en combattant les Normands de Sicile, le gouvernement de Manuel entra en guerre avec la Hongrie. Manuel avait trouvé comme prétexte que la Hongrie soutenait les tentatives de sécession des Serbes, quoique les attaches qui liaient ceux-ci à l'Empire fussent plutôt nominales à l'époque. Entre 1152-1154, les troupes byzantines occupaient la place forte hongroise de Zeugmin. La guerre avec la Hongrie se dessinait favorablement pour les Byzantins. Auparavant, les Serbes avaient été replacés sous une vassalité plus efficiente; ils avaient même, en 1151, dû fournir des éléments de troupes à l'armée byzantine.

En 1162, Manuel intervint dans les luttes intestines de la famille royale hongroise. En 1165, ses troupes occupèrent Zeugmin et Sirmium et s'emparèrent de la Dalmatie hongroise. Le prétendant soutenu par Byzance, Bela III (1173-1196), accéda au trône et, pour un temps relativement court, la Hongrie entra sous la dépendance politique et culturelle de Byzance.

Mais les mesures essentielles prises par Manuel dans le domaine militaire et diplomatique avaient pour but le rétablissement de la domination byzantine en Italie.

Faisant abstraction de la réalité historique, la classe dominante de l'Empire de Byzance n'avait, même au ^{xii}^e siècle, pas abandonné ses rêves de toute-puissance. Comme Justinien, Manuel Comnène reprit le projet fantastique du rétablissement de l'Empire romain universel sous l'égide de Constantinople. La production littéraire des Byzantins du ^{xiii}^e siècle est entièrement dominée par la « grande idée » que l'Empire médiéval de Byzance est l'héritier de l'ancien Empire romain et le dépositaire de tous ses droits. Cette idée forme le « leitmotiv » des œuvres de tous les historiens de ce siècle. Nous la trouvons chez le César Nicéphore Bryenne, qui a décrit les événements de 1070 à 1079, chez sa femme, Anne Comnène, qui a laissé un volumineux ouvrage historique, l'*Alexiade*, à la gloire de son père, Alexis Comnène. Cet ouvrage est inspiré par l'orgueil qu'éprouve la princesse de son instruction, de sa position, de sa naissance. Dans les entreprises des Croisés, la princesse voit un grave péril pour l'État

byzantin et une source d'ennuis pour son père. Le continuateur d'Anne, Cinnamos, qui fut secrétaire de Manuel et a décrit les événements de 1118 à 1176, est aussi nettement hostile aux Latins, aux Papes, aux empereurs d'Allemagne, qu'il tient pour des usurpateurs des droits légitimes du « basileus » de Constantinople. L'idée que Byzance est l'héritière de l'ancienne Rome, dont elle a conservé tous les droits, perce aussi à travers les œuvres des autres éminents écrivains du ^{xiii}^e siècle, celles du sénateur Nicétas Acominate, qui a traité, dans son « Histoire », des événements de 1180 à 1204, de Théophylacte, archevêque d'Ochrida, d'Eustathe, évêque de Thessalonique, celles enfin du savant philologue, Michel Acominate, évêque d'Athènes, etc...

Cherchant à profiter de l'âpre lutte que se livraient les papes et les empereurs de la Maison des Hohenstaufen (à l'époque, Frédéric I^{er} Barberousse) pour rétablir l'unité de l'Occident et de l'Orient, Manuel Comnène réalisait ainsi avec ténacité la politique de tous les cercles dirigeants de la noblesse militaire agraire. Cette politique trouva son expression, en premier lieu, dans le fait que Manuel soutint le pape Alexandre III dans sa lutte pour le trône pontifical. Il lui promit ensuite de rétablir l'union des deux Églises, c'est-à-dire de supprimer le schisme. Il ne ménageait pas, non plus, ses subsides à la Ligue lombarde dans sa lutte contre Frédéric Barberousse. Dans les documents de l'époque, nous voyons constamment mentionnées les « richesses inouïes » et les larges subventions que l'empereur grec, « le plus riche des monarques », prodiguait aux communes urbaines d'Italie. Cependant, malgré l'expérience et l'habileté des diplomates byzantins, malgré les grosses difficultés qu'ils avaient suscitées à Frédéric Barberousse en Italie, Manuel n'obtint pas le résultat recherché. Son intervention active dans les affaires d'Occident, avec toutes les mesures militaires et les combinaisons diplomatiques qui en découlaient, coûtaient fort cher ; elle ne donnait à Byzance aucun résultat tangible, mais provoquait, par contre, un vif mécontentement dans les masses de la population qui incriminaient la politique impériale et sa latinophilie. La pénétration des Vénitiens les exaspérait tout particulièrement : au dire de l'historien byzantin Cinnamos, ceux-ci « traitaient les citoyens comme des esclaves » ¹ ; un autre historien, Nicétas Acominate, rapporte que « non seulement ils adoptaient une attitude méprisante à l'égard des Romains, mais ils faisaient fi des ordonnances et des décrets de l'empereur ».

1. KINNAMOS, *Epitomè*, éd. Bonn, p. 281.

En 1171 Manuel, qui avait aussi des raisons personnelles d'en vouloir aux Vénitiens, fit, pour la plus grande joie de la population, arrêter tous les Vénitiens établis dans l'Empire et confisquer leurs biens, ce qui causa un préjudice considérable à Venise.

A titre de représailles, Venise arma une grande flotte, qui dévasta la Dalmatie et attaqua Eubée. Quoique cette flotte ralliât Venise sans rien obtenir, car une épidémie de peste s'était déclarée parmi ses équipages, Venise réussit à conclure en 1175, une alliance avec Guillaume de Sicile, dirigée contre Byzance. Manuel dut céder, relâcher les prisonniers, rendre aux Vénitiens leurs privilèges. L'Empire fut à nouveau submergé par les marchands occidentaux, qui sapaient le commerce byzantin, ce qui n'eut d'autre résultat que d'attiser la haine.

Dans les dernières années de son règne, Manuel sembla, enfin, se rendre compte du danger de négliger les affaires d'Orient. En les délaissant, il avait permis au sultan d'Iconium, Kilidj-Arslan, d'accroître sa puissance et d'unifier sous son sceptre une partie importante de la péninsule, aux dépens des autres principautés féodales turques. Après avoir abattu celles-ci, Kilidj-Arslan, excité par Frédéric Barberousse, prit une attitude de plus en plus menaçante à l'égard de Byzance, qui se manifesta par des incursions de plus en plus fréquentes. Pour préserver ses frontières en Asie Mineure, Manuel les avait fait couvrir par une double ligne de fortification mais cela ne servit pas à grand-chose.

En 1176, Manuel décida d'attaquer Iconium, capitale des Seldjoucides, avec le gros de ses forces, alors qu'Andronic Vatzès devait, du Nord-Ouest, assaillir Néocésarée. Mais cette tentative s'avéra tardive et mal préparée. Les deux expéditions échouèrent. Vatzès périt sous Néocésarée, son armée se débanda. Quant à Manuel, il s'aventura imprudemment dans un défilé près Myrioképhalon (dans les monts Phrygiens). L'armée byzantine y subit un désastre complet. Manuel lui-même comparait cette défaite à la malheureuse bataille de Mantzikert. Il ne pouvait plus être question d'offensives en Orient. L'armée byzantine, affaiblie par ce désastre, dut passer à la défensive et eut, dès lors, du mal à défendre les possessions byzantines en Asie Mineure. Cette bataille mit fin à tous les espoirs de voir les Seldjoucides chassés d'Asie Mineure. Le règne de Manuel avait été long et extérieurement brillant, mais l'Empire en sortait affaibli militairement et complètement épuisé économiquement.

Ce résultat de l'infatigable activité des Comnènes n'est pas inattendu. Absorbés par les guerres incessantes et par les soucis financiers pour y faire face, les Comnènes avaient, encore moins que leurs prédécesseurs, réalisé que pour diriger avec succès la politique étrangère, une armée aguerrie ne suffit pas ; il faut des assises matérielles solides. Or, les Comnènes mêmes détruisaient ces assises, en pratiquant une politique étroite de classe, dans l'intérêt de l'aristocratie qu'ils représentaient. Ils organisaient la défense nationale de telle manière que les droits et prérogatives du gouvernement central passaient insensiblement aux mains de l'aristocratie féodale, ceux des centres urbains aux Vénitiens et aux autres marchands latins. Ils étaient, dans une certaine mesure, obligés de compter avec le clergé influent, quoiqu'ils se soient emparés d'une partie des richesses ecclésiastiques. Quant aux intérêts des autres classes, il va sans dire qu'ils les avaient complètement négligés. Le commerce indigène souffrait des privilèges accordés à Venise et aux autres villes italiennes. La population de l'Empire n'avait pas droit au chapitre, elle ne participait d'aucune manière à l'administration de l'État : pressurée d'impôts, elle subissait la tutelle et les exactions des fonctionnaires, lesquels, suivant l'expression d'un historien contemporain, « mangeaient le peuple comme du pain ».

Comme déjà indiqué, les questions de défense nationale jouaient le rôle essentiel aux yeux des gouvernants byzantins du XII^e siècle. L'armée byzantine de l'époque était, comme par le passé, composée de troupes indigènes et d'éléments mercenaires auxiliaires. Les troupes indigènes étaient recrutées dans les thèmes, à la tête desquels, vu la réduction de leur étendue, des « dux » avaient remplacé les stratèges. Ce recrutement devenait de plus en plus difficile, étant donné la diminution numérique de la population des provinces.

Dans les contrées d'Asie Mineure restées sous l'autorité de Byzance, la population souffrait des incursions ininterrompues des Turcs ; elle était soit emmenée en captivité, soit contrainte de se réfugier dans les villes. Les terres abandonnées par les cultivateurs ne fournissaient plus ni soldats ni impôts. Les habitants des provinces danubiennes, de leur côté, souffraient des incursions des Petchénègues, des Polovtses, des Hongrois ; enfin, les provinces occidentales étaient victimes des déprédations commises sur leur passage par les Croisés, des incursions des Serbes, des invasions des Normands. La misère consécutive aux guerres, aux incursions, aux mauvaises récoltes, aux impositions excessives obligeait, comme par le

passé, ceux des paysans restés encore libres à l'époque, à se faire parèques sur les terres des particuliers et du clergé ; le nombre des cultivateurs libres diminuait sans cesse ¹.

La situation dans les campagnes devint tellement alarmante que Manuel promulgua un édit rendant la liberté à ceux qui, pour diverses raisons, en avaient été privés sous son règne, et promit même que le trésor indemniserait les propriétaires qui affranchiraient leurs serfs ².

Les paysans libérés ainsi étaient aussitôt inclus dans la catégorie des militaires. Si, avant Manuel, les prisonniers avaient été généralement vendus comme esclaves, Manuel les rachetait et les établissait sur les terrains des stratiotes laissés à l'abandon. L'État byzantin ne le cédait non plus à ses voisins dans sa chasse aux prisonniers de guerre sur les territoires ennemis. Pendant les hostilités contre les Hongrois, Manuel dévasta des régions entières, en emmenant des habitants comme prisonniers, par milliers et même par dizaines de milliers. De même, le souci du recrutement de l'armée provoquait le transfert, sur le territoire de l'Empire, de colonies entières de barbares, qui étaient dotés de terres à condition de service militaire. Eustathe de Thessalonique chante les louanges de Manuel parce « qu'il a introduit dans l'Empire des Romains, pour sa défense, un nombre infini d'hommes ». D'autres sources nous apprennent, cependant, que cette colonisation interne de l'Empire par des étrangers n'était pas sans inconvénients. A maintes reprises, les paysans indigènes, effrayés par l'établissement de barbares dans leur voisinage, avaient abandonné leurs demeures pour se réfugier dans les villes.

Mais toutes ces mesures n'étaient, au fond, que des palliatifs. Les Comnènes eurent à réformer leurs forces armées sur des bases différant complètement du passé. La défense de l'État ne pouvait plus reposer sur l'ordre des paysans libres ni sur les fiefs stratiotes. Les Comnènes durent asseoir leur système de défense nationale sur la grande propriété, économiquement puissante. Dès le ^x^e siècle, les domaines de l'État (les terres en friche aussi bien que celles cultivées par les parèques) étaient concédés à vie aux hauts fonctionnaires (de toutes catégories : civils, militaires, dignitaires, etc.) en *Pronoia* (littéralement : en tutelle).

Au ^{xii}^e siècle cette pratique se développe, en embrassant une superficie croissante de terres, avec leurs cultivateurs ³.

1. KINNAMOS, VI, 8, p. 276 ; TAFEL, *Eustatii Thessalonicensis opuscula*, p. 340.

2. CHALANDON, *Jean II Comnène et Manuel I^{er} Comnène*, p. 612.

3. D'après Nicéas CHONIATE, Manuel « traitait la faim des armées par des dons de parèques » (*Nicetas*, VII, 4, p. 272).

Règle générale, les terres d'un proniaire formaient une circonscription autonome, sur l'étendue de laquelle le proniaire jouissait des droits judiciaires et administratifs de l'État, bénéficiait des impôts, corvées et charges auxquels étaient soumis les cultivateurs, à charge par lui d'en rétrocéder une partie au trésor public. Les « Pronoia » formaient de nombreuses enclaves sur le territoire de l'Empire et avaient tendance à s'étendre, rivalisant en cela avec les monastères. Primitivement, les terres proniaires n'étaient concédées qu'à terme, mais, ultérieurement, elles furent données en toute propriété héréditaire. Il va de soi qu'une large extension de pareilles circonscriptions, où les grands propriétaires étaient nantis de droits administratifs et judiciaires, ne pouvait manquer d'avoir une répercussion défavorable sur l'autorité du gouvernement central, en sapant les bases mêmes de l'ancienne centralisation byzantine. Les « Pronoia » byzantines s'apparentaient de plus en plus aux « bénéfices » occidentaux. Aussi, lorsque, après 1204, les féodaux occidentaux se furent établis sur les rives de l'ancienne puissance romaine, ils s'adaptèrent sans peine aux us et coutumes des provinces byzantines, comme à quelque chose qu'ils connaissaient bien.

L'organisation proniaire n'assurait que partiellement les besoins militaires de l'État. Avec le rétrécissement des frontières de l'État, ce système s'avérait insuffisant. D'autant que, dès Constantin Doucas, les recrues qui en avaient les moyens avaient la faculté d'éviter le service militaire en s'acquittant de l'impôt *ad hoc*. Cette loi n'avait pas été rapportée par les Comnènes. Ces derniers se voyaient obligés de recourir, dans une mesure beaucoup plus large qu'avant, aux mercenaires étrangers, qui continuaient à former le noyau de l'armée byzantine. Les mercenaires anglo-saxons, petché-nègues, turcs, slaves, géorgiens, français, allemands étaient largement représentés dans l'armée byzantine au ^{xiii}^e siècle. Leur entretien obérait fortement le trésor public. Pour la population locale, ils représentaient un véritable fléau, car ils avaient droit au logement et à la nourriture, et ce droit servait de prétexte à toute espèce d'extorsions et de violences. On se montrait de moins en moins exigeant sur le principe qui voulait que le nombre des mercenaires ne dépasse pas celui des troupes indigènes. Parmi ce mélange composite de tribus et de peuples que constituait les troupes mercenaires, les unes étaient engagées à terme, les autres pour une durée illimitée, les troisièmes enfin étaient fournies par les vassaux et les alliés de l'Empire.

Les Comnènes furent amenés à renoncer à une autre constante de la politique byzantine, strictement observée jusqu'au début du ^x^e siècle, celle de ne jamais confier de postes de commande de l'armée à des étrangers. Au ^{xii}^e siècle, nous trouvons des étrangers aux postes de commande les plus élevés dans l'armée byzantine.

Les trois premiers empereurs de la dynastie des Comnènes n'avaient pas ménagé leurs efforts pour fondre ces éléments disparates en une seule entité militaire : ils y avaient réussi, jusqu'à un certain point. Alexis Comnène avait le souci constant de l'entraînement des troupes, avant leur départ en campagne. Après la fin des hostilités, les troupes restaient souvent mobilisées dans de grands camps, créés par Jean Comnène sur les bords de la rivière Rhyndakos près de Lapadion, en Asie Mineure, et aux environs de Sofia, en Europe. La discipline dans l'armée était maintenue par des mesures draconiennes. On appliquait largement le système, en honneur à Byzance, des châtiments corporels variés : flagellation, narines arrachées, aveuglement, appliqués non seulement aux soldats, mais aussi au commandement. Le zèle des troupes était stimulé par des gratifications et des primes en espèces, par des distributions de chevaux, d'armes, d'équipement.

En même temps que de la réorganisation de l'armée, les Comnènes avaient à s'occuper de celle de la flotte. A l'avènement de la dynastie, celle-ci n'existait plus et le gouvernement byzantin avait à payer cher le concours des Vénitiens pour combattre les Normands sur mer. Alexis Comnène entreprend l'armement d'une flotte, qu'il mène à bien, car elle contribue activement à la lutte contre les Petchénègues, chasse les Turcs de l'Archipel, collabore avec les Croisés, se mesure avec la flotte des Normands. Sous Manuel, elle pousse jusqu'en Egypte.

En rétablissant la puissance militaire de l'État, les Comnènes firent plus que de préserver Byzance de nouvelles pertes territoriales. Profitant des succès de la première Croisade, Alexis reconquit la partie occidentale de l'Asie Mineure. Ces gains furent quelque peu étendus par son successeur, Jean.

Manuel soumit la Serbie à Byzance, reprit la Dalmatie, perdue depuis longtemps, et tint fermement sous sa domination la péninsule Balkanique presque entière. Mais ces succès avaient été payés trop cher. Les guerres ininterrompues et leur conséquence, la nécessité de s'assurer des alliés au prix fort et de leur verser de larges subventions, l'entretien d'une armée de mercenaires coûteuse, le faste de la cour, auquel n'avait eu

garde de renoncer la nouvelle dynastie, les libéralités, les dotations et les subsides dont elle gratifiait généreusement ses partisans et son entourage, tout cela coûtait fort cher et pesait d'un poids insupportable sur les contribuables, alors que leur nombre se trouvait réduit du fait des amputations subies par l'Empire. La nouvelle dynastie pressurait de façon tout particulièrement rude la population, perpétrant d'ailleurs une tradition déjà ancienne. Les sources contemporaines sont pleines de doléances et de critiques des agents du fisc, des fermiers, que Théophylacte, archevêque d'Ochrida, appelle « des brigands, qui transgressent les lois divines et humaines ».

Sa correspondance nous fournit des indications précieuses sur l'état de la Bulgarie danubienne au début du ^{xii}^e siècle, sur les agissements des agents du fisc et des collecteurs dont une armée entière s'était abattue sur la Bulgarie après sa conquête par Basile II.

Théophylacte se plaint que les collecteurs d'impôts, cherchant à connaître le nombre de parèques vivant sur les terres monastiques, soumettaient ces parèques à toute sorte de tortures, qu'ils dépouillaient même les prêtres de leur dernière chemise et les laissaient tout nus. Les paysans étaient dénombrés et soumis aux plus sévères des investigations. « La terre se mesure avec des pattes de puces... tout est recherché et pesé au point que cette insanité va jusqu'à mesurer la chair et les os. » Si les agents du fisc ne se gênaient guère avec un prélat bien en cour, il est aisé d'imaginer ce qui se passait avec les masses bulgares. Ne perdons pas de vue que ces lettres émanent d'un évêque grec, qui méprise foncièrement ses ouailles slaves, « ces barbares impurs qui empestent l'air avec l'odeur caprine de leurs vêtements ». Il n'est pas étonnant que l'enseignement des Bogomiles se soit largement développé sous les Comnènes, malgré les persécutions acharnées du gouvernement. En 1086-87, comme nous l'avons vu, les hérétiques n'avaient pas hésité à solliciter le concours des Petchénègues, à les appeler chez eux. Le gouvernement byzantin dut faire le plus grand effort pour écarter ce danger. Au début du règne d'Alexis, des insurrections éclatèrent en Crète et à Chypre, provoquées par les rigueurs du fisc. Ces insurrections furent étouffées par une véritable expédition militaire sous le commandement de Jean Doucas, apparenté à Alexis. Il va de soi que les bas-fonds ne pouvaient soutenir un État oppresseur. Sous le règne de Manuel, en 1147, la plèbe de l'île de Corfou, qui portait le surnom expressif de « nus », exaspérée par les collecteurs d'impôts, en particulier de l'im-

pôt de fouage, reçut les conquérants normands à bras ouverts et s'empressa de leur livrer la citadelle. Après la reconquête de l'île les « nus » furent sévèrement châtiés, ayant perdu, suivant l'expression de Nicétas Choniata, « toute espèce de liberté ». Mais Manuel récompensa l'aristocratie locale, parmi laquelle il partagea l'île entière ¹.

Malgré tout, les contributions ordinaires se révélaient insuffisantes. Les difficultés de trésorerie du gouvernement avaient augmenté en raison de la perte, par Constantinople, de son rôle de centre du commerce universel, perte causée par les Croisades. La première Croisade avait bien permis à Byzance de récupérer une bonne partie de ses possessions en Asie Mineure, mais l'établissement des Génois et des Vénitiens dans les ports de Syrie, qui s'ensuivit, eut à bref délai une répercussion défavorable sur le commerce de Constantinople. Les échanges de l'Europe Occidentale avec la Perse, l'Egypte, la Syrie et les Indes cessèrent de transiter par le Bosphore. Venise et Gênes étaient devenues les marchés qui fournissaient l'Italie, la France, l'Allemagne de marchandises orientales. On suppose que le commerce constantinopolitain se trouva réduit du tiers, sinon de moitié, au cours du demi-siècle qui suivit la première Croisade. Et cette décadence se répercutait de la manière la plus directe sur les recettes du trésor public, dont un des éléments de ressources les plus importants était constitué par les taxes commerciales et les droits de douane.

Aussi, pendant tout le règne des Comnènes, ce ne sont que plaintes touchant l'épuisement des revenus de l'État. Il est, en tout cas, indiscutable que les Croisades, qui lièrent l'Orient directement à l'Europe Occidentale, ont causé à l'Empire un préjudice économique considérable. Ce préjudice s'est trouvé encore aggravé par la politique du gouvernement byzantin, qui se trouva obligé d'accorder des privilèges commerciaux exorbitants aux villes-républiques italiennes.

Cette politique avait été inaugurée dès 1081. Les mesures — bonnes ou mauvaises — que les Comnènes avaient prises pour le rétablissement des forces armées de l'Empire demandaient un certain temps pour leur réalisation. Cependant, les attaques des Turcs et des Normands, qui menaçaient l'existence même de l'Empire, exigeaient des mesures de défense immédiates. C'est alors qu'Alexis, contraint de payer n'importe quel prix le concours de la flotte vénitienne dans la guerre contre les Normands, concéda aux Vénitiens le libre accès dans presque tous les ports de l'Empire sans paiement

1. CHALANDON, *op. cit.*, p. 97.

de droits de douane quelconques (ce que nous appelons aujourd'hui « port franc » ou « zone franche ». N. d. T.). On avait accordé aux étrangers des avantages dont ne bénéficiaient pas les propres nationaux. Les commerçants indigènes se plaignaient amèrement que les Vénitiens les éliminaient de tous les marchés. La situation empira encore, lorsque Alexis accorda aux Pisans des privilèges analogues, quoique moins étendus. Ces privilèges, dont bénéficièrent les Italiens, privèrent définitivement Byzance de la suprématie commerciale qu'elle avait gardée si longtemps, et du rôle d'intermédiaire dans le commerce avec l'Orient. Bien plus, ils menaçaient de ruiner complètement le commerce indigène. Par la suite, le gouvernement byzantin tenta maintes fois de s'affranchir de ces traités onéreux, mais ces tentatives échouèrent toujours. Bien au contraire, sa dépendance des Vénitiens ne faisait que s'accroître. De véritables colonies vénitiennes surgissaient dans l'Empire, toujours plus nombreuses. Les beaux quartiers de Constantinople se transformaient en concessions territoriales de Venise.

L'altération de la monnaie fut une manifestation tangible de ce que Constantinople avait, au cours du XII^e siècle, perdu son rôle de centre économique universel. Sous l'empire de la nécessité, Alexis Comnène mit en circulation, concurremment avec les anciens *nomismes-or*, des pièces portant le même nom, mais représentant un alliage de cuivre et d'or ou d'argent et d'or, dont la valeur n'était que du tiers des pièces de bon aloi, soit de quatre miliarèses seulement. C'est en cette monnaie altérée que l'État faisait face à ses engagements, alors qu'il exigeait que les impôts soient acquittés en monnaie de bon aloi. Une quantité de pièces altérées circula concurremment avec les *nomismes-or*, ce qui ne tarda pas à provoquer des troubles dans les échanges commerciaux, dans les taxations et la collecte des impôts, et l'arbitraire des agents du fisc se donna libre cours, au plus grand dam des contribuables. En tout cas, le *nomisme*, qui, depuis sept cents ans avait été considéré comme l'unique moyen de paiement stable en Europe et dans la plus grande partie de l'Asie et ne fut soumis, pendant ce laps de temps exceptionnellement long, qu'à des fluctuations infimes, perdit maintenant sa stabilité en même temps que la confiance que l'on avait placée en lui.

« L'appauvrissement » de Byzance au cours du XII^e siècle trouve son expression manifeste dans la littérature de ce temps. En dehors des aristocrates et des prélats, la littérature byzantine compte, à l'époque, des représentants de milieux

plus démocratiques de la bohème littéraire, dont les plus typiques sont Théodore Prodrome, Tzetzés, Philès et d'autres.

Ces écrivains féconds composent des poèmes, des scholies, des traités de poésie, des satires, des épitaphes, des panégyriques, de nombreuses épîtres. Certaines de ces œuvres repoussent le lecteur par le vide des pensées, la basse flagorneurie de leurs auteurs ; d'autres font preuve de dons d'esprit d'observation curieux. On y rencontre des tableaux de l'actualité aussi vifs que vivants. Mais les lettres ne nourrissaient pas leur homme à Byzance. Les écrivains y sont surtout obsédés par le souci de ne pas mourir de faim. A tout instant, ils exhalent leur pauvreté, leur misère et appellent au secours.

Après la mort de Manuel, la régence pendant la minorité de son fils, Alexis II, échet à sa veuve Marie, fille du prince d'Antioche, « une Latine », et par là même impopulaire. Elle confie la direction du gouvernement au protosébasté Alexis (Comnène), parent de l'empereur, homme de valeur médiocre, préoccupé de s'enrichir, qui s'appuyait sur les étrangers, haïs des Byzantins. Le nouveau gouvernement manquait d'autorité. A la mort de Manuel, des dissensions internes et des intrigues au sujet de la régence se firent jour dans les cercles de la cour ; elles attisèrent le mécontentement populaire qui grondait depuis longtemps déjà. Le mépris pour leurs intérêts, constamment manifesté par le gouvernement, révoltait les masses. On exprimait la crainte que les « Romains » seraient inévitablement asservis par les Latins, s'ils ne leur faisaient pas front.

Mais le populaire n'en voulait pas seulement aux Latins. Les masses populaires n'exécraient pas moins leurs propres dirigeants. Dès 1180, la plèbe constantino-politaine avait saccagé les fastueux palais de l'éparque et du procureur de la cour suprême. Les cas d'attaques et de pillage des résidences des riches se multipliaient.

2. TENTATIVE DE CRÉATION D'UNE MONARCHIE DÉMOCRATIQUE. — IV^e CROISADE ET EFFONDREMENT DE BYZANCE.

C'est Andronic, représentant d'une branche latérale des Comnènes, exilé et poursuivi par Manuel, qui apparut dans le rôle de chef du mouvement populaire.

Andronic avait un caractère assez compliqué. C'était un homme génial « du genre Alcibiade-Néron-byzantin, comme le caractérise Marx, épicurien, ambitieux, très doué, viveur génialement féroce... brave, vil, rusé, perfide, chevaleresque ».

Andronic ne pouvait pas s'entendre avec Manuel, son cousin germain. Accusé de haute trahison, il avait passé six ans en prison. Il s'en était évadé et avait cherché refuge auprès de Iaroslav, prince de Galitch ; à partir de 1166, il mena une vie errante, visita Antioche, la Palestine, Damas, Bagdad, la Géorgie. Peu avant sa mort, Manuel s'était réconcilié avec lui, en obtenant sa parole qu'il ne chercherait pas le pouvoir pendant la minorité d'Alexis II et lui avait assigné pour résidence une ville de Paphlagonie, où Andronic vécut jusqu'en 1181.

Le 2 mai 1182, une révolte contre le gouvernement de la régente Marie éclatait à Byzance. Le peuple, hostile aux Latins, proclama régent de l'Empire Andronic, alors âgé de 67 ans. Il était apparu devant Chalcédoine, à la tête d'un détachement fidèle de troupes de Paphlagonie avec l'intention, disait-il, « de débarrasser l'empereur des mauvais conseillers ». Les Italiens, les Vénitiens, surtout, étaient prêts à tout sacrifier pour empêcher Andronic de pénétrer à Constantinople. Mais l'intervention des étrangers provoqua une trahison, la défection de la flotte, qui passa à Andronic. Ensuite, la plèbe constantinopolitaine assaillit les quartiers latins près la Corne d'Or, qui comptaient environ 60.000 habitants. Les Paphlagoniens d'Andronic traversèrent le Bosphore et se joignirent à la populace. Tous les Latins qui n'avaient pas réussi à s'enfuir par mer furent impitoyablement exterminés. Ceux qui s'obstinaient à ne pas sortir de chez eux périssaient dans l'incendie allumé de toute part. Le riche quartier étranger était transformé en décombres fumants. Sur mer, on faisait la chasse aux fuyards, à l'aide du feu grégeois. 4.000 survivants — Vénitiens, Génois, Siciliens — furent vendus aux Turcs comme esclaves.

Après ce carnage, Andronic fut proclamé empereur. Quoique, au début de l'insurrection, une partie de l'aristocratie l'ait même soutenu, il avait trouvé son principal appui auprès des bas-fonds du peuple. Andronic s'en rendait parfaitement compte au point qu'il se déclara empereur des paysans. En conséquence, le nouveau gouvernement s'assigna pour tâche de lutter contre les exploiters des paysans, l'aristocratie terrienne, et de liquider les étrangers résidant dans l'Empire.

On ne saurait considérer les mots d'ordre mis en avant, la lutte contre l'Europe Occidentale et la défense des intérêts des humbles, comme uniquement destinés à servir les intérêts du nouvel empereur.

Le peu que nous sachions du gouvernement intérieur d'Andronic témoigne que le groupe qu'il représentait, élevé par la lame de fond de la révolte populaire, s'orientait beaucoup mieux que les trois premiers Comnènes dans le problème d'administration intérieure. Il s'agit du raffermissement des assises de l'État, des problèmes de consolidation de l'État par voie de renforcement de ceux des éléments de la société qui constituaient son authentique force vitale. En somme, Nicéas Choniata, plutôt hostile à Andronic, a été obligé de reconnaître les remarquables transformations dans l'administration intérieure que l'empereur avait réussi à opérer durant son court règne.

Andronic manifesta la plus grande sollicitude pour les classes inférieures, les pauvres et les cultivateurs. A l'encontre de ses prédécesseurs, il examinait personnellement les dossiers de plaintes et de doléances et prenait des résolutions qui ne tenaient aucun compte du rang du coupable, mais étaient uniquement dictées par le souci de justice. Le gouvernement d'Andronic prit une série de mesures pour la suppression d'emplois, pour l'interdiction des « dons volontaires » aux fonctionnaires, contre les exactions des collecteurs d'impôts. « On n'exigeait plus rien de celui qui avait acquitté ses impôts, on ne le dépouillait plus, comme auparavant, de sa dernière chemise et on ne lui faisait plus perdre la vie à force de violences. Le seul bruit du nom d'Andronic opérait comme un enchantement, les collecteurs d'impôts avides se dispersaient : il opérait comme un épouvantail pour ceux qui encaissaient les impôts contrairement aux ordres donnés ¹. » Le gouvernement d'Andronic sélectionna le personnel administratif. Pour supprimer la corruption et les exactions, Andronic avait fixé des traitements suffisamment élevés aux fonctionnaires de l'administration locale, pour que la majorité préférât s'en contenter, que de chercher davantage, en s'exposant à des peines sévères. « Il s'ensuivit, écrit Choniata, que des gens, endormis depuis longtemps et réduits à la mort par les maux sociaux, comme s'ils avaient entendu la trompette de l'Archange, se réveillaient après un sommeil long et pénible, et ressuscitaient ². » Andronic réussit à extirper ce qu'on appe-

1. *Nicetae Choniatae Historia*, éd. Bonn, II, 3, p. 422.

2. *Ibid.*

lait « le droit de varech » (chez nous « les frères de la côte », pillleurs d'épaves. N. d. T.) — la coutume barbare de piller les navires jetés à la côte par la tempête. En deux ou trois années de règne, il réussit à obtenir une certaine amélioration du bien-être des habitants de la province. Comme les extorsions avaient cessé, les fuyards rentraient chez eux, la population des villes augmentait, comme augmentaient aussi les recettes du trésor. L'argent ne filait plus dans les mains des Latins. L'agriculture s'améliorait. Les prix des denrées alimentaires baissaient. Cette politique devait assurer à Andronic les sympathies et le dévouement de la population commerçante, industrielle et agricole de province. Pour souligner le caractère démocratique de son pouvoir, Andronic avait ordonné de le représenter non point en de magnifiques atours impériaux, mais comme un pauvre cultivateur, dans un vêtement de couleur bleue lui allant jusqu'aux genoux, avec une grande faux à la main.

Les réformes dans l'administration provinciale étaient assorties de poursuites contre l'aristocratie, qu'Andronic traita très durement et qui, de son côté, lui déclara une guerre à mort.

Dès son entrée dans la capitale, Andronic commença d'exterminer systématiquement la noblesse byzantine et tous les éléments actifs de l'ancien régime. Périrent successivement : la propre sœur de l'empereur, Marie, et son mari, Renier (de Montferrat), le grand dux Contostéphanos, le logothète du drome Camatéros ; d'autres représentants de la noblesse, qui avaient conspiré contre Andronic, furent saisis et aveuglés.

Ensuite, ce furent l'impératrice Marie et son fils Alexis II qui devinrent les victimes d'Andronic. Le grand domestique, Jean Comnène Vatatzès, qui commandait le thème des Thracésiens, s'insurgea ouvertement contre Andronic dans la ville de Philadelphie, qu'il défendit âprement jusqu'à sa mort, survenue en 1182, après quoi Philadelphie se rendit aussitôt à Andronic. A peine la nouvelle de la prise du pouvoir par Andronic et du meurtre d'Alexis II s'était-elle répandue que les illustres familles byzantines des Anges et de Cantacuzènes fomentèrent dans les villes de Nicée, Brousse, Lopadion en Asie Mineure, des révoltés que l'on eut du mal à réprimer.

En 1184, il se produisit un cas sans précédent dans l'histoire de Byzance. L'île de Chypre se détacha de l'Empire et l'un des aristocrates byzantins, Isaac Comnène Doucas, s'en proclama prince souverain.

Andronic persévérât dans sa politique de terreur à l'égard de ses ennemis, de leurs amis et parents, en les faisant pendre, aveugler, brûler vifs, mais il manquait de forces pour combattre avec succès et à la fois ses deux ennemis : la noblesse administrative, qui pillait le peuple, et les « Latins » qui savaient les bases économiques de l'État par leur suprématie commerciale et industrielle. D'autant que les deux groupements qui lui étaient hostiles s'étaient aussitôt entendus. Le neveu de Manuel, Alexis Comnène, conclut un pacte avec les Latins. En conséquence de cet accord, les Normands d'Italie Méridionale attaquèrent Byzance. En été 1185, Guillaume de Sicile assaillait Dyrrachium, qu'il prenait, et se portait aussitôt vers la seconde ville de l'Empire, Thessalonique. Tout le pays entre ces deux villes se soumettait sans combattre. En août 1185, après un court siège, Thessalonique était à son tour prise d'assaut : les malheureux Thessaloniciens expièrent pleinement le massacre des Latins de Constantinople en 1182. Cet événement porta un coup décisif au parti des réformes à Constantinople. La plèbe constantinopolitaine accusa Andronic de négliger la défense du pays, quoiqu'il ait fait son possible pour mettre en ligne contre les Latins toutes les forces disponibles et pour concentrer à Constantinople toute la flotte. Les événements consécutifs prouvèrent une fois de plus la versatilité de la plèbe constantinopolitaine. L'historien contemporain déjà nommé, Nicéas Choniate, ennemi à la fois d'Andronic et de la plèbe de la capitale, que les événements de 1182-1185 avaient effrayé, ne ménage pas les épithètes pour flétrir les « stupides et impudents habitants de Constantinople, les charcutiers et les corroyeurs surtout, ainsi que ceux qui passent toute la journée dans les échoppes et les gargotes et qui vivent en réparant les chaussures et arrivent à peine à gagner leur pain avec l'aiguille ». « Dans toute autre ville, écrit-il, la populace est déraisonnable et ingouvernable, celle de Constantinople se distingue particulièrement par sa frénésie et son obstination, parce qu'elle est composée de races variées. Elle est justement blâmée pour son inconstance, sa faiblesse et sa versatilité. Manifester son irrévérence aux autorités lui paraît naturel. Ceux qu'elle élit aujourd'hui seront bientôt châtiés comme des scélérats ¹. »

Andronic put s'en convaincre rapidement. La plèbe constantinopolitaine se détournait rapidement d'un empereur qui n'avait pu défendre Thessalonique, qui avait porté toute son

1. NICÉAS, *ibid.*, p. 304.

attention sur l'amélioration du bien-être de la population des provinces et réduit les dépenses pour les jeux dans la capitale, qui ne paraissait même plus au cirque. Le 12 janvier 1185 ¹, le pusillanime aristocrate byzantin Isaac Ange, qui s'était échappé des mains de la police secrète et avait trouvé refuge à Sainte-Sophie, réussit à soulever la ville entière contre Andronic. Isaac fut proclamé empereur. Le Grand Palais fut mis à sac, la tentative d'Andronic de fuir chez les « Tauro-Scythes » (les princes de Galitch) se termina par un échec et il périt dans d'atroces tortures, victime de l'aristocratie déchaînée et de la plèbe qui s'était détournée de son idole.

La population des provinces, pour laquelle Andronic avait tant fait, n'avait jamais joué de rôle important dans la vie politique du pays, et n'aurait, en tout état de cause, pas eu le temps de lui porter secours. Les « Paphlagoniens » de son entourage étaient peu nombreux ; l'armée qui, loin de la capitale, était à ce moment aux prises avec les Normands, ne pouvait être employée à la répression de la sédition. Ainsi, la populace de la capitale, qui avait toujours été à Byzance un facteur politique de premier plan et n'avait été, en l'occurrence, qu'un instrument aveugle aux mains de l'aristocratie, mit fin à la tentative, unique dans l'histoire de Byzance, de création d'une monarchie démocratique.

L'échec de la tentative de réformes de cette fin du ^{xiii}^e siècle fut aussi le signal de l'effondrement de l'Empire même qui, dès lors, glissa sans arrêt jusqu'à sa ruine. La mort d'Andronic fut suivie du refus de toute réforme et d'une réaction féroce. Avec la nouvelle dynastie des Anges, c'était la grande aristocratie terrienne qui revenait au pouvoir ; elle avait depuis longtemps prouvé son incapacité complète de gouverner et son entêtement à ne vouloir céder ne fût-ce qu'une parcelle de ses intérêts égoïstes au profit de ceux de l'État.

Isaac Ange, « ...viveur pusillanime et nul... » suivant la caractéristique de Marx, aussi brève qu'expressive, qui remplaça Andronic sur le trône de Byzance, était occupé à des distractions de toute sorte, surtout après que la menace normande se fut révélée exagérée et que le général Alexis Branas eut, sans grand effort, remporté en novembre 1185 une victoire éclatante sur les troupes normandes, décimées par les

1. Certains chiffres et dates de cette étude sur Andronic, fort intéressante, ne correspondent pas à ceux généralement admis chez nous. La révolution qui coûta la vie à Andronic se place, notamment, en septembre 1185, la prise de Thessalonique ayant eu lieu en août de la même année. N. d. T.

épidémies, et les eut forcées à évacuer Thessalonique, Dyrrachium et Corfou.

Malgré sa bigoterie, Isaac aimait les distractions de la cour. Il avait la manie de la pierre, faisait construire des édifices somptueux et inutiles, collectionnait les icones. Ayant renoncé à toute réforme, il n'avait d'autre souci que d'augmenter les impôts. La corruption et les exactions des fonctionnaires, qui acquéraient leurs fonctions à l'encan, fleurirent à nouveau. Le gouvernement d'Isaac ne pouvait ni maintenir la discipline des troupes mercenaires de Byzance, ni trouver les moyens nécessaires à leur entretien, malgré la surfiscalité. La décomposition de l'État s'accéléra. Pendant le règne d'Andronic, l'île de Chypre s'était déjà détachée de l'Empire et la Hongrie s'était emparée de la Dalmatie (1183). Mais ce fut la sécession de la Bulgarie qui porta un coup décisif à Byzance. En 1186, pour couvrir les dépenses nécessitées par le mariage d'Isaac, la cour byzantine frappa ce pays d'un impôt extraordinaire. Les agents du fisc, envoyés à cet effet, en vinrent à confisquer le bétail des paysans et des pâtres de la Bulgarie Danubienne. De désespoir, les Bulgares s'unirent aux Valaques et s'insurgèrent. En tentant de réprimer la sédition, Isaac accusa une absence totale non seulement de vertus militaires, mais aussi tout bonnement de courage. Auparavant, les tribus serbes avaient secoué le joug de Byzance ; réunies par Etienne Némanja, elles formèrent un État indépendant, qui prit le nom de Rascie.

Cette politique maladroite coûta le trône à Isaac. Déposé en 1195, il fut aveuglé, suivant la coutume byzantine, et emprisonné avec son fils Alexis. Son propre frère, proclamé empereur sous le nom d'Alexis III, s'avéra encore moins capable de rétablir les affaires de l'État. Sous son règne, la machinerie gouvernementale se désorganisa complètement. Les courtisans, habitués à de fréquents changements de souverain, ne pensaient qu'à remplir leurs poches en dilapidant le trésor public, en se livrant à toute sorte d'exactions et d'extorsions.

Le grand drongaire de la flotte se livra à un véritable commerce des voiles, des rames, du gréement des navires qu'il commandait ; le résultat de cette « activité commerciale » fut déplorable, Byzance se trouva sans flotte. La guerre avec la Bulgarie fut aussi malheureuse que sous le règne d'Isaac Ange ; les hostilités contre les Seldjoucides eurent également une fin piteuse. Le processus de désagrégation de l'Empire en petits États semi-féodaux s'accéléra. Le gouvernement d'Alexis était incapable de défendre les intérêts de ses sujets, quels

qu'ils soient. Il était contraint d'observer, sans pouvoir élever la voix, comme les escadres des villes italiennes s'entrebattaient dans ses propres eaux. Alexis fut forcé de rendre aux Vénitiens leurs anciens privilèges, d'accorder à l'envoyé de Venise le droit de justice en cas de contestations entre Byzantins et Vénitiens, établis à Constantinople ; enfin, il s'engagea à faire droit à toutes les demandes d'indemnités de Venise.

La faiblesse de Byzance pendant la durée du règne des Anges est, comme nous l'avons vu, la conséquence d'un long processus, au cours duquel les forces et les moyens du gouvernement central furent cédés, en province, à l'aristocratie terricienne, à Constantinople et dans les autres villes, aux marchands vénitiens, génois et pisans. Quoique, théoriquement, l'empereur conservât le pouvoir absolu sur ses sujets, en cas de conflit avec les magnats indociles, il était aussi impuissant que l'étaient souvent les empereurs et les rois occidentaux de l'époque dans la lutte contre leurs vassaux rebelles.

Les empereurs byzantins du ^{xiii}^e siècle n'étaient même plus en mesure de s'opposer à la transmission héréditaire du gouvernement de certaines provinces. Ainsi, Dobromir Stretz ou Chryssos, chef des troupes de frontières (les « akritai ») dans la vallée de la Strouma, se détacha de Byzance en 1199, appuyé en cela par les Serbes ; retranché dans ses positions inaccessibles de Prosek, dans les montagnes du haut et du moyen Vardar, il put résister victorieusement à Alexis III et conserver ces contrées à titre de fief. Les Branas et les Cantacuzènes en Etolie, les Mellissènes en Phocide et en Messénie, les Camatéros en Laconie jouissaient d'une grande indépendance dans leurs possessions.

Que ces archontes grecs différaient peu de leurs contemporains, les barons occidentaux, on le voit à l'exemple de l'archonte de Nauplie, Sgouros, qui fit une guerre en règle à l'empereur Alexis III (en 1202) et lui prit deux villes, Argos et Corinthe. A Trébizonde, les Comnènes avaient déjà eu du mal à combattre la tendance des gouverneurs locaux de rendre leurs fonctions héréditaires. Sous les Anges, Trébizonde devient un petit État indépendant, sous le sceptre de la famille arménienne des Gabras.

Les provinces qui étaient encore administrées par les fonctionnaires impériaux étaient accablées d'impôts. Les lettres de l'archevêque d'Athènes, Michel Acominate, nous donnent un tableau vivant du triste état dans lequel se trouvaient les provinces byzantines à la fin du ^{xiii}^e siècle. Ce savant admirateur de l'antiquité hellénique avait été fortement attiré par la

perspective de pouvoir visiter l'Acropole d'Athènes et de célébrer les offices au Parthénon, transformé en église chrétienne. A son arrivée au Pirée, Acominate fut accueilli par des jeux solennels et des danses, mais l'aspect extérieur de la ville, complètement délabrée, déçut fortement Michel. En faisant son entrée à Athènes, à la tête d'une procession, il ne vit que pans de murs démolis et, dans tous les quartiers urbains, de pauvres maisons qui rappelaient plutôt des chaumières. Bref, l'illustre Athènes représentait, vers la fin du ^{xiii}^e siècle, « des décombres, habités par des miséreux ». Les villages environnants de l'Attique, dévastés, étaient à l'image de la cité en ruines.

Dans son sermon, en présence des Athéniens réunis au Parthénon, l'archevêque considérait ses ouailles comme les dignes successeurs, dans l'esprit et la chair, de leurs illustres ancêtres. Mais là encore, il fut désappointé. L'allocution, soigneusement préparée par le savant grec d'Asie Mineure, écrite dans un style étincelant, émaillée de citations des classiques et de la Bible, qui brillait par ses tropes et ses métaphores, dépassait l'entendement des auditeurs, qui ne comprenaient que le grec vulgaire. Les observations ultérieures ne firent que confirmer l'archevêque dans ses impressions premières. Toute l'Attique, y compris sa capitale, avait perdu près de la moitié de ses habitants. Le pays souffrait de disette causée par une sécheresse prolongée. Michel Acominate écrit qu'il lui semblait se trouver dans Jérusalem, assiégée par les Babyloniens. Tel un « second Jérémie » il était horrifié à « la vue des murs écroulés, des rues désertes et des larmes du peuple, à peine vêtu de haillons, souffrant de manque de pain d'orge, dont il se nourrit ».

« L'ancienne génération, éloquente et philosophe, a péri, écrit Michel, elle a été remplacée par une génération qui ignore la musique et est pitoyable, aussi bien intellectuellement que corporellement. La cité, jadis illustre et grande, est devenue un désert, où l'on remarque par-ci par-là une forge ou une serrurerie. »

Il n'y avait plus de paysans libres en Attique. L'artisanat était lié par toute sorte d'entraves, la population ployait sous le faix des impôts. L'État n'était même plus en mesure de préserver la population des fréquentes incursions et du brigandage des corsaires. Les corsaires italiens et grecs pillaient et ruinaient impunément le pays, là où il n'y avait pas de garnisons. Dans de nombreuses lettres, Acominate se plaint de leurs excès. EGINE, située dans le voisinage d'Athènes même, ser-

vait de repaire aux bandits. Lorsque le patriarcat de Constantinople, auquel revenaient certaines recettes dans cette île, eut chargé l'archevêque d'Athènes d'en assurer le recouvrement, celui-ci renonça à cette mission au bout d'un an. L'archevêque justifiait sa décision par le fait qu'il n'osait envoyer qui que ce soit à Egine, la majorité des habitants ayant abandonné l'île à cause des pirates, alors que la minorité, qui n'avait pas bougé, était de connivence avec eux. Les impôts et les exactions des fonctionnaires représentaient la plus grande calamité pour la population. Plus le pouvoir central s'affaiblissait, et plus l'arbitraire des autorités provinciales s'aggravait. Du temps de Manuel déjà, les souffrances des habitants de la province étaient devenues intolérables, car l'empereur avait, pour couvrir les frais occasionnés par les hostilités contre les Serbes, les Hongrois et les Turcs, « introduit une innovation funeste, en reportant l'entretien des troupes, qui incombait jusque-là au trésor, sur les villes et villages » qui étaient déjà accablés d'impôts. « Les troupes, fortes des décrets impériaux, faisaient irruption dans les villes et les villages et dépouillaient citadins et villageois du fruit de leur labeur et même de tous leurs biens, aussi les malheureux, pour éviter de devenir pour ainsi dire leurs esclaves, trouvaient-ils leur salut dans la fuite, ou bien, en fin de compte, entraient dans les rangs des guerriers ¹. »

Les stratèges, les préteurs et les protopréteurs de l'Hellade et du Péloponèse (au temps d'Acominate, les deux thèmes avaient été réunis, au point de vue administratif, en une région) possédaient toute une cour de fonctionnaires civils et militaires, dont l'entretien représentait une charge supplémentaire pour la population. Dans son allocution, adressée sous le règne d'Andronic, au préteur d'Hellade et du Péloponèse, l'orateur s'exprime ainsi, au nom d'Athènes : « Moi, malheureuse, j'ai été mère de toute sagesse, fournisseuse de toutes les vertus. Dans de nombreux combats, sur terre et sur mer, j'ai vaincu les Perses, alors que maintenant de rares embarcations de brigands ont le dessus sur moi, et tous mes ports sont livrés au pillage. J'ai bu le calice des maux divins et tombe de faim, de misère et de soif. Les calamités intérieures et extérieures m'assaillent. Le glaive des pirates et la crainte des collecteurs d'impôts me rendent stérile. Tends ta main à moi, mourante, insuffle une vie nouvelle, afin que je

1. NICÉTAS, *ibid.*, De Manuele Comneno, VII, 5, p. 272.

te place au nombre des Thémistocle, Miltiade et des justes Aristide ¹. »

Mais si les misères d'Athènes furent allégées sous Andronic, ce ne fut qu'une courte trêve. Le mémoire, remis par Michel à Alexis III, nous en convainc. L'archevêque y flétrit les honteuses extorsions des prêteurs qui, en compagnie de leur suite, de divers logariastes, protovestiaires, protocentarques, pillaient le pays comme des conquérants ; il se plaint amèrement des collecteurs d'impôts, chargés de la revision cadastrale, qui mesuraient les champs avec une exactitude méticuleuse, en comptant presque toutes les feuilles sur les arbres et les cheveux sur la tête des habitants. Les chefs des détachements militaires exigeaient l'exécution des prestations, arrêtaient les récalcitrants, s'emparaient de leur bétail dont ils exigeaient ensuite le rachat. Michel exprimait la crainte que ces exactions n'aient comme conséquence la désertion de la population. Ces craintes n'étaient pas exagérées. De nombreuses villes et de nombreux villages s'étaient dépeuplés, la population, réduite au désespoir, ayant fui chez les Turcs ou les Serbes.

Les taxes qu'on appelait de construction navale vexaient particulièrement les Athéniens. Ils étaient tenus de verser des sommes arbitrairement fixées pour la construction de navires de guerre qui, en réalité, n'entraient jamais en chantiers. Les montants encaissés n'allaient pas au trésor public, mais étaient détournés par les fonctionnaires.

Le désespoir d'Acominate s'accrut naturellement, lorsque les biens ecclésiastiques furent imposés à leur tour. Ses écrits nous apprennent que ces terres infécondes étaient cultivées par des parèques, qui récoltaient du blé, des olives et vivaient dans la crainte incessante des pirates, et pour exprimer son affliction à ce propos, Acominate se permet, dans ses écrits, des expressions très dures.

Il stigmatisait les fonctionnaires comme des pillards parce qu'« ils agissent comme des barbares à Athènes, cette ville ancienne jadis heureuse, ennemie des tyrans, dans cette patrie commune à toutes les personnes instruites ».

D'après lui, Constantinople envoie partout, mais en Grèce surtout, « des fermiers ou collecteurs d'impôts, des prêteurs, des collecteurs de l'impôt de construction navale en nombre supérieur à celui des crapauds dont Jéhovah avait infesté l'Égypte ». La situation de la population ne s'améliora nulle-

1. ACOMINATE, *Ta Sozómèna*, éd. Lampros, I, p. 147.

ment, lorsque à la place des fonctionnaires de l'État apparut le magnat de Nauplie, Léon Sgouros. Il sut extraire d'Athènes appauvrie plus de prestations que celles dont avaient été taxées Corinthe et Nauplie, plus fortunées. La solitude d'Acominate augmentait toujours, devenait toujours plus pénible. Il se plaignait qu'on l'y avait oublié, comme un mort. Il appelle la ville un vrai Tartare, où il n'a pour compagnons que des ombres. « Il se sent malheureux dans le désert athénien. Assis sur un roc, il écoute l'écho, qui lui rapporte seulement le reflet vide de ses propres paroles. »

Les écrits d'Acominate ont de l'importance et de la valeur en ce qu'ils dépeignent vivement l'abandon et la décadence des provinces byzantines, totalement dévastées vers la fin du XII^e siècle.

On peut admettre que les autres provinces avaient souffert de l'abandon et de la désolation dans une mesure moindre qu'Athènes. Il est hors de doute, cependant, que la situation des masses laborieuses était aussi mauvaise dans toutes les parties de l'Empire. La population des provinces ne voyait d'autre salut que dans la fuite chez les Turcs, chez les Serbes, les Hongrois ; ou bien, alors, elle rejoignait les bandes de brigands qui infestaient le pays.

La décomposition de l'Empire ne pouvait décidément échapper à ses voisins occidentaux qui avaient depuis longtemps conçu l'idée de l'anéantir et de partager les dépouilles des possessions et des richesses byzantines.

L'animosité fanatique des Latins contre les Grecs « schismatiques », la haine dans laquelle les Croisés tenaient Byzance, qu'ils accusaient de félonie pour expliquer leurs insuccès, étaient soutenues par le désir avide de s'emparer des richesses de Constantinople, accumulées depuis des siècles. Le massacre des Latins en 1182 à Constantinople et la violence exercée par Alexis III sur son frère, justifiaient aux yeux de beaucoup une attaque sur Byzance. Vu le désordre qui y régnait sous Alexis III, les hommes d'État occidentaux même les plus rassis partageaient l'avis du vieux commandant de la flotte vénitienne, Margaritone : il estimait la conquête de Constantinople comme une entreprise militaire réalisable sans grande difficulté. Les uns considéraient la destruction de l'empire des schismatiques comme un postulat indispensable au succès de la lutte contre les Turcs. D'autres, comme le politicien réaliste qu'était le doge de Venise, Henri Dandolo, caressaient l'espoir de fonder une nouvelle puissance aux dépens de Byzance et d'accroître le développement du commerce vénitien. L'hos-

tilité croissante des Byzantins et la rivalité des autres villes italiennes inquiétaient les Vénitiens qui, depuis un siècle déjà, étaient les maîtres du commerce levantin. Au cours du ^{xiii}^e siècle, ils avaient dû défendre leurs privilèges les armes à la main.

Aussi, les hommes politiques de Venise, Dandolo en particulier, étaient-ils arrivés à la conclusion que le meilleur moyen de développer la puissance politique et économique de Venise serait la conquête de l'Empire de Byzance, en voie de désagrégation. Les circonstances favorisaient ce projet.

Henri Dandolo, ennemi irréconciliable des Byzantins, « décida de profiter de la naïveté des Croisés pour faire une affaire commerciale... » ¹. Et les cercles dirigeants de Venise décidèrent d'en finir avec Byzance, en utilisant les importantes forces armées concentrées pour la IV^e Croisade, qui étaient, à ce moment-là, stationnées à Venise. Certains historiens discutent depuis longtemps de la question de savoir si la campagne contre Byzance avait été décidée dès le début ou bien si cette ultime direction avait été l'aboutissement d'une série de circonstances fortuites. Il est, en tout cas, hors de doute que le doge de Venise comptait fermement, dès le début, tenir en mains les Croisés réunis à Venise et les diriger contre Byzance. Pour ses desseins, il pouvait compter sur l'appui de l'empereur d'Allemagne, Philippe de Souabe, qui avait, en 1203, donné l'hospitalité au jeune prince Alexis, fils d'Isaac Ange, empereur déposé et aveuglé. Philippe de Souabe ayant épousé la fille d'Isaac, Irène, était naturellement porté à aider son parent à reconquérir le trône de Byzance. L'armée des Croisés, composée de Français, de Flamands et d'Italiens, réunie à l'appel du pape en vue d'une nouvelle Croisade, se trouvait être un bon instrument à cet effet. Forts de l'amère expérience des précédentes Croisades, les Croisés s'étaient réunis à Venise non point dans l'intention de se diriger sur la Syrie, où les attendait la famine, mais de porter un coup aux infidèles en Egypte. Les Vénitiens s'engagèrent à les y transporter moyennant quatre-vingt-cinq mille marcs d'argent ², mais prenaient en même temps des mesures pour empêcher la campagne d'Egypte. Car le commerce avec l'Egypte leur rapportait gros, et ils ne voulaient pas perdre des avantages matériels pour le recouvrement platonique du Saint-Sépulcre. Les chefs des Croisés se trouvèrent dans l'impossibilité d'acquitter le prix convenu, ce qui contribua au succès des desseins des Vénitiens. Dans ses *Extraits chronologiques*, Marx note spécialement qu'« Inno-

1. K. MARX, *Extraits chronologiques*.

2. Soit 4.200.000 francs or. N. d. T.

dès lors dans l'impossibilité de s'acquitter du reliquat. La réquisition des objets du culte fournit un bon aliment à la propagande antilatine, et attira la haine qu'on éprouvait depuis longtemps contre les Latins à Constantinople. On en vint à des rencontres sanglantes entre la population indigène et les « Francs » résidant à Constantinople. Au cours d'une rixe de Flamands avinés avec des Grecs, les Flamands, assaillis de toute part, mirent à nouveau le feu à la ville. Il en résulta un terrible incendie, qui fit rage deux jours et deux nuits durant et s'étendit sur plus de deux kilomètres dans les quartiers Est de la capitale. Constantinople n'avait pas connu d'incendie pareil depuis le ^{ve} siècle. L'animosité des Grecs contre les Latins devint telle, après cet incendie, que même les Pisans amis durent quitter Constantinople et se réfugier dans le camp des Croisés. Les pertes en vies humaines, en biens de toute sorte, en édifices splendides et en œuvres d'art étaient inestimables.

La haine de la population constantinopolitaine se reporta sur l'empereur Isaac et sur son fils, qui dépouillaient le pays au profit des Latins. En février 1204, le clergé, la noblesse et le peuple de Constantinople se réunirent à Sainte-Sophie pour élire un nouvel empereur. Nicéas Choniata, qui assistait à cette réunion en qualité de sénateur et nous en a laissé une description vivante, montre que les masses populaires byzantines s'étaient affranchies de l'obédience à l'aristocratie.

« Il y avait une énorme affluence de monde vers la Grande Église ; on avait obligé de venir à cette réunion le sénat, le concile des archevêques et le haut clergé pour débattre en commun de la question de l'élection d'un nouvel empereur. Lorsqu'on me proposa d'exprimer mon opinion sur les conditions présentes, je parlai contre la déposition des empereurs et ne donnai point mon consentement à l'élection d'une nouvelle personne. Car j'étais convaincu qu'un nouvel empereur non seulement ne saurait être reconnu par tous les partis, mais aurait encore contre lui les chefs latins qui ont avantage à soutenir Alexis, fils d'Isaac. Mais la masse mouvante et impétueuse du peuple, qui plaçait l'arbitraire au-dessus de toute conviction, répétait qu'elle ne voulait pas rester soumise à un empereur de la dynastie des Anges, qu'elle ne quitterait pas la réunion jusqu'à ce que ne soit élu le souverain de son choix. Je connaissais par expérience l'obstination de ces gens et me tus, en pleurant mon sort avec des larmes amères, je prévoyais les calamités à venir ¹. » C'est un parent de la maison impé-

1. F. OUSPENSKI, *L'écrivain byzantin Nicéas Choniata*, p. 29 (en russe).

riale, Alexis Doucas, surnommé Murzuphle (c'est-à-dire l'homme aux sourcils joints) qui fut élu empereur. Alexis IV fut étranglé dans sa prison. Murzuphle se proposait de pousser à outrance la lutte contre les Latins. Il obtint le concours des mercenaires, tenta d'organiser des milices indigènes, fit de fréquentes sorties de la ville assiégée, repoussa le premier assaut des Croisés. Mais Constantinople ne pouvait plus être sauvée. Le nouveau gouvernement ne disposait d'aucuns fonds, et les mercenaires refusaient de se battre tant que l'arriéré ne leur serait pas réglé. La création d'une armée indigène exigeait des délais. La tentative d'armer la population de Constantinople avait d'ailleurs provoqué une vive opposition de la part des éléments aisés, qui se plaignaient de payer des impôts pour l'entretien d'une armée régulière et se considéraient, de ce fait, exemptés d'obligations personnelles. Dans ces conditions, la tentative de Murzuphle de défendre la capitale était vouée à l'échec.

Le 12 avril eut lieu le second assaut. Les navires des Croisés avaient été liés deux par deux, afin d'assurer leur stabilité. Tout l'effort portait sur une partie étroite des murs du rivage, près la Corne d'Or. Les engins de la flotte des Croisés réussirent à déloger les défenseurs de l'une des tours du rivage. Un pont fut jeté des navires vers la tour dont les Croisés s'emparèrent et ouvrirent un passage pour le gros de leurs troupes. Après un court combat à l'intérieur des murailles, les hommes de Murzuphle décrochèrent, en opérant une retraite vers l'intérieur de la cité. Les Croisés incendièrent la ville à nouveau, pour se frayer un chemin et, à la tombée de la nuit, ils s'emparaient de la partie nord-ouest de Constantinople, du quartier des Blachernes. Ce troisième incendie qui fit rage jusqu'au lendemain soir, continua la destruction de la grande ville. Au témoignage du chroniqueur français, Villehardouin : « Il y eût plus de maisons brûlées qu'il n'y en a dans les trois grandes cités du royaume de France. » Après ces trois incendies, des magnifiques palais et églises, qui avaient tant frappé Villehardouin, il ne restait plus que des décombres fumants.

Alors que l'incendie avait séparé les combattants, Murzuphle tentait vainement de rallier ses troupes pour pouvoir, le lendemain, continuer les combats de rues. De nombreux éléments de la garnison s'étaient débandés. La garde mercenaire, qui représentait la partie de la garnison la plus aguerrie et la plus sûre, refusa de combattre jusqu'au règlement de l'arriéré.

Désespérant de pouvoir persévérer dans la défense, Murzuphle s'enfuit nuitamment. Profitant de l'anarchie qui s'ensuivit, les chevaliers s'emparèrent de la ville (13 avril 1204).

Alors commença la dévastation de Constantinople, célèbre dans les annales du Moyen Âge, qui resta longtemps dans la mémoire de tout l'Orient : douze heures après la fin des combats, les Croisés procédèrent au pillage systématique. Les chefs de la Croisade ne pouvaient ou ne voulaient pas retenir leurs hommes, et la ville fut livrée pendant trois jours au pillage, à la soldatesque affamée et exaspérée par le siège prolongé. Chaque Croisé s'emparait d'une maison à son choix et agissait avec ses habitants comme bon lui semblait. Les meurtres des habitants sans défense, les viols, les ventes en esclavage d'enfants, les beuveries et le pillage remplirent ces trois journées d'activité des Croisés. Victimes de l'avidité et du pillage furent les églises et les monastères en particulier, dont on enlevait les reliques sacrées. Les Croisés détruisaient impitoyablement toutes les œuvres d'art antiques réunies par Constantin et ses successeurs, qui avaient survécu à Constantinople en grande quantité, malgré toutes les vicissitudes, les incendies et d'autres fléaux. Les sources byzantines font mention des plus belles œuvres d'art détruites par les Croisés : les statues d'Héraclès de Lysippe, d'Héra de Samos, de Pâris à la pomme d'or, d'Hélène de Troie et de nombreuses autres. Seuls les chevaux de Lysippe, qui ornaient l'Hippodrome, furent sauvés par Dandolo et envoyés à Venise. Les riches bibliothèques de Constantinople subirent le même sort que les statues. Cette destruction massive des valeurs culturelles, amassées pendant des siècles, causa un tort considérable à la civilisation européenne même.

Cependant, même si l'on considère la IV^e Croisade uniquement comme une entreprise de pillage, ce qu'elle a été en réalité, ses résultats sont apparus comme très profitables à l'Occident. Même après le pillage individuel de trois jours, lorsque les richesses restantes furent réunies en vue d'une distribution collective, les Croisés se trouvèrent en possession d'un tel butin, qu'au dire de l'un de leurs historiens (Villehardouin), « depuis que le monde fut créé, il ne fut fait tant de butin en une ville ». Et d'ajouter : « Le butin fut si grand que personne ne vous en saurait dire le compte : or et argent, et vaisselle, et pierres précieuses, et satins, et vêtements de soie, et manteaux de vair, de gris et d'hermine, et tous les objets de prix qui furent jamais trouvés sur terre. »

Marx note que grâce à ce pillage « les arts et les métiers de

l'Orient deviennent beaucoup mieux connus en Occident : les maisons, les palais, les églises des Latins s'ornent ensuite des objets volés. Les dignes Vénitiens agissent dans cette affaire aussi avec une énergie particulière ... »

BIBLIOGRAPHIE

1. VASSILIEVSKI, « Byzance et les Petchénègues », *Œuvres*, t. I (en russe).
2. F. I. OUSPENSKI, *Histoire des Croisades* (en russe).
3. F. I. OUSPENSKI, *Formation du second royaume bulgare* (en russe).
4. F. I. OUSPENSKI, *Études sur l'histoire de la civilisation byzantine* (en russe).
5. F. I. OUSPENSKI, *L'écrivain byzantin Nicéas Choniata* (en russe).
6. VASSILIEVSKI, *De l'histoire de Byzance au XII^e siècle. L'alliance des deux Empires (1148-1155)* (en russe).
7. Ch. DIEHL, *Figures byzantines*, II^e partie.
8. F. CHALANDON, *Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène (1081-1118)*.
9. Ch. DIEHL, *Venise, une république patricienne*.
10. F. CHALANDON, *Jean II Comnène (1113-1143) et Manuel I^{er} Comnène (1143-1180)*.
11. NEUMANN, *Griechische Geschichtsschreiber und Geschichtsquellen im zwölften Jahrhundert*.

CHAPITRE VIII

RESTAURATION ET AGONIE DE BYZANCE

1. L'EMPIRE LATIN ET L'EMPIRE DE NICÉE.

Après le sac de Constantinople, les Croisés procédaient au partage de l'Empire et à la création d'un État féodal latin. Baudouin de Flandre était élu empereur ; lui régnant, les Vénitiens espéraient devenir maîtres de Constantinople.

Un quart de l'Empire avec, en premier lieu, Constantinople, à moitié calcinée et complètement dévastée, dont quatre cinquièmes de la population avaient péri ou s'étaient enfuis, revenaient à l'empereur latin. Avec la capitale, Baudouin recevait la Thrace et les provinces d'Asie Mineure, qu'il lui fallait encore conquérir. Les trois quarts restants étaient partagés entre Venise et les chefs des Croisés, Venise obtenant les meilleures villes du littoral, toutes les contrées les plus fertiles et les plus importantes au point de vue commercial. Son acquisition la plus intéressante se trouvait être l'île de Chypre, point de jonction des routes de Venise, de Constantinople et de l'Egypte. Elle s'était, naturellement, assurée la confirmation de tous les anciens privilèges commerciaux.

Le troisième chef de la révolte, Boniface de Montferrat, reçut en partage Thessalonique avec la Macédoine, la Thessalie et l'Epire, et ce en qualité de vassal de Baudouin. Le restant fut partagé en petites seigneuries féodales, entre les barons ayant participé à la IV^e Croisade.

Ainsi, les Croisés se partageaient comme butin un État dont le niveau culturel de la population était supérieur à celui des Occidentaux, et dont les dirigeants avaient peu auparavant, sous Manuel, rêvé d'un empire universel. Cependant, cet État avait encore à être conquis. La prise de Constanti-

nople d'où partaient les fils de l'administration, compliquée et centralisée, rendait, il est vrai, inévitable la dislocation définitive de l'Empire de Byzance. Au surplus, avec la chute de Constantinople, les provinces de Byzance avaient perdu le seul lien qui les reliait en une entité ; aussi une lutte acharnée s'y engagea-t-elle entre les sommets et les masses, entre l'aristocratie terrienne et les paysans, entre la bureaucratie et les populations urbaines. La victoire des Latins ne mit pas fin, elle n'atténua pas même l'antagonisme aigu entre les deux groupes de la société byzantine. Il est à noter que le représentant de l'ordre sénatorial, Nicétas Choniata, assure ses lecteurs que seules les classes possédantes, qui avaient été frustrées de leurs biens, avaient eu à pâtir de la mise à sac par les Latins de Constantinople ; les classes inférieures s'en seraient même, selon lui, enrichies, en rachetant pour trois fois rien les trésors pillés par les Latins. Son histoire nous apprend que la population des campagnes — paysans et bergers de Thrace — n'était nullement affligée par le triste sort de l'aristocratie constantinopolitaine. Lorsque Choniata, ayant perdu ses domestiques et ses esclaves, eut non sans mal fui Constantinople avec sa parenté et ses enfants, il ne rencontra en cours de route que méchanceté et railleries de la part de la population des campagnes. Or, il avait dû se travestir en mendiant ; les femmes et les jeunes filles qui l'accompagnaient s'étaient barbouillé la figure et le cou et marchaient courbées comme des vieilles afin de cacher leur beauté et leur jeunesse aux Croisés qui parcouraient les rues.

Les doléances de Choniata nous apprennent que les cultivateurs parèques et les bergers espéraient qu'avec la venue des Latins, ils seraient moins opprimés et leur situation s'améliorerait. Il est révolté de constater que cultivateurs et bergers considéraient le subit dénuement et la misère des maîtres de la veille comme un acte de justice. « Le malheur commun, écrit Choniata, les réjouissait et ils disaient : Dieu soit loué, nous voici devenus plus riches. »

En ruinant Constantinople, le monde féodal occidental avait donné cours à ses sentiments d'envie et de vengeance à l'égard de Byzance, accumulés pendant des siècles. Les hommes politiques vénitiens réalisaient leur plan de suprématie maritime et commerciale dans le Levant. Les papes pouvaient compter sur la suppression du schisme. Le prélat vénitien Morosini fut intronisé patriarche latin de Constantinople : on porta à la connaissance du pape que l'union des Églises avait été réalisée en supprimant par la force le patriarcat grec.

Mais les moyens employés pour liquider l'empire de Byzance et pour organiser un État féodal latin témoignent du manque de clairvoyance des Croisés.

S'ils pensaient s'installer d'une manière durable à Byzance et faire de Constantinople la capitale de leur État, la ruiner équivalait à se piller soi-même. Une faute lourde que commirent les conquérants, fut le conflit qu'ils provoquèrent avec la Bulgarie, qui ne leur apporta que défaites.

Ce qui compromit définitivement la situation des conquérants, ce fut leur incapacité d'établir des relations tant soit peu supportables avec la population indigène grecque. L'oppression et la cruauté des Croisés provoquèrent un sentiment de haine généralisé, que ce fût chez les sommets ou les bas-fonds, ceux-ci n'ayant trouvé aucun allègement à leur situation. A de rares exceptions près, les conquérants manifestaient un souverain mépris pour les Grecs, qui répondaient par une haine implacable. Cette haine, qu'expliquaient les méthodes barbares des conquérants aussi bien que les confiscations ultérieures des terres et des biens des Byzantins au profit des leurs, la différence de culture, de confession, de langue enfin, croissait et se renforçait.

Seuls quelques aristocrates (Théodore Branas, par exemple) entrèrent au service des nouveaux maîtres. La grande majorité de la population adopta une attitude d'implacable hostilité à l'égard des conquérants latins et méprisait leurs laquais grecs, « ces âmes serviles, par cupidité devenues ennemies de leur patrie, ces traîtres qui, pour garantir leurs biens, se sont soumis aux conquérants au lieu de mener une guerre sans merci contre les Latins ».

Ainsi, la conquête latine eut pour effet l'union de toute la population de l'ancien Empire byzantin dans la haine commune des Latins.

Dans ces conditions, l'Empire latin ne pouvait durer. Il ne vécut que 57 ans et ne fut qu'un épisode passager dans l'histoire tumultueuse des pays du Proche Orient.

Dès la première année de l'existence du nouvel Empire, un certain nombre de signes témoignaient de son manque de solidité. D'abord, les Croisés ne purent réaliser le partage des provinces qu'ils avaient projeté. Dans le premier moment de désarroi qui suivit la prise de Constantinople, les Croisés semblaient devoir triompher partout. Boniface de Montferrat avança victorieusement en Thrace et en Grèce Centrale jusqu'à Athènes, Corinthe et Nauplie (1204-1205). Henri de Flandre, frère de Baudouin, commença la conquête de l'Asie Mi-

neure en novembre 1204 : il s'empara rapidement des principales villes de Bithynie, Nicomédie, Abydos, Adramyttion, Lopadion.

Mais la population grecque de Thrace s'insurgeait et, à son appel, le tsar de Bulgarie, Johannitsa (Kalojean) faisait irruption en Thrace. La tentative de Baudouin de lui barrer la route se termina par une défaite complète des Croisés par les Bulgares et les Polovtses à la bataille d'Andrinople, où périt la plus grande partie des troupes des Croisés et où Baudouin même fut fait prisonnier.

Malgré ses qualités et son énergie, son frère et successeur, Henri de Flandre, ne put ni conquérir les provinces d'Asie Mineure qui lui étaient échues en partage, ni repousser les Bulgares derrière le mont Balkan, ni concilier la population byzantine avec la domination latine. L'affaire ne se présentait guère mieux pour les autres possessions féodales des Latins dans la péninsule balkanique. Boniface de Montferrat périt en 1207 dans une rencontre avec ces mêmes Bulgares, et le territoire de son éphémère royaume tomba entre les mains du despote grec d'Épire, l'énergique Théodore Ange. Enfin, la ville même de Thessalonique était reconquise en 1222 par les Grecs d'Épire et les Albanais. Bien plus stable se révéla l'autorité de Venise sur les îles byzantines des mers Egée et Ionienne, sur l'île de Crète et sur un certain nombre de points du littoral en particulier. La décomposition féodale de l'Empire centralisé, dont le début remontait aux Anges, contribua à ce que des contrées entières de l'Empire, qui émergeaient de la catastrophe, se révélèrent capables de résister aux conquérants et au clergé catholique honni.

Des parents de la dynastie impériale, des propriétaires terriens locaux influents, voire aussi des dirigeants de l'administration provinciale, se mirent à la tête du mouvement de résistance.

Des neuf ou dix chefs qui, dans diverses régions, avaient levé l'étendard de la révolte, trois se révélèrent capables de former des centres fermes de résistance. L'aristocrate byzantin Théodore Lascaris apparut comme le plus éminent ; il avait essayé de prendre la tête de la dernière tentative de lutte contre les Croisés, lors de la chute de Constantinople, et s'était ensuite sauvé en Asie Mineure. Les débris de l'ancienne armée byzantine se reformèrent autour de lui ; les villes de Bithynie lui ouvrirent leurs portes. Il fut proclamé empereur et choisit pour résidence la ville de Nicée.

C'est dans l'*Empire de Nicée* que trouva refuge le patriarcat

grec de Constantinople, c'est là que se sauvèrent les représentants de la noblesse civile et militaire, le haut clergé et d'autres fugitifs. Les tentatives répétées de Henri de Flandre de conquérir les provinces byzantines d'Asie Mineure, afin de les partager en baronnies et en fiefs, n'eurent pas de succès et furent repoussées par Lascaris.

En même temps, se formait ce que l'on a appelé l'*Empire de Trébizonde*. En 1204, la reine de Géorgie, Thamar, aidait son neveu, Andronic Comnène, petit-fils d'Andronic I^{er}, à former une principauté indépendante sur le littoral, du Phase à Sinope, avec capitale à Trébizonde. Si la tentative d'Andronic de s'emparer de la Bithynie subit un échec, la dynastie qu'il avait fondée n'en régna pas moins près de trois siècles à Trébizonde.

A l'Ouest de la péninsule balkanique se forma un troisième État grec indépendant. Un parent d'Alexis III, Michel Ange, était reçu comme *despote* par les villes de l'*Epire*. Avec l'aide de détachements d'Albanais guerriers, il réussissait à repousser les attaques des Latins d'Athènes et de Thessalie, alors que son frère et successeur, Théodore, conquérait le royaume latin de Thessalonique. Deux États voisins — le second royaume bulgare sous Kalojean et Jean Asen II, ainsi que le sultanat d'Iconium — essayèrent à maintes reprises de profiter de la dislocation de Byzance pour agrandir leurs possessions. Aussi tout le XIII^e siècle est-il rempli de conflits constants entre toutes ces formations d'États dans les conjonctions les plus variées : c'étaient tantôt des Byzantins qui entraient en lutte contre les étrangers, Latins, Bulgares et Turcs, tantôt les « empereurs » latins qui s'entrebattaient, ou bien enfin les Latins qui étaient en guerre contre les Bulgares. Les conflits armés incessants s'accompagnaient de traités de paix fragiles, d'alliances, de coalitions aussi aisément conclus que rompus.

Les Turcs Seldjoucides, cependant, battus par Lascaris, avaient été encore plus affaiblis par les Mongols (ou Tatars), qui les avaient sévèrement défaits dans les années quarante du XIII^e siècle. Après que le sultan d'Iconium eut été contraint de payer tribut aux Mongols, il ne put dès lors jouer, comme précédemment, un rôle actif dans les événements. A la mort de Jean Asen II, en 1241, la Bulgarie fut livrée à l'anarchie, et ses faibles successeurs durent renoncer aux velléités de conserver les contrées de Macédoine et de Thrace qu'Asen II avait conquises. L'Empire latin, exécré des Grecs, privé de ressources, réduit territorialement à Constantinople et à sa

périphérie, végétait lamentablement. La noblesse et le clergé de toutes les possessions byzantines n'avaient qu'un but : restaurer l'Empire et chasser les Latins de Constantinople. Ils différaient seulement sur la question de savoir qui, des Empereurs de Nicée ou des despotes d'Epire, prendrait la tête du mouvement. Cette question ne fut tranchée qu'en 1241, lorsque les deux États byzantins qui, jusque-là, avaient lutté chacun séparément avec les Latins, entraient en conflit aigu ; il devait se terminer par la victoire de l'empire de Nicée. La voie à ses succès dans la lutte pour la restauration de Byzance avait été ouverte par l'énergique activité du successeur immédiat de Théodore Lascaris, « l'empereur » Jean II Doucas (Vatatzès).

L'histoire intérieure de l'empire de Nicée a été mal étudiée. Mais on sait que Jean III Vatatzès (1222-1254) cherchait à augmenter ses modestes revenus et se préoccupait de l'amélioration de l'agriculture, de la viticulture ainsi que de l'élevage du bétail et de la volaille ; il vendait avec grand profit des céréales aux Turcs pendant la famine qui sévissait dans le sultanat d'Iconium. L'hégémonie industrielle de Byzance s'était évanouie. Les sujets de l'empire de Nicée en étaient réduits à acheter des tissus italiens : Vatatzès fit l'impossible pour développer l'industrie textile indigène. Dans ce but, il défendit à ses sujets, sous peine d'« indignité », c'est-à-dire de privation de droits et de biens, d'acquérir des tissus étrangers ; ils devaient se contenter de « ce que produit la terre des Romains et ce que savent faire les mains des Romains ».

Il est douteux que ces mesures aient produit leur plein effet, mais les sources contemporaines témoignent que, grâce à des mesures de sévère économie et de contrôle, Vatatzès réussit à améliorer la situation économique des provinces d'Asie Mineure.

Il manifestait encore plus d'activité et d'énergie dans sa politique étrangère, qui tendait à la restauration de l'Empire. Vers 1224, il avait repris aux Latins presque toutes leurs possessions en Asie Mineure. Sa flotte reconquérât Lesbos, Samos et Cos. L'armée de Nicée se transportait ensuite en Europe et refoulait les Latins de la Thrace Méridionale. Constantinople fut sauvée par la flotte vénitienne, qui arriva à temps pour secourir les Latins.

Mais Vatatzès compensa cet échec en arrondissant ses possessions en Macédoine. Il battit ses rivaux, les Anges d'Epire, et mit le siège devant leur capitale, Thessalonique, en 1241.

Jean Ange dut renoncer au titre d'empereur et se reconnaître le vassal de Nicée.

Profitant de l'affaiblissement de la Bulgarie après la mort de Jean Asen en 1241, Vatatzès reprit les contrées de Macédoine et de Thrace conquises par Asen ; en 1246, à la mort de Jean Ange, il réunissait Thessalonique à ses possessions. L'héritier des Anges ne conservait en Epire et en Albanie qu'une partie insignifiante des anciennes possessions de cette dynastie, le despotat d'Epire étant devenu dépendant de Nicée. Auparavant, en vue de la lutte commune contre le pape, protecteur de l'Empire Latin, Vatatzès avait épousé la fille de l'ennemi juré du pape, Frédéric II de Hohenstaufen, avec lequel il concluait alliance.

Après avoir écarté les prétendants, épirote et bulgare, au rôle de restaurateurs de l'Empire, il soumettait à son autorité la majeure partie du territoire de Byzance, ce qui équivalait à sa restauration de fait.

Jean Doucas Vatatzès mourait en 1254, laissant le trône de Nicée à son fils, Théodore II, qui devait régner seulement quatre ans. Théodore chassa définitivement les Bulgares de Macédoine et refoula les Albanais d'Ange dans les montagnes.

Il eut pour successeur son fils Jean Doucas, âgé de huit ans, ce qui donna le signal d'une lutte ouverte entre les principaux dignitaires de la cour de Nicée pour le pouvoir et l'influence. Ce fut le représentant le plus éminent de l'aristocratie grecque qui s'était réunie à la cour de Nicée, Michel Paléologue, homme adroit et sans scrupules qui en sortit vainqueur ; en violation des droits des Doucas, il fut associé au trône et proclamé empereur. Michel Paléologue écarta tous les parents et les partisans de l'ancienne dynastie, plaça partout ses propres créatures, s'assura par des largesses et des promesses le concours de la noblesse, du clergé et de l'armée, assit, enfin, son autorité par une importante victoire, en 1260, sur le despote d'Epire¹, qui s'était uni pour la lutte contre Nicée aux féodaux latins de la Grèce Centrale et de la Sicile. Après avoir supprimé la menace venant d'Occident, Michel se tourna vers l'Orient, en parachevant la restauration de l'Empire. Marx note l'importance de son alliance avec les Génois : « Michel Paléologue offre aux Génois une alliance contre Venise ; ils l'acceptent, lui promettent le concours de leur flotte pour la conquête de Constantinople, en échange de quoi ils devront bénéficier dans l'Empire latin des privilèges dont avaient joui jusque-là les Vénitiens. »

1. Diehl et nos byzantistes datent la bataille de Pélagonia de 1259. N. d. T.

En 1261, lorsque la flotte de Venise, la seule défense réelle de Constantinople, en fut provisoirement rappelée, Michel n'eut pas grand mal à s'emparer de la ville. L'empereur latin, les Vénitiens, le patriarche latin et le clergé catholique ne durent leur salut qu'à la fuite.

2. LA RESTAURATION DE L'EMPIRE DE BYZANCE. LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES ZÉLOTES. L'AGONIE DE BYZANCE SOUS LES PALÉOLOGUES (XIV^e-XV^e SIÈCLES).

Il peut sembler à un observateur superficiel que l'Empire restauré de Michel Paléologue était le prolongement direct de celui du temps d'Isaac et d'Alexis Ange, alors que le demi-siècle de domination latine à Constantinople n'avait été qu'un épisode passager, qui n'avait apporté aucun changement tant soit peu important dans la vie de Byzance. Mais cette vue de l'esprit serait erronée. Quelle qu'ait été la ressemblance entre la Byzance de 1204 et celle de 1261, on ne saurait perdre de vue les importantes modifications qu'elle avait subies entre temps. Le territoire de l'Empire restauré était avant tout considérablement diminué par rapport à celui sur lequel avait régné Alexis Ange. En 1261, les possessions de Michel Paléologue ne comprenaient plus que le Nord-Ouest de l'Asie Mineure, la majeure partie de la Thrace et de la Macédoine avec Thessalonique, et quelques îles dans le Nord de l'Égée. De plus, il avait obtenu dès le début de son règne, à titre de rachat pour le prince d'Achaïe, Guillaume (de Villehardouin), fait prisonnier à la bataille de Pélagonia, trois importantes forteresses du Péloponèse : Monemvasie, Mistra et Maïna. Le despote d'Épire restait sous la suzeraineté instable de l'Empire.

Durant la domination des Latins à Constantinople, Byzance avait perdu en Asie le littoral de Pisidie avec Attalia (aujourd'hui Adalia) et celui de Paphlagonie avec Sinope, passés aux mains des Musulmans. La province éloignée du Pont était devenue un État indépendant, où régnaient les Comnènes. En Europe, les pertes avaient été encore plus sensibles. Le versant Sud des Monts Balkans (la Thrace du Nord) et la Macédoine du Nord étaient entièrement slavisés. L'Épire et l'Albanie maintenaient leur indépendance à l'égard des empereurs de Constantinople, au prix d'une étroite alliance avec les Latins d'Italie et de la Grèce Centrale. La Grèce Centrale et le Péloponèse étaient également perdus, partagés qu'ils étaient en petits États féodaux latins. Enfin, la majeure partie des îles

de l'Égée était solidement occupée soit par la République de Venise, soit par des représentants du patriciat vénitien.

Constantinople n'avait plus rien de l'ancienne et brillante capitale du monde. Il est difficile d'imaginer l'état de dévastation et de ruine de Constantinople après cinquante-sept années de domination des Croisés. Michel Paléologue dut aussitôt entreprendre des travaux de réfection des murs, des palais, des églises et des monastères à moitié démolis, ce qui nécessita de grosses dépenses. Celles-ci pesaient lourdement sur les finances byzantines et avaient nécessité un gros effort, mais la reconstruction de tous les édifices aurait exigé des dépenses que Byzance n'aurait pas été en mesure de supporter. Au témoignage de l'historien Nicéphore Grégoras, au ^{xiv}^e siècle encore, sous le règne d'Andronic III, « les palais des empereurs et de la noblesse gisaient en ruines et servaient de latrines aux passants et de cloaques ; de même, les imposants édifices du patriarcat, qui entouraient la Grande Église de Sainte-Sophie et lui servaient d'ornement, car ils avaient été l'œuvre d'architectes de l'antiquité et celle d'autres plus récents, mais qui savaient bâtir aussi bien que les anciens, étaient démolis ou rasés » ¹.

La domination des Latins avait également désarticulé l'ancien mécanisme administratif. L'État de Byzance, restauré, représente un pays qui se disloque de plus en plus en petits États, indépendants au point de vue économique et politique, sans liens réciproques et faiblement soumis au gouvernement central, dont ils veulent même souvent s'affranchir pour de bon. Les us et coutumes introduits par les Croisés avaient pénétré même dans les régions restées byzantines après 1204. Les gouverneurs des circonscriptions d'Asie Mineure se considéraient comme gouverneurs indépendants à vie. Ils concluaient alliance et la paix avec les émirs turcs en s'inspirant uniquement de leurs intérêts propres, et non point de ceux, généraux, de l'État. C'est, d'ailleurs, de même que procédaient en Europe les Doucas, les Anges, les Cantacuzènes et les autres représentants de la noblesse byzantine. Le pouvoir central était contraint d'accorder libéralement de larges privilèges aux propriétaires aussi bien ecclésiastiques que laïcs, ainsi qu'aux villes, et de transformer en patrimoines les terres concédées aux militaires. Le processus d'affaiblissement du pouvoir central s'en trouvait accéléré en même temps que s'amenuisait le fonds agraire, dont les revenus allaient à l'entretien des forces armées indispensables à la défense nationale. Avec

1. NICÉPHORE GRÉGORAS, *Romaine Historia*, XI, 2.

l'accentuation de la décentralisation, s'élargissait le fossé séparant les « puissants » des « pauvres ». La noblesse par naissance ou d'argent, dans laquelle entraient les représentants de l'ancienne aristocratie héréditaire, les riches négociants, le haut clergé, dans laquelle se recrutait l'administration de l'État, exploitait les « pauvres » par la fiscalité, les rentes, l'usure, en leur dictant despotiquement sa volonté. Déchirée par des luttes intestines, ne connaissant que ses propres intérêts égoïstes, cette aristocratie prouvait que, même après les événements de 1204, elle n'avait rien appris ni rien oublié.

Aussi l'Empire est-il, au ^{xiv}^e siècle comme auparavant, secoué par la lutte de classes acharnée entre les puissants et les pauvres, qui s'est manifestée le plus clairement dans le mouvement révolutionnaire des Zélotes à Thessalonique.

La faiblesse financière du pouvoir central, qui allait en s'accroissant, contribua au renforcement du mouvement centrifuge. Après sa restauration, Byzance n'arrivait pas à s'affranchir de la tutelle des républiques marchandes italiennes de Venise et de Gênes, dont les privilèges privaient le gouvernement de la majeure partie de ses revenus. Encore moins était-elle capable de rétablir son ancienne suprématie sur les mers, qui en avait jadis fait la dispensatrice du commerce européen. Ce monopole du commerce avait déjà été compromis par les premières Croisades. La conquête de Constantinople par les Latins devait lui porter un coup mortel. Après 1204, le contrôle du commerce du Bosphore et de la mer Noire tomba entre les mains des Vénitiens, qui n'avaient aucun désir de voir conserver à Constantinople son rôle de marché central européen. Venise ne voyait en celle-ci qu'un point de transit important pour son commerce en mer Noire et un marché local pour le bassin de la mer de Marmara. A partir de 1204, le centre du commerce européen s'était déplacé en Italie et les républiques marchandes, Venise et Gênes, firent tout leur possible pour empêcher que l'Empire de Byzance, restauré en 1261, ne se libère de leur tutelle.

De leur côté, les Byzantins cherchaient à profiter des oppositions existant entre les deux républiques marchandes et à les opposer l'une à l'autre.

Cette politique fut inaugurée par Michel Paléologue, qui conclut alliance avec le gouvernement de Gênes. Mais elle n'améliora guère la situation de Byzance. Malgré la réorganisation de la flotte de guerre byzantine que tentèrent les Paléologues, elle resta bien inférieure à celles de Venise et de Gênes.

Or, sans suprématie sur mer, les Paléologues ne pouvaient s'affranchir des Vénitiens ni des Génois et profiter des avantages de la situation géographique de leur capitale. Quant aux Génois, ils surent profiter largement de l'occasion qui leur avait été offerte. Profitant de la faiblesse de la flotte byzantine, les Génois remplirent de leurs navires tous les ports de l'Archipel et s'emparèrent de tout le commerce d'importation en mer Noire et dans les Détroits. Au dire de l'historien Nicéphore Grégoras, les revenus des douanes de la colonie génoise à Galata atteignaient au xiv^e siècle 200.000 hyperpères ¹ par an, alors que les empereurs de Byzance avaient peine à tirer 30.000 hyperpères des recettes douanières de Constantinople ².

Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question, au xiv^e siècle, pour Byzance, de conserver son ancien rôle de puissance européenne de premier ordre. Après la restauration, l'Empire n'était plus qu'un État grec de troisième ordre, au fond le prolongement de celui de Nicée, quoique ses souverains se fussent installés à nouveau à Constantinople et eussent revêtu les oripeaux des empereurs de Byzance.

Dans leur action, les Paléologues mêmes n'ont manifesté ni les qualités diplomatiques nécessaires pour sortir avec succès des situations difficiles, ni celles de bons administrateurs. Le fondateur de cette dynastie, Michel, possédait, il est vrai, des dons peu ordinaires de diplomate, mais il ne saurait, cependant, être qualifié de souverain éminent. Le succès qui se traduisit par la reconquête de Constantinople fut, au fond, le dernier de son règne, qui dura encore vingt et un ans. Si en Europe, il maintenait à grand-peine les frontières existantes contre les Francs, les Bulgares, le despote d'Épire et les escadres de Venise et de Gênes, en Asie, par contre, il compromit la défense.

Si Théodore Lascaris et Vatatzès s'étaient montrés administrateurs avisés et habiles chefs de guerre, s'ils avaient manifesté une certaine tendance à ménager les capacités fiscales de leurs sujets et, tout en préservant leur autocratie dans la lutte contre les tendances féodales, avaient laissé une certaine latitude d'autonomie aux communes urbaines, sous Michel, la direction générale de la politique se modifie. Usurpateur, ayant privé du trône et aveuglé un enfant-empereur, il vivait dans la terreur constante de subir le même sort. Il se distinguait par sa méfiance et sa cruauté et sacrifiait les intérêts de

1. Hyperpère, monnaie byzantine qui subit des altérations successives N. d. T.

2. NICÉPHORE GRÉGORAS, *ibid.*, XVII, 1, p. 842.

l'État au souci de sa sécurité personnelle. Dans le but d'assurer le succès de l'usurpation, il chercha, par des libéralités, à obtenir le concours de la noblesse, du clergé, de l'armée, naturellement aux dépens des masses populaires. Plus que quiconque, Michel et ses successeurs eurent tendance à s'appuyer sur le clergé parasitique, à augmenter ses droits et privilèges aux dépens des forces productrices de la population. Pour les mêmes raisons étroitement dynastiques, Michel désorganisa la défense des provinces d'Asie Mineure.

Grâce à leur esprit de stricte économie, les empereurs de Nicée avaient réussi à créer une armée peu nombreuse mais bien entraînée ; ils avaient, en même temps, maintenu sur les frontières turques les milices populaires, basées sur l'ancien système des fiefs militaires, exempts d'impôts et d'autres prestations. Ces cultivateurs établis dans les régions voisines des frontières — ou « *akritaï* » — étaient tenus uniquement au service militaire, à la défense des frontières contre les Turcs. Pour autant que l'on puisse juger d'après les sources, ils remplirent pendant un siècle leur rôle courageusement et avec succès. Mais ces troupes de frontières étaient en faveur des Doucas et contre l'usurpation des Paléologues.

Cela suffit pour que Michel privât les « *akritaï* » de toute aide gouvernementale et que, bien plus, il exigeât le versement au trésor public de la majeure partie des revenus de leurs terres.

Ces mesures devaient provoquer une révolte des « *akritaï* » et des paysans de Bithynie en 1262, qui compromit le bien-être de ces forces de défense très importantes et éprouvées. Dès lors, la défense des provinces d'Asie Mineure incombait à l'armée régulière alors que les modestes moyens dont disposait le gouvernement ne lui permettaient pas d'entretenir des forces importantes. Les incursions, les invasions mêmes des Turcs furent ainsi grandement facilitées. En effet, sous le règne de Michel, les Turcs-Seldjoucides occupaient les régions intérieures de la Carie, de la Lydie, de même que la ville de Tralles, d'une grande importance, et réduisaient progressivement les possessions byzantines dans le Sud-Ouest de l'Asie Mineure à une étroite bande du littoral.

Pour les mêmes motifs, Michel licencia une grande partie des troupes indigènes et s'abstint, autant que faire se pouvait, de promouvoir des chefs grecs, en faisant porter à nouveau tout le poids de la défense sur les mercenaires. Si les empereurs de Nicée avaient, dans une certaine mesure, ménagé leurs sujets au point de vue fiscal, Michel qui était à court de

moyens aussi bien pour soudoyer l'aristocratie que pour la reconstruction de Constantinople et les guerres contre Naples, les Serbes et les Bulgares, revint à l'ancien système, qui consistait à accabler les masses des contribuables par des impositions de toute sorte.

Les conflits en Europe détournaient l'attention du gouvernement de l'Asie Mineure, le forçaient à oublier le danger le plus menaçant, celui venant des Turcs. Ce n'est pas pour rien qu'un haut dignitaire de l'empire de Nicée s'était écrié, à l'annonce de la reprise de Constantinople aux Latins : « Eh bien, maintenant, tout est perdu. » Il se faisait une idée assez exacte de la situation réelle.

Marx note qu'après cette reconquête : « Tout le monde retourna d'Asie Mineure en Europe ; au bout d'une vingtaine d'années déjà... les premières hordes d'Osmanlis s'installent en Asie Mineure ¹. »

La politique religieuse de Michel ne fut guère plus heureuse. Comme il favorisait le commerce des Génois et des Pisans, le pape et les Vénitiens prêtèrent leur concours à Charles d'Anjou, qui se proposait d'intervenir comme défenseur des droits de l'empereur latin Baudouin. Afin de prévenir une nouvelle Croisade contre l'Empire, Michel proposa au concile que l'Eglise Occidentale tenait à Lyon en 1274, de rétablir l'autorité du pape sur l'Orient et, par là même, l'union des deux Eglises.

Mais le clergé grec s'insurgea contre le *Credo* catholique du Saint-Esprit procédant du Père et du Fils (*filioque*). Lorsque le pape envoya un légat à Constantinople, le peuple, à l'instigation du clergé, refusa d'obéir à l'empereur dans les questions de la foi.

Marx observe : « Jusqu'à sa mort (il mourut en 1282), Michel eut à mener contre ses sujets une lutte beaucoup plus âpre que contre les Turcs... il persécuta cruellement les adversaires du *filioque* ; sa propre Eglise et le pape l'excommunièrent ; le patriarche grec l'anathématisa, comme hérétique, et son fils, Andronic II (l'Ancien), jetait le masque papiste aussitôt après la mort de son père ²... »

Le successeur de Michel, Andronic II l'Ancien (1282-1328), était, au dire d'un historien, « destiné par tempérament à devenir professeur de théologie, mais le hasard l'avait fait empereur » ³ ; il avait tous les vices de son père, légèreté,

1 et 2. K. MARX, *Extraits chronologiques*.

3. W. MILLER, *The Catalans at Athen*, p. 4.

félonie, cruauté, mais était, par surcroît, pusillanime et supers-titieux, ce qui n'avait pas été le cas de son père. C'est sous son règne que s'effondra la domination byzantine en Asie Mineure.

Alors qu'Andronic avait porté toute son attention sur les questions religieuses et le choix des patriarches, les Turcs-Seldjoucides et les Osmanlis accentuaient leur pression sur les provinces d'Asie Mineure et s'avançaient jusqu'aux portes mêmes d'Ephèse et de Smyrne, de Nicée et de Brousse. Le péril turc menaçant contraignait, enfin, le gouvernement byzantin à un effort afin de garantir ses terres en Asie Mineure. Mais le moyen employé ne fit qu'accélérer leur perte et exposa, au surplus, les provinces européennes à de terribles dévastations.

Continuant la politique de Michel Paléologue, le gouvernement byzantin avait placé tout son espoir en la troupe de mercenaires, appelée la Grande Compagnie Catalane, restée sans emploi lorsque la paix avait été conclue entre la Sicile et Naples tout au début du xiv^e siècle (en 1302). Andronic consentit au mariage du chef des Catalans, Roger de Flor, avec sa nièce, lui accorda un grade important et paya à sa compagnie une forte somme. Tout au début du xiv^e siècle (en 1303), Roger de Flor arrivait à Constantinople avec sa compagnie, qui comptait jusqu'à 10.000 hommes ¹. Les mercenaires furent ensuite transportés en Asie Mineure pour porter secours à Philadelphie, assiégée par les Turcs.

Mais alors le gouvernement d'Andronic put rapidement se convaincre du péril que présentait l'établissement à la légère, sur son territoire, de mercenaires qui ne pouvaient être contenus par des troupes indigènes.

Après les premières rencontres heureuses des Catalans avec les Turcs et la libération de Philadelphie, les Catalans manifestèrent dès 1303-4 l'intention à peine déguisée de se tailler un fief dans les provinces byzantines d'Asie Mineure.

Les relations entre les Catalans, la population indigène d'Asie Mineure et le gouvernement de Constantinople ne tardèrent pas à s'envenimer. Pour parer aux conséquences de la bêtise commise, le gouvernement d'Andronic imagina un moyen qui causa à l'Empire des malheurs encore plus graves. Roger et ses Catalans furent rappelés d'Asie Mineure et occupèrent la presqu'île de Gallipoli. Sous prétexte de pourparlers, il fut ensuite attiré à Andrinople et traîtreusement assassiné,

1. En se basant sur les chiffres des chroniqueurs et des historiens de l'époque, nos byzantinistes estiment à 6.000 le nombre des routiers catalans débarqués à Constantinople. N. d. T.

alors que les Catalans qui se trouvaient dans la capitale et les autres villes étaient massacrés.

Les mercenaires, assoiffés de vengeance, rompirent naturellement avec l'Empire et se dirigèrent vers l'Ouest, en mettant à feu et à sang les régions qu'ils traversaient. Les troupes byzantines qui tentaient de leur résister furent battues à deux reprises, à Gallipoli et à Apros.

Durant deux ans, les Catalans dévastèrent la Thrace, en la ruinant à tel point qu'ils durent la quitter ensuite sous la menace de la famine.

Par la suite, la Macédoine dut subir le même sort. De riches monastères du Mont-Athos eurent également à en souffrir. Seule, l'entreprise des Catalans sur Thessalonique échoua. Après avoir séjourné un certain temps en Thessalie, les Catalans se dirigèrent vers le Sud et pénétrèrent dans le duché d'Athènes et de Thèbes, où régnaient les féodaux français. Les Catalans remportèrent une victoire décisive et mirent fin à l'existence du duché franc, sur les ruines duquel ils établirent une principauté espagnole qui allait durer quatre-vingts ans.

Cette guerre désastreuse avec les mercenaires ne se limita pas à la ruine des provinces européennes, elle devait causer la perte de celles d'Asie Mineure. Alors qu'Andronic était, en Europe, aux prises avec la Compagnie Catalane, les Seldjoucides s'emparaient, une fois de plus, de la Lydie, de la Phrygie et pénétraient en Bithynie. En 1325, les possessions byzantines en Asie Mineure étaient limitées à une étroite bande du littoral, des Dardanelles à l'issue Nord du Bosphore.

Alors que Byzance perdait ses possessions en Asie Mineure, Andronic fut entraîné dans une nouvelle guerre, non moins désastreuse pour l'Empire que celle avec les mercenaires, cette fois-ci avec son propre petit-fils, appelé lui aussi Andronic, qu'il avait privé des droits à la succession. Après une guerre prolongée avec son aïeul, qui se termina seulement en 1328, le jeune Andronic obtenait le rétablissement de ses droits. Comme indiqué, la guerre civile dura six ans et absorba les dernières ressources de l'Empire. Pendant ce temps, les Turcs conquéraient Brousse en 1326, Nicomédie en 1328, et les Serbes s'emparaient de la Macédoine du Nord.

Si sous Michel VIII on faisait encore quelques efforts en faveur de la marine de guerre, celle-ci tombait de nouveau dans un abandon total sous Andronic, à telle enseigne que le gouvernement de Byzance se trouvait contraint de se remettre entièrement entre les mains des marchands génois, car il

n'était même plus capable de préserver ses sujets des nombreux corsaires qui infestaient les côtes de l'Egée. Un peu plus tard, précisément en raison de sa faiblesse sur mer, le gouvernement d'Andronic se trouva impliqué dans le conflit entre Venise et Gênes qui, depuis 1294, se vidait dans les eaux byzantines. Lorsque ce qui restait des États syriens fondés par les Croisés fut passé aux mains du sultan d'Egypte, ce qui compromettait gravement le commerce vénitien avec le Levant, les Vénitiens firent un gros effort pour enlever aux Génois le monopole des voies commerciales du Nord. En 1296, les Vénitiens incendiaient Galata, saccageaient Lemnos et obligeaient le gouvernement d'Andronic de rétablir leurs droits et de leur céder, par surcroît, quelques-unes encore des îles Cyclades.

A l'installation définitive sur le trône d'Andronic III le Jeune (1328-1341), la majeure partie des possessions asiatiques était déjà définitivement perdue. Seule, Nicée tenait encore. Les Turcs Osmanlis, auxquels Byzance avait affaire maintenant, déployaient dans leur mouvement vers l'Ouest encore plus de ténacité et d'esprit de suite que les autres tribus turques. Lorsqu'ils s'étaient assignés pour objectif une place forte grecque quelconque qu'ils n'étaient pas en mesure de prendre d'assaut, ils cherchaient à occuper une position avantageuse dans son voisinage, y construisaient un château-fort, isolaient petit à petit la place, en interrompaient le ravitaillement et l'acculaient à la capitulation. Les classes inférieures de la population ne vivaient pas plus mal sous la domination des Turcs que sous celle des petits despotes grecs. La tentative d'Andronic de sauver Nicée, où il ne put dépêcher que deux mille hommes de troupes régulières et 3.000 miliciens d'Asie Mineure mal armés, se termina par la défaite des Byzantins près Philokrène ¹. En 1330, Nicée capitulait et l'Asie Mineure devait être, peu après, définitivement perdue pour les Byzantins. Après avoir conquis la Bithynie, l'émir osmanli Orkhan soumit les émirs seldjoucides d'Asie Mineure et constitua un État militairement fort.

La colonie génoise de Galata avait, sous Andronic III, atteint une influence économique et politique considérable ; elle était devenue un État dans un État, et s'emparait de tout le commerce en mer Noire.

Lorsque Andronic III mourut en 1341, son fils aîné, Jean V, était à peine âgé de 11 ans. Une lutte s'engagea autour du trône de l'empereur enfant, lutte néfaste pour l'Empire déjà

¹ 1. Nos byzantinistes appellent cette rencontre la bataille de Maltépéou Pélékanon (v. M. Guiland). N. d. T.

fortement ébranlé. Pendant que l'on couronnait à Constantinople Jean V Paléologue, un aristocrate byzantin, Jean Cantacuzène, intrigant adroit et fertile en expédients, se proclamait empereur en Thrace. La noblesse provinciale lui donnait son adhésion. Les deux partis cherchèrent appui auprès des étrangers : des Serbes, des Bulgares, des Turcs surtout, qui profitèrent de l'occasion pour piller et ruiner le pays.

Les incessantes incursions ennemies, les guerres civiles, les exactions des fonctionnaires, l'oppression et l'exploitation des puissants préparaient l'explosion révolutionnaire des « pauvres ». Cette explosion fut accélérée par l'action de la noblesse même, qui avait provoqué une nouvelle guerre civile et soutenait opiniâtrément Cantacuzène.

Au ^{xiv}^e siècle, nous trouvons à Byzance la population divisée en trois classes : 1^o les possédants et les nobles, 2^o la classe moyenne (« οἱ μέσοι »), à laquelle appartenaient les marchands, les gros artisans, les petits propriétaires urbains et les personnes appartenant aux professions libérales, et 3^o les « pauvres », c'est-à-dire les petits cultivateurs, les parèques, les petits artisans, les marins, les compagnons. Il y avait encore de grosses fortunes à Byzance au ^{xiv}^e siècle, mais elles étaient possédées par quelques familles d'aristocrates, qui avaient la haute main sur toutes les fonctions administratives à la fois importantes et lucratives, ensuite par les gros négociants, le haut clergé et, surtout, les moines. Démétrius Cydonès affirme qu'au ^{xiv}^e siècle, à Thessalonique, quelques patriciens étaient en mesure d'entretenir toute la garnison de la ville.

La propriété immobilière des monastères continuait à croître grâce à l'excessive générosité des Paléologues et aux legs des particuliers. Dans les villes, il n'y avait pas un quartier où l'emplacement le plus en vue ne fût occupé par un monastère, avec d'énormes bâtisses, des chapelles, les habitations des moines, des boutiques. Les monastères se rendaient acquéreurs des meilleurs immeubles, jardins et boutiques. La classe moyenne (οἱ μέσοι) ne jouait pas de rôle important dans la vie sociale, quoique, au ^{xiv}^e siècle, elle comprît les petits propriétaires terriens qui étaient encore considérés comme « pauvres » au ^x^e siècle. La plèbe, les « pauvres », constituait la classe la plus nombreuse de la population. Au ^{xiv}^e siècle, les paysans appartenaient, dans leur presque totalité, à la catégorie des parèques, attachés à la glèbe et ayant un maître, mais il restait encore des paysans propriétaires libres, en nombre insignifiant. Les hommes libres, qui ne possédaient pas de

terres, étaient aussi considérés comme parèques. Alors que l'importance des puissants allait en croissant, la situation des producteurs directs, dont les terres étaient constamment dévastées par l'ennemi, s'aggravait toujours. A Thessalonique par exemple, sur laquelle nous sommes le mieux renseignés, le commerce et l'artisanat étaient devenus, au ^{xiv}^e siècle, le seul moyen d'existence. La culture et l'élevage du bétail dans la riche campagne qui environnait la ville ne rapportaient par contre rien, en raison de la fréquence tant des luttes intestines que des razzias ennemies. Il y avait un abîme entre les « puissants », riches et instruits, qui profitaient de tous les biens de la terre, et la population des campagnes qui se trouvait souvent sous la menace de mort par inanition, ainsi que la plèbe urbaine famélique. En 1322, le gouvernement n'avait pas été en mesure de percevoir les contributions dues par les campagnards, tellement ils avaient été dépouillés par les troupes d'Andronic II.

La guerre civile, provoquée par Cantacuzène, liée à l'invasion ennemie, paracheva la ruine générale. Les bâtiments agricoles, fermes, écuries, étables, granges, avaient été brûlés. Les récoltes avaient été réquisitionnées, les instruments aratoires volés et détruits. Les « pauvres » s'estimaient heureux d'avoir la vie sauve et d'avoir trouvé refuge dans les places fortes, mais là ils devaient endurer des privations inouïes. Si les « puissants » consentaient à secourir les pauvres, c'était en imposant une servitude totale. Si les cultivateurs avaient de temps à autre la bonne fortune d'une abondante récolte, elle servait à payer les dettes. Les tribunaux se prononçaient pour la noblesse. Les collecteurs d'impôts n'osaient pas déranger les « puissants » qui, à l'aide de divers artifices, cherchaient à se soustraire au fisc ; par contre, à l'égard des pauvres, ils se montraient impitoyables dans la perception des impôts « civils » et militaires ou des rentes dues aux possesseurs de la terre, Nicolas Cabasilas, peu suspect de sympathie pour les classes inférieures opprimées, nous conte d'une façon pittoresque comment les créanciers et les collecteurs d'impôts poursuivent partout un pauvre hère, le prennent à la gorge ou par la barbe et le traînent en prison, en le rouant de coups. Le clergé se joignait aux « puissants » et aux collecteurs d'impôts, en exigeant sa part.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la lutte pour le pouvoir entre Jean V et Cantacuzène se soit transformée en une lutte de classes entre les puissants et les pauvres.

Les masses populaires firent un effort désespéré pour s'af-

franchir du joug des exploiters et, par là, se sauver elles-mêmes tout en sauvant l'État. Le peuple, qui haïssait les « puissants », prit parti pour le gouvernement central ; dès 1342, la première année de la guerre civile, des séditions populaires éclataient dans les villes de province les plus importantes, Andrinople, Héraclès, Thessalonique.

Au début de la guerre civile, Cantacuzène avait adressé des appels aux villes, les invitant à le soutenir dans sa lutte pour le trône. A Andrinople, la noblesse avait réservé un accueil enthousiaste à ses envoyés. Lorsque quelques plébéiens hardis avaient osé intervenir contre Cantacuzène au cours d'une réunion publique, les puissants avaient ordonné de leur infliger la peine de la flagellation ¹.

Cela avait suffi pour provoquer une révolte des pauvres. Les représentants de la noblesse furent jetés en prison, leurs biens confisqués. Les pauvres prirent l'administration de la ville en mains. L'exemple d'Andrinople fut suivi partout. Dans toutes les villes et les contrées on destituait les « puissants », on les arrêtait et on les expédiait à Constantinople, à la disposition du gouvernement central.

Les manifestations des masses populaires surprirent l'aristocratie, habituée qu'elle était à mépriser le peuple et à le considérer comme une masse servile obéissante. Ni la noblesse ni ses idéologues n'avaient vu dans ce mouvement autre chose qu'« une folie et un malheur inouïs, envoyés par Dieu pour éprouver les croyants ».

Dans ses mémoires, Cantacuzène tente de discréditer le mouvement populaire, en essayant de l'expliquer par le désir des « pauvres » de dépouiller les « puissants ». Mais les événements qui se déroulèrent à Thessalonique consécutivement à la guerre civile font justice de cette calomnie.

Malgré les malheurs qui l'avaient assaillie, Thessalonique était encore, au ^{xiv}^e siècle, une ville à population nombreuse — à l'échelle du Moyen Âge — qui comptait une quarantaine de mille habitants, dont le trafic était animé et la production artisanale développée. La ville était, comme apparavant, le port et le marché de toute la Macédoine. C'était là qu'on entreposait les marchandises de Macédoine, de Serbie, de Bulgarie. Elle comptait de nombreuses corporations de commerçants et d'artisans, d'armateurs et de marins. On concluait des affaires même dans les Églises, au grand scandale du clergé orthodoxe.

La population de Thessalonique avait pris partie contre

1. O. TAFRALI, *Thessalonique au XIV^e siècle*, p. 225.

Cantacuzène et la noblesse avec autant d'énergie qu'Andrinople. Mais ici ce mouvement n'était pas sporadique : il était dirigé et canalisé par le parti des zélotes. Nous ne nous rendons pas bien compte des origines ni du programme du parti, car tout ce que nous en savons nous vient de ses pires ennemis. Mais le peu que nous en sachions parle assez clairement de sa tendance sociale. Les zélotes étaient les représentants des pauvres, des hommes du peuple. Grégoras (Nicéphore) les qualifie de « ramassis », avec une nuance de mépris. A l'en croire, « leur régime... n'était ni aristocratique... ni démocratique. C'était une sorte d'ochlocratie étrange. Certaines gens audacieux, s'étant réunis en un groupe propre et érigé en autorité, persécutaient là-bas tout le monde, captant par des menées démagogiques le peuple de la ville. » Selon Grégoras, leur programme consistait à ... « enlevant le bien des riches... ordonnant aux autres de n'obéir à aucun des chefs du dehors, et de considérer comme règle et loi ce que bon semblait à eux-mêmes » ¹. Les recherches de Tafrali ont fait justice des affirmations calomnieuses de Grégoras, selon lesquelles les zélotes n'étaient que des démagogues désireux de s'enrichir aux dépens des possédants. En réalité, ils luttaient pour la liberté et l'indépendance de leur cité, estimant que seule la victoire sur la noblesse permettrait d'assurer le bien-être de leur propre cité et de tout l'Empire. Ils combattaient la noblesse comme les pires ennemis du peuple. Ils procédaient à la confiscation des biens des riches et des revenus des monastères, pour venir en aide aux pauvres de la ville et de la campagne, ruinés par les guerres incessantes et les extorsions des « puissants », pour entretenir la milice populaire, qui défendait la ville contre les ennemis extérieurs. Tafrali est certainement dans le vrai lorsqu'il affirme que le programme des Zélotes à Thessalonique s'élaborait sous l'influence du contact étroit et ininterrompu avec les citoyens des républiques italiennes, de Gênes en particulier, où une partie des marchands, profitant du mécontentement causé par les impôts excessifs dans les masses populaires, avait en 1339 provoqué une révolution, en renversant le pouvoir de l'oligarchie patricienne.

Les événements de Gênes, dont les habitants étaient en contact constant avec les Thessaloniquistes, furent rapidement connus à Byzance également. En surestimant l'esprit démocratique des républiques italiennes, les Zélotes supposaient que l'épanouissement de ces républiques, le développement de leur commerce et de leur industrie, l'accroissement

1. O. TAFRALI, *Thessalonique au XIV^e siècle*, p. 259.

de leur puissance économique et politique étaient fonction de la victoire du régime républicain libre, de l'élimination de l'aristocratie des leviers de commande et de la limitation des droits du clergé. Le mouvement des Zélotes avait été indubitablement inspiré par l'expérience des villes italiennes, et leur programme était celui des « *popolari* » italiens.

Cependant que le peuple de Thessalonique était résolument hostile à Cantacuzène, le gouverneur de Thessalonique, Synadène, ami du nouveau prétendant au trône, intriguait en sa faveur, de concert avec les « puissants » locaux. C'est alors que les Zélotes se révoltèrent, la sédition étant dirigée contre tous les riches et les nobles sans distinction (début en 1342) ¹.

Synadène et la majeure partie des « puissants » s'enfuirent. Ceux qui restaient cherchèrent refuge dans les églises et se cachèrent où ils pouvaient. Les Zélotes retinrent le peuple de toutes voies de fait, mais les demeures des puissants, y compris celle de Synadène, furent saccagées. L'administration fut assurée par le pouvoir populaire des Zélotes, reconnu par le gouvernement central. « De pauvres hommes, inconnus auparavant, s'avancèrent au premier rang », écrivait Cantacuzène. Les autres villes de Macédoine imitèrent l'exemple de Thessalonique.

Le ressentiment des masses populaires contre Cantacuzène était tellement violent et sa situation tellement critique à un moment donné, que les puissants, qui avaient fui dans son camp, décidaient de rentrer à Thessalonique. On en aurait vite terminé avec Cantacuzène, si les Serbes et les Turcs, qu'il avait appelés à son secours, ne l'avaient sauvé. Au début de 1343, il recevait en renfort un corps de troupes mercenaires amené par Jean Ange, son parent, gouverneur à vie de la Thessalie. La femme de Cantacuzène, Irène, assiégée par les troupes gouvernementales à Didymotique, appelait à l'aide les Bulgares. Le kral (roi) de Serbie, Etienne Douchan, appelé par Cantacuzène, occupait la majeure partie de la Macédoine. Cet imbroglio devait avoir pour conséquence une prolongation de la guerre civile.

Fort de l'appui des Serbes, Cantacuzène s'approcha, en 1343, de Thessalonique, comptant pouvoir s'en emparer. Mais ses calculs furent déjoués. Les Zélotes prévenaient toutes tentatives de trahison et châtiaient sévèrement les aristocrates convaincus de collusion avec Cantacuzène. Lorsqu'une escadre du gouvernement central apparut devant Thessalonique, Cantacuzène appela à l'aide les troupes turques d'Omour-bey

1. KANTACUZENOS, *Historial*, III, 38, 23.

(émir d'Aidin). Les Turcs dévastèrent cruellement le pays, emmenant prisonniers de nombreux hommes et femmes, qu'ils vendirent sur les marchés d'esclaves de Smyrne et de Brousse.

La population de la ville assiégée subissait de grandes souffrances. De nombreux citoyens étaient complètement ruinés par suite des dévastations opérées par les Turcs dans les environs de la ville. La situation des paysans, réfugiés en ville avec leurs familles et leur bétail, était particulièrement pénible. Le bétail qui avait été amené en ville, périssait par suite du manque de fourrage ; les cadavres des animaux infestaient l'air, provoquant des épidémies.

Les Zélotes, néanmoins, tenaient courageusement tête aux assaillants. La ville était bien défendue par sa garnison et des citoyens armés ; elle rejetait catégoriquement toutes les offres de reddition, quoique Omour-bey proposât de rendre les prisonniers en échange.

Cependant, grâce à l'aide des Serbes et des Turcs, la balance penchait petit à petit en faveur de Cantacuzène. Etienne Douchan avait occupé toute la Macédoine, à l'exception de Thessalonique. En Thrace, transformée en désert, sévissaient les Turcs, alliés de Cantacuzène, qui s'emparaient des sujets byzantins par milliers et les vendaient en esclavage.

Enhardie par les succès de Cantacuzène, la noblesse de Thessalonique estima en 1345 le moment opportun pour renverser le régime démocratique des Zélotes. La ville était, à ce moment-là, administrée par deux gouverneurs (« archontes ») : Jean Apocaucos, représentant le gouvernement central, et Michel Paléologue, chef des Zélotes. En réalité, toute la masse des Zélotes était maîtresse de la ville. Comme il fallait s'y attendre, le régime démocratique des Zélotes pesait au représentant du gouvernement de Constantinople, qui employait, en secret, tous les moyens pour le décomposer et le renverser. Bientôt, un accord étroit s'établissait entre lui et la noblesse locale. Le chef des Zélotes tombait trahieusement assassiné. D'autres Zélotes étaient jetés en prison, déportés dans diverses villes ou expulsés.

Enfin, Apocaucos jetait le masque : il convoquait une assemblée, composée des habitants les plus riches ainsi que des représentants de la garnison, et faisait adopter une motion en faveur de la reddition de la ville à Cantacuzène. Mais cette action trahisse rencontra une opposition décisive de la part de la corporation des marins, aussi importante numériquement qu'influente. Les marins libérèrent les Zélotes enfermés, qui organisèrent aussitôt la résistance contre la noblesse de la

ville. La garnison passa aux Zélotes. Cent « puissants », à commencer par Apocaucos, furent massacrés dans l'Acropole. La foule se dispersa ensuite dans toute la ville à la recherche des « puissants », dont elle fit une hécatombe. Seul un nombre insignifiant réussit à se soustraire à la fureur populaire. Cantacuzène ne trouve pas de termes d'horreur et de révolte suffisants pour décrire les châtiments infligés à ses exploiters par la plèbe thessaloniquiste, mais il tait ce que la population de Thessalonique avait souffert de la guerre civile qu'il avait allumée, de ses alliés les Turcs, et des provocations incessantes des aristocrates.

La victoire des Zélotes thessaloniquistes en 1345 ne signifiait pas, néanmoins, la fin de la guerre civile. La lutte dura encore deux ans, jusqu'à ce que le gouvernement de Constantinople se fût, enfin, réconcilié avec Cantacuzène et lui eût, en fait, cédé les rares contrées encore restées en son pouvoir. Cependant, même après cette réconciliation, les Zélotes ne modifièrent pas leur attitude hostile envers Cantacuzène. Ils refusaient de reconnaître le gouvernement de Constantinople. Entre 1347 et 1349, au dire de Cantacuzène même, Thessalonique était administrée comme une république authentique¹. Les ordres écrits émanant de Jean V² étaient démonstrativement brûlés. Mais la ville n'entendait pas, apparemment, se détacher de l'Empire et conservait son ancien gouvernement avec, à sa tête, deux archontes : le protosébaste Alexis Métochite et André Paléologue, chef des Zélotes. A vrai dire, Métochite n'exerçait aucun pouvoir effectif, qui appartenait aux Zélotes, au point que l'archevêque, envoyé par Constantinople, ne fut pas admis dans la ville et dut s'en retourner.

Les Zélotes réussirent à réaliser une partie de leur programme : la confiscation des biens des riches et des revenus des propriétés ecclésiastiques. Elle servit à l'entretien des milices populaires, à la reconstruction des fortifications à moitié démolies, à l'aide aux pauvres, ruinés par la guerre civile, les invasions turques et serbes. Lorsqu'on reprochait aux Zélotes qu'ils contrevenaient aux lois, en attendant aux biens monastiques et aux propriétés ecclésiastiques, ils se justifiaient en affirmant que le bien du peuple est la loi suprême et que l'on peut modifier les lois, quand elles ne répondent plus à l'état des choses existant et si le bien du peuple l'exige³ (*Salus populi suprema lex esto*).

1. KANTACUZENOS, *ibid.*, IV, 16, p. 108.

2. Il s'agit sans doute de Jean VI Cantacuzène, et non de Jean V Paléologue. N. d. T.

3. O. TAFFRALI, *op. cit.*, p. 265.

Cependant, l'originale république qui s'était constituée à Thessalonique ne devait pas durer longtemps. Après le triomphe de Cantacuzène, les Zélotes se trouvèrent entourés de toute part d'ennemis et n'avaient plus un seul allié. La noblesse et le monachisme, ce dernier touché dans ses intérêts et exerçant une forte influence sur les masses, leur avaient voué une haine implacable. Le sourd travail de sape qui s'opérait à l'intérieur même de Thessalonique leur aliénait progressivement l'appui des masses. Métochite réussit à obtenir le bannissement, pour des raisons inconnues, d'André Paléologue, le chef des Zélotes et de la corporation des marins ; les demeures de Paléologue et des marins furent saccagées. Voyant que les puissants relevaient la tête, les Zélotes, encore nombreux, commencèrent à s'agiter en faveur de la reddition de la ville au Kral de Serbie, Etienne Douchan. Sans doute la crainte de perdre la cité la plus importante après la capitale incita-t-elle les deux empereurs — Jean V (et Jean VI) Cantacuzène — à se rendre à Thessalonique. Au cours de l'assemblée populaire, Cantacuzène se défendit contre les accusations des Zélotes et chercha, par tous les moyens, à les représenter comme une bande constituée spécialement pour dépouiller les riches, et comme un instrument des Serbes. Cantacuzène réussit à obtenir que les chefs des Zélotes soient emprisonnés ou envoyés à Constantinople. Vu la décomposition avancée de l'Empire de Byzance, la tentative de formation sur son territoire d'une république marchande sur le modèle des villes-républiques italiennes était vouée à l'insuccès. Aussi ceux des éléments de l'Empire qui, peu nombreux mais dynamiques, avaient lié leurs espoirs de renaissance de Byzance au mouvement thessaloniquiste, durent-ils renoncer désormais à toute activité politique.

A la fin de la guerre civile, qui avait duré six ans, Byzance, où régnaient deux empereurs, n'était plus que l'ombre de l'ancien Empire de Byzance. Elle n'était plus composée que de Constantinople, d'Andrinople, de Thessalonique et de la province byzantine du Péloponèse. Le commerce de la mer Noire était définitivement passé aux Génois. Conscient du danger qui menaçait Byzance du côté de Galata, Jean Cantacuzène rénova la marine de guerre. Les Génois, que cette initiative inquiétait, s'y opposèrent par la force. Ils détruisirent l'escadre qui venait d'être achevée, s'emparèrent de certaines unités et narguèrent les Byzantins en promenant les navires qu'ils avaient pris et qu'ils avaient parés pour la circonstance, devant le palais impérial même.

Les Byzantins d'ailleurs ne méritaient pas un meilleur traitement. La décomposition de l'État, dont ils pouvaient suivre la progression, ne les avait pas assagis et n'avait pas empêché de nouvelles discordes intestines d'éclater.

En 1354, Jean (V) Paléologue, devenu majeur, voulut se débarrasser du coempereur Jean (VI) Cantacuzène.

La guerre civile s'alluma de nouveau, et Cantacuzène ne tarda pas à y entraîner les Turcs. L'aide turque, il est vrai, ne sauva plus Cantacuzène. Constantinople passa aux mains de son adversaire, il fut appréhendé et dut prendre l'habit monastique. Seuls les Turcs furent gagnants, qui profitèrent de cette querelle inepte pour s'installer à demeure dans la presque île de Gallipoli. C'était la première possession ottomane en Europe. A la mort d'Orkhan, Mourad I^{er}, utilisant Gallipoli comme base de départ, procède à l'agrandissement du territoire turc aux dépens des débris des possessions byzantines. Jean V n'était pas pire que ses prédécesseurs, mais ne pouvait plus disposer que de ressources insignifiantes. Il fallut aux Turcs deux ans pour lui enlever la Thrace entière. Après s'être emparé d'Andrinople, Mourad menaçait Thessalonique. La bataille pour Andrinople avait été pour Byzance le coup de grâce, en la privant de sa dernière province. Maintenant, le pouvoir de l'empereur ne s'étendait plus que sur la circonscription de Thessalonique et sur le Péloponèse. Ses dernières conquêtes plaçaient Mourad face à face avec la Serbie et la Bulgarie, affaiblies par des luttes intestines. En 1389, la bataille de Kossovo-Polie devait mettre fin à l'existence de la Serbie comme État indépendant, et, quatre ans après, les Turcs s'emparaient de Tirnovo, la capitale de la Bulgarie. L'empereur de Byzance devenait un pitoyable vassal du sultan turc. Jean V, successeur d'un Justinien et d'un Basile le Bulgaroctone, en était réduit à aider les Turcs à s'emparer de la ville grecque de Philadelphie en Asie Mineure, coupée depuis longtemps de Constantinople par les Turcs, mais qui avait encore conservé son indépendance.

Les dernières soixante-quinze années de l'histoire de Byzance offrent principalement un intérêt local, et ne représentent guère d'intérêt au point de vue de l'histoire de l'Europe. Au fond, l'histoire de cet État, jadis très puissant, s'était achevée par l'échec du mouvement des Zélotes au xiv^e siècle et par les conquêtes de Mourad. Il est douteux que l'Histoire de l'Europe se fût sensiblement modifiée si les Turcs s'étaient emparés de Constantinople dès 1379 au lieu de 1453.

Après s'être établis dans la péninsule balkanique, les Turcs

élargirent leurs conquêtes avec une grande célérité. Sous Bajazet (1389-1402), les possessions directes des Osmanlis s'étendaient de l'Égée au Danube. Elles comprenaient toute la Bulgarie, la Macédoine, à l'exclusion de la Chalcidique et des abords immédiats de Constantinople ; la Serbie et la Valachie dépendaient désormais des Turcs au même titre que ce qui restait de l'Empire. La population de Constantinople, appauvrie, désunie, démoralisée par des centaines de monastères et des foules de moines parasites, ne pouvait qu'attendre passivement le règlement de son sort, n'étant déjà plus en mesure d'agir, de quelque manière que ce soit, sur les événements.

Après le règne de Jean V, long et pitoyable, son successeur, Manuel II, ne put que suivre passivement les événements, comme l'avait fait son père. Pendant son règne il y eut, cependant, un moment où l'affranchissement du joug des Turcs eût pu paraître possible, voire même probable, si Byzance avait encore été en mesure de manifester tant soit peu d'activité et si les classes dirigeantes de l'Europe Occidentale avaient réitéré leur effort d'intervention dans le Proche Orient. En 1402, l'Asie Mineure subissait l'invasion dévastatrice des Mongols sous le commandement de Tamerlan (Timour-Lenk). Le sultan Bajazet subissait une effroyable défaite à Angora (Ankara) et mourait peu après en captivité. Son armée était anéantie. Les Mongols occupaient Brousse, la capitale ottomane en Asie Mineure, et rétablissaient dans leurs domaines les émirs seldjoucides qui en avaient été chassés par Bajazet. Ses fils se firent une longue guerre entre eux pour l'héritage paternel. Par des négociations, profitant des discordes internes turques, Manuel réussit à obtenir la restitution à Byzance de Thessalonique, des régions riveraines du Strymon, des côtes de Thessalie et de celles de la mer Noire, du Bosphore à Varna. Mais les troubles turcs devaient cesser en 1421, lorsque Mahomet I eut triomphé de ses rivaux et réuni sous son autorité tout l'État turc, et en 1422 son successeur Mourad II reprenait à Manuel presque toutes ses acquisitions. Malgré les efforts du successeur de Manuel, Jean VIII (1425-1448), pour entretenir des rapports de bon voisinage avec les Turcs, ceux-ci décidaient de lui reprendre Thessalonique. Alors le frère de l'empereur, Andronic, gouverneur de Thessalonique, vendit aux Vénitiens ses droits sur la ville pour cinquante mille ducats.

Le sultan assiégea Thessalonique, en chassa les Vénitiens et la rattacha à l'État ottoman (1430). Jean Paléologue

tentait du dernier moyen de salut, en soulevant la question de l'union de l'Église Orientale avec l'Occidentale, comptant obtenir par ce sacrifice l'aide de l'Europe Occidentale contre les Turcs.

Des pourparlers au sujet de l'union des Églises avaient eu lieu encore du temps de Michel Paléologue, à la fin du ^{xiii}^e siècle, lorsque Byzance était menacée par Charles d'Anjou, qui s'était emparé de l'Italie Méridionale et avait hérité, avec l'ex-État des Normands, de leurs plans de conquêtes. Au concile de Lyon, en 1274, les envoyés de l'empereur avaient, au nom de Michel Paléologue, solennellement proclamé l'union entre les deux Églises. Michel avait alors rencontré une opposition acharnée de la part de son clergé, mais la défaite de Charles d'Anjou, dans sa lutte contre la maison d'Aragon, rendait l'aide de l'Occident superflue. L'idée de l'union n'avait pas disparu pour autant. Elle était devenue la question à l'ordre du jour et le plus grand atout dans la politique de Byzance. L'aide de l'Europe Occidentale devenait indispensable dès lors qu'était apparue la menace turque. En 1438, Jean VIII se rendit personnellement en Italie, accompagné du patriarche de Constantinople et des évêques. Au concile de Florence, en 1439, l'union des Églises fut conclue et les Grecs reconnaissaient la suprématie du pape. Mais les hommes d'État byzantins surestimaient la puissance et l'influence des papes du ^{xv}^e siècle, lorsqu'ils espéraient que la parole du Pontife romain armerait l'Europe Occidentale contre les Turcs. Tout ce que Jean put obtenir directement du pape pour sa soumission, ce fut une certaine somme d'argent et un détachement de trois cents mercenaires. On ne saurait dire que la Croisade prêchée par le pape n'ait eu aucune conséquence. Mais on était loin des levées en masses de tout l'Occident. Les contingents principaux de la Croisade étaient maintenant fournis essentiellement par les Hongrois, auxquels s'étaient joints des détachements de chevaliers français, allemands et polonais. Ces Croisades ne pouvaient améliorer la situation de Byzance.

La campagne de Sigismond de Hongrie, en 1396, s'était terminée par un échec cuisant. En 1439, après la proclamation de l'union des deux Églises, le pape fit prêcher la Croisade contre les « infidèles ». Mais seuls les voisins immédiats des Turcs, Hongrois et Polonais, y prirent une part active. Après des premiers succès, les chevaliers polonais et hongrois subirent une effroyable défaite sous Varna (1444). Cette catastrophe obligea la Hongrie à renoncer à l'offensive et à passer à la défense de ses propres possessions.

A Constantinople même, l'union avait provoqué des troubles bruyants parmi le peuple, excité par les moines fanatiques. La plupart de ses sujets se détachèrent de Jean. Nombreux furent ceux qui cessèrent de se rendre à Sainte-Sophie, profanée « par la célébration de la messe selon le rite romain ». L'opinion de la majorité se trouva exprimée par l'un des chefs du parti orthodoxe, le grand duc (commandant la flotte) Lucas Notaras, qui s'écria : « J'aimerais mieux voir en pleine ville le turban des Turcs que la mitre des Latins ! »

Gênes et Venise avaient intérêt à soutenir Byzance à l'agonie. Ni l'une ni l'autre ne pouvaient souhaiter voir Constantinople conquise par les Osmanlis. Mais ces républiques étaient en constante rivalité. Dans le commerce oriental, elles étaient en concurrence aiguë. Elles ne pouvaient s'unir pour lutter contre les Turcs. Au contraire, il suffisait que l'une d'elles armât contre les Turcs pour que l'autre se rangeât à leurs côtés.

Jean VIII mourait en 1448, le sultan Mourad en 1451. Le premier eut pour successeur son frère Constantin (XI Dragasès), le second, Mahomet II, surnommé le Conquérant (Mehmed II Fatih).

Comme son frère, Constantin chercha le salut dans l'union avec Rome ; aussi dut-il lutter contre la suspicion et la malveillance de la plupart de ses sujets. Mahomet avait fait de la conquête de Constantinople son rêve le plus cher en même temps que le but final de sa politique. Après en avoir terminé avec les Seldjoucides qui s'étaient insurgés au début de son règne, il fit bâtir un château fort dans la passe la plus étroite du Bosphore, afin qu'aucune voile ne pût passer de la mer Noire à Constantinople sans son consentement. A partir de l'automne 1452, la ville fut soumise au blocus. Le sultan préparait une nombreuse artillerie pour l'assiéger et armait des escadres dans les ports d'Asie Mineure. Le siège devant commencer au printemps 1453, Constantin passa l'hiver à s'approvisionner, à réparer les fortifications, à créer une artillerie, plus modeste que celle des Turcs. En même temps, il adressait des appels désespérés au pape et aux villes marchandes italiennes. Le pape Nicolas V ne put envoyer à Constantinople, avec son légat, qu'une certaine somme d'argent et quelques centaines d'hommes ; Venise et Gênes pouvaient faire bien davantage, mais elles sous-estimaient le péril qui menaçait Constantinople. De Gênes, on envoya Giustiniani avec deux galères et quelques centaines d'hommes. Venise fit encore moins ; elle chargea son représentant d'armer les Vénitiens

résidant à Constantinople et capables de porter les armes. Le nombre des Latins mercenaires et citoyens en armes, atteignait à peine 3.000 hommes. Constantinople comptait, de plus, 30 à 35.000 hommes capables de porter les armes. Constantin espérait pouvoir procéder à une mobilisation générale mais, lorsque commença le siège, seuls quelque 5.000 Grecs avaient répondu à l'appel. Ainsi, seule une faible partie des citoyens mobilisables s'était décidée à défendre sa cité. Les dons en argent rentraient aussi difficilement. Lorsque l'empereur chercha à emprunter aux richards pour les besoins de la défense, nombreux furent ceux qui préférèrent enfouir leur magot plutôt que de répondre à l'appel de l'empereur.

C'est en avril 1453 que commença, à proprement parler, le siège de la ville ; mené par terre et par mer, il était soutenu par une puissante artillerie. Constantinople put tenir deux mois, ce qui s'explique par la puissance de ses murailles et, surtout, par sa situation géographique avantageuse. La Corne d'Or était barrée par une chaîne massive qui empêchait les Turcs de passer. Mahomet s'était rendu compte que tant que les Grecs resteraient maîtres du port, le blocus ne serait pas complet, et Constantinople serait en mesure de recevoir des renforts par mer. Aussi, dans la première période du siège, l'effort principal des Turcs porta-t-il sur la Corne d'Or. Comme l'entrée du port était barrée par une chaîne, le sultan fit transporter ses bateaux par terre derrière Galata et put ainsi prendre la défense à revers.

Le principal objectif, cependant, tant de l'attaque que de la défense, était constitué par la partie occidentale de la ville, face au continent, où courait une double rangée de murailles flanquées de tours.

L'artillerie turque, quoique très imparfaite, fit de grosses brèches dans les murs et la « Porte de Saint-Romain » (ou « porte du Canon ») fut complètement démolie.

Le 29 mai 1453 sonna le glas de Byzance. Après plusieurs assauts infructueux, les troupes d'élite turques, les janissaires, réussissaient à faire irruption dans la ville par les brèches ouvertes. Le dernier empereur de Byzance périt au cours d'un combat acharné. Des foules de gens, qui se pressaient dans les églises, furent emmenées en captivité. Les Turcs cherchaient à s'emparer de ceux qui pouvaient payer une forte rançon.

Cinq ans après, Mahomet arracha Athènes aux Francs. Puis, toute la Grèce et le Péloponèse lui étaient soumis. Au bout de trois années encore (en 1461), la lointaine Trébizonde,

capitale d'un empire indépendant, passait aux mains des Turcs. Presque simultanément, ils s'emparaient de ce qui restait du despotat d'Épire.

BIBLIOGRAPHIE

1. E. PEARS, *The Destruction of the Greek Empire and the story of the capture of Constantinople by the Turks*, London, 1903.
2. O. TAFRALI, *Thessalonique au XIV^e siècle*.
3. F. I. OUSPENSKI, *Etudes sur l'histoire de la civilisation byzantine* (en russe).
4. VASSILIEV, *La chute de Byzance* (en russe).
5. Ch. DIEHL, *L'Empire byzantin sous les Paléologues. Etudes Byzantines*, Paris, 1926.
6. GUILLOT, *Essai sur Nicéphore Grégoras*, Paris, 1927.
7. C. CHAPMAN, *Michel Paléologue, restaurateur de l'Empire byzantin*, Paris, 1926.
8. PARISOT, *Cantacuzène, homme d'État et historien*, Paris, 1845.
9. BERGER DE XIVREY, *Mémoire sur la vie et les ouvrages de l'empereur Manuel Paléologue* (Mémoires de l'Institut de France. Ac. des I. et B.-L., XIX, 2, 1853).
10. GREGOROVIVS, *Histoire de la ville d'Athènes au Moyen Age*.

CONCLUSION

Grâce à la supériorité de sa civilisation, Byzance avait, pendant des siècles, exploité les pays voisins. Elle disposait d'importantes richesses naturelles, sa population était laborieuse. Géographiquement, elle était placée d'une manière très avantageuse. Les habiles artisans de ses cités, les paysans d'Anatolie, de Thrace et de Macédoine constituaient une réserve de force et d'énergie qui avait longtemps semblé inépuisable.

Néanmoins, les contradictions inextricables du système social byzantin, qui conservait une forte survivance d'esclavage et la forme d'un ancien état esclavagiste alors même que se développaient des relations féodales de servage, avaient progressivement contribué au dépérissement et à la perte de cet organisme vivace.

Nulle part ailleurs dans l'Europe médiévale, les masses laborieuses n'avaient souffert d'une aussi lourde oppression de la part d'une double bureaucratie, laïque, c'est-à-dire de l'administration civile proliférante, et ecclésiastique, d'un monachisme non moins nombreux. Aucun pays médiéval n'avait connu tant de fonctionnaires que Byzance, ce qui plus est, de fonctionnaires irresponsables, qui constituaient comme une caste à part, placée au-dessus d'une population totalement livrée à son arbitraire.

Il n'est pas surprenant qu'en raison de cette pléthore de parasites, le faix des impôts qui pesait sur les masses laborieuses leur fût insupportable. L'armée et la diplomatie, un appareil administratif compliqué et coûteux, le faste de la cour, les subventions aux barbares, les prébendes à la plèbe constantinopolitaine, ce complexe traditionnel de l'ancienne magnificence, indispensable à l'empereur pour maintenir le prestige du pouvoir aux yeux des étrangers comme de ses propres sujets, coûtait aussi fort cher. Aucun gouvernement ne tenait le peuple en une telle tutelle que Byzance, qui étouffait toute velléité d'activité propre et posait mille obstacles au développement des forces productrices.

L'union intime de l'autocratie et de l'orthodoxie se manifestait à Byzance d'une manière particulièrement éclatante, ce qui constituait, à son tour, une des particularités du régime. Ce n'est pas en vain que Marx appelle Byzance « le centre d'une monarchie théocratique ».

A Constantinople, ainsi d'ailleurs que dans les autres villes de l'Empire, foisonnaient les monastères, les moines qui agissaient sur le peuple par les icones « miraculeuses », les reliques et d'autres objets de vénération religieuse.

Mais les religieux byzantins, qui prêchaient l'abstinence et le mépris des biens terrestres aux masses accumulaient par tous les moyens, bons ou mauvais, une quantité énorme de terres et d'autres richesses. Les représentants de la classe dirigeante byzantine les plus clairvoyants se rendaient compte de cette situation, ainsi qu'en témoigne l'époque des iconoclastes, mais ils n'étaient pas en mesure d'y apporter un remède durable. Les conséquences néfastes de la prolifération excessive du monachisme parasitique à Byzance avaient été saisies par Pierre I^{er}, tsar de Russie, qui disait avec raison : « Sur le seul canal de la mer Noire à Tsargrad (Constantinople en russe) il n'y avait pas moins de 300 monastères ; c'est pourquoi, lorsque les Turcs s'approchèrent de Tsargrad, on ne put trouver plus de 6.000 combattants. »

« Un gouvernement asiatique, dit Lénine, a besoin d'un appui, qu'il trouve dans la grande propriété asiatique et le système servile de « la distribution des propriétés sous forme de fiefs »¹. Ainsi en allait-il également à Byzance. Le paysannat libre qui s'était développé au cours des VII^e-VIII^e siècles, avait perdu la majeure partie de ses terres vers la fin du XI^e siècle ; en perdant les terres, les paysans perdaient la liberté, devenant parèques dépendants. Mais, avec la disparition du paysannat libre tarissait la source qui, pour employer les termes mêmes d'une novelle de Romain Lécapène, « fournit aux besoins de l'État, qui paie les impôts, qui subvient aux charges militaires »¹. Le potentiel militaire baissait rapidement, les ressources du trésor byzantin s'amenuisaient, les contradictions de classes s'envenimaient toujours davantage. Nous ne devons pas surestimer le degré de conscience des masses laborieuses, dispersées, étouffées, enserrées dans un réseau de superstitions, pleines de foi en les souverains et les papes. Néanmoins, les masses opprimées s'étaient soulevées maintes fois pour secouer le joug des exploiters. On peut avancer que nulle part en Europe, au haut Moyen Âge, les

1. ZACHARIAE, *op. cit.*, t. III, p. 247.

contradictions de classes n'avaient atteint une telle acuité qu'à Byzance, dont la capitale était à cette époque, suivant Marx «... le principal centre du luxe et de la misère dans tout l'Orient et l'Occident ». Ce n'est pas le fait du hasard si c'est de Byzance que s'est propagée l'hérésie qui y était connue comme hérésie des bogomiles, alors qu'en Occident elle l'était comme celle des cathares (nos albigeois). Comme on sait, c'est à Byzance que résidait au ^{xiii}^e siècle le grand chef des cathares en Europe. Mais les paysans byzantins n'étaient cependant pas en mesure de s'affranchir du joug. Leurs manifestations revêtaient invariablement un caractère sporadique et local, sans attaches ni guides dans les villes. Quant au gouvernement byzantin, composé de nobles et de riches, que ce soit sous les Commènes ou les Paléologues, il se montrait totalement incapable de concilier ou même d'atténuer les contradictions internes. L'aggravation de ces contradictions eut pour conséquence inévitable toute une série de désastreuses défaites économiques et politiques de Byzance dans ses compétitions et ses luttes avec les peuples voisins, à commencer par la bataille de Mantzikert (1071), qui entraîna la perte de l'Asie Mineure, et à terminer par la prise de Constantinople par les Turcs, qui mit fin à l'agonie prolongée de Byzance.

Après le sac de Constantinople par les Croisés, qui porta un coup fatal à Byzance sur son déclin, l'Empire restauré des Paléologues se révéla, comme nous l'avons vu plus haut, atteint de langueur et manquant de vitalité. Cet empire allait céder, l'un après l'autre, ses territoires aux Osmanlis jusqu'à en être, finalement, réduit à Constantinople et ses environs immédiats.

Il semblait ne devoir y avoir ni place, ni temps, ni conditions favorables à une vie intellectuelle de quelque ampleur dans la Byzance des ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles, déchirée par d'incessantes luttes intestines et souffrant d'invasions étrangères. Cependant, malgré cette ambiance défavorable, elle continuait, comme par le passé, à jouer son rôle de centre de rayonnement intellectuel. Comme dans des temps meilleurs, les écoles de Constantinople attiraient la jeunesse non seulement des pays de langue grecque, mais aussi de l'Orient chrétien et même d'Italie, où s'éveillait le mouvement humaniste. La production littéraire de l'époque ne le cède en rien à la précédente, sinon par sa teneur et sa profondeur, du moins par la diversité et l'abondance. Les philosophes, avec l'illustre Gémistos Pléthon à leur tête, commentaient, comme par le

passé, Aristote et Platon. Les rhéteurs et les philologues qui étudiaient les meilleures œuvres de l'antiquité classique, continuaient à attirer de nombreux élèves. Une série d'historiens allait décrire, dans ses ouvrages, les deux derniers siècles de l'Empire. La poésie reflorissait. Enfin, les arts se développaient à leur tour et allaient laisser quelques monuments de grande valeur.

Encore plus que par le passé, les belles-lettres prenaient un caractère encyclopédique. Les rhéteurs et les philosophes byzantins s'essayaient dans les branches les plus variées de la littérature. Davantage encore qu'au temps des Commènes, se creusait le fossé entre le grec parlé ou populaire et la langue savante, artificielle, prétendument « attique », qui occupe une place très importante dans la littérature des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. La littérature de l'ultime période de l'existence de Byzance est encore plus fortement teintée d'aristocratie que pendant l'époque précédente. Elle est parfois représentée par les empereurs mêmes, tel *Michel Paléologue* qui composa, parmi d'autres ouvrages littéraires, une curieuse *autobiographie* découverte dans les trésors manuscrits de la Bibliothèque Synodale de Moscou, ou bien *Manuel II*, qui a laissé un riche héritage littéraire, dont une partie seulement a été publiée à ce jour.

Au nombre des écrivains connus, il y a lieu d'ajouter aussi le rival de Jean V, *Jean VI Cantacuzène*, lequel a, par son activité, grandement contribué à la chute de Byzance. Son ouvrage le plus connu est l'*Histoire* en quatre livres, dans lesquels il conte l'histoire de Byzance de 1320 à 1355. L'ouvrage de Cantacuzène est remarquable par sa forme mais, quant au fond, il a été justement qualifié par Gibbon non pas de confession, mais d'« apologie d'un politique ambitieux », qui tente vainement, malgré les faits, de convaincre la postérité de la pureté et de la noblesse de ses sentiments. Malgré leur caractère de partialité évidente, les Mémoires de Cantacuzène fournissent une documentation précieuse sur la trouble histoire de la péninsule balkanique au ^{xiv}^e siècle, en particulier sur celle des Slaves.

Georges Pachymère, qui avait atteint les plus hautes fonctions dans l'Empire restauré par les Paléologues en 1261, est un des écrivains byzantins les plus éminents du ^{xiv}^e siècle. Il a composé un ouvrage d'*histoire* important, couvrant la période de 1261 à 1308, dans lequel il manifeste son hostilité à l'union des Églises et s'arrête avec une précision particulière sur les fastidieuses querelles dogmatiques de son temps.

C'est au ^{xiv}^e siècle que se rapporte l'activité de *Nicéphore Grégoras*, un familier d'Andronic II (Paléologue), qui a fait preuve d'érudition dans les branches les plus variées de la science. Ayant reçu une excellente instruction, familiarisé avec la littérature et la science antiques, en particulier avec l'astronomie, ce qui l'avait même incité à proposer au gouvernement une réforme du calendrier, qui ne devait pas voir le jour, Grégoras s'était distingué à la fois dans l'enseignement et comme écrivain. Son œuvre abondante embrasse des questions touchant à la théologie, à la philosophie, l'astronomie, la rhétorique et la grammaire. Son maître, le mécène *Théodore Métochite*, premier ministre d'Andronic II, a également laissé de nombreux ouvrages de philosophie, d'histoire, de rhétorique et d'astronomie, de nombreuses poésies et une correspondance, permettant de le considérer comme l'écrivain le plus éminent du ^{xiv}^e siècle après Grégoras.

Les écrivains byzantins du ^{xv}^e siècle, Gémistos Pléthon et Bessarion appartiennent déjà plutôt à l'histoire de l'humanisme italien. *Gémistos Pléthon* nous intéresse comme philosophe, entièrement séduit par l'idée que la population du Péloponèse représente le type le plus pur et le plus ancien du peuple hellène. Il soumit à Manuel II un curieux projet de réformes politiques et sociales pour le Péloponèse, composé sous l'influence des idées de Platon. Son grand ouvrage — *le Traité des Lois* — nous montre jusqu'où l'ont conduit ses plans de réformes humanitaires : il y tente de restaurer le paganisme sur les ruines du christianisme à l'aide de la philosophie néoplatonicienne. Alors que Constantinople sombrait, Pléthon faisait des tentatives fantaisistes de restaurer l'Hellade en Morée.

Les funestes événements de 1453 ont été décrits par quatre historiens, Georges Phrantzès, Doucas, Laonikos Chalkokondyles et Critobule (d'Imbros).

C'est au temps des Paléologues que se rapporte la dernière œuvre juridique de Byzance, qui a eu une influence énorme dans les Balkans et en Bessarabie, influence qui a même duré jusqu'à ces dernières années. Il s'agit du recueil de législation du juriste et juge thessaloniquiste *Constantin Harménopoulos*, connu sous le nom d'*Hexabiblos* ou « Manuel de Lois », qui expose le droit civil et pénal de Byzance.

Dans le domaine de l'art également, on observe un épanouissement aux ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles — à vrai dire assez inattendu si l'on tient compte de la situation générale de l'État. De cette renaissance de l'art byzantin, nous trouvons des témoignages

éloquents dans les fresques des églises de Mistra (l'ancienne Sparte), dans le Péloponèse, en Serbie et, surtout, dans les célèbres mosaïques de Kahrié-Djami à Constantinople, qui se distinguent par leur originalité, la grâce de leur sentiment et cette finesse dans l'exécution qui n'appartient qu'à un art hautement développé et imbu d'admirables traditions. On ne saurait admettre l'hypothèse « occidentale » de l'éventualité de l'influence des maîtres italiens du *xiv^e* siècle (Giotto) sur l'art byzantin, ce qui, prétend-on, expliquerait ses nouvelles formes. Elle est contredite par l'existence des « nouvelles » formes de l'art byzantin dans les fresques byzantines de Chora, de Mistra et en Serbie, qui se rapportent au premier tiers du *xiv^e* siècle, alors que l'art du « trecento » avait à peine eu le temps de se matérialiser en Italie même. Il pourrait plutôt être question de l'influence prolongée des modèles byzantins sur l'art italien du *xiii^e*.

Ce qui précède nous explique pourquoi la civilisation byzantine a continué de rayonner dans les pays limitrophes, malgré l'état voisin de l'agonie dans lequel se trouvait Byzance même aux *xiv^e*-*xv^e* siècles. La Serbie avait subi l'influence byzantine dès le *vii^e* siècle. Mais cette influence s'accroît et se développe dès lors qu'elle a conquis son indépendance sous Etienne Némanja, et qu'elle est devenue un voisin dangereux pour Byzance sous Etienne Douchan. Etienne Némanja aspire à organiser l'État serbe sur le modèle de Byzance. Les « krali » de Serbie s'unissent par des liens de famille aux basileis constantinopolitains, ils entretiennent d'étroites relations avec le monde de Byzance. La cour, l'administration, la législation, les belles-lettres et les beaux-arts subissent l'empreinte profonde de Byzance.

On peut également observer un accroissement de l'influence byzantine en Valachie et en Moldavie, à partir du *xiv^e* siècle. Cette influence est sensible aussi bien dans les domaines religieux et administratif que culturel. Ce sont des évêques grecs qui deviennent les premiers métropolites de Valachie et de Moldavie. Même après la chute de Byzance, son influence s'y est maintenue. Les hospodars de Valachie se vêtaient à la byzantine, s'entouraient de fonctionnaires grecs, aspiraient à gouverner suivant le mode grec, enfin parlaient grec. Les belles-lettres, les beaux-arts et l'idéologie byzantins y étaient dominants.

Le développement culturel de l'Europe du Sud-Est avait été brutalement interrompu par la conquête turque. Par contre, en Italie, la nouvelle classe qui se formait — la bourgeoisie des

villes — élabore sa propre conception de l'univers, qui diffère du concept féodal. Dans son élaboration, elle cherche à s'appuyer sur les traditions de la culture antique, grecque de préférence. Pour se l'assimiler, elle a largement recours aux bons offices des érudits grecs, qui avaient fui leur patrie conquise par les Turcs. Il ne s'agit pas de surestimer le rôle des Byzantins dans le développement de l'humanisme italien. Ce mouvement avait entièrement pris racine dans les conditions d'existence proprement italiennes. Le rôle des savants byzantins a été un rôle technique, de transmission, de professeurs enseignant le grec, de commentateurs d'auteurs grecs, de possesseurs d'anciens manuscrits grecs, mais non pas d'initiateurs ou de chefs du mouvement humaniste.

Même bornée à ce rôle modeste, l'activité des érudits byzantins qui avaient émigré en Italie, avant et après la conquête turque, a eu une influence non négligeable sur les progrès du mouvement humaniste, sur le regain d'intérêt pour l'antiquité en général et l'antiquité grecque en particulier.

Dès le ^{xiv}^e siècle, le Grec calabrais *Barlaam* enseignait le grec à Pétrarque, quoique l'élève ait été plus instruit et plus doué que son maître. Un disciple de Barlaam, *Léonce Pilate*, a enseigné le grec à Giovanni Boccace. La première traduction littérale d'Homère fut le fruit de leurs travaux communs.

A partir de la fin du ^{xiv}^e siècle et au ^{xv}^e, des érudits aussi réputés que *Manuel Chrysoloras*, *Gémistos Pléthon*, *Bessarion de Trébizonde*, archevêque de Nicée, sans parler d'une pléiade de savants de moindre importance, apparaissent en Italie. Les humanistes italiens allaient réserver un accueil enthousiaste à Chrysoloras. Pendant de nombreuses années, il enseigna à l'université de Florence puis à Pavie où il transmit à ses auditeurs ses vastes connaissances en matière de lettres grecques. Le rôle de Gémistos Pléthon, qui avait accompagné l'empereur Jean VIII dans son voyage au concile de Ferrare-Florence, a été encore plus important. Pléthon se fit en Italie un propagateur zélé de la philosophie de Platon. Jusque-là, seule la philosophie d'Aristote avait été étudiée et commentée dans les écoles d'Europe Occidentale. En acclimatant en Italie son admiration active pour Platon, il influa à ce point sur Cosimo Medici et les humanistes italiens qu'il devint le père spirituel de la création de l'Académie platonicienne à Florence. Le rôle de son disciple, Bessarion, n'est pas moindre. Ne le cédant en rien aux humanistes italiens, ni comme capacités ni sous le rapport de l'instruction, Bessarion établit avec eux des rapports étroits. Partisan de l'union des Églises, il se rap-

procha de la curie romaine et fut nommé cardinal. A Rome, sa résidence était devenue le centre du mouvement humaniste. Comme écrivain, pendant son long séjour en Italie, il combattit pour l'union des deux Églises, vulgarisa et traduisit les classiques grecs.

Quoique Byzance ait péri comme État indépendant, la civilisation byzantine continuait d'exercer une grande influence sur les peuples de l'Europe Orientale. Cette influence se manifesta longuement chez les Turcs et les Grecs, les Serbes et les Bulgares, les Arméniens et les Géorgiens, les Roumains et les Russes. Et il se peut qu'elle se soit exercée le plus longuement et le plus fortement dans la Russie des tsars, qui avait prétendu, après la chute de Constantinople au rôle d'héritière de l'Empire romain d'Orient. L'union, du tsar Jean III avec Sophie Paléologue en 1472 et l'adoption de l'aigle bicéphale byzantine dans les armoiries officielles de l'Etat Moscovite symbolisaient, aux yeux de ses dirigeants, le fait que la Russie moscovite avait bien succédé à Byzance. L'autocratie russe s'était obstinément attachée à cette idée durant des siècles, malgré les modifications intervenues dans le vie sociale et politique de la Russie. L'autocratie byzantine et l'orthodoxie étaient défendues en tant qu'« assises » inébranlables de l'État. De même qu'à Byzance, le palais du tsar, puis de l'empereur, était le centre et le point d'aboutissement de toute la machine gouvernementale autocratique, centre qui avait un irrésistible attrait pour tous les chercheurs d'emploi, de richesse et d'influence. L'appareil bureaucratique, édifié suivant la table des rangs et des classes, était, malgré la différence de terminologie des grades et des fonctions, strictement copié sur le modèle byzantin et fonctionnait suivant les mêmes principes. Comme les basileis de Byzance, les tsars de Russie cherchaient à assimiler les peuples conquis en engageant à leur service les représentants de la noblesse locale. De même encore qu'à Byzance, l'Église orthodoxe était étroitement dépendante de l'État ; elle était un puissant instrument d'action sur les bas-fonds populaires par le moyen des couvents et des moines, des icones miraculeuses et des reliques ; elle accomplissait son rôle missionnaire, elle excitait l'intolérance religieuse et cherchait à étouffer les non-conformistes par des moyens de contrainte.

En se considérant les héritiers des basileis, les tsars de Russie se chargeaient d'une double obligation : de la « protection » des chrétiens orientaux et de la liquidation des conséquences des événements de 1453. Certes, les projets d'expulsion des

Turcs d'Europe, de conquête de Constantinople et des Détroits étaient également dictés par les intérêts économiques et politiques des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie russes, cependant c'était l'idée de la « succession byzantine » qui inspirait aussi bien la forme que la justification historique de ces projets.

Le tsarisme avait mené mainte guerre pour la réalisation de ces projets. Des flots de sang avaient été versés sans qu'il ait réussi à atteindre son but. Tout le long du ^{xix}^e siècle, le tsarisme s'était heurté à la résistance obstinée de l'Angleterre et de la France, qui, elles aussi, cherchaient à faire de la Turquie une colonie. A partir de la fin du ^{xix}^e siècle, l'Allemagne impérialiste s'était posée en concurrente du tsarisme, espérant, sous Guillaume II, transformer la Turquie en colonie économique et politique.

Les guerres russo-turques marquaient néanmoins un pas en avant dans l'affranchissement des peuples balkaniques. « L'élément objectif essentiel des phénomènes historiques au cours des guerres non seulement de 1855, 1859, 1864, 1866, 1870, mais aussi de 1877 (russo-turque) et 1896-1897 (les guerres de la Turquie avec la Grèce et les troubles arméniens) était constitué par des mouvements nationaux ou des « convulsions » de la société bourgeoise qui se libérait des diverses formes de féodalisme. »

Les petits États balkaniques, rappelés à l'existence indépendante au cours du ^{xix}^e siècle, prétendaient, à leur tour, à la succession de Byzance. Il n'est guère étonnant que, dans ces conditions, la péninsule balkanique ait constitué, au cours du ^{xix}^e siècle et au début du ^{xx}^e, une véritable poudrière, qui menaçait, en explosant, d'allumer l'incendie de la guerre mondiale et qui l'a effectivement allumé.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	5
CHAPITRE I. — LES ORIGINES DE BYZANCE.....	9
CHAPITRE II. — BYZANCE AU V ^e SIÈCLE	31
CHAPITRE III. — BYZANCE AU VI ^e SIÈCLE.....	59
1. Le gouvernement intérieur de Justinien.....	59
2. La politique extérieure de Justinien	78
3. La civilisation byzantine aux v ^e et vi ^e siècles...	99
CHAPITRE IV. — BYZANCE AU VII ^e SIÈCLE.....	113
1. La crise du vii ^e siècle et la dislocation de l'Em- pire universel.....	113
2. La transformation de la composition ethnique et de la structure sociale de Byzance au vii ^e siècle..	128
CHAPITRE V. — BYZANCE AUX VIII ^e ET IX ^e SIÈCLES. LE MOUVEMENT ICONOCLASTIQUE.	135
1. Byzance au viii ^e siècle	135
2. Byzance au ix ^e siècle	142
3. « Les sombres siècles » de la civilisation byzan- tine (vii ^e -ix ^e siècles).....	150
CHAPITRE VI. — LA DYNASTIE MACÉDONIENNE	157
1. La situation intérieure de l'Empire.....	157
2. L'histoire politique de Byzance au temps de la dynastie macédonienne	178
3. La civilisation byzantine du ix ^e au xi ^e siècle ...	198
4. Byzance, la Russie et l'Europe occidentale.....	211
CHAPITRE VII. — BYZANCE ET LES CROISADES.....	219
1. La politique extérieure et le gouvernement in- térieur des Comnènes	219
2. Tentative de création d'une monarchie démoc- ratique. IV ^e Croisade et Effondrement de By- zance	241

TABLE DES MATIÈRES	300
CHAPITRE VIII. — RESTAURATION ET AGONIE DE BYZANCE.....	260
1. L'Empire latin et l'Empire de Nicée	260
2. La restauration de l'Empire de Byzance. Le mouvement révolutionnaire des Zélotes. L'agonie de Byzance sous les Paléologues (xiv-xv ^e siècles).....	267
CONCLUSION	290

TH. W. DANZEL

MAGIE ET SCIENCE SECRÈTE

La Magie primitive. - La Magie au Mexique et au Pérou. - La Magie dans la Civilisation assyro-babylonienne. - Doctrines religieuses et magiques dans l'ancienne Egypte. La Magie en Chine. - La Magie en Inde. - Cabale et Alchimie. - Art divinatoire.

In-8

JEAN GAUDEFROY-DEMOMBYNES

Docteur de lettres ; professeur au Conservatoire de musique de Nancy

HISTOIRE DE LA MUSIQUE FRANÇAISE

In-8

RENÉ GROUSSET

De l'Académie Française
Conservateur au Musée Cernuschi

L'EMPIRE du LEVANT

Histoire de la Question d'Orient

Un vol. in-8 de 640 pages
avec 20 croquis de cartes

L'EMPIRE des STEPPES

Attila, Gengis-Khan, Tamerlan

In-8 de 640 pages avec 30 cartes
et 20 dessins

HISTOIRE de l'ARMÉNIE

Des origines à 1071

In-8 de 656 pages avec 10 cartes
et 5 tableaux généalogiques

JEAN POUIJADE

Membre de l'Académie de Marine ;
attaché au Musée d'Histoire Naturelle (Musée de l'Homme)

LA ROUTE DES INDES ET SES NAVIRES

Un volume in-8
avec 90 dessins de l'auteur

G. QUADRI

Chargé de cours de philosophie
à l'Université de Sienna

LA PHILOSOPHIE ARABE DANS L'EUROPE MÉDIÉVALE

Des origines à Averroès

In-8

J. ROUCH

Professeur à l'Institut océanographique (Paris),
Directeur du Musée océanographique de Monaco

TRAITÉ D'Océanographie PHYSIQUE

Tome I.

Sondages

Tome II.

L'eau de mer

Tome III.

Les mouvements de la mer

Trois volumes in-8
avec 100, 150 et 176 figures
dans le texte

J. HUIZINGA
Professeur à l'Université de Leyde

LE DÉCLIN DU MOYEN AGE

Préface de **Gabriel HANOTAUX**
de l'Académie Française

In-8 de 472 pages

T. E. LAWRENCE

LES SEPT PILIERS DE LA SAGESSE

Traduction intégrale
de **Charles MAURON**

In-8 de 832 pages

H. BAUMANN et D. WESTERMANN
Ancien directeur de l'Institut International
des Langues et Civilisations Africaines

LES PEUPLES ET LES CIVILISATIONS DE L'AFRIQUE

suivi de

LES LANGUES ET L'ÉDUCATION

Traduction française
par **L. HOMBURGER**

Directeur d'Études de Linguistique Africaine
à l'École Pratique des Hautes Études

Préface de **Théodore MONOD**

Correspondant de l'Institut
Professeur

au Muséum National d'Histoire Naturelle
Directeur

de l'Institut Français d'Afrique Noire

In-8 de 606 pages, avec 461 figures
et 23 cartes

MAHOMET

LE CORAN

Traduction nouvelle et intégrale
par **Édouard MONTET**

Professeur de Langues Orientales
Recteur Honoraire de l'Université de Genève

In-8 de 896 pages

Marquis de WAVRIN

LES INDIENS SAUVAGES DE L'AMÉRIQUE DU SUD

Vie Sociale

In-8, avec 2 cartes et 16 planches
hors-texte

Ed. LE DANOIS Dr. Sc.

Ancien Directeur
de l'Office des Pêches Maritimes

LES PROFONDEURS DE LA MER

Trente ans de recherches sur la faune
sous-marine au large des côtes
de France

In-8 de 304 pages avec 50 cartes et
figures, 8 planches hors texte et un
répertoire zoologique des espèces
benthiques entre le 43° et le 54° N.

